

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/956
Appendice I/Volume III
4 septembre 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

RAPPORT DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT

APPENDICE I

VOLUME III

Texte des documents publiés par
la Conférence du désarmement

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

Rapport sur une inspection expérimentale nationale

I. Généralités

1. A partir des indications figurant dans le document de travail sur les inspections expérimentales (CD/CW/WP.213 du 19 septembre 1988), une inspection expérimentale nationale sur la non-fabrication d'armes chimiques a eu lieu en République fédérale d'Allemagne le 9 février 1989 dans une installation polyvalente produisant une substance inscrite au tableau [2] de l'article VI.

2. Les objectifs de l'inspection étaient ceux énoncés dans le document de travail, à savoir qu'il s'agissait d'évaluer le texte évolutif (dans sa version du 12 septembre 1988, CD/874), tant du point de vue de sa conception générale que de ses dispositions particulières, au moyen d'une inspection expérimentale nationale dans le but de savoir si l'Inspectorat international disposait de critères appropriés et utilisables pour vérifier la non-fabrication et si ces critères lui permettaient d'établir avec une certitude suffisante que les usines chimiques civiles d'un Etat partie ne servaient qu'à des fins non interdites par la Convention.

L'inspection avait pour objectif de faire apparaître dans quelle mesure un contrôle efficace des quantités de substances produites et de leur utilisation à des fins civiles ainsi qu'une inspection sur place des installations de production et de traitement pouvaient s'insérer dans un système de contrôle viable qui tienne en même temps compte des intérêts économiques légitimes de l'industrie en matière de protection de la confidentialité des informations.

3. A titre préliminaire, un groupe d'experts gouvernementaux constitué aux fins de l'inspection expérimentale et jouant le rôle d'une autorité internationale de contrôle fictive a communiqué à l'installation industrielle à inspecter une liste de questions établie à partir de l'annexe de l'article VI [2] et de l'accord type relatif aux installations fabriquant, traitant ou utilisant des produits chimiques inscrits au tableau [2] qui figure à l'appendice II du document CD/874.

4. L'inspection a porté sur une installation polyvalente qui fabrique, entre autres, un produit intermédiaire organique simple inscrit au tableau [2].

L'installation à inspecter et le champ d'application de l'inspection étaient définis comme suit : "une unité de fabrication spécifique en service (définie par les limites des batteries de fabrication) ainsi que les installations connexes pour le stockage des matières de base, la manipulation du produit, le traitement des déchets et le stockage du produit fini".

5. Entre autres substances chimiques, l'installation fabrique le produit intermédiaire organique simple inscrit au tableau [2] dont la fabrication et l'utilisation à des fins civiles seront soumises à un contrôle international, notamment à des inspections sur place à intervalles réguliers, après l'entrée en vigueur de la Convention.

L'inspection s'est limitée à la vérification de la déclaration et des renseignements que l'entreprise a fournis sur la fabrication de cette substance, ainsi qu'à la vérification de la non-production de substances figurant au tableau [1].

6. Il convient de noter que l'inspection expérimentale a posé un problème particulièrement difficile aux inspecteurs pour les raisons suivantes :

Premièrement, l'installation de production est intégrée dans une grande usine chimique.

Deuxièmement, le produit inspecté est un intermédiaire commercial courant qui ne se distingue pas des autres produits fabriqués dans l'installation par des caractéristiques techniques identifiables. Selon les exigences de la concurrence internationale et la demande du marché, ce produit est fabriqué en petites séries séparées par une usine qui fabrique aussi une trentaine d'autres produits. Cette inspection a permis d'acquérir une expérience utile quant aux problèmes de vérification spécifiques qui se posent en pareil cas et quant aux moyens de les résoudre.

II. Renseignements sur l'installation et sur l'utilisation et la fabrication de la substance, fournis par l'entreprise en réponse au questionnaire de "l'Inspectorat" et constituant une déclaration sur la fabrication de substances du tableau [2], conformément au document CD/874, appendice I, page 84 et suivantes

1. L'installation inspectée fait partie d'une usine typique, qui fabrique de nombreux produits intermédiaires par diverses méthodes dans des installations polyvalentes; celles-ci comprennent d'ordinaire un réacteur pour la transformation chimique et une installation de traitement. C'est dans une installation de ce type qu'est fabriqué le produit intermédiaire du tableau [2] en question. On a fourni à l'Inspectorat un ensemble de règles fondamentales tirées de la littérature spécialisée (l'"Encyclopédie de l'industrie chimique" d'Ullmann).

2. La substance en question sert exclusivement à des fins civiles et peut être utilisée :

- Comme précurseur de nombreux produits pharmaceutiques, et notamment comme agent de peptisation pour les médicaments, comme solubilisant et comme matière d'isolation et de purification pour un certain nombre d'antibiotiques.
- Comme intermédiaire dans l'industrie chimique, par exemple pour la production d'anticorrosifs, d'échangeurs d'ions, de pigments et de produits photochimiques.

- Comme catalyseur pour la fabrication de résines phénoliques, de polyuréthanes et de résines époxydes, et comme composant de base de résines synthétiques.

3. La production en discontinu de la substance s'effectue en faisant réagir deux composants liquides dans une cuve; elle nécessite peu de matériel spécialisé.

L'une des matières de base est fournie par l'usine et acheminée par une canalisation. La deuxième matière de base est livrée dans des wagons-citernes par un autre fabricant et est pompée dans la cuve de réaction à partir des réservoirs de stockage.

Après la synthèse, la substance brute est entreposée puis purifiée par un processus de rectification en plusieurs étapes sous pression réduite. Plusieurs colonnes de distillation discontinue et une colonne de distillation continue sont utilisées à cette fin. Le choix de la colonne dépend des besoins de l'installation dans chaque cas précis.

Le produit de la distillation consiste en plusieurs fractions. Les produits de tête et le résidu de la distillation sont brûlés dans l'installation de combustion de l'usine.

Le coeur et les produits de queue sont renvoyés dans la colonne de distillation; seules les fractions principales répondent aux exigences de pureté pour la substance en question. Les fractions sont transférées des colonnes de distillation dans des réceptacles spéciaux. Les fractions principales, c'est-à-dire le produit raffiné, sont ensuite versées dans des fûts. Ceux-ci sont transportés dans le magasin et dans la section d'emballage de l'usine, qui est chargée de l'expédition du produit.

L'effluent atmosphérique des sous-produits gazeux est lavé. Les eaux de lavage ainsi que les eaux de rinçage des cuves sont épurées dans l'installation de traitement des eaux usées de l'usine.

La synthétisation et le traitement de la substance sont effectués manuellement. Ce procédé n'exige pas d'instruments de mesure ou de commande particuliers.

Les règles de sécurité doivent être respectées lors de la manipulation des matières de base.

La synthèse n'exige pas de mesures de sécurité techniques spécifiques différentes des règles générales de sécurité applicables à la manipulation des substances chimiques.

En raison du danger que présentent les projections d'acides, un masque et des gants de caoutchouc doivent être portés lors du prélèvement d'échantillons.

Le personnel chargé de la fabrication de la substance en question n'a pas à subir d'examens médicaux particuliers en relation avec ses activités.

4. La quantité de substance fabriquée en une année civile est relativement peu élevée si l'on considère l'importance de l'installation; elle est de l'ordre d'une centaine de tonnes métriques. L'installation ne fabrique donc la substance en question que quelques semaines par an, réparties sur un certain nombre de courtes périodes de production; pendant le reste de l'année, elle fabrique d'autres produits.

Théoriquement, l'installation pourrait fabriquer dix fois plus de la substance en question qu'elle n'en produit en fait.

La substance n'est pas transformée dans l'usine mais vendue sur le marché national ou à l'étranger.

La planification de la fabrication dépend de la demande du marché. En règle générale, elle est mise en route deux mois à l'avance. Toutefois, en cas de nécessité, l'installation peut lancer la fabrication d'un produit en une semaine.

III. Mise en oeuvre de l'inspection expérimentale

1. Visite initiale

Le 24 janvier 1989, les inspecteurs ont fait une visite initiale à l'entreprise, comme il est prévu dans le document CD/874, afin de préparer la première inspection sur place. Ils avaient eu connaissance de la déclaration soumise par l'entreprise conformément au document CD/874 (appendice I, p. 84 et suiv.). N'y figuraient que des renseignements d'ordre général sur les quantités de substance fabriquées au cours de l'année civile 1988.

- 1.1 Les inspecteurs ont noté les indications données par la direction quant à la substance fabriquée et à l'installation, en réponse au questionnaire de l'"Inspectorat".

La direction et les inspecteurs sont convenus que ces derniers conserveraient une partie des renseignements fournis par la direction au titre du paragraphe 2 de l'accord type relatif aux installations fabriquant, traitant ou utilisant des produits chimiques figurant au tableau [2] (CD/874, appendice II, p. 132). L'autre partie (soit les renseignements à fournir au titre des alinéas d, f, g, et h du paragraphe 2) serait gardée sous clé par les inspecteurs sur les lieux de l'entreprise.

- 1.2 Bien que les inspecteurs aient reçu communication des déclarations où figuraient des renseignements et des données sur la substance et sur l'installation, il leur restait à préciser avec la direction plusieurs points, notamment les détails techniques et organisationnels du champ d'application et de la mise en oeuvre de l'inspection expérimentale. Ce qui a été convenu par la suite est important à cet égard.

- La visite des installations de fabrication et de stockage à inspecter et de leur pourtour devrait être fondée sur la définition délimitant l'installation (voir ci-après 1.4).

Ensuite, le champ d'application de l'inspection expérimentale ultérieure de l'installation a été établi; les inspecteurs ont fait le tour de l'installation au cours de la visite initiale.

- Pour ce qui concerne le traitement des données confidentielles au cours de l'inspection expérimentale, les inspecteurs et la direction sont convenus de se fonder sur deux catégories de données et de partir du principe que :
 1. certaines données confidentielles devaient être conservées sous clé dans l'entreprise (voir CD/874, p. 133, par. 2.1) et ne devaient pas figurer dans le rapport des inspecteurs;
 2. d'autres données devaient être considérées comme étant strictement confidentielles, même dans l'exercice des fonctions d'un inspectorat, du fait qu'elles ne contribuaient pas à la vérification au sens de la convention (CD/874, p. 31, art. VI, par. 9 c)). Figuraient notamment dans cette catégorie les données détaillant concrètement les conditions de réaction qui sous-tendaient la fabrication de la substance (température, pression, additifs, durée de la réaction, etc.) et déterminaient la quantité de substance distillée. L'inspection expérimentale devrait être effectuée sans que soient examinées les parties du registre de l'installation où étaient indiquées des données sensibles de ce genre.
- Afin de vérifier les déclarations concernant la substance produite, l'inspection expérimentale devait en outre porter sur la question des matières de base que l'entreprise achetait et ne fabriquait pas elle-même.

Tous les documents et données concernant les quantités devaient être traités comme des renseignements confidentiels et conservés sous clé dans l'entreprise.

- Toutes les possibilités d'échantillonnage et de vérification des quantités à effectuer au cours de l'inspection expérimentale ont été examinées au cours de la visite des installations de fabrication et de stockage.

Il a été convenu de déterminer les points d'échantillonnage et les objets de la vérification quantitative.

On a examiné les méthodes à adopter pour analyser les échantillons et les délais dans lesquels les analyses pouvaient être faites; outre le laboratoire de l'installation, il conviendrait de faire appel à d'autres laboratoires d'analyse de l'entreprise.

Il a été convenu que, dans le cadre de l'inspection expérimentale, l'analyse des échantillons aurait un double objectif :

- Il fallait vérifier (par réaction positive ou négative) que les échantillons correspondaient bien l'un à la substance et l'autre aux matières de base;
- Il fallait analyser un mélange de ces deux échantillons séparés afin de déterminer s'il contenait ou non des produits inscrits au tableau [1], et notamment s'il renfermait du phosphore, de l'arsenic, du soufre, du chlore et des composés aromatiques. Il était possible de procéder ainsi du fait que les différents échantillons ne contenaient, selon la direction, aucun de ces éléments. Par ailleurs, la possibilité d'une réaction entre les différents échantillons a été écartée.

Le nombre des échantillons de réserve et leur stockage ont été convenus après examen.

- 1.3 Une formule type d'installation a été établie aux fins de l'inspection expérimentale sur la base du texte évolutif contenu dans le document CD/874, appendice II, pages 132 à 136.

La teneur de la formule type d'installation a été déterminée suivant le principe du "besoin d'en connaître" (CD/874, p. 31, art. VI, par. 9 c)) et compte tenu de la définition convenue de l'installation (voir ci-après 1.4).

Les parties de la formule type à remettre aux inspecteurs renfermaient principalement les renseignements fournis au titre du paragraphe 1 du présent rapport en ce qui concerne la substance et l'installation utilisée pour la fabriquer. Certains de ces renseignements n'étaient pas secrets et les autres étaient soumis au régime de confidentialité que devaient appliquer les inspecteurs. Les parties de la formule type à conserver sous clé contenaient des renseignements plus détaillés sur les lieux de fabrication et de stockage de la substance (plans, croquis, diagrammes).

- 1.4 L'inspection expérimentale devant être effectuée en un seul jour, il convenait de la préparer soigneusement. Il a donc été établi que l'on procéderait comme suit :

- Communication des règles et des dispositifs de sécurité appliqués dans l'usine et accord sur le traitement de l'information confidentielle;
- Fourniture par la direction de renseignements sur l'état opératoire de l'installation le jour de l'inspection;
- Détermination, sur la base de la formule type, des zones à inspecter dans l'installation visée;
- Détermination du nombre d'échantillons à prélever et des points d'échantillonnage;

- Inspection de l'installation suivant le plan établi, y compris le prélèvement des échantillons et la vérification des quantités afin de déterminer le volume de production effectif;
- Analyse des échantillons dans les laboratoires prévus, sous la surveillance d'un inspecteur;
- Communication des déclarations concernant la fabrication, l'utilisation et le stockage de la substance durant les années civiles précédente et en cours jusqu'à la date de l'inspection;
- Evaluation des relevés de production et de stockage sur lesquels reposent les déclarations présentées par la direction en ce qui concerne les quantités de substance et de matières de base;
- Comparaison des quantités mesurées et des quantités déclarées afin d'en vérifier la conformité, compte tenu de la marge d'erreur technique admissible;
- Recensement des documents (nombre et type) qui ont été examinés puis mis sous clé dans l'usine par les inspecteurs;
- Evaluation des résultats des analyses afin de déterminer s'ils correspondent bien aux renseignements fournis par la direction et s'il y a présence de substances inscrites au tableau [1];
- Consignation des résultats de l'inspection sur un formulaire de rapport succinct mis au point pour l'inspection expérimentale, et examen final.

2. Inspection expérimentale

2.1 Exécution

- 2.1.1 L'inspection expérimentale a été effectuée le 9 février 1989 conformément au plan d'opérations convenu.

Il a fallu cinq inspecteurs, qui, outre leurs tâches de contrôle, ont eu à suivre les analyses envisagées dans trois laboratoires.

- 2.1.2 La direction a informé les inspecteurs des conditions suivantes, observées le jour de l'inspection :

- état opératoire de l'installation en ce qui concerne la fabrication et la purification de la substance,
- stockage des matières de base,
- stockage de la substance brute,
- stockage de la substance pure.

- 2.1.3 Après avoir déterminé le nombre d'échantillons et les points d'échantillonnage en prélevant des échantillons aléatoires (échantillons négatifs/positifs), les inspecteurs ont choisi une des cuves de stockage aux fins de la vérification quantitative. Un échantillon équivalent a été préparé par mélange de l'ensemble des échantillons distincts et soumis au dépistage des substances du tableau [1]. Le prélèvement d'échantillons et la vérification des quantités ont été effectués au cours de la visite d'inspection de l'installation.

Pour rechercher les substances du tableau [2], les échantillons ont été analysés dans les laboratoires par chromatographie gazeuse et, en cas de besoin, par spectrométrie de masse, sous la surveillance constante des inspecteurs.

Les substances du tableau [1] ont été recherchées dans l'échantillon mélangé comme suit :

- pour le phosphore, par spectrométrie d'émission atomique, y compris l'excitation de plasma,
- pour l'arsenic, par spectrométrie d'absorption atomique sans flamme,
- pour le chlore et le soufre, par analyse élémentaire et analyse des traces, au moyen d'un appareil de combustion oxydrique de Wickbold,
- pour les composés aromatiques, par spectrométrie de résonance magnétique nucléaire.

Les résultats ont été relevés conjointement et mis sous clé à l'installation.

- 2.1.4 Le succès d'une inspection sur place dépend en grande mesure d'une documentation exacte et complète sur les quantités de substances énumérées dans les déclarations. Pour la direction, il s'agit de renseignements confidentiels divulgués aux inspecteurs au cours de l'inspection, sous réserve du respect de la confidentialité. Ce principe a été également appliqué dans le cas de l'inspection expérimentale.

Les déclarations présentaient les quantités de la substance produite et des matières de base utilisées pour les années civiles précédente et en cours, jusqu'au jour de l'inspection.

Les quantités déclarées ont été vérifiées d'après les nombreux documents et pièces comptables dont les inspecteurs ont pu prendre connaissance, notamment :

- les sorties d'imprimante et les reçus concernant l'origine et l'utilisation des matières de base achetées (indication du fournisseur),

- les listes informatisées des quantités de substance vendues et des pays de destination (avec indication des clients),
- les documents relatifs au stock,
- les cartes relatives au poids,
- les chiffres relatifs aux quantités inscrits sur le registre de l'installation (paramètres du processus visé).

La vérification a aussi porté sur les quantités et les rendements obtenus pour les différents lots.

Le stock déclaré de substances pures a été vérifié par inspection sur place.

Tous les documents et reçus concernant les quantités ont été mis sous clé à l'installation et restent à la disposition de "l'Inspectorat".

2.2 Résultats

2.2.1 Les résultats de l'inspection expérimentale ont été consignés succinctement dans les formes convenues.

2.2.2 Les indications données par la direction au cours du prélèvement d'échantillons quant à la présence ou à l'absence de substances aux différents points de production et de stockage ont été confirmées par les résultats des analyses.

L'analyse de l'échantillon mixte, composé des différents échantillons, n'a décelé aucune substance du tableau [1].

2.2.3 L'inspection a confirmé les quantités déclarées de la substance et des matières de base pour les années civiles précédente et en cours jusqu'au jour de l'inspection, compte tenu de la marge d'erreur technique.

Les inspecteurs ont jugé plausible la documentation sur les quantités, à toutes les phases des opérations et pour l'ensemble du processus de production.

2.2.4 Les inspecteurs n'ont relevé aucune mesure de sécurité donnant à soupçonner la possibilité d'une production de substances supertoxiques.

IV. Evaluation et conclusions concernant certaines questions

1. L'inspection expérimentale nationale a été conçue en vue de mettre à l'épreuve l'applicabilité de critères de vérification de la non-production énoncés dans le texte évolutif; en outre, elle a permis d'acquérir une expérience et des connaissances applicables aux travaux sur le texte évolutif et pouvant servir à rendre aussi réalistes et efficaces que possible les dispositions relatives à la vérification.

2. Au point de vue de son déroulement et de ses résultats, l'inspection expérimentale menée conformément à ces critères, a été concluante.

L'expérience ainsi acquise montre qu'en règle générale les inspections de routine sont un bon moyen de vérifier si la production d'une installation chimique (voir I.4) correspond à des fins non interdites par la Convention.

De toute évidence, le succès de l'inspection est dû en grande partie au travail préparatoire approfondi et soigneux effectué au cours de la visite initiale.

Le moment venu, ce travail préparatoire a permis aux inspecteurs de mener leur tâche en un seul jour et d'effectuer toutes les opérations nécessaires de l'inspection.

L'exécution accélérée mais néanmoins intrusive de l'inspection tient pour beaucoup à la présence d'un nombre relativement élevé d'inspecteurs (cinq personnes) qui, tout en s'acquittant de leurs propres fonctions de contrôle, ont surveillé le déroulement des analyses prévues dans les laboratoires.

En outre, il est manifeste que le succès d'une inspection sur place dépend en grande mesure d'une documentation exacte et complète sur les quantités de substance déclarées. Il faut veiller aussi à la protection des intérêts commerciaux légitimes de l'entreprise (confidentialité du savoir-faire industriel).

On a montré que pour rendre une vérification plausible, il suffit de disposer d'un bilan pondéral accompagné des documents originaux de l'entreprise et reposant sur les données relatives aux matières de base principales ainsi que sur des facteurs de conversion étayés par des publications scientifiques, car on peut exclure dans le cas présent toute manipulation sensible des données, eu égard à l'interdépendance multiple des comptes de gestion de toute grande entreprise de l'industrie chimique. Toutefois, ces enseignements ne s'appliquent pas aux petites entreprises ou aux unités de production isolées.

3. L'inspection expérimentale a soulevé plusieurs questions :

- 1) Les problèmes posés pour l'inspection d'une installation polyvalente;
- 2) L'intérêt de la vérification par l'Inspectorat international par rapport à l'intérêt commercial de l'entreprise inspectée ("confidentialité");
- 3) Le personnel nécessaire pour une inspection efficace.

3.1 L'inspection d'une installation polyvalente pose certains problèmes liés à la nécessité d'isoler d'une manière convaincante la section à inspecter.

Les inspecteurs doivent savoir quelles sont les parties de l'installation effectivement utilisées dans la production des substances en question. La conséquence en est qu'il faut, dans une certaine mesure, inclure aussi les éléments de l'usine connectés

à la section à inspecter; c'est le cas par exemple de la tuyauterie amont et aval entre celle-ci et les réservoirs de l'installation, et les tuyaux d'alimentation jusqu'aux bifurcations pertinentes. Dans les grandes entreprises composées de plusieurs installations polyvalentes, les activités d'inspection doivent toutefois être limitées pour des raisons pratiques. La partie inspectée de l'installation en question ne représente dans la plupart des cas qu'un segment relativement petit de l'ensemble des moyens de production.

Les possibilités multiples de variation technique inhérentes aux installations polyvalentes apportent un autre facteur d'incertitude. Une installation polyvalente peut être douée d'un degré considérable de souplesse technique, c'est-à-dire qu'elle peut envoyer la production à toute une gamme d'autres réservoirs et canalisations, d'où la difficulté de suivre le cheminement du produit dans l'installation.

Un autre problème de vérification tient au fait que dans les grandes entreprises, composées de plusieurs installations polyvalentes (l'entreprise elle-même pouvant faire partie d'un complexe encore plus vaste), les substances visées par la convention peuvent être produites aussi dans d'autres installations faisant partie du complexe global.

Dans un tel cas, un contrôle détaillé des quantités, s'étendant au-delà de l'unité de production, peut fournir de meilleurs indices qu'une simple inspection technique d'installation.

- 3.2 Un problème crucial dans l'élaboration du texte de la convention consiste à concilier les intérêts de l'Inspectorat international - en ce qui concerne le contrôle effectif des quantités et de l'utilisation de certaines substances à des fins civiles, ainsi que l'inspection sur place de l'installation en question - avec les intérêts légalement protégés de l'entreprise (problème de "confidentialité").

Du point de vue de la confidentialité, les intérêts de l'entreprise inspectée s'étendent à la fois aux moyens et aux résultats des mesures de vérification.

Il est compréhensible que des sociétés privées hésitent à fournir des renseignements sur leurs clients, bien que cela puisse faciliter le contrôle des quantités; l'identité des clients est considérée comme un secret commercial.

De pair avec le savoir-faire technique, la confidentialité des données est une question extrêmement névralgique pour les entreprises commerciales et mérite d'être protégée.

Une possibilité concevable est la divulgation des données d'expédition ventilées par pays de destination - ce qui a été fait au cours de l'inspection expérimentale.

- 3.3 Il a fallu cinq inspecteurs pour une exécution attentive, rapide et convenable de l'inspection. L'intervalle de temps réduit entre la visite initiale et l'inspection a été un facteur positif. Dans ces circonstances, il a été possible de mener à bien l'inspection en un seul jour.

Dans le cas où une telle succession rapide entre la visite initiale et l'inspection serait impossible, une équipe internationale d'inspecteurs arrivant à l'installation avec un court préavis et sans connaissance préalable de celle-ci nécessiterait beaucoup plus de temps pour mener à bien sa tâche d'inspection. En outre, une telle situation pourrait aussi influencer sur les effectifs du secrétariat technique.

11 avril 1989

Original : FRANCAIS

FRANCE

INSPECTION EXPERIMENTALE NATIONALE

INTRODUCTION

Lors de la session d'été de 1988, le Comité spécial des armes chimiques a proposé que soient conduites par les pays intéressés des inspections expérimentales nationales, en vue notamment de déterminer si les dispositions en matière de vérification, contenues dans le texte évolutif, permettaient de façon réaliste de s'assurer que les installations déclarées de l'industrie chimique n'étaient pas utilisées à des fins interdites.

Ce document rend compte de l'inspection expérimentale nationale organisée en mars 1989, dont les résultats sont présentés pour l'essentiel selon le schéma du document suédois CD/CW/WP/213.

Cet exercice a notamment fait ressortir l'importance de la visite initiale, l'utilité de la vérification des documents de l'établissement établis sur une longue période, les difficultés liées aux analyses des échantillons et la nécessité d'accorder une attention constante au respect de la confidentialité. Il a en outre permis aux représentants de plusieurs ministères et organismes publics, ainsi qu'aux industriels de la chimie réunis au sein de l'Union des industries chimiques de se familiariser avec la réalité, les contraintes et les implications de la future Convention.

I. APPROCHE GENERALE

1. Objectifs

Une inspection nationale expérimentale a été organisée sur un site chimique polyvalent en vue de mettre à l'épreuve une procédure d'inspection de routine visant à vérifier qu'une déclaration préalable d'un produit chimique, supposé être inscrit sur la liste (2), était bien conforme avec la réalité d'un atelier de production de ce produit et qu'il n'y avait donc pas de possibilité de détournement de production.

Deux aspects techniques ont fait l'objet d'une attention particulière : la vérification du bilan matières à partir des indications fournies par l'établissement, et l'intérêt de prélèvements d'échantillons tant de produits que d'effluents pour s'assurer de la conformité de la fabrication avec les schémas fournis et de l'absence de produits non autorisés.

Compte tenu de l'importance accordée par la France au respect de la confidentialité dans les différents régimes de vérification, il convenait également de déterminer le niveau maximal d'information à fournir par l'industriel pour assurer l'efficacité de l'inspection : le "besoin d'en connaître" apparaît en effet comme l'élément essentiel du respect de la confidentialité dans la diffusion des informations, de même que la compétence et la fiabilité des inspecteurs (voir document CD/901).

2. Cadre de l'inspection

L'inspection s'est déroulée dans une installation spécifique d'un atelier polyvalent au moment où la fabrication était en cours. Cette installation, bien que ne fabriquant pas une des substances chimiques visées dans l'annexe VI(2), a été considérée comme offrant des similitudes suffisantes pour une simulation des conditions nécessaires à la conduite de l'inspection envisagée.

L'atelier polyvalent fait lui-même partie d'un complexe industriel où sont fabriqués, en continu ou en discontinu, un grand nombre de produits, dont certains très voisins chimiquement du produit considéré.

3. Types d'inspections sur place

Une visite initiale (consistant en fait en plusieurs journées de visite avec évaluation intermédiaire), puis plusieurs réunions de préparation, notamment pour mettre au point un scénario d'inspection puis un accord spécifique pour l'installation, ont précédé l'inspection de routine, conformément aux dispositions mentionnées dans l'annexe (2) de l'article VI.

4. Renseignements préalables

4. a) Déclarations : la déclaration initiale indiquait :

- la capacité de production du produit considéré, avec notification de la production réelle en 1988 et de celle prévue en 1989;

- les capacités maximale et moyenne pour 1988 de stockage;

- la non-possibilité de fabrication de produits de la liste 1.

4. b) Procédure d'inspection :

L'accord spécifique pour l'installation, issu de l'"accord type", négocié avec l'établissement industriel, et considéré comme document contractuel engageant toutes les parties (secrétariat technique, Autorité nationale et Direction de l'établissement), prévoyait la remise lors de l'inspection des documents suivants, considérés comme confidentiels :

- un plan du site précisant les seuls endroits où les inspecteurs auraient accès, à savoir : le bâtiment de production du produit considéré, les lieux de stockage de ce produit, de ses intermédiaires de synthèse et de leurs matières premières, le bureau commercial et les services comptables de l'établissement pour consultation éventuelle de documents, les laboratoires concernés où pourrait être éventuellement contrôlée l'exécution de certaines analyses;

- l'indication des matériels mis en service dans l'installation, avec un plan schématique précisant les points de prélèvement possibles, et les lieux de stockage journalier au voisinage de l'installation;
- des précisions sur le traitement des effluents et sur les méthodes d'analyses disponibles dans l'établissement, relatives à la pureté des produits finis ou intermédiaires;
- les consignes de sécurité du site et de l'installation permettant aux inspecteurs de se conformer aux mesures générales de sécurité applicables à tout visiteur.

L'accord spécifique pour l'installation précisait que l'ensemble de ces documents ne devait pas sortir de l'établissement et devait, en fin d'inspection, être placé dans un coffre spécial afin de servir le cas échéant pour une inspection ultérieure, et cela dans un local mis à la disposition des inspecteurs.

5. Type d'installation à inspecter

(cf. par. 2.).

6. Type d'activité déclarée dans l'installation

Fabrication, durant l'année 1988 (et le début de l'année 1989), d'un produit inscrit au tableau 2 (aux seules fins d'une inspection expérimentale).

7. Activité effectivement réalisée dans l'installation

Activité qualitativement conforme à la déclaration mais quantitativement supérieure pour un intermédiaire de synthèse du produit considéré.

II. DESCRIPTION DETAILLEE

1. Mandat d'inspection

L'accord spécifique mentionné plus haut a servi de mandat d'inspection.

2. Composition de l'équipe d'inspection

L'équipe d'inspection comportait trois spécialistes en chimie :

- un inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, professeur d'université;
- un chimiste, docteur es-sciences, spécialiste dans la synthèse de produits du type du produit considéré, appartenant à un centre de recherche;
- un ingénieur appartenant à l'industrie chimique, ayant une expérience en recherche, développement et fabrication, et spécialiste du traitement des effluents.

Cette équipe a participé à la visite initiale et à certaines des réunions préparatoires.

3. Matériel d'inspection

L'équipe d'inspecteurs a apporté un système de prélèvement d'air, avec des tubes de résine absorbante. Etait également disponible un appareil portatif, autonome, de contrôle de la contamination, détectant les composés organophosphorés et soufrés (APCC/M2), récemment mis au point par les services techniques du Ministère de la défense. Le reste du matériel a été fourni par l'établissement.

4. Activités préalables à l'inspection

Les dates de la visite initiale, des réunions préparatoires et de l'inspection avaient été convenues à l'avance avec l'établissement industriel, ce qui lui a permis d'élaborer en temps utile les documents remis nominativement aux inspecteurs.

5. Préparatifs préliminaires sur place

Une salle de travail a été mise à la disposition de l'équipe d'inspection qui y a trouvé toute la documentation confidentielle nécessaire à l'inspection. Le même local a été utilisé pour les réunions préparatoires et pour l'évaluation de l'inspection. Aucun personnel d'accompagnement n'y a été admis.

6. Arrangements concernant l'accompagnement et les points de contact

Durant toute l'inspection, comme pour la visite initiale, les inspecteurs ont eu un correspondant unique de l'établissement, qui a servi d'intermédiaire pour les conversations avec le personnel.

Trois représentants de l'administration jouaient le rôle de l'Autorité nationale, sous la direction d'un coordinateur, afin de lever, le cas échéant, les difficultés rencontrées lors de la visite initiale et durant l'inspection.

Les aspects concernant le transport et les points de contact n'ont pas été envisagés.

7. Autres participants

Une équipe de quatre contrôleurs a été mise en place pour préparer le scénario d'inspection, puis pour aider les inspecteurs dans leur demande d'information, ainsi que l'exploitation des résultats de l'inspection. Cette équipe a été aussi chargée de veiller aux éventuelles intrusions des inspecteurs de façon à assurer le respect de la confidentialité.

Cette équipe était composée :

- d'un ingénieur-conseil de l'Union des industries chimiques (docteur en chimie),
- de deux représentants du Ministère de la défense,
- d'un représentant du Ministère de l'environnement.

L'entreprise propriétaire de l'établissement était représentée tout au long du déroulement de l'inspection expérimentale par un représentant de ses services centraux.

8. Durée de l'inspection et de la visite initiale

La déclaration initiale a été élaborée à l'avance entre un représentant de l'industriel et un représentant de l'Autorité nationale (une demi-journée).

La visite initiale a comporté d'abord une journée de visite sur le site pour l'ensemble des participants, puis :

- une journée pour les inspecteurs et les représentants de l'établissement afin de les familiariser davantage avec le site et avec l'installation;
- une demi-journée de mise au point de l'accord spécifique entre contrôleurs, Autorité nationale et un représentant de l'établissement.

Par ailleurs, une autre journée a été consacrée par les contrôleurs et les représentants de l'établissement à négocier les termes du scénario d'inspection, en présence de l'Autorité nationale.

L'inspection de routine a alors duré deux jours, y compris la conférence d'ouverture, les travaux des inspecteurs et la discussion du rapport des inspecteurs.

Une journée d'évaluation générale de l'inspection entre tous les participants a terminé le cycle, qui a donc duré sept jours.

9. Mesures visant à protéger la confidentialité de l'information

Toutes les informations données aux inspecteurs étaient réunies dans un dossier confidentiel personnel et nominatif qui a été laissé sur place en fin d'inspection.

Les membres des équipes d'inspection et de contrôle étaient fonctionnaires et tenus au secret professionnel, sauf un ingénieur conseil de l'industrie chimique assermenté en tant qu'expert judiciaire et un ingénieur provenant de la société propriétaire de l'établissement inspecté. Tous ont signé dès leur arrivée un engagement personnel de secret vis-à-vis de l'entreprise visitée.

Aucune communication n'était possible avec l'extérieur pendant l'inspection sans contrôle du représentant de l'établissement. De plus, les inspecteurs ne disposaient pour prendre des notes que de carnets à feuilles numérotées, fournis par l'établissement et récupérés à l'issue de chaque journée.

Il convient en outre de souligner que l'équipe d'inspection n'avait accès qu'à un nombre limité de locaux de l'usine.

10. Conférence d'ouverture

Lors de la conférence d'ouverture de l'inspection :

- l'Autorité nationale a rappelé les termes de la déclaration initiale, certaines clauses de l'accord spécifique pour l'installation et les règles de confidentialité à respecter,
- le représentant de l'établissement a présenté les éléments du dossier remis aux inspecteurs, avec les différents documents prévus par l'accord spécifique, et a rappelé les consignes de sécurité,
- les inspecteurs ont présenté leur programme pour l'inspection, ainsi que leur matériel d'analyse et de prélèvement.

La conférence a duré une heure environ.

11. Types de relevés vérifiés

Des états quantitatifs de mouvements et de stocks de matières premières et de produits finis (documents comptables de l'établissement qui avait été autorisé par l'Autorité nationale à cacher les prix ainsi que les noms des fournisseurs ou des destinataires), concernant toute la période de l'année 1988 et les deux premiers mois de l'année 1989, ont été étudiés par les inspecteurs qui disposaient par ailleurs des consommations standards aux différents stades.

La fourniture des bilans mensuels de l'usine, sur plusieurs années, est apparue nécessaire pour vérifier la moyenne et les écarts possibles des rendements de fabrication. Les inspecteurs ont pu aussi consulter, à leur demande :

- certains bilans mensuels pour vérifier ces rendements,
- des bordereaux d'expéditions de produits finis afin de vérifier les quantités effectivement vendues, mais avec la seule indication du pays destinataire.

12. Visite générale de l'usine

Dans le cadre de la visite initiale, les inspecteurs ont pu avoir un aperçu de l'ensemble de l'établissement et visiter le bâtiment où se situait la fabrication, les entrepôts où étaient conservés les matières premières et les produits finis concernés par l'inspection, les laboratoires d'analyse. Un plan détaillé de l'établissement était fourni dans le dossier des inspecteurs.

13. Inspection des zones et du matériel de l'installation

Ont été inspectés dans le cadre de l'expérience :

- l'ensemble de l'unité de fabrication concernée, y compris les stockages journaliers voisins,
- certaines sorties d'air et les canalisations d'effluents,

- les entrepôts concernés.

Quelques membres du personnel ont été interrogés.

14. Inspection des processus de fabrication

Les inspecteurs se sont assurés de la cohérence de la capacité des appareillages aux différents stades de la fabrication. Ils ont vérifié l'absence de mesures ou de dispositifs spéciaux de sécurité, hormis ceux nécessaires à la protection du personnel vis-à-vis de l'une des matières premières toxique.

15. Procédure d'échantillonnage

Il avait été prévu que le personnel de l'usine se tiendrait prêt à effectuer les prélèvements demandés par les inspecteurs à certains points de l'installation, convenus lors de la conférence d'ouverture, mais il est apparu que la durée trop longue des analyses nécessaires, par un laboratoire dont le plan de charge ne les prévoyait intentionnellement pas, ne permettait pas à l'équipe d'inspection de disposer des résultats en temps utile. Les inspecteurs se sont donc contentés d'opérer des prélèvements d'atmosphère sur résine absorbante (Tenax GC).

16 et 17. Manipulation des échantillons et analyse

L'un des inspecteurs a fait analyser ces prélèvements dans un laboratoire extérieur à l'établissement : les résultats de l'analyse n'ont été connus qu'après l'inspection et en ont confirmé les premières conclusions.

18. Types d'analyses

Les analyses sur ces prélèvements ont été effectuées par chromatographie en phase gazeuse couplée à la spectrométrie de masse.

Les moyens d'analyses permettant d'effectuer les tests d'identification dans le processus de contrôle existaient dans le laboratoire de contrôle de l'établissement, mais n'ont pu être utilisés pour la raison indiquée ci-dessus (par. II. 15).

19. Documentation

Aucune documentation n'a été sortie de l'établissement. Les inspecteurs ont eu au préalable la possibilité d'effectuer une documentation scientifique des réactions chimiques possibles dans le domaine inspecté. Tous les documents fournis, utilisés ou établis au cours de la visite initiale et de l'inspection ont été traités comme confidentiels.

20. Evaluation par les inspecteurs

L'évaluation des activités d'inspection et des informations recueillies pendant l'inspection a porté sur des sujets tels que :

- la possibilité de production non déclarée entre les inspections;
- l'étendue et la précision des données fournies par l'établissement;

- la coopération des représentants de l'établissement,
- les difficultés diverses rencontrées pendant la visite initiale et l'inspection.

21. Conférence de clôture

Elle a comporté une présentation du rapport des inspecteurs et une discussion sur les anomalies (voir par. 22 et 23 ci-après).

De même y a été décidée la destination des différents documents : destruction, coffre de l'établissement, secrétariat technique.

22. Anomalies, différends et complications

L'anomalie introduite sciemment par l'établissement dans le thème de l'inspection, représentant un faible détournement relatif d'un intermédiaire de synthèse, a été détectée par les inspecteurs.

Le représentant de l'établissement a expliqué qu'il s'agissait d'une vente parallèle, non déclarée, pour les besoins d'un marché.

23. Rapport de l'équipe d'inspection

Compte-tenu des délais, seul un rapport verbal a été présenté lors de la séance de clôture par les inspecteurs qui ont ainsi répondu aux questions des contrôleurs.

Un rapport écrit aurait mentionné l'anomalie décelée, selon les modalités indiquées dans le document CD/901.

24. Impact de l'inspection sur l'installation

Le nombre limité d'inspecteurs a permis de ne pas perturber le fonctionnement de l'installation. Aucune perte de production n'a été enregistrée. En revanche, le personnel d'encadrement de l'atelier a consacré à la préparation et au déroulement de l'inspection un temps que l'on peut évaluer à l'équivalent de trois mois d'activité d'un responsable de l'entreprise.

* * *

III. ELEMENTS SPECIFIQUES A CONSIDERER

1. Visite initiale

La visite initiale constitue le premier contact entre l'établissement industriel et les représentants du secrétariat technique, et donc le moyen d'établir des relations de confiance, à tout le moins non conflictuelles.

Il apparaît souhaitable qu'à partir d'une déclaration initiale plus détaillée, élaborée éventuellement entre l'établissement industriel et l'Autorité nationale, le secrétariat technique puisse prévoir une "recommandation spécifique à l'installation" qui constituerait un cadre pour la visite initiale, essentiel pour la protection des informations confidentielles.

De plus, un chapitre particulier devrait être consacré à la visite initiale dans les directives générales pour les inspecteurs.

Une visite initiale approfondie doit permettre aux inspecteurs d'acquérir une bonne connaissance de l'installation de production afin d'établir l'accord spécifique pour l'installation et de faciliter les contrôles ultérieurs.

Lors de la visite initiale, le représentant de l'établissement devrait prendre, sous le contrôle des inspecteurs, des photographies des zones et du matériel concernés par l'inspection, photographies qui seraient conservées dans le conteneur scellé de l'établissement.

2. Mandat de l'inspection

Le mandat devrait constituer la base de référence pour une inspection donnée entre le secrétariat technique, les inspecteurs, l'Autorité nationale et l'établissement inspecté.

Il devrait comporter une partie de directives générales et une partie spécifique, qui s'appuie sur l'accord spécifique pour l'installation (négocié à l'origine et dont une partie est à la disposition du secrétariat technique) et qui donne aux inspecteurs le moyen d'éviter tout conflit avec leurs interlocuteurs, notamment avec l'industriel inquiet des risques de perte des informations confidentielles. En effet, le meilleur moyen de réduire autant que possible la gêne apportée à l'activité industrielle est de faciliter ainsi le travail des inspecteurs.

Toutefois, les inspecteurs devraient pouvoir conserver une certaine flexibilité durant l'inspection (voir par. III 15 à 18 ci-après : échantillonnage).

Par ailleurs, chaque inspecteur devrait posséder un mandat individuel attestant de son identité et de sa qualité.

3. Composition de l'équipe d'inspection

L'équipe doit être nombreuse pour faire face aux différentes tâches, mais suffisamment réduite pour ne pas déranger l'activité industrielle, ni contrevenir aux règles et consignes de sécurité de l'établissement.

L'optimum semble être de quatre inspecteurs qui, en plus de la formation indispensable de base dispensée à l'ensemble du corps des inspecteurs, notamment quant au contenu de la Convention, pourraient être respectivement spécialisés, y compris pour la visite initiale :

- dans la chimie du domaine considéré (plutôt chimiste de recherche),
- dans les fabrications industrielles du même type (ingénieur de procédés),
- dans les analyses du domaine considéré (plutôt physico-chimiste),
- en audit d'organisation et méthodes comptables (informatisées ou non).

Le nombre proposé devrait notamment permettre aux inspecteurs de se répartir les différentes tâches d'inspection, par groupes. Il faudrait de plus prévoir un coordinateur de l'équipe.

La visite initiale devrait permettre de préciser la composition qualitative de l'équipe d'inspecteur, en fonction de la complexité du site et du type de l'installation (automatisée ou non).

4. Matériel d'inspection

Les analyses devraient pouvoir être effectuées dans des délais les plus rapides, particulièrement pour la détection de traces dans l'atmosphère ou dans les effluents mais aussi pour l'identification de certains produits finis ou le cas échéant intermédiaires.

Le Secrétariat technique devrait disposer en plus d'un détecteur de contamination, de laboratoires mobiles équipés de moyens très sensibles de dosages de traces et d'identification rapide, avec banque de données informatisées, adaptés à l'analyse des produits en cause.

Le matériel d'analyse apporté doit être conforme aux normes de sécurité en vigueur dans l'installation.

5. Activités préalables à l'arrivée de l'équipe d'inspection

Toute modification de l'infrastructure de l'établissement et de l'installation à inspecter qui pourrait avoir un impact sur le déroulement de l'inspection devrait être mentionnée dans la déclaration annuelle et entraîner le cas échéant un changement dans la rédaction de l'accord spécifique pour l'installation.

En ce qui concerne la notification préalable, l'arrivée de l'équipe d'inspecteurs devrait être annoncée 48 heures à l'avance, simultanément à l'Autorité nationale et à l'établissement à inspecter.

6. Préparatifs préliminaires sur place

La préparation d'un dossier par l'établissement est recommandée, ce dossier restant sur place, à l'issue de l'inspection (cf. par. II 4 b) et par. III 19).

7. Accompagnement et points de rencontre

Un ou plusieurs représentant(s) de l'entreprise d'un niveau hiérarchique suffisant, connaissant si possible les modalités prévues dans la Convention pour l'inspection considérée, doit (doivent) accompagner les inspecteurs dans leurs déplacements à l'intérieur de l'établissement. Ils seront seuls habilités à répondre aux questions des inspecteurs. Les communications des inspecteurs vers l'extérieur devraient être contrôlées.

8. Autres participants

La participation d'un représentant au moins de l'Autorité nationale est indispensable pour assurer le bon déroulement de l'inspection et permettre le cas échéant le règlement de différends.

9. Durée de la visite initiale et de l'inspection

La visite initiale est à la fois un processus de contact, de familiarisation et de négociation même s'il existe déjà une recommandation

spécifique d'installation et des directives particulières pour les inspecteurs (cf. par. III.1). Les inspecteurs et les représentants de l'entreprise ont besoin d'un temps suffisant pour aboutir à l'accord spécifique et constituer un dossier de référence à conserver dans le conteneur scellé. Il semble qu'une durée de 4-5 jours constitue le minimum envisageable.

Le temps requis pour l'inspection dépendra de plusieurs facteurs tels que la composition et l'expérience de l'équipe d'inspecteurs, la taille de l'établissement... etc. Une durée de deux jours semble raisonnable.

10. Confidentialité des informations (cf. CD/901 du 16 mars 1989)

Outre les garanties qui doivent aller de pair avec la constitution du corps des inspecteurs, deux mesures sont indispensables afin d'apporter à l'établissement industriel une sécurité suffisante :

- la conservation des informations dans l'établissement
- une limitation de ces informations au strict "besoin d'en connaître".

11. Conférence d'ouverture

La conférence d'ouverture est indispensable pour examiner le mandat de l'inspection, rappeler les objectifs et modalités de l'inspection, prendre connaissance des documents conservés dans le conteneur scellé, qui constituent la "mémoire" des deux parties.

12. Types de relevés nécessaires et/ou vérifiés

Les états quantitatifs établis pour les mouvements et stocks de matières premières, de produits intermédiaires et de produits finis doivent être la base du contrôle, mais il faut permettre à l'établissement d'occulter les prix et l'indication des fournisseurs et clients.

Cependant, les inspecteurs doivent également pouvoir consulter, en tant que de besoin, certains bilans mensuels sur de longues périodes de production pour confirmer les rendements donnés, ainsi que des bordereaux d'expédition de produits finis ou intermédiaires. Ces derniers ne devront montrer que les pays de destination, afin de permettre si nécessaire un contrôle par les autorités nationales concernées.

Il conviendra d'examiner plus attentivement la question des informations relatives à la durée moyenne d'un changement de campagne, à celle de nettoyage des appareillages et au taux moyen annuel d'occupation de ceux-ci.

13. Visite générale de l'usine

Elle n'apparaît pas nécessaire lors d'une inspection de routine, sauf si l'établissement concerné a fait l'objet de modifications déclarées dans la déclaration annuelle ou lors de la conférence d'ouverture.

14. Inspection des zones et du matériel

Il est nécessaire que l'attention des inspecteurs soit attirée sur les capacités de production propres à chacun des stades de la fabrication, afin de détecter un éventuel détournement.

Des photographies pourraient être autorisées aussi lors de l'inspection pour s'assurer des modifications éventuelles du matériel et conservées dans le conteneur scellé.

15. Inspection des processus de fabrication

Les mesures de sécurité retenues sont un indice de fabrication de produits dangereux, notamment les ventilations et filtrations d'atmosphère et les traitements des eaux.

Les informations sur la sécurité, élaborées d'après la législation nationale, peuvent constituer une source d'information pour les inspecteurs. Toutefois, la réglementation étant plus sévère dans certains pays, il y a un risque de fuites d'informations confidentielles par ce biais.

16 à 19. Echantillonnage et analyse

A la demande des inspecteurs et en leur présence, des échantillons peuvent être prélevés par le personnel de l'établissement, aux seuls points prévus par l'accord spécifique et/ou le mandat d'inspection, pour identification des produits présents, ou pour détection de traces. Le laboratoire de l'établissement devrait pouvoir fournir les résultats d'analyse dans les 24 heures et il est donc recommandé que, soit dans l'accord spécifique, soit dans la déclaration annuelle, puissent être indiqués les moyens d'analyses de l'établissement.

En outre, des prélèvements d'atmosphère (sur résine absorbante par exemple) peuvent être effectués par les inspecteurs afin de détecter éventuellement les résidus de fabrications illicites dans l'installation.

Des prélèvements analogues peuvent aussi être effectués dans les effluents, et le cas échéant dans les cartouches de masques et filtres à air.

Dans le cas d'un établissement multiproduction, les inspecteurs devraient aussi pouvoir effectuer, aux abords des autres installations et des entrepôts dans l'établissement, des prélèvements d'atmosphère, éventuellement d'effluents, destinés à vérifier, après analyse à réaliser si possible sur place, l'absence de substances dont la fabrication est, soit non déclarée, soit interdite par rapport à la Convention.

Par ailleurs, il faudrait étudier plus avant la possibilité de prélèvements d'échantillons pendant la visite initiale et les résultats de leur analyse, conservés dans le conteneur scellé, pourraient servir ultérieurement de référence (spectre infrarouge, par exemple).

Enfin, si les analyses ne peuvent exceptionnellement pas être réalisées dans l'établissement lors de l'inspection, les échantillons, dont un double sera conservé par l'établissement et un autre par l'Autorité nationale, pourront être envoyés dans un laboratoire de l'Etat partie recevant l'inspection, agréé par le secrétariat technique, où les analyses seraient effectuées, sous le contrôle des inspecteurs, selon une méthodologie agréée (cf. CD/901).

Dans ce laboratoire, comme dans celui de l'établissement, les inspecteurs devraient avoir la possibilité d'étalonner les appareils d'analyse.

20. Documentation

La documentation des inspecteurs comprend deux volets. L'inspecteur devrait tout d'abord disposer d'un manuel-guide spécifique à chaque mode d'inspection ou de contrôle afin de l'aider dans ses investigations (et lui rappeler ses obligations vis-à-vis de la confidentialité).

Il disposerait ensuite de la documentation fournie par l'établissement, qui doit être par principe considérée comme confidentielle, sauf avis contraire du représentant de l'établissement. L'installation d'un conteneur scellé à double clé est suggérée pour conserver la documentation à la fin de la visite initiale et de chaque inspection.

21. Evaluation par les inspecteurs

Le manuel-guide cité au paragraphe précédent pourrait comprendre une liste de contrôle portant notamment sur des matériels spécifiques.

Le dossier complet issu de la visite initiale, puis de chaque inspection, sert de base à l'évaluation ultérieure par les inspecteurs de la conformité de l'installation.

22. Conférence de clôture

La conférence de clôture est recommandée dans la mesure où elle permet un échange de vues entre l'équipe d'inspecteurs et les représentants de l'établissement et de l'Autorité nationale.

Elle permet de plus de préciser la destination des différents éléments de la documentation, et en particulier du rapport d'inspection selon son type (cf. par. III 23 infra).

Aucune déclaration relative à l'inspection ne devrait être autorisée à aucune des parties avant la notification officielle des résultats par le secrétariat technique.

23. Anomalies, différends et complications

Il est difficile de tirer une conclusion d'une seule inspection expérimentale, d'autant que le climat d'une telle inspection est sans doute loin de correspondre à celui d'une inspection réelle.

L'anomalie, bien que portant sur de faibles quantités, étaient relativement facile à détecter. En revanche, il apparaît qu'un détournement systématique, faisant l'objet d'une comptabilité parallèle, risque de ne pouvoir être décelé.

24. Rapport des inspecteurs

Un format normalisé, avec par exemple un système de réponses oui-non, pourrait être envisagé dans le cas d'un rapport de conformité à la déclaration. Dans d'autres cas, plusieurs options sont possibles (cf. CD/901, document qui envisage aussi les aspects de la confidentialité des rapports).

25. Impact de l'inspection sur l'entreprise

Si le nombre d'inspecteurs est limité, s'ils sont bien formés et disposent d'un manuel-guide adéquat, s'ils reçoivent un dossier suffisamment bien ciblé, s'ils limitent leurs déplacements dans l'établissement et n'ont affaire qu'aux interlocuteurs désignés, cette inspection n'aura qu'une incidence limitée sur la fabrication. En revanche, la nécessité pour l'établissement d'allouer des ressources importantes en hommes et en matériel pour la visite initiale et les inspections représente un coût dont la charge ne devrait pas lui incomber.

La fréquence des inspections n'a pas été évaluée mais interviendra évidemment dans l'évaluation de l'impact sur l'entreprise.

* * *

IV. CONCLUSIONS

1. L'élaboration d'un glossaire multilingue normalisé est indispensable, notamment pour les termes techniques.
2. L'accord spécifique pour l'installation est primordial pour faciliter les inspections. Il dépend de la qualité de la visite initiale. Il comporte des éléments confidentiels à conserver dans l'établissement.
3. La tenue d'une comptabilité analytique d'exploitation constitue un élément essentiel d'appréciation dans la conduite de l'inspection. Il conviendrait donc de s'assurer que toutes les installations soumises à inspection soient en mesure de présenter une telle comptabilité.
4. Il faudra tenir compte dans le choix et la formation des inspecteurs des différences importantes pouvant exister, selon les pays, dans la structure des systèmes de production.
5. La question fort délicate d'une production clandestine parallèle sur le même site, mais dans un emplacement distinct de l'installation soumise à contrôle, n'a pas été traitée dans le cadre de cette inspection expérimentale, mais devrait faire l'objet d'un examen spécifique approfondi.

* * *

Il apparaît enfin qu'une seule inspection expérimentale ne suffit pas à faire le point des nombreux problèmes posés par la mise en oeuvre d'une inspection de routine et il sera procédé à une autre inspection expérimentale nationale.

LETTRE DATEE DU 13 AVRIL 1989 ADRESSEE AU PRESIDENT
DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT PERMANENT
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE, TRANSMETTANT LE TEXTE
DU COMMUNIQUE DE LA SESSION DU COMITE DES MINISTRES
DES AFFAIRES ETRANGERES DES ETATS PARTIES AU TRAITE DE VARSOVIE,
DE LA DECLARATION DES ETATS PARTIES AU TRAITE DE VARSOVIE
SUR LES ARMES NUCLAIRES TACTIQUES EN EUROPE
ET DE L'APPEL "POUR UN MONDE SANS GUERRES"

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les textes suivants :

- Communiqué de la session du Comité des Ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité de Varsovie,
- Déclaration des Etats parties au Traité de Varsovie sur les armes nucléaires tactiques en Europe,
- Appel "pour un monde sans guerres",

qui ont été publiés à l'issue de la session du Comité des ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité de Varsovie, tenue à Berlin, les 11 et 12 avril 1989.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et des pièces ci-jointes comme document officiel de la Conférence du désarmement.

L'Ambassadeur,

(Signé) Peter Dietze

COMMUNIQUE

publié à l'issue de la session du Comité des ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité de Varsovie :

Le Comité des ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité de Varsovie sur l'amitié, la coopération et l'assistance mutuelle a tenu sa session ordinaire à Berlin, les 11 et 12 avril 1989.

Ont participé à la session, P. Mladenov, ministre des affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie; P. Varkonyi, ministre des affaires étrangères de la République populaire hongroise; T. Olechowski, ministre des affaires étrangères de la République populaire de Pologne; O. Fischer, ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande; I. Totu, ministre des affaires étrangères de la République socialiste de Roumanie; J. Johanes, ministre des affaires étrangères de la République socialiste tchécoslovaque et A.A. Bessmertnych, premier vice-ministre des affaires étrangères de l'Union des République socialistes soviétiques.

Les ministres ont constaté avec satisfaction les progrès réalisés dans le renforcement de la paix et du désarmement, qui créent des occasions propices pour élargir la coopération entre les Etats et les peuples. Ils ont noté en même temps que la situation dans le monde continuait d'être compliquée et contradictoire. Les Etats signataires du Traité de Varsovie sont déterminés à poursuivre, à l'avenir aussi, une politique visant à amener une amélioration fondamentale de la situation en Europe et dans le reste du monde. Ils espèrent aussi que les autres Etats feront preuve de l'esprit constructif nécessaire, ainsi que de réalisme. Les participants à la session se sont prononcés en faveur de la poursuite du dialogue politique sur les problèmes clés intéressant le développement du monde. Ce dialogue est fondé sur une approche globale du renforcement de la paix et de la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies, avec une augmentation constante du rôle et de l'efficacité de cette organisation universelle.

Les participants à la session ont préconisé un redoublement d'efforts dans la poursuite du processus de désarmement. Ils ont réaffirmé la position de leurs pays, à savoir qu'il était nécessaire de réduire considérablement les forces armées et les armements classiques et d'opérer en même temps une réduction appropriée des dépenses militaires.

Débatant des affaires européennes, les participants à la session ont échangé des vues sur les résultats de la réunion de suivi de Vienne et noté que le document de clôture contenait des accords dont la réalisation favoriserait le renforcement de la paix et de la sécurité en Europe, une amélioration de la compréhension mutuelle et le développement de la coopération sur le continent. Il faut que tous les Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe appliquent ces accords unilatéralement et dans les relations bilatérales et multilatérales, sur la base d'une coopération large et mutuellement profitable dans les domaines politique, militaire, économique, scientifique et technique, écologique, culturel et humanitaire, ainsi que dans celui de l'épanouissement humain, en tenant dûment compte de l'égalité des droits, de l'indépendance et de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et des autres buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, dans l'Acte final

d'Helsinki et dans les autres instruments normatifs généralement acceptés en matière de relations internationales. Ils ont dit que leurs pays étaient déterminés à oeuvrer dans ce sens.

Les ministres se sont félicités de l'amorce des négociations sur les forces armées classiques et sur les mesures de confiance et de sécurité en Europe; ils ont souligné aussi la ferme volonté de leurs pays de conduire ces négociations dans un esprit constructif et de chercher à obtenir rapidement des résultats concrets. La décision unilatérale des Etats alliés de réduire les forces armées, les armements et les budgets militaires a apporté une preuve convaincante de cette volonté.

Les Etats parties au Traité de Varsovie lancent un appel aux Etats membres de l'OTAN, et en fait à tous les Etats européens, pour qu'ils prennent des mesures tangibles permettant de réduire le niveau d'affrontement militaire en Europe. Ils leur demandent aussi de s'abstenir de toute action susceptible d'affaiblir les résultats positifs obtenus jusqu'à présent dans le sens d'une amélioration de la situation internationale et qui risquerait de compliquer la négociation engagée à Vienne. La nécessité d'établir des relations entre les Etats parties au Traité de Varsovie et les Etats membres de l'OTAN, sur une base qui exclue véritablement les affrontements, et de créer les conditions voulues pour dissoudre simultanément les deux alliances, en commençant par leurs organisations militaires, est aujourd'hui de plus en plus évidente.

Les ministres ont exprimé l'espoir que ces considérations seraient comprises et appuyées.

Soulignant l'importance d'une application stricte du Traité entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, les ministres ont fait valoir qu'étaient inadmissibles toutes mesures de "compensation", y compris celles envisagées sous le prétexte de moderniser les armes nucléaires tactiques. Ils ont adopté une déclaration distincte sur les armes nucléaires tactiques en Europe.

Les participants à la session ont souligné que la conclusion, le plus tôt possible, d'un traité entre l'URSS et les Etats-Unis sur une réduction de moitié de leurs armes offensives stratégiques, dans le respect du Traité ABM signé en 1972, restait une tâche d'importance capitale et qui, si elle était menée à bien, apporterait une contribution majeure à la création d'un monde libéré de l'arme nucléaire. En même temps, ils ont souligné la nécessité d'entreprendre des efforts pour éliminer complètement les armes nucléaires et chimiques et d'autres types d'armes de destruction massive. Les Ministres ont noté que les mesures multilatérales, bilatérales et unilatérales en vue de la réduction des forces armées et des armements mettaient à l'ordre du jour le problème de la conversion de la production militaire en production destinée à satisfaire les besoins civils. Il s'agit-là d'un problème difficile et complexe qui, pour être efficacement résolu, demande des efforts au niveau national aussi bien que général. A cet égard, l'Organisation des Nations Unies peut jouer un rôle important.

Pour renforcer encore la transparence dans le domaine militaire, les participants à la session ont préconisé la poursuite des efforts en vue d'élaborer des critères permettant de comparer les budgets militaires, en mettant à profit le système international de normalisation des rapports sur les dépenses militaires adopté par l'Organisation des Nations Unies.

Les participants à la session ont fait ressortir en particulier que le strict respect des réalités territoriales et politiques, telles qu'elles se sont fait jour, des principes de l'inviolabilité des frontières existantes, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats, ainsi que des principes et des normes généralement acceptés dans les relations d'Etat à Etat était un préalable fondamental à l'instauration d'un ordre pacifique stable en Europe et la garantie d'un développement et d'un approfondissement du processus de la CSCE.

L'amélioration du climat politique et l'interdépendance croissante qui caractérise le monde actuel créent des conditions favorables à une dynamisation des relations économiques entre Etats dotés de systèmes socio-économiques différents, laquelle est un facteur essentiel du développement, sur une base équilibrée, du processus de la CSCE. Au cours de la session a été soulignée la nécessité d'élargir les échanges commerciaux et la coopération dans les domaines de la production, de la science et des techniques, pour garantir l'accès aux techniques modernes et éliminer tous les types de restrictions et d'obstacles discriminatoires. Au cours de leur échange de vues sur les conflits régionaux - au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique et en Amérique centrale - les ministres ont réaffirmé la détermination de leurs pays de participer activement à la recherche de solutions politiques à ces conflits, compte dûment tenu des intérêts légitimes des parties et du respect du droit de tous les peuples à déterminer leur propre destin.

Les ministres se sont prononcés en faveur d'un Afghanistan indépendant, non aligné et démocratique, de la garantie du libre développement de ce pays sur la base d'une politique de réconciliation nationale, en dehors de toute ingérence extérieure. Ils ont souligné que de nouveaux efforts s'imposaient pour régler le problème afghan.

Les participants à la session se sont dits satisfaits des progrès accomplis en ce qui concerne le règlement pacifique du conflit dans certaines régions, ainsi que des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine. Ils ont adopté un appel distinct "pour un monde sans guerres". Ils ont déclaré avoir fermement l'intention de développer et d'approfondir tous les liens de coopération entre les pays socialistes alliés.

La session du Comité des ministres des affaires étrangères s'est déroulée dans un climat d'amitié et d'entente fraternelle.

La prochaine session se tiendra à Varsovie.

DECLARATION DES ETATS PARTIES AU TRAITE DE VARSOVIE
SUR LES ARMES NUCLEAIRES TACTIQUES EN EUROPE

I

Les Etats parties au Traité de Varsovie se déclarent résolus à entreprendre tout ce qui est en leur pouvoir pour faire progresser les négociations qui viennent de commencer sur les forces armées classiques en Europe. Il ne peut y avoir de doute que des résultats positifs obtenus dans ce cadre - la réduction radicale des forces armées et des armements classiques, en particulier des plus déstabilisants - diminueront sensiblement le risque mutuel d'attaque par surprise et d'action offensive de grande envergure.

Les Etats socialistes alliés sont convaincus qu'il n'est pas possible d'assurer la stabilité et la sécurité en Europe ni d'éliminer pour de bon le danger d'une attaque par surprise si les armes nucléaires tactiques continuent d'exister sur le continent européen. Ces armes renferment un immense potentiel de destruction et peuvent déclencher un conflit nucléaire total avec toutes les conséquences qui en découlent. Tout emploi d'armes nucléaires en Europe transformerait le continent en désert radioactif. Le maintien en service, la modernisation et, davantage encore, l'accumulation renforcée des armes nucléaires tactiques en Europe déstabiliseraient de plus en plus la situation militaro-stratégique dans cette région et seraient incompatibles avec les efforts visant à résoudre les questions de désarmement sur le continent.

Dans ce contexte, les Etats parties au Traité de Varsovie proposent aux Etats membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord d'engager dans un avenir proche des pourparlers séparés sur les armes nucléaires tactiques en Europe, y compris sur la composante nucléaire des systèmes à double capacité. Ils sont convaincus que des mesures pratiques tendant à réduire à la fois les armements classiques et les armes nucléaires tactiques se complèteraient et se renforceraient mutuellement dans le cadre du processus d'atténuation de l'affrontement militaire entre les deux alliances.

Les Etats parties au Traité de Varsovie sont convaincus que, parallèlement à l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, la réduction par étapes et l'élimination ultérieure des armes nucléaires tactiques en Europe contribueraient à amoindrir le danger de guerre, à renforcer la confiance et à créer une situation plus stable sur le continent. L'accomplissement de cette tâche favoriserait les progrès en vue de parvenir à des réductions profondes des armes nucléaires stratégiques et, à plus longue échéance, d'éliminer complètement les armes nucléaires partout dans le monde.

II

Les questions concernant les préparatifs des négociations proposées, leur mandat et l'étendue de la participation pourraient être examinées dans le cadre de consultations spécifiques que les Etats socialistes alliés sont prêts à entamer sans tarder. Les participants aux consultations pourraient être les puissances dotées d'armes nucléaires de l'OTAN et du Traité de Varsovie, ainsi que les autres membres intéressés de ces alliances, en particulier ceux qui possèdent des systèmes tactiques à capacité nucléaire et ceux qui ont des armes nucléaires tactiques déployées sur leur territoire.

Il pourrait être également convenu dès le départ de mettre en oeuvre par étapes la réduction des armes nucléaires tactiques ainsi que leur élimination. Dans le cadre des négociations, il conviendrait d'envisager des mesures efficaces de vérification internationale de la réduction et de l'élimination des armes nucléaires tactiques, ainsi qu'un ensemble de mesures de confiance et de sécurité à l'égard de ces systèmes et des activités militaires dans lesquelles ils interviennent. On pourrait également examiner la possibilité de créer une commission internationale de contrôle habilitée en conséquence.

Les Etats parties au Traité de Varsovie estiment que la renonciation mutuelle par les parties à toute modernisation des armes nucléaires tactiques favoriserait la création d'un climat politique propice à de telles négociations, ainsi que le renforcement de la confiance. Par exemple, les parties ne perfectionneraient ni n'augmenteraient en nombre les missiles tactiques à capacité nucléaire lancés à partir du sol, les missiles des forces aériennes et l'artillerie, y compris les composantes nucléaires de ces systèmes. Dans ce contexte, les Etats parties au Traité de Varsovie soulignent l'importance de la déclaration de l'Union soviétique selon laquelle elle ne modernise pas ses missiles nucléaires tactiques. D'autres mesures multilatérales ou unilatérales basées sur la réciprocité pourraient également contribuer à atteindre l'objectif de la réduction et de l'élimination des armes nucléaires tactiques.

III

Les Etats parties au Traité de Varsovie soulignent que la stabilité en Europe est gravement menacée par la forte concentration d'armes nucléaires tactiques dans cette région, en particulier en Europe centrale, de même que sur le flanc sud de la ligne de contact entre les deux alliances. Ils estiment que la réduction considérable des forces soviétiques en Europe centrale, y compris le retrait de cette zone et la dissolution de six divisions de chars par l'Union soviétique, et la diminution substantielle des armements et du matériel de combat - armes nucléaires tactiques incluses - ainsi que les autres initiatives unilatérales des Etats parties au Traité de Varsovie visant à réduire les forces armées et les armements, créent sur le continent un environnement favorable à la mise en oeuvre des propositions envisageant une zone d'armements réduits et de confiance renforcée ainsi que des zones exemptes d'armes nucléaires en Europe centrale, dans les Balkans et dans d'autres régions du continent d'où seraient retirées toutes les armes nucléaires.

Un régime serait mis en place dans ces zones en vue d'assurer la vérification mutuelle, y compris par des inspections sur place, et les garanties appropriées des Etats dotés d'armes nucléaires.

IV

Les Etats parties au Traité de Varsovie sont prêts à examiner toutes autres propositions et mesures possibles visant à réduire et à éliminer les armes nucléaires tactiques en Europe et à renforcer la stabilité sur le continent à des niveaux toujours plus bas de dispositifs militaires, compte dûment tenu des principes d'égalité et de sécurité égale et dans un cadre prévoyant une vérification efficace du respect des accords conclus.

"POUR UN MONDE SANS GUERRES"

APPEL LANCE PAR LE COMITE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES
DES ETATS PARTIES AU TRAITE DE VARSOVIE

A la veille du cinquantième anniversaire du déclenchement de la seconde guerre mondiale, les ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité de Varsovie, réunis à Berlin, capitale de la République démocratique allemande, jugent nécessaire de déclarer ce qui suit :

Il y a un demi-siècle, l'Allemagne nazie envahissait la Pologne, provoquant ce qui est devenu le conflit le plus tragique de l'histoire de l'humanité. La guerre était la conséquence des politiques agressives et revanchardes de conquête, de division et de domination du monde appliquées par les milieux impérialistes les plus réactionnaires. Cette guerre a illustré les suites dangereuses de la politique de concessions adoptée à Munich. Elle a coûté la vie à des dizaines de millions d'êtres humains. La terre s'est abreuvée du sang de ceux qui sont tombés et de ceux qui ont été torturés. La victoire sur le fascisme a été gagnée grâce aux immenses efforts déployés par les peuples et les Etats unis dans la large coalition anti-hitlérienne et par les mouvements de résistance antifasciste.

Si les peuples doivent garder dans leur mémoire le mois de septembre 1939 et les autres événements tragiques de la seconde guerre mondiale, ce n'est pas dans l'intention de continuer à rouvrir d'anciennes plaies. Les souvenirs de cette tragédie, la plus grave de l'histoire de l'humanité, doivent encourager les nations à déployer sans relâche des efforts en vue de garantir à chacun le droit de vivre en paix sur cette planète.

Les leçons de la guerre confirment que la sauvegarde de la paix est la tâche primordiale de l'humanité. Tout ce à quoi aspirent les peuples, tout ce qu'ils accomplissent doit être subordonné à ce souci. Le présent et l'avenir des peuples européens ainsi que leur sécurité sont indissolublement liés à la préservation de la paix sur notre continent.

Le respect rigoureux, par tous les Etats, des réalités territoriales et politiques actuelles, des buts et des principes de la Charte des Nations Unies, des dispositions de l'Acte final d'Helsinki et des autres normes généralement reconnues régissant les relations internationales, demeure une exigence fondamentale pour le maintien d'un ordre de paix durable et stable en Europe. Une importance particulière est attachée à cet égard à la réduction et à l'élimination complète des armes nucléaires et chimiques, à des réductions radicales des forces armées classiques en Europe, à la sécurité globale et à une coopération élargie et mutuellement avantageuse entre les Etats, en vue de résoudre les problèmes pressants auxquels font face tous les peuples de notre continent. Ce qui a été accompli sur cette voie, notamment le début des négociations concernant les forces armées classiques et les mesures de confiance et de sécurité en Europe, incite à poursuivre l'action visant à garantir une paix durable. L'une des leçons de la coalition anti-hitlérienne est qu'il devrait être possible, aujourd'hui encore, d'établir un large front de coopération pour assurer le développement pacifique de l'Europe.

Les ministres ont souligné la nécessité de rebuter résolument toutes les manifestations de revanchisme, de chauvinisme et de nationalisme, toutes les formes d'hostilité entre les peuples et toutes les tentatives de défi

à l'intégrité territoriale des Etats. Ils notent avec une préoccupation particulière que le néofascisme gagne du terrain dans un certain nombre de pays européens. Pareils phénomènes - quels que soient leur forme ou le lieu de leur apparition - constituent une menace pour la paix et la sécurité internationale. Réunis sur le sol allemand, les ministres des affaires étrangères soulignent que les deux Etats allemands ont, devant l'Histoire, la responsabilité de veiller à ce que jamais plus une guerre ne naisse de ce sol.

L'humanité doit entrer dans le XXIIe siècle avec la certitude de pouvoir vivre en paix. Pour y parvenir, une action résolue est exigée de tous les Etats, de tous les peuples et de tous les individus. Une réflexion commune sur ce qui s'est passé en Europe il y a cinquante ans doit sans cesse inspirer une action nouvelle et encore plus efficace en vue de créer un monde sans armes et sans guerres. En lançant cet appel, les ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité de Varsovie demandent instamment que tous les efforts soient faits en faveur de la préservation de la paix, du désarmement et de la compréhension mutuelle, en faveur d'une plus grande coopération et de la sauvegarde du progrès économique et social de chaque nation, de manière que l'Europe et notre planète tout entière ne connaissent plus les horreurs d'une nouvelle guerre mondiale.

CHILI

Problèmes juridiques que pose la militarisation de l'espace

Le principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force auquel la doctrine donne le qualificatif juridique de jus cogens est sans aucun doute le principe le plus important de la Charte des Nations Unies. Il implique que l'on ne saurait y déroger en vertu d'une autre norme de droit international qui ne serait pas de même nature et qu'il s'applique universellement à tous les Etats, qu'ils soient membres de l'Organisation des Nations Unies ou non. Ce principe est explicité au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte qui stipule que : "Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies".

Par ailleurs, les juristes ne s'accordent pas sur ce qu'il faut entendre par le mot "force" : se réfère-t-il uniquement à la force armée ou englobe-t-il au contraire toutes formes de contrainte ?

Une lecture attentive de la Charte ainsi que de ses principes directeurs amènerait à conclure qu'il faut considérer ce mot au sens large et inclure dans son acception d'autres formes s'opposant à la réalisation de l'objectif essentiel des Nations Unies : la préservation de la paix.

Par exemple, le paragraphe 1 de l'Article premier de la Charte stipule que les buts et principes des Nations Unies sont les suivants : "Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix".

D'autre part, l'Article 41 de la Charte permet de conclure que, outre l'emploi de la force armée, il existe d'autres mesures. Il stipule en effet que "le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions...".

Il convient aussi de ne pas oublier que la paix est indivisible et que pour la préserver de manière adéquate il faut proscrire tout ce qui fait obstacle à sa pleine réalisation. Dans ce contexte, quelle que soit la nature

de la "force" employée, armée ou non, elle serait contraire aux objectifs suprêmes de la paix et de la sécurité internationales et de la coopération entre les nations. Ces deux objectifs sont si étroitement liés qu'il est impensable d'imaginer qu'il puisse y avoir coopération dans un monde affecté à divers degrés par des situations menaçant la paix. Il faut reconnaître, cependant, qu'il existe des concepts juridiques qui se rapprochent davantage de la notion de "menace de l'emploi de la force", laquelle relève également du jus cogens.

D'autre part l'agression, qui constituerait une forme particulière du phénomène plus général qu'est la force, se limiterait au seul emploi de la force armée (article premier de l'annexe de la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1974). A cet égard, l'Article 39 de la Charte des Nations Unies établit une distinction très nette en stipulant que "le Conseil de sécurité constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression...".

Quel que soit le caractère attribué à une action contre la paix - recours à la menace ou à l'emploi de la force - elle doit dans l'un et l'autre cas être condamnée parce que totalement incompatible avec les principes de la Charte déjà mentionnés.

L'exercice du droit de légitime défense qui est motivé par l'emploi "illégitime" de la force et dans le cas d'une action collective (envisagée au Chapitre VII de la Charte) constitue la seule possibilité de recours à la force admise par le législateur.

On pourrait donc conclure qu'un acte qui aurait directement pour objectif de rompre la paix pourrait être considéré comme tenant du recours à la menace ou à l'emploi de la force. Or on ne saurait déroger au principe de l'interdiction de l'un et de l'autre en vertu de quelque traité ou convention que ce soit, d'ordre bilatéral ou multilatéral. Le fait qu'il ne puisse y être dérogé que lui confère le jus cogens est conforme à la nécessité de préserver adéquatement cette valeur suprême qu'est la paix mondiale. Toutefois, dans le cas de la contrainte économique, la question ne serait pas si claire. Une partie de la doctrine tend à la considérer plutôt comme une violation du principe de non-ingérence (par. 7 de l'Article 2 de la Charte).

La norme énoncée au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte a donc un caractère universellement obligatoire et a donné lieu à tout un ensemble de dispositions de droit coutumier. Les nombreuses et constantes déclarations des Etats prouvent incontestablement que ceux-ci l'acceptent en tant que principe ayant force obligatoire à l'échelle internationale.

Dans le cas concret du droit de l'espace, toute activité menée dans l'espace qui affecte la sécurité d'un Etat sous-jacent est illicite conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article premier du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes (résolution 2222 (XXI), annexe, de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1966), qui dispose que : "L'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, doivent se faire pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit le stade de leur développement économique ou scientifique, elles sont l'apanage de l'humanité tout entière".

Il est donc extrêmement clair que, pour être licites, l'exploration et l'utilisation de l'espace doivent se faire selon les dispositions énoncées dans ledit article, d'où il découle que l'humanité est un nouveau sujet de droit international.

Par ailleurs, les résolutions 1721 (XVI), 1962 (XVIII) et 1963 (XVIII) de l'Assemblée générale disposent, entre autres, que les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace doivent être menées conformément aux dispositions du droit international et de la Charte des Nations Unies. Cela signifie que l'espace n'est pas un "vide juridique", puisque la Charte et la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, intitulée "Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies", en date du 24 octobre 1970, interdisent catégoriquement la menace ou l'emploi de la force.

Conformément à la règle fondamentale du droit de l'espace qui veut que l'activité s'effectue pour le bien de l'humanité, le principe selon lequel tout ce qui n'est pas expressément interdit est permis ne s'applique pas en l'occurrence. Les Etats ne peuvent faire abstraction de l'obligation qui leur incombe de veiller à ce que l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, se fassent pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays. Cette obligation, stipulée pour la première fois en droit international, doit présider à toute activité spatiale. Il s'agit d'une innovation apportée par le droit de l'espace, d'une lex specialis d'ordre supérieur, qui n'existait pas par le passé. La licéité d'une activité spatiale donnée doit être fonction du respect de la règle énoncée au paragraphe 1 de l'article premier du Traité relatif à l'espace (voir résolution 2222 (XXI), annexe, de l'Assemblée générale) et non d'une absence d'interdiction. Selon le droit de l'espace, cette absence ne transforme pas les actes illicites en actes juridiquement licites sur le plan international. Il convient d'ajouter que l'illicéité d'un acte doit s'apprécier en fonction des dispositions du droit international et non du droit interne. Ce principe s'applique de manière encore plus décisive dans le droit de l'espace en raison des considérations éthiques d'ordre supérieur sur lesquelles il se fonde.

Ce qui est évident en théorie ne se reflète pas, toutefois, de manière adéquate dans le Traité relatif à l'espace. A cet égard, l'article IV de cet instrument stipule que :

"Les Etats parties au Traité s'engagent à ne mettre sur orbite autour de la Terre aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive, à ne pas installer de telles armes sur des corps célestes et à ne pas placer de telles armes, de toute autre manière, dans l'espace extra-atmosphérique.

Tous les Etats parties au Traité utiliseront la Lune et les autres corps célestes exclusivement à des fins pacifiques. Sont interdits sur les corps célestes l'aménagement de bases et installations militaires et de fortifications, les essais d'armes de tous types et l'exécution de manoeuvres militaires. N'est pas interdite l'utilisation de personnel militaire à des fins de recherche scientifique ou à toute autre fin

pacifique. N'est pas interdite non plus l'utilisation de tout équipement ou installation nécessaire à l'exploration pacifique de la Lune et des autres corps célestes."

On a fait valoir que l'implantation d'armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive dans l'espace, en violation manifeste du Traité relatif à l'espace, peut être considérée comme le début d'une attaque armée qui justifierait l'adoption de mesures de défense collective (Article 39 de la Charte). Le caractère hostile d'un objet spatial est une question que devra trancher dans chaque cas le Conseil de sécurité, qui devra aussi arrêter les mesures à prendre : saisie ou destruction de l'engin ou autres mesures appropriées, telles que l'interruption complète ou partielle des relations économiques, etc.

En tout cas, l'interdiction qui résulte dudit article est certainement partielle puisque, selon le texte, ce ne sont que "la Lune et les corps célestes" que les Etats utiliseront "exclusivement à des fins pacifiques". Par conséquent, le statut juridique de l'espace ne serait pas le même que celui des corps célestes et, du point de vue juridique, certains usages militaires de l'espace ne seraient pas exclus.

On doit compter en outre au nombre des faiblesses de la règle en question la partie qui se réfère aux armes, puisqu'elle ne fait mention que d'"objet(s) porteur(s) d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive". Que se passe-t-il lorsqu'il s'agit d'autres armes ne possédant pas ces caractéristiques ? L'emploi des armes antisatellites, par exemple, est-il licite ?

Il est clair que l'article IV ne saurait s'accorder avec la doctrine générale du droit de l'espace qui, comme nous le savons, dispose que les activités des Etats dans l'espace doivent se faire pour le bien de l'humanité. Ceci implique, en contrepartie, un rejet absolu du recours à la menace ou à l'emploi de la force.

La disposition susmentionnée n'est pas compatible, par exemple, avec les prescriptions des articles I et II du Traité relatif à l'espace, qui font obligation aux Etats de mener leurs activités spatiales conformément au droit international et, notamment, à la Charte des Nations Unies. Cette dernière, comme on l'a déjà dit, fait apparaître une notion large de la force, qui ne se limite pas à la "force armée".

C'est pourquoi il est urgent d'élaborer la doctrine cohérente dont on a besoin. On pourrait le faire grâce à l'élaboration d'un protocole additionnel au Traité relatif à l'espace, qui viserait clairement à préserver, du point de vue juridique, l'espace comme lieu de coopération et non d'éventuels affrontements.

Aux fins de la présente analyse, il importe aussi de tenir compte des dispositions de l'article 3 de l'"Accord régissant les activités des Etats sur la Lune et les autres corps célestes" (résolution 34/68, annexe, de l'Assemblée générale, datée du 5 décembre 1979), selon lesquelles :

"1. Tous les Etats parties utilisent la Lune exclusivement à des fins pacifiques.

2. Est interdit tout recours à la menace ou à l'emploi de la force ou à tout autre acte d'hostilité ou menace d'acte d'hostilité sur la Lune. Il est interdit de même d'utiliser la Lune pour se livrer à un acte de cette nature ou recourir à une menace de cette nature à l'encontre de la Terre, de la Lune, d'engins spatiaux, de l'équipage d'engins spatiaux ou d'objets spatiaux créés par l'homme.

3. Les Etats parties ne mettent sur orbite autour de la Lune, ni sur une autre trajectoire en direction ou autour de la Lune, aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive, ni ne placent ou n'utilisent de telles armes à la surface ou dans le sol de la Lune.

4. Sont interdits sur la Lune l'aménagement de bases, installations et fortifications militaires, les essais d'armes de tous types et l'exécution de manoeuvres militaires. N'est pas interdite l'utilisation de personnel militaire à des fins de recherche scientifique ou à toute autre fin pacifique. N'est pas interdite non plus l'utilisation de tout équipement ou installation nécessaire à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de la Lune."

Bien qu'il soit plus complet et plus détaillé, l'Accord relatif à la Lune ne résout pas non plus de façon satisfaisante le problème de la militarisation. Tout d'abord, il ne mentionne pas spécifiquement l'espace, mais seulement la Lune et les autres corps célestes. Ensuite, et on retrouve ici le paradoxe de l'article IV du Traité relatif à l'espace, ses dispositions n'ont force obligatoire que pour les "Etats parties", enlevant ainsi au principe du non-emploi de la force son caractère universel de "jus cogens". En outre, l'article 3 répète la faiblesse déjà relevée dans le Traité relatif à l'espace, puisqu'il interdit les "objet(s) porteur(s) d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive" sans inclure les autres armes classiques. Enfin, le libellé de la dernière phrase du paragraphe 4 n'est pas satisfaisant en raison de l'ambiguïté et de l'imprécision des termes "équipement ou installation nécessaire", et parce qu'il ne réaffirme pas que l'exploration et l'utilisation de la Lune doivent être réalisées à des fins "exclusivement pacifiques".

Malgré tout, l'article 3 de l'Accord relatif à la Lune contient aussi des éléments positifs. Il faut souligner à cet égard l'interdiction de recourir à tout autre acte d'hostilité ou menace d'acte d'hostilité sur la Lune. On élargit ainsi considérablement, bien que de manière assez vague, la notion d'actes interdits.

En tout état de cause, la clé de l'analyse du problème de la militarisation réside dans l'interprétation à donner à l'expression "fins pacifiques" employée dans les traités relatifs à l'espace. Deux thèses sont présentées au sujet de ce problème : selon l'une, l'expression "fins pacifiques" n'exclut que les "utilisations agressives" (qui équivaldraient à l'emploi de la force armée), selon l'autre, toute utilisation non pacifique de l'espace, sauf quelques-unes de nature "non agressive", serait interdite.

Il faut examiner le concept de "fins pacifiques" en fonction de l'évolution du droit international contemporain et des principes dans lesquels s'insère le droit de l'espace. Dans ce contexte, on ne pourrait permettre

dans l'espace, sur la Lune et les autres corps célestes, que les activités qui de manière générale ne sont pas de nature "non pacifique". Les défenseurs de la théorie selon laquelle il est difficile, voire impossible, de séparer sur le plan juridique le "militaire" du "non-militaire" estiment qu'on ne doit interdire que la force armée qui, elle, est clairement identifiable.

On peut se demander à cet égard si la "thèse de l'agression" est compatible avec la disposition du huitième alinéa du préambule du Traité relatif à l'espace dont le texte se lit comme suit : "Tenant compte de la résolution 110 (II) de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 3 novembre 1947, résolution qui condamne la propagande destinée ou de nature à provoquer ou encourager toute menace à la paix, toute rupture de la paix ou tout acte d'agression, et considérant que ladite résolution est applicable à l'espace extra-atmosphérique".

Cette disposition a une portée suffisamment large pour dissiper toute incertitude. En condamnant ce genre de propagande comme contraire à la paix, on vise expressément aussi des éléments "non agressifs" qui sont le produit ou la conséquence d'une activité spatiale donnée.

La propagande ainsi que, par exemple, l'usage dolosif des données de la téléobservation portant atteinte à la sécurité du pays observé pourraient constituer des actes hostiles, sans toutefois aboutir à une action qui provoquerait directement une rupture de la paix. De tels actes doivent engager la responsabilité internationale.

Il importe en outre de préciser que le statut, civil ou militaire, d'une personne n'appelle pas en soi une qualification juridique. Ce sont les objectifs de l'acte qui confèrent à celui-ci un caractère civil ou militaire. Ainsi, un fonctionnaire civil, utilisant des moyens non pacifiques, peut déployer une action militaire "non agressive", de même, un militaire peut se livrer à des recherches scientifiques dont les fins sont purement pacifiques.

Le fait qu'une activité ne revête pas expressément le caractère d'une agression ne modifie donc pas sa nature intrinsèquement illicite. Comme on l'a déjà dit, sa licéité doit s'apprécier en fonction des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article premier du Traité relatif à l'espace et non en fonction d'une absence d'interdiction.

Il convient également de préciser que, tout en interdisant l'extension de la souveraineté territoriale à l'espace, y compris à la Lune et aux autres corps célestes, le droit de l'espace est cependant fondé sur le principe du respect de la souveraineté des nations sous-jacentes. Cette disposition est liée au droit des Etats de préserver leur sécurité, d'exercer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles et de donner leur assentiment pour la divulgation à des pays tiers de certaines données concernant leur territoire. Les Etats doivent mener leurs activités relatives à l'exploration et à l'utilisation de l'espace conformément au droit international, notamment à la Charte des Nations Unies, en tenant compte en particulier des principes de l'égalité souveraine et de la non-ingérence dans les affaires intérieures.

Etant admis que l'espace ne peut être utilisé qu'à des fins exclusivement pacifiques, un pays peut, dans certains cas, conformément à la règle générale, avoir légitimement recours à la force. Il peut exercer son droit à la légitime défense à condition que l'utilisation de la force soit proportionnelle à l'agression. Dans le cas de l'espace, conformément à la disposition qui reconnaît à l'Etat d'immatriculation toute juridiction sur les objets spatiaux (article premier de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique), le droit n'admet pas l'intervention étrangère, ni l'attaque armée contre un engin spatial ou une station spatiale. Seul ledit Etat d'immatriculation peut exercer sa compétence juridictionnelle sur ses engins dans l'espace ou sur les corps célestes, voire les détruire, à condition de ne pas causer de dommages à des Etats tiers ou à l'environnement.

S'il est attaqué, l'Etat d'immatriculation peut exercer son droit à la légitime défense, non seulement parce que les principes mêmes de la Convention susmentionnée l'y autorisent, mais aussi parce que la poursuite d'une activité entreprise pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays risque d'être compromise. La doctrine selon laquelle "la paix est indivisible" et les conséquences préjudiciables pour tous les peuples de l'univers d'une action portant atteinte à la paix se trouvent ici clairement illustrées.

Comme on le sait, ce qui importe en matière de légitime défense, c'est l'existence de deux facteurs, être l'objet d'une attaque ou d'une agression et y répondre de manière proportionnelle. Il faut d'emblée souligner que ce que l'on appelle la "légitime défense anticipée", de caractère purement préventif, est incompatible avec les dispositions de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies et que son exercice laisse supposer toutes sortes de procédés arbitraires. En outre, qui est habilité à juger de l'urgence d'une attaque préventive, attaque qui risque de provoquer une rupture de la paix mondiale ? Comment empêcher qu'une nation, censément sur le point d'être attaquée, soit juge et partie en l'absence d'un mécanisme efficace de règlement des conflits internationaux ?

Comme on l'a souligné précédemment, dans le cas de l'espace, tant les actes d'agression que ceux qui ne le sont pas peuvent être regroupés sous le dénominateur commun de "non pacifiques", et ceux qui impliquent une attaque ou une agression (le recours à la force en général) supposent la possibilité immédiate du recours au droit de légitime défense. Toutefois, déterminer s'il y a ou non agression peut être, dans certains cas, très délicat, notamment lorsqu'il s'agit d'actes dont les conséquences ne sont pas immédiates. C'est aussi que la majorité des pays ne disposent pas de moyens techniques adéquats pour détecter et empêcher une utilisation non pacifique de l'espace. Ils ne peuvent qu'en appeler au système des Nations Unies, invoquer les dispositions prévues à l'Article 7, pour que le Conseil de sécurité leur vienne en aide en adoptant les mesures efficaces qui s'imposent. Ce n'est pas là, pour des raisons faciles à comprendre, une solution satisfaisante et efficace au problème examiné. Il suffirait, par exemple, d'un usage abusif du droit de veto au Conseil de sécurité pour qu'un pays, simple bénéficiaire passif des techniques spatiales, se trouve tout à fait sans défense.

Des règles s'imposent également pour légitimer les systèmes de vérification du respect des accords de désarmement. Parmi les tâches les plus importantes, à cet égard, il y aurait celles énumérées dans le document A/AC.206/14 du Comité préparatoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, concernant la proposition de création d'une agence internationale de satellites de contrôle, à savoir :

- 1) Le contrôle du respect des accords de désarmement et de limitation des armements,
- 2) La surveillance des situations de crise, qui pourrait s'effectuer par les moyens suivants :
 - a) Lancement d'alertes avancées en cas d'attaques à partir du constat d'une concentration de forces militaires et paramilitaires,
 - b) Fourniture de preuves de violations des frontières,
 - c) Surveillance des cessez-le-feu,
 - d) Assistance aux observateurs de l'ONU dans les opérations de maintien de la paix,
 - e) Renforcement des mesures internationales visant à favoriser la confiance et le respect de l'interdiction d'avoir recours à la force ou de menacer d'y avoir recours.

Il y a lieu d'apporter certaines précisions à propos des satellites d'alerte avancée. On ne saurait considérer que les actes commis au nom de la "légitime défense anticipée" sont licites. Ce cas n'est pas prévu par la Charte des Nations Unies et risque d'ouvrir dangereusement la voie aux attaques préventives. Toutefois, dans certaines circonstances, ces missions de satellites seraient autorisées : même si chaque Etat a le droit à ce que ne soient pas divulgués des renseignements concernant son territoire et le droit de préserver son intégrité territoriale, ce droit doit s'exercer en accord avec le droit suprême de la communauté internationale de veiller à sa sécurité. Si les satellites de reconnaissance peuvent être des instruments de dissuasion d'une guerre nucléaire, leur fonction devient alors juridiquement justifiée. Cela ne veut pas dire qu'on préjuge ainsi la légitimité de "l'espionnage" qui, même s'il ne faisait pas l'objet de règles internationales, serait interdit, car il constitue une "ingérence inacceptable", ce qualificatif venant, entre autres, du fait que ladite ingérence a un caractère clandestin.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/916
CD/CW/WP.242
17 avril 1989

Original : FRANCAIS

CONVENTION SUR LES ARMES CHIMIQUES

FRANCE

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE CONSULTATIF

INTRODUCTION

Alors que la Convention d'interdiction des armes chimiques doit être intangible en ce qui concerne ses buts, ses principes et ses dispositions fondamentales, elle doit être une institution vivante, évolutive, en ce qui concerne son application.

Il sera nécessaire, en particulier, de l'adapter aux avancées de la science et de la technologie, qui interviendront inévitablement, afin de minimiser et si possible de prévenir les risques inhérents à l'apparition de nouvelles substances et de nouvelles technologies susceptibles, si elles n'étaient pas contrôlées, de remettre en cause ou de contourner la Convention, et afin de disposer du meilleur outil possible de vérification.

Tout montre que les représentants de la communauté scientifique sont les plus qualifiés pour accomplir cette tâche de surveillance, de conseil et de préparation de décisions. Universelle par vocation, la communauté scientifique doit en effet, sans sortir du rôle qui est le sien, être en mesure de surmonter la diversité des cultures et les différences d'intérêt entre les Etats pour apporter une appréciation objective de l'évolution scientifique et technologique au regard de la Convention.

C'est pourquoi la France a proposé voici deux ans (cf. CD/747 du 23 mars 1987) que soit envisagée la création, parmi les organes prévus par la Convention, d'une Autorité scientifique consultative. Depuis lors, cette idée a fait son chemin et a été progressivement prise en compte par les négociateurs.

Cette autorité, qui serait dénommée "Conseil scientifique consultatif" pourrait intervenir comme un instrument consultatif de haut niveau pour les organes de la Convention, et particulièrement pour le Conseil exécutif et le Secrétariat technique, dans la préparation des décisions devant être prises en vue d'appliquer les dispositions de la Convention.

Ce document de travail propose quelques éléments de réflexion sur la création et l'organisation du Conseil scientifique consultatif.

1. CARACTERISTIQUES GENERALES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE CONSULTATIF (CSC)

Placé auprès [de la Conférence des Etats parties] [du Conseil exécutif] [du Directeur général du Secrétariat technique], le CSC sera chargé, à titre consultatif :

- de donner un avis [à la Conférence des Etats parties] [au Conseil exécutif] [au Directeur général du Secrétariat technique] sur toute innovation scientifique et technologique pouvant avoir un rapport avec les objectifs de la Convention;
- de proposer [au Conseil exécutif] [au Secrétariat technique] toute amélioration scientifique et technique permettant un meilleur respect des dispositions de la Convention;
- de répondre à toute demande des différents organes de la Convention dans les domaines de sa compétence;
- de conseiller à leur demande les Etats parties dans les mêmes domaines.

2. STRUCTURE

2.1 Composition

Elle devra être fondée sur des critères scientifiques et des critères de compétence professionnelle. Des sections correspondant aux disciplines scientifiques et technologiques impliquées dans les différents volets de la Convention seront créées. Ces sections pourront comprendre plusieurs personnalités scientifiques dans les domaines suggérés suivants :

chimie

- chimie générale et chimie physique, chimie organique et minérale
- chimie analytique
- chimie "militaire"

génie chimique et industrie des produits chimiques

toxicologie, y compris

- toxicologie des produits industriels
- toxicologie des pesticides
- toxicologie des poisons d'origine animale et végétale

pharmacologie

biotechnologies, y compris

- génie microbiologique et enzymatique
- applications industrielles

sciences militaires

- détection des agents de guerre chimique
- protection, décontamination
- technologie des munitions chimiques (production, stockage, etc.)

Comme critère complémentaire à prendre en compte dans la composition du CSC, il faudrait veiller à maintenir une répartition équilibrée dans les différents domaines (recherche, technologie, industrie, sciences militaires), en fonction de l'expérience antérieure acquise par les candidats.

2.2 Mode de sélection

Il sera fondé sur le niveau, la qualification et l'expérience, à partir de références à définir telles que : publications, responsabilités scientifiques, universitaires ou professionnelles exercées, distinctions, expérience internationale.

2.3 Désignation des membres

Des propositions seront soumises :

- par les Etats parties (pour 1/3 des membres);
- par des institutions scientifiques internationales (par exemple l'UICPA et d'autres à définir) (pour 2/3 des membres). Les membres du CSC seront [choisis] [élus] par [la Conférence des Etats parties] [le Conseil exécutif] (à définir).

2.4 Durée du mandat

Chaque membre sera élu pour (trois) ans, son mandat n'étant renouvelable qu'une fois.

2.5 Création de nouvelles sections

La création de nouvelles sections sera proposée par le CSC [à la Conférence des Etats parties] [au Conseil exécutif] en fonction de l'évolution des sciences et techniques.

2.6 Obligations des membres du CSC

(En particulier, obligations vis-à-vis de la confidentialité; à compléter)

3. FONCTIONS

Le Conseil scientifique consultatif devra exercer son rôle consultatif dans les domaines suivants :

- Surveillance de l'ensemble de l'évolution scientifique et technique, et en particulier dans les domaines en rapport avec les objectifs de la Convention;
- Examen initial des listes de produits après les déclarations des stocks et des installations de production, et ultérieurement examen spécifique des propositions de modification et des demandes de révision des listes et des directives afférentes (émanant soit du Secrétariat technique, soit des Etats parties);
- Propositions motivées de nouvelles inscriptions ou modifications des listes et des directives, mise en garde à propos de nouveaux toxiques;
- Revue des aspects scientifiques des procédures de vérification et en particulier, propositions de nouvelles méthodologies de vérification;
- Avis concernant le développement de la coopération économique et technique entre les Etats parties, ainsi que l'assistance;
- Avis sur la coopération internationale dans le domaine du recueil et de la mise à disposition des données scientifiques et techniques relatives à la Convention (réseau international de banques de données).

4. ORGANISATION (à développer)

- Règlement intérieur
- Fréquence des sessions
- Secrétariat permanent (le secrétariat permanent du CSC pourrait être placé au sein du Secrétariat technique)
- Contrats de recherche avec d'autres institutions
- Organisation de séminaires et de conférences
- Participation aux activités scientifiques internationales ou nationales (congrès, séminaires, colloques)

5. MISE EN PLACE PAR ETAPES

Au cours de la phase préparatoire, un "Comité scientifique consultatif" pourrait être créé comme organe subsidiaire de la Commission préparatoire.

Lors de l'entrée en vigueur, la mise en place du CSC pourrait être effectuée avec (deux) (trois) personnalités par section.

* * *

BELGIQUE

Inspection expérimentale nationale

Introduction

Conformément aux principes directeurs et au schéma figurant dans les documents CD/CW/WP.213 et CD/881, une inspection expérimentale nationale a été réalisée dans une installation polyvalente.

A. Approche générale

1. Objectifs de l'inspection expérimentale nationale

L'inspection avait pour but d'évaluer la possibilité de vérifier qu'une installation qui ne faisait pas l'objet d'une déclaration au titre de l'un quelconque des tableaux n'était pas utilisée pour fabriquer un produit des tableaux [1], [2] ou [3], et d'obtenir des informations sur le degré d'intrusion qu'exigerait une inspection de ce type.

2. Dispositions du projet de convention servant de cadre à la conduite des inspections expérimentales - article VI

Néant.

3. Type d'inspection sur place

Inspection de clarification ayant pour but de vérifier qu'aucune activité interdite n'a lieu dans une installation non déclarée ne figurant pas sur la liste des installations produisant l'une des substances inscrites.

4. Renseignements préalables

Il n'y a eu ni déclaration, ni "formule type d'installation".

5. Type d'installation à inspecter

Installation polyvalente autonome dotée de plusieurs réacteurs, fonctionnant en discontinu et fabriquant essentiellement des produits finals solides.

6. Type d'activité déclarée dans l'installation

Néant.

B. Approche détaillée

1. Mandat d'inspection

Il n'a pas été négocié a priori de mandat d'inspection.
Au fur et à mesure de l'inspection, on a discuté des documents qui devaient pouvoir être consultés et des zones auxquelles il fallait pouvoir accéder.

2. Composition de l'équipe d'inspection

L'équipe d'inspection était composée de deux scientifiques et d'un observateur (diplomate).

3. Matériel d'inspection

Le matériel d'inspection - essentiellement du matériel d'échantillonnage et des instruments d'analyse - a été fourni par l'installation.

4. Activités préalables à l'arrivée de l'équipe d'inspection sur les lieux

L'installation a été avertie cinq jours avant l'inspection.

5. Préparatifs préliminaires sur place

(Visite initiale)

6. Arrangements concernant l'accompagnement et les points de contact

Des membres du personnel de l'installation désignés par le directeur de l'usine ont accompagné les inspecteurs au cours de leur visite, notamment pour des raisons de sécurité.

7. Autres participants

Néant.

8. Durée de l'inspection

- Inspection : une journée.

- Etablissement du rapport : une journée.

9. Mesures visant à protéger la confidentialité de l'information

L'installation a accepté, dans leurs grandes lignes, les dispositions actuelles figurant dans le document CD/881.

10. Conférence d'ouverture

Pendant la première partie de la conférence d'ouverture, l'inspecteur a expliqué dans ses grandes lignes le système de vérification de la future convention et a exposé les objectifs de l'inspection envisagée. Lors de la seconde partie, le directeur général a expliqué le plan d'implantation de l'usine, en insistant particulièrement sur l'installation à inspecter.

11. Types de relevés nécessaires et/ou vérifiés

- le plan de production de la semaine et du jour de l'inspection (travail à deux postes);
- les stocks effectifs (matières de base, intermédiaires et produits finals);
- les relevés de production de l'installation, qui ont été mis à la disposition des inspecteurs pour chaque réacteur en service.

12. Visite générale de l'usine

Avant l'inspection, une visite guidée de l'ensemble de l'installation a été organisée : zone de stockage, entrepôts extérieurs de matières de base et de solvants, laboratoire principal de contrôle de la qualité et service énergie; la visite n'a pas porté sur les installations chimiques qui ne faisaient pas l'objet de l'inspection, ni sur l'installation de traitement des effluents (dans le seul but de gagner du temps).

13. Inspection des zones et du matériel de l'installation

L'installation a été inspectée en détail, notamment la salle de commande, les cuves des réacteurs, les centrifugeuses et les étuves.

14. Inspection des processus de fabrication

Pour chaque cuve de réacteur en exploitation, on a vérifié les instructions de service et les relevés, que l'on a comparés au plan de production de la journée.

15. Procédure d'échantillonnage

Les échantillons ont été prélevés conformément aux principes directeurs convenus (voir partie C).

16. Manipulation des échantillons

L'équipe d'inspection étant réduite, la manipulation des échantillons a été entièrement confiée au personnel de l'installation. Au cours de l'échange de vues ultérieur, des suggestions ont toutefois été faites sur les procédures de manipulation des échantillons (voir partie C).

17. Analyse des échantillons

Les échantillons ont été analysés dans le laboratoire principal de l'usine situé à 20 km de l'installation inspectée.

18. Types d'analyse

On a essentiellement utilisé pour l'analyse des techniques spectroscopiques (résonance magnétique nucléaire, spectrométrie de masse et spectrométrie infrarouge), qui ont permis de vérifier que la structure du produit synthétisé correspondait au procédé de fabrication et aux modes opératoires indiqués dans les relevés.

19. Documentation mise à la disposition des inspecteurs

- plan d'implantation de l'usine et plan détaillé de l'installation;
- plan de production;
- liste détaillée des stocks de produits chimiques;
- instructions et relevés concernant la production en discontinu (pour chaque réacteur);
- relevés portant sur l'ensemble de la production pour le mois/l'année écoulés.

20. Evaluation par les inspecteurs

Il s'agissait principalement, durant la visite, d'évaluer s'il était possible de détecter une production non déclarée de substances inscrites. On trouvera les conclusions sur ce sujet dans la partie C.

21. Conférence de clôture

Il n'y a pas eu de conférence de clôture, mais un bref compte rendu en fin d'inspection.

22. Anomalies, différends et complications

Il est apparu que la vérification concernant des produits chimiques non déclarés dans les zones de stockage par contrôle des listages ou par des moyens informatiques était équivoque (voir partie C).

23. Rapport de l'équipe d'inspection

- Au cours de la réunion, on pourrait établir (éventuellement à la main) un rapport préliminaire fondé sur une liste de contrôle.
- Un rapport plus complet pourrait être communiqué ultérieurement; l'installation insiste cependant pour recevoir une copie des deux rapports.

24. Impact de l'inspection sur l'installation

Il faut consacrer à une inspection au moins deux jours-homme (personnel très qualifié).

25. Autres questions

C. Eléments spécifiques - conclusions

1. Mandat d'inspection

Il n'y a pas eu de mandat d'inspection. Toutefois, les représentants de l'usine ont précisé que, dans ce cas particulier, l'équipe serait autorisée à accéder à toutes les parties de l'installation à condition que les règles de sécurité soient respectées en ce qui concerne l'accès et l'inspection. A leur demande, les inspecteurs ont pu consulter tous les documents relatifs à la fabrication, à l'achat et au stockage des produits chimiques. Ces documents ne devaient toutefois pas sortir de l'installation. Il est préférable que les échantillons soient prélevés à la fin du processus en discontinu pour ne pas gêner les activités normales de production.

Les inspecteurs peuvent contrôler les mouvements à l'entrée et à la sortie de l'installation.

2. Composition de l'équipe d'inspection

L'équipe était composée de deux inspecteurs (techniciens); pour gagner du temps, certaines opérations n'ont pas été menées jusqu'au bout et l'échantillonnage a lui aussi été réduit. L'équipe d'inspection devrait compter au moins deux ou trois inspecteurs, dont un spécialiste chevronné de l'analyse chimique.

3. Matériel d'inspection

Le matériel a été fourni par l'installation. On a fait observer que les inspecteurs devraient avoir le moyen de sceller les échantillons, car il se pourrait que l'analyse doive être refaite ailleurs et avec d'autres appareils en cas d'anomalie ou de complication (voir la rubrique 16). Un représentant de l'Autorité nationale accompagnant les inspecteurs internationaux pourrait apposer sur les échantillons un second scellé de contrôle.

4. Activités préalables à l'arrivée de l'équipe d'inspection

Néant.

5. Préparatifs préliminaires sur place

Nihil visit.

6. Arrangements concernant l'accompagnement et les points de contact

Les inspecteurs se sont rendus à l'installation par leurs propres moyens et se sont réunis au point de contact convenu. Au cours de l'inspection, ils sont accompagnés par des membres du personnel de l'installation, dont la présence peut être utile pour apporter des éclaircissements; ce personnel d'accompagnement peut demander au personnel spécialisé de prélever des échantillons sur requête de l'inspecteur et suivant ses instructions.

7. Autres participants

Des représentants de l'Autorité nationale peuvent assister à l'inspection, sans toutefois s'ingérer dans les activités des inspecteurs.

8. Durée de l'inspection

Il faudra deux ou trois jours à une équipe complète (deux ou trois inspecteurs) pour contrôler en détail chaque cuve de réacteur en service et le stockage des matières de base - y compris le prélèvement d'échantillons et leur analyse.

9. Mesures visant à protéger la confidentialité de l'information

- Restriction de la participation : selon le représentant de l'installation, l'Organisation internationale devra trouver le moyen d'éviter que les inspecteurs entrent au service de concurrents industriels peu de temps après la fin de leur contrat avec l'Organisation.
- Les inspecteurs devraient être dotés d'un mandat officiel de l'Organisation internationale énonçant les principes relatifs à la protection de l'information confidentielle, selon le document CD/881.
- L'identité des inspecteurs devra être contrôlée par le personnel chargé de la sécurité de l'usine (et par l'Autorité nationale).

10. Conférence d'ouverture

- Les buts de l'inspection peuvent être énoncés rapidement et exactement.
- Les inspecteurs ont besoin d'un plan d'implantation de l'usine et de plans détaillés des installations à inspecter; ils devraient être autorisés à s'en servir sur les lieux. Des photographies aériennes (en couleur) leur ont été d'une aide précieuse, car ils ont pu s'orienter plus facilement et se familiariser plus rapidement avec les environs. Au demeurant, dans ce cas particulier, la structure logique de l'installation a beaucoup aidé les inspecteurs à se familiariser rapidement avec le plan de l'usine.

11. Types de relevés nécessaires et/ou vérifiés

En utilisant les documents indiqués en B.11, il est possible, sur la base des opérations comptables, de "suivre la trace" (la filière) d'un produit chimique, c'est-à-dire de vérifier quand, où et comment il a été utilisé/synthétisé. Toutefois, dans ce cas particulier, il a paru moins utile de remonter la filière du produit étant donné que ce type d'inspection nécessitait principalement des données qualitatives (reliées à la formule développée du produit fabriqué).

Tous les documents étaient en néerlandais; par ailleurs, on emploie souvent des abréviations et des numéros de code. Il semble nécessaire qu'au moins un des inspecteurs connaisse bien la langue utilisée dans l'installation.

12. Visite générale de l'usine

Pour ce type d'installation, une heure aurait été largement suffisante pour effectuer une visite générale (des environs uniquement).

13. Inspection des zones et du matériel de l'installation

Durant l'inspection, les inspecteurs ont eu tout à fait librement accès aux zones de l'installation; cependant, l'accès aux zones de stockage de produits dangereux serait moins facile, en raison des mesures de sécurité supplémentaires.

14. Inspection des processus de fabrication

Les inspecteurs ont la possibilité de vérifier sur place les parties pertinentes des instructions de service, à condition de ne pas les recopier. Ces instructions et les autres documents pertinents ne devraient jamais sortir de l'installation.

15. Prélèvement d'échantillons

Comme il a été dit auparavant, le prélèvement d'échantillons dans le cas d'une production en discontinu aura normalement lieu une fois le processus achevé et de préférence après le séchage du produit. Un prélèvement effectué en cours de production pourrait donner un échantillon complexe, qu'il est parfois difficile d'analyser et qui n'est pas typique du ou des produits finals standard du lot; de plus, si l'on prélevait des échantillons durant la production en discontinu, il faudrait abaisser la température pour qu'elle atteigne la température ambiante, ce qui entraînerait une perte de temps; dans certains cas, par exemple lorsqu'il y a synthèse en milieu inerte (azote), l'ouverture du réacteur pourrait entraîner une perte importante de produit.

Les échantillons ont été prélevés par le personnel d'exploitation à l'aide d'un matériel d'échantillonnage normal (utilisé pour le contrôle de qualité), suivant les procédures appliquées habituellement dans l'usine et sous la surveillance de l'inspecteur.

16. Manipulation des échantillons

Il a été suggéré de diviser les échantillons en trois sous-échantillons identiques, convenablement mis sous scellé par l'inspecteur et le représentant de l'Autorité nationale.

Normalement, l'analyse s'effectuerait dans l'installation sous la surveillance de l'inspecteur; en cas de problème ou de désaccord, le deuxième échantillon pourrait être analysé par l'inspecteur, sous la surveillance du représentant de l'installation - par exemple dans une université locale; en cas de désaccord persistant, le troisième échantillon pourrait servir à une nouvelle analyse, suivant des procédures à élaborer.

Il serait nécessaire d'élaborer des procédures appropriées pour stocker et transporter les échantillons.

17. Analyse des échantillons

Dans ce cas particulier, l'inspecteur n'a pas assisté à toutes les étapes de l'analyse.

L'emploi d'instruments très perfectionnés, souvent entièrement informatisés, peut théoriquement permettre à l'opérateur de "tricher", c'est-à-dire de faire apparaître un spectre complètement différent en travaillant "en différé"; par conséquent, il faudrait qu'au moins l'un des inspecteurs soit un spécialiste chevronné de l'analyse chimique et connaissant bien l'application des principales techniques d'analyse utilisées.

18. Types d'analyse

L'analyse devrait révéler une "correspondance" entre l'échantillon et la formule développée du produit figurant dans les instructions de service.

Ce type d'analyse ne sert qu'à vérifier des données qualitatives, conformément au but de l'inspection.

19. Documentation de l'inspection

Sauf le plan d'implantation et certains renseignements généraux sur l'installation (qu'il reste à préciser), tous les documents spécifiques présentés par l'installation sont à considérer comme confidentiels et ne doivent pas quitter les lieux.

20. Evaluation par les inspecteurs

On a constaté qu'il était possible de tirer des conclusions correctes sur les activités effectives de l'installation à l'intérieur de l'usine. Reconnaître aux inspecteurs le droit de prélever des échantillons partout, suivant des procédures établies, pourrait être un facteur de dissuasion.

Le concours du personnel de l'installation est essentiel pour que l'inspection s'effectue sans problème.

21. Conférence de clôture

Néant.

22. Anomalies, différends et complications

On a constaté qu'il était impossible de vérifier la présence de produits chimiques non déclarés par une recherche sur ordinateur, puisqu'il faut utiliser un numéro de code spécial pour introduire le nom du produit chimique recherché; l'emploi d'un code "fictif" risquerait d'aboutir à l'indication "introuvable". Pour vérifier la présence de produits chimiques non déclarés, il faudrait donc contrôler tout l'entrepôt, ce qui serait pratiquement impossible dans les délais impartis.

23. Rapport de l'équipe d'inspection

On a estimé qu'il serait utile d'établir deux rapports sur l'inspection, à savoir :

- un rapport succinct qui contiendrait les conclusions essentielles, indiquant qu'il n'y a "rien à signaler" ou bien que persistent certains problèmes ou anomalies;
- un rapport complet donnant les résultats détaillés de l'inspection (le cas échéant).

Tous les rapports sont confidentiels. L'Autorité nationale et l'installation devraient également recevoir un exemplaire de chaque rapport.

24. Impact de l'inspection sur le fonctionnement de l'installation

Une inspection de ce type peut s'effectuer sans gêner outre mesure l'exploitation normale de l'installation.

25. Questions diverses

La franchise et la coopération du personnel de l'usine ont grandement facilité la conduite de l'inspection expérimentale.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/918
6 juin 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS/RUSSE

LETTRE DATEE DU 29 MAI 1989, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT PERMANENT
DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE, TRANSMETTANT UN APPEL
DES ETATS PARTIES AU TRAITE DE VARSOVIE ADRESSE AUX ETATS MEMBRES
DE L'ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD

J'ai l'honneur de vous informer que, récemment, les Etats parties
au Traité de Varsovie - République populaire de Bulgarie, République socialiste
tchécoslovaque, République démocratique allemande, République populaire
de Pologne, République socialiste de Roumanie, République populaire hongroise
et Union des Républiques socialistes soviétiques - ont adopté un appel adressé
aux Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, à la veille
de leur réunion au sommet.

Vous trouverez ci-joint le texte de l'Appel dans les langues russe,
anglaise, française et espagnole.

Au nom des pays signataires, je vous prie d'assurer la diffusion de
cet Appel en tant que document officiel de la Conférence du désarmement.

L'Ambassadeur
Représentant permanent
de la République socialiste
de la Roumanie auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève

Gheorghe Dolgu

ANNEXE

Appel des Etats parties au Traité de Varsovie aux Etats membres
de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

Les Etats parties au Traité de Varsovie - République populaire de Bulgarie, République populaire hongroise, République populaire de Pologne, République démocratique allemande, République socialiste de Roumanie, République socialiste tchécoslovaque et Union des Républiques socialistes soviétiques - lancent, à la veille de leur réunion de haut niveau, un appel aux Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pour qu'ils évaluent les réalités nouvelles du monde contemporain et tirent parti des possibilités qui se dessinent actuellement afin d'éliminer entièrement les conséquences de la "guerre froide" en Europe et dans le monde.

L'histoire de l'Europe d'après-guerre s'est faite au prix de maintes difficultés pour nous tous. A la coopération qui avait caractérisé les années de lutte contre le fascisme, pour la liberté et l'indépendance des peuples durant la deuxième guerre mondiale a fait place une tendance à la confrontation. Le résultat en a été la création de deux alliances militaires et politiques. Des armements de plus en plus sophistiqués et destructeurs ont été accumulés à un rythme accéléré.

Les dernières décennies ont montré à l'évidence que cette situation sape les fondements de la sécurité dans toute l'Europe et accroît le risque de conflit nucléaire. Cette conclusion a été à l'origine de l'initiative à l'échelle européenne à laquelle participent les Etats européens, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. L'objet en est d'éliminer la confrontation militaire et de renforcer la sécurité grâce à des efforts communs, par le dialogue, la compréhension mutuelle et une coopération mutuellement avantageuse, sur la base de la pleine égalité des droits, du respect de l'indépendance et la souveraineté nationales, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et des autres principes inscrits dans l'Acte final d'Helsinki, ainsi que des règles universellement acceptées du droit international.

La conclusion des accords soviéto-américains sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée et les progrès du processus de renforcement de la paix et de règlement d'un certain nombre de conflits régionaux ont créé des conditions favorables au développement de la coopération entre les Etats et les peuples. La situation internationale reste toutefois complexe et contradictoire, et aucune amélioration radicale ne s'est produite jusqu'ici.

Désireux de voir abolie l'actuelle division de l'Europe en blocs militaires opposés, les Etats parties au Traité de Varsovie se prononcent en faveur de la liquidation simultanée des deux alliances militaires et politiques et, en une première étape, du démantèlement de leurs structures militaires. Ouvrant dans ce but, les Etats parties au Traité de Varsovie et les Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pourraient conjuguer leurs efforts pour trouver les moyens qui leur permettraient de renoncer à la confrontation militaire, de

développer la coopération entre Etats, indépendamment de leur appartenance à une alliance ou à l'autre, et d'édifier une Europe de paix et de coopération dans le plein respect des réalités territoriales et politiques existantes.

Les Etats parties au Traité de Varsovie pensent que les réalités du monde contemporain appellent une vision nouvelle de la sécurité : elles exigent une sécurité mutuelle, indivise, reposant sur un abaissement constant du niveau de confrontation militaire et sur la réduction des armements, jusqu'à l'élimination totale du danger d'une nouvelle guerre par la liquidation effective des moyens et des potentiels permettant de la mener. Le processus de désarmement, garant de l'instauration progressive de la confiance, doit englober l'ensemble des forces armées : infanterie, forces aériennes et navales, et tous les armements : classiques, nucléaires et chimiques, qui sont prêts à être utilisés en Europe. Cette démarche ouvrira la voie au progrès vers une stabilité politique et militaire véritable.

Les négociations de Vienne sur les forces armées classiques, la sécurité et l'accroissement de la confiance en Europe sont appelées à jouer un rôle décisif dans ce processus. Elles fourniront les bases de la solution d'un certain nombre de questions fondamentales, telles que la réduction des forces armées jusqu'au niveau strictement nécessaire pour assurer la défense, l'examen des doctrines militaires et de leurs éléments techniques et matériels, la renonciation de part et d'autre aux stéréotypes et aux assertions fausses, et la mise en place d'un mécanisme de coopération constructive.

Les Etats parties au Traité de Varsovie rappellent leur proposition visant à réduire sensiblement les forces armées et les armements classiques, et en conséquence les dépenses militaires.

Les Etats parties au Traité de Varsovie souscrivent aux propositions supplémentaires qui ont été présentées par l'Union des Républiques socialistes soviétiques aux négociations de Vienne concernant la réduction radicale des armements et des forces armées des deux alliances d'ici à 1996-1997.

Les Etats parties au Traité de Varsovie réitèrent leurs propositions de prendre des mesures au niveau régional en vue de réduire la possibilité d'une attaque surprise, d'accroître la confiance et de renforcer la sécurité dans les différentes zones de l'Europe.

Ils estiment nécessaire que le dialogue sur le désarmement porte également sur tous les moyens de guerre qui ont été laissés de côté jusqu'ici. A ce propos, les Etats alliés réitèrent leur proposition de tenir des négociations séparées sur les armements nucléaires tactiques et d'entamer sans plus tarder des consultations spéciales en vue de préparer celles-ci. Ils appuient la décision de l'Union soviétique de retirer unilatéralement en 1989 500 ogives nucléaires tactiques du territoire des Etats alliés et de les ramener sur son propre territoire, ainsi que sa volonté déclarée de retirer toutes les ogives nucléaires du territoire de ses alliés entre 1989 et 1991, à condition que, de leur côté, les Etats-Unis prennent des mesures similaires.

Il est temps d'étendre le cadre des négociations aux forces et aux armements navals et, pour commencer, d'inclure ceux-ci parmi les mesures propres à accroître la confiance.

Par ailleurs, il importe de ne pas prendre de mesures susceptibles de compliquer encore le processus de négociation ou de relancer la course aux armements sous des prétextes divers, notamment la modernisation.

Le développement multilatéral de la coopération dans d'autres domaines des relations entre Etats contribuerait également à accroître la confiance entre les Etats et à renforcer sur la base de la réciprocité leur sécurité. La création de conditions favorables au développement de la coopération dans des domaines tels que l'économie, le commerce, la science et la technique, l'environnement, les situations humanitaires et les droits de l'homme, tout en respectant la souveraineté des Etats et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, serait dans l'intérêt aussi bien de l'Europe que de l'ensemble du monde.

Un important facteur pour contribuer à l'assainissement de la situation internationale serait que les pays appartenant aux deux alliances comprennent qu'ils doivent faire preuve de modération s'agissant des conflits régionaux et que, tout d'abord, ils renoncent aux actes susceptibles d'aggraver encore la situation. Ils pourraient collaborer à la recherche d'un règlement aux conflits. Le besoin d'une action commune visant à limiter le commerce des armements se fait de plus en plus sentir. Une autre tâche importante serait de préserver la sécurité des voies commerciales maritimes et aériennes, en réduisant la concentration et en limitant l'activité des forces navales et aériennes dans les secteurs correspondants. Il est indispensable d'intensifier la coopération et de coordonner les efforts pour combattre le terrorisme international et le trafic des drogues.

Les liens militaires, tels que les échanges d'informations concernant les propositions et initiatives, l'examen de réductions des budgets militaires et de mesures connexes, l'examen des doctrines militaires et les échanges de visite de délégations militaires, joueraient un rôle important pour éliminer la méfiance entre les Etats parties au Traité de Varsovie et les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Les Etats parties au Traité de Varsovie proposent aux Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord d'établir des relations de dialogue politique, ainsi que des contacts entre les représentants des deux alliances.

Les Etats parties au Traité de Varsovie se déclarent prêts à examiner avec le plus grand soin les propositions de contrepartie des Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en vue de stimuler les tendances positives qui ont commencé à se dessiner dans les relations entre Etats. Ils leur demandent de coopérer afin d'assurer un développement plus dynamique et la prospérité générale, dans le contexte de l'indépendance, de la stabilité et de la paix en Europe et partout dans le monde.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/919
9 juin 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 7 JUIN 1989, ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA CONFERENCE DU
DESARMEMENT PAR LE CHARGE D'AFFAIRES, REPRESENTANT PERMANENT ADJOINT
DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE, TRANSMETTANT LE TEXTE DE
LA DECLARATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT DE LA REPUBLIQUE
POPULAIRE DE BULGARIE ET DU PREMIER MINISTRE DE LA GRECE,
SIGNEE LE 23 AVRIL 1989

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la Déclaration
du Président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie,
Todor Jivkov, et du Premier Ministre de la Grèce, Andréas Papandréou, signée
le 23 avril 1989.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte dans les
langues anglaise, française et russe comme document officiel de la Conférence
du désarmement.

Le chargé d'affaires
Ministre plénipotentiaire
Représentant permanent adjoint

(Signé) VALENTIN BOJILOV

DECLARATION

DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE,
TODOR JIVKOV, ET DU PREMIER MINISTRE DE LA GRECE, ANDREAS PAPANDREOU

Le Président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie et
le Premier Ministre de la Grèce,

exprimant la volonté de leur peuple de vivre en paix, dans un monde
exempt d'armes et de violence,

encouragés par les tendances positives de la vie internationale et par le
développement du dialogue et la réduction des armes nucléaires,

désireux de contribuer à la poursuite et à l'approfondissement de ce
processus,

encouragés par la perspective favorable de conclure une convention sur
l'interdiction et la destruction des armes chimiques, et décidés à la signer
immédiatement dès son ouverture à la signature,

appliquant l'esprit de leur politique suivie consistant à affirmer le
climat de confiance, de sécurité, de bon voisinage, de compréhension et de
coopération entre les deux pays et dans les Balkans,

souhaitant contribuer par des actions concrètes à promouvoir la
coopération multilatérale balkanique et à mener à bien des mesures de
confiance et de sécurité dans la région,

rappelant leur déclaration conjointe du 23 février 1988 préconisant des
mesures en vue de débarrasser les Balkans des armes nucléaires tactiques et de
s'engager à ne pas déployer de nouvelles armes nucléaires,

et se conformant à l'article 6 de la Déclaration d'amitié, de bon
voisinage et de coopération entre la République populaire de Bulgarie et
la Grèce, en date du 11 septembre 1986,

1. Déclarent que le gouvernement des deux pays élaborera des normes de
conduite en vue de transformer son territoire en une zone exempte d'armes
nucléaires et chimiques.

2. Déclarent qu'à cet effet, les deux pays s'abstiendront
d'entreprendre des actions susceptibles d'entraver l'établissement d'une zone
exempte d'armes nucléaires et chimiques.

3. Demandent aux autres pays balkaniques d'appuyer ces efforts, en vue
d'élaborer et d'adopter des normes de conduite visant à libérer le territoire
de tous les pays balkaniques des armes nucléaires et chimiques.

4. Espèrent que tous les Etats encourageront et appuieront les efforts visant à établir dans les Balkans une zone exempte d'armes nucléaires et chimiques.

5. Affirment que la présente Déclaration n'est dirigée contre aucun pays tiers et n'affecte pas les droits et obligations découlant des accords en vigueur auxquels ils sont parties.

La Déclaration a été signée à Haskovo, le 23 avril 1988, en deux exemplaires originaux dans les langues bulgare et grecque, les deux textes faisant également foi.

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT DE
LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE

LE PREMIER MINISTRE DE LA GRECE

(Signé) Todor Jivkov

(Signé) Andréas Papandréou

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/920
14 juin 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Programme de travail de la seconde partie de la session de 1989 de la Conférence du désarmement

(Adopté à la 508ème séance plénière, le 13 juin 1989)

Conformément à l'article 28 de son règlement intérieur, la Conférence du désarmement adopte le programme de travail suivant pour la seconde partie de sa session de 1989 :

| | |
|---------------------|--|
| 13-16 juin | Déclarations en séances plénières. Examen de l'ordre du jour et du programme de travail, ainsi que de la création d'organes subsidiaires pour les points de l'ordre du jour et autres questions d'organisation |
| 19-30 juin | (Interdiction des essais nucléaires (Cessation de la course aux armements nucléaires (et désarmement nucléaire |
| 3-7 juillet | Prévention d'une course aux armements dans l'espace |
| 10-14 juillet | Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées |
| 17-28 juillet | Armes chimiques |
| 31 juillet - 4 août | (Arrangements internationaux efficaces pour garantir (les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le (recours ou la menace du recours aux armes nucléaires (Nouveaux types d'armes de destruction massive et (nouveaux systèmes de telles armes; armes radiologiques |
| 7-11 août | Programme global de désarmement |
| 14-31 août | Rapports des organes subsidiaires spéciaux, examen et adoption du Rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. |

La Conférence poursuivra l'examen de la question concernant l'amélioration et l'efficacité de son fonctionnement et fera rapport sur ce sujet à l'Assemblée générale des Nations Unies.

La Conférence intensifiera ses consultations conformément aux paragraphes 14 et 15 de son rapport (CD/875) en vue de prendre, à sa session annuelle de 1989, une décision positive au sujet de l'élargissement de la composition de la Conférence dans une proportion de quatre Etats au maximum, compte tenu de la nécessité de maintenir un équilibre dans cette composition, et elle informera de sa décision l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-quatrième session.

Les réunions des organes subsidiaires seront convoquées après des consultations entre le Président de la Conférence et les présidents des organes subsidiaires, selon les circonstances et les besoins de ces organes.

Le Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques se réunira du 24 juillet au 4 août 1989.

En adoptant son programme de travail, la Conférence a gardé à l'esprit les dispositions des articles 30 et 31 de son règlement intérieur.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/921
CD/CW/WP.245
14 juin 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Vérification de la Convention sur les armes chimiques :
Exercices d'inspection par mise en demeure dans des installations militaires

1. Dans le document CD/715 de juillet 1986, le Royaume-Uni a présenté des propositions détaillées pour la conduite des inspections par mise en demeure au titre de l'article IX de la Convention sur les armes chimiques. Selon ces propositions, tout Etat partie auquel il était demandé de clarifier ou de résoudre quelque question suscitant des doutes quant au respect de la Convention avait l'obligation fondamentale de démontrer aux autres Etats parties, et en particulier à l'Etat requérant, qu'il continuait de respecter intégralement cet instrument.
2. S'inspirant des idées exposées dans le document CD/500, le Royaume-Uni proposait que chaque Etat partie ait le droit de demander directement une inspection par mise en demeure d'une autre partie; tout Etat recevant une telle demande devrait autoriser une équipe d'inspection du Secrétariat technique, accompagnée d'un représentant de l'Etat requérant, à effectuer une enquête détaillée afin d'établir les faits.
3. Le Royaume-Uni reconnaissait dans ces propositions qu'un Etat recevant une mise en demeure pouvait avoir des intérêts légitimes en jeu concernant sa sécurité. Dans ces circonstances exceptionnelles, il aurait le droit de proposer d'autres mesures pour démontrer qu'il respectait la Convention.
4. En 1988, le Royaume-Uni s'est employé à vérifier comment ces propositions se traduiraient dans la pratique en procédant à une série d'exercices d'inspection par mise en demeure dans des installations militaires. Nos objectifs étaient les suivants :
 - a) Evaluer les incidences en matière de sécurité des inspections par mise en demeure prévues par la Convention sur les armes chimiques;
 - b) Examiner les moyens de démontrer que la Convention sur les armes chimiques est respectée tout en protégeant des intérêts de sécurité légitimes ne se rattachant pas aux armes chimiques;
 - c) Tirer des leçons quant à la manière de conduire les inspections par mise en demeure en vertu de la Convention sur les armes chimiques.

5. Il a été décidé de conduire ces exercices dans diverses installations du Ministère de la défense, allant des dépôts de munitions aux établissements de recherche-développement. Les différents types d'installation poseraient en effet des problèmes d'inspection différents. Après des visites préliminaires dans diverses installations qui s'étaient portées candidates, il a été décidé d'effectuer le premier exercice dans un dépôt de munitions classiques.

6. Avant le premier exercice, des procédures et des directives ont été élaborées, y compris un protocole d'inspection. La première inspection expérimentale a eu lieu en octobre 1988 et elle a été suivie, en mars dernier, de l'inspection d'un autre dépôt de munitions. On trouvera dans l'annexe au présent document une note concernant certains aspects pratiques de ces inspections, administratifs et autres.

7. Dans les pages qui suivent sont présentées des observations provisoires sur les procédures d'inspection par mise en demeure tirées de ces deux premiers exercices. Il convient de souligner que les deux expériences réalisées jusqu'ici l'ont été dans des installations qui ne sont pas particulièrement sensibles et qu'il s'agit là seulement de la première partie d'un programme plus vaste. Avant de pouvoir tirer des conclusions solides, il faudra effectuer d'autres inspections, et cela dans des installations plus névralgiques sur le plan de la sécurité. Le Royaume-Uni a l'intention d'y procéder dans le courant de l'année.

OBSERVATIONS PROVISOIRES

Définition de l'installation mise en demeure

8. L'efficacité de l'inspection dépend en partie du libellé de la mise en demeure. Il faut donc que l'installation mise en demeure soit définie avec beaucoup de précision. Cela pourrait se faire notamment en réunissant plusieurs éléments - nom, description et coordonnées topographiques. L'expérience montre que la précision est indispensable pour éviter les disputes concernant les droits d'accès. Il faudra consacrer un supplément de réflexion aux directives touchant l'accès à des zones situées au-delà de l'emplacement désigné, en particulier aux installations voisines dont on découvre par la suite qu'elles sont étroitement reliées à l'installation faisant l'objet de la mise en demeure.

Annonce de l'inspection

9. Il est évident que, même en aussi peu de temps que 48 heures, il est possible de faire sortir d'un dépôt des quantités considérables de munitions. Il pourrait donc être souhaitable d'envoyer en éclaireur une équipe qui, immédiatement après la notification de la mise en demeure, arriverait sur place pour verrouiller l'installation et surveiller les mouvements d'entrée et de sortie. Il pourrait toutefois y avoir à ce propos d'importantes difficultés pratiques qu'il faudrait surmonter. A cet égard, se pose aussi la question des opérations de nettoyage dans les installations chimiques civiles.

Composition de l'équipe d'inspection et nombre de membres

10. Une équipe de cinq inspecteurs aurait du mal à "verrouiller le site" et à s'acquitter de toutes les tâches qu'implique l'inspection d'installations de grandes dimensions. Il se pourrait qu'il faille lui adjoindre un important complément de personnel d'appui pour verrouiller le site, surveiller les mouvements d'entrée et de sortie 24 heures sur 24, aider à la collecte et à la surveillance des échantillons tant sur place qu'à l'extérieur, et fournir à l'équipe d'inspection des services administratifs d'ordre général. L'utilisation de scellés qui seraient apposés aux points d'accès à l'emplacement (voir ci-après) permettrait de réduire les besoins, mais l'expérience donne à penser qu'une équipe de cinq personnes ne suffit sans doute pas pour assurer l'inspection de très grandes installations.

11. Il conviendrait toutefois d'étudier plus avant ce qu'il en coûterait au Secrétariat technique et à l'Etat mis en demeure s'il fallait disposer d'un important personnel d'appui et si l'équipe d'inspecteurs était précédée d'éclaireurs. Il faudrait aussi établir un rang de priorités.

12. D'après ce que nous avons constaté, l'équipe d'inspection serait bien plus efficace si elle comptait dans ses rangs un spécialiste des activités auxquelles l'Etat mis en demeure affirme se livrer dans l'installation visée. Elle pourrait alors déterminer plus vite et plus sûrement la plausibilité des demandes ainsi que les lieux et éléments à inspecter.

Rôle de l'observateur de l'Etat requérant

13. L'observateur de l'Etat requérant joue un rôle important. Il reste à déterminer s'il doit pouvoir donner son point de vue sur la manière de conduire l'inspection pour que son pays soit satisfait, dans quelle mesure il peut influencer le plan d'inspection, s'il peut transmettre des demandes officielles de l'Etat mis en demeure par l'intermédiaire du chef de l'équipe d'inspection, et quelles restrictions l'Etat mis en demeure peut imposer, pour des raisons de sécurité, à ses déplacements et à son accès à certaines zones. Selon la réponse qui sera apportée à ces questions, il se pourrait qu'un seul observateur ne puisse suffire pour une inspection de sept jours, surtout si l'équipe d'inspection se partage en deux ou plus.

Verrouillage du site

14. Il est difficile de "verrouiller" le site d'une installation importante qui compte un grand nombre d'accès. Faut-il condamner toutes les portes, à l'exception de l'entrée principale ? Faut-il que les scellés apposés sur les issues de secours puissent pouvoir être brisés sans perdre leur intégrité inhérente ? Faut-il faire surveiller 24 heures sur 24 les entrées et sorties à la porte principale ? L'expérience acquise à ce jour nous suggère de répondre par l'affirmative à toutes ces questions.

15. Pour empêcher que des stocks clandestins d'armes chimiques ne soient déplacés dans le site avant l'arrivée de l'équipe d'inspection, l'idéal serait que celle-ci puisse contrôler et sceller les véhicules de transport qui circulent à l'intérieur de l'installation et en sortent.

Echantillons

16. Il faudra définir le matériel d'échantillonnage nécessaire dans les divers types d'installations. Si c'est l'équipe d'inspection qui apporte tout le matériel nécessaire, celui-ci pourrait inclure, s'agissant des échantillons liquides et solides : récipients, cuillères, puits, entonnoirs, grattoirs, jauges à tige, matériel pour nettoyer les instruments d'échantillonnage entre les utilisations, vêtements de protection : (bottes, gants, blouses); s'agissant des échantillons de vapeur : tubes de sorption pour analyse ultérieure en laboratoire et tubes Draeger. Il faut également s'entendre sur le matériel que l'Etat mis en demeure sera censé fournir, sur les personnes chargées de prélever les échantillons et sur le lieu où ceux-ci devront être analysés. L'expérience que nous avons acquise nous amène à penser que le Secrétariat technique devrait fournir le plus de matériel possible et que l'analyse devrait être confiée à la fois à l'Etat mis en demeure et aux inspecteurs, pour éviter les fraudes et les erreurs. Quant aux échantillons, ils devront être soigneusement enregistrés et placés sous scellés.

Comment prouver qu'une arme n'est pas une arme chimique ?

17. Un certain nombre de méthodes ont été envisagées, sans que l'on sache encore nettement laquelle est la plus souhaitable. Par exemple :

- a) On pourrait utilement consulter les manuels qui fournissent des précisions sur les armes et leurs caractéristiques distinctives, mais certains détails peuvent être secrets. En tout cas, ils ne sauraient constituer une preuve concluante.
- b) Grâce à des appareils de radiographie portatifs, on pourrait obtenir des éclaircissements sur la charge d'un obus. Il serait par exemple possible de déceler la présence d'un liquide, mais ce ne serait pas nécessairement vrai de certaines poudres, à moins qu'elles n'aient une signature distincte. Cependant, la radioscopie pourrait révéler des détails de la conception de l'arme qui sont considérés comme secrets.
- c) On pourrait procéder à un tir, ce qui exigerait cependant un polygone approprié.
- d) On pourrait éventuellement fracturer l'arme à l'aide d'une petite charge explosive. C'est cependant une opération hasardeuse, qui ne pourrait être entreprise que dans une zone de destruction autorisée.

Sûreté

18. Les questions de sûreté se sont souvent posées au cours des inspections. Il est essentiel que dans le cadre de la mise au courant, les représentants de l'installation mise en demeure exposent brièvement à l'équipe d'inspection les consignes de sûreté. Dans un dépôt de munitions, il est également nécessaire d'établir si tout le matériel que l'équipe d'inspection a apporté peut être utilisé sans risque en présence d'explosifs. On pourrait envisager de soumettre ce matériel à une homologation.

Sécurité pendant l'inspection par mise en demeure

19. Comme on pouvait s'y attendre, le fait que l'équipe d'inspection ait eu accès à l'installation lui a permis de connaître des détails sur le site, sur la nature des munitions et, au moins de façon générale, d'avoir une idée du total des stocks, des procédures de base ainsi que du plan, de la conception et de la capacité du dépôt. On pourrait dans une certaine mesure réduire les conséquences de ces découvertes en procédant à une rotation des stocks sensibles après l'inspection, même si cela ne paraît faisable que dans les grandes installations. On pourrait également prendre des mesures de précaution simples qui consisteraient à retirer tous les avis affichés, tableaux et objets exposés, à mettre sous clef tous les papiers, à déconnecter les logiciels qui pourraient fournir des informations sensibles sans rapport avec l'inspection, et à mettre en lieu sûr tout le matériel sensible des ateliers, laboratoires et zones d'essai.

Restrictions d'accès/autres arrangements

20. A plusieurs occasions, les inspecteurs se sont contentés d'un accès partiel. Il en ressort que pour procéder à une véritable inspection par mise en demeure, il n'est pas nécessairement indispensable de pouvoir accéder sans restriction à toutes les parties du site. Compte tenu du degré global d'accès et de coopération qui leur est accordé, les inspecteurs pourraient en conclure que seul l'accès partiel leur serait nécessaire. Les emplacements dont l'accès devrait être éventuellement restreint pour des raisons de sûreté plutôt que de sécurité, par exemple, pourraient être uniquement visités par un seul inspecteur ou observés à distance.

21. L'emploi de caches devrait être réduit au minimum nécessaire pour protéger des informations sensibles. Divers degrés d'accès de l'équipe d'inspection, allant de l'observation visuelle au toucher des éléments dissimulés, ainsi que l'emploi de matériel de surveillance et l'enlèvement partiel des enveloppes de protection, sont possibles et pourraient être efficaces selon le niveau de sensibilité des équipements et l'impression générale créée par l'installation inspectée. Il s'agit toutefois de savoir quel niveau de masquage est acceptable. Les cas varieront inévitablement, mais des directives seront nécessaires pour que les inspecteurs puissent procéder à des évaluations objectives.

CONCLUSIONS

22. Les deux exercices d'inspection initiale par mise en demeure ont beaucoup éclairci d'importantes questions concernant les procédures et ont indiqué des solutions possibles à un certain nombre de problèmes. Elles ont confirmé notre opinion que l'inspection par mise en demeure constitue un important maillon du "filet de sécurité" dans l'ensemble du régime de vérification. Cependant, il reste encore beaucoup à faire à l'égard des complexités de l'inspection par mise en demeure, notamment en ce qui concerne les restrictions d'accès, afin d'aborder toutes ces questions et d'en identifier d'autres qui demandent à être examinées. Un autre programme d'exercices est en cours d'élaboration et le Royaume-Uni espère présenter à la Conférence un document à ce sujet en temps utile, lorsque de nouvelles leçons auront été tirées de l'expérience. Entre-temps, le Royaume-Uni recommande vivement que les autres pays participant aux négociations relatives à la Convention sur les armes chimiques effectuent leurs propres exercices d'inspection par mise en demeure dans des installations militaires et communiquent leurs conclusions à la Conférence.

ANNEXE

DESCRIPTION DES EXERCICES D'INSPECTION PAR MISE EN DEMEURE DU ROYAUME-UNI

Installations

1. Le premier exercice d'inspection par mise en demeure s'est déroulé pendant deux jours dans un dépôt de munitions classiques, d'une superficie d'environ 20 km², comprenant au total plus de 200 igloos et magasins d'explosifs standard ainsi que des bâtiments auxiliaires et des hangars utilisés pour le transport ferroviaire et les opérations de chargement. Le périmètre de l'installation a une vingtaine de kilomètres de long et est muni par intervalle de portails d'accès par route et par voie ferrée. Il existe en outre un certain nombre d'issues de secours en cas d'incendie ou d'évacuation.

2. Le second exercice d'inspection par mise en demeure s'est déroulé pendant deux jours dans un autre dépôt de munitions classiques, beaucoup plus petit que le premier, d'une superficie d'environ 4 km². Le périmètre a environ 8 km de long et contient moins de 20 magasins d'explosifs souterrains et semi-souterrains, ainsi que des bâtiments auxiliaires, des hangars pour le transport ferroviaire et les opérations de chargement et des locaux administratifs.

Equipes

3. Le premier exercice a rassemblé au total 20 participants comprenant cinq responsables de l'enregistrement et du contrôle des activités, quatre inspecteurs, un représentant de l'Etat requérant, quatre membres de l'équipe de réception et six observateurs. L'équipe d'inspection et l'équipe de réception comprenaient chacune des experts scientifiques et des spécialistes des munitions, ainsi que des fonctionnaires connaissant bien les négociations sur les armes chimiques. Dans le second cas, à la lumière de l'expérience acquise durant le premier exercice, l'équipe d'inspection a été élargie à cinq membres et l'équipe de réception à huit membres, avec un observateur de l'Etat requérant, quatre responsables du contrôle et de l'enregistrement et deux observateurs. Les mêmes disciplines étaient représentées dans les deux équipes d'inspection et de réception, avec en plus un conseiller en matière de sûreté des explosifs dans la seconde.

Arrangements administratifs

4. Deux minibus ont été mis à la disposition de l'équipe d'inspection pendant toute la durée du premier exercice. Un bureau situé dans un bâtiment administratif a été réservé à l'usage exclusif de l'équipe d'inspection. Le photographe de la base s'est tenu à la disposition de l'équipe d'inspection durant tout l'exercice afin de prendre des clichés à la demande des inspecteurs. Des arrangements analogues ont été adoptés pour le second exercice, à l'exception du fait que, pour passer le maximum de temps sur le terrain et accroître le réalisme de la simulation, tous les exposés introductifs ont été achevés le jour précédant le début de l'exercice; l'équipe d'inspection a été mise au courant en dehors du site; deux photographes officiels étaient présents pour prendre des clichés à la demande de l'équipe d'inspection et un enregistrement vidéo a été réalisé pour les parties essentielles de l'exercice.

Documentation

5. La documentation réunie pour le premier exercice comportait un protocole d'inspection, un plan de simulation et un scénario. Elle a également servi lors du second exercice en étant complétée par un ensemble de procédures détaillées pour la réception d'une inspection par mise en demeure à l'intention de l'installation inspectée, ainsi que par un memorandum d'orientation pour le personnel.

Conduite du premier exercice

6. A son arrivée sur les lieux le premier jour de l'exercice et une fois les présentations faites et les explications initiales fournies à l'équipe de réception concernant le but de l'inspection, l'équipe d'inspection a été brièvement informée des activités et du plan général de l'installation par l'officier commandant. Il a ensuite été proposé à l'équipe d'inspection de faire une visite préliminaire de l'installation en minibus, offre qu'elle a acceptée. L'équipe d'inspection a ensuite arrêté et présenté ses plans. Durant tout le reste de l'exercice, elle a été autorisée à inspecter n'importe quelle partie de l'installation et à choisir au hasard des caisses de munitions pour les faire ouvrir et les examiner dans la zone de conditionnement des munitions. L'équipe a pu se diviser en deux groupes lorsqu'elle a jugé nécessaire de couvrir davantage de terrain dans le délai qui lui était imparti.

Préparation du second exercice

7. Tirant les leçons du premier exercice, l'installation a pris des dispositions plus importantes pour se préparer au second. Elle a notamment dissimulé les affichages d'informations sensibles, exposé à tout le personnel le but de l'exercice et examiné avec les conseillers de l'équipe de réception la marche à suivre pour l'inspection.

8. Comme les installations retenues aux fins des deux premiers exercices ne renfermaient ni l'une ni l'autre des stocks d'une importance suffisamment névralgique pour empêcher l'accès à certains bâtiments ou un examen visuel, il a été décidé, pour les besoins de la simulation, de créer des zones "sensibles" dont l'accès serait interdit ou rigoureusement limité afin que l'on puisse aborder la question des restrictions d'accès.

Conduite du second exercice

9. Des informations générales présentant l'installation et les règlements de sécurité ont été données à l'équipe d'inspection. Chacun de ses membres a reçu des instructions écrites concernant la sécurité. Afin de protéger l'information concernant le plan général et la fonction des bâtiments de l'installation, il n'a été communiqué à l'équipe d'inspection qu'un plan schématique du site.

10. Il a été proposé à l'équipe d'inspection de faire une visite préliminaire de l'installation, et un itinéraire d'inspection lui a été suggéré. L'équipe a préféré toutefois commencer par "verrouiller" le site en apposant des scellés sur chaque issue, puis a accepté l'offre de visiter l'installation.

11. A partir de là, l'équipe d'inspection - au complet ou en deux groupes - a choisi au hasard les parties du site qu'elle souhaitait visiter et a pu déterminer tous les échantillons qu'elle voulait examiner de plus près dans la zone de conditionnement des munitions. Elle a aussi prélevé des échantillons du sol et vérifié que les conduites d'évacuation et autres se trouvaient bien là où l'indiquait le schéma d'implantation.

12. Durant toute l'inspection, l'équipe de réception est restée ouverte aux questions, mais a limité ses réponses - comme il se devait - à ce qui était strictement nécessaire pour donner à l'équipe d'inspection l'assurance que les activités de l'installation étaient conformes aux dispositions de la convention sur les armes chimiques. L'équipe d'inspection a estimé qu'elle avait pu obtenir sur cette base les renseignements dont elle avait besoin pour accomplir sa tâche.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

RAPPORT SUR UN EXERCICE D'INSPECTION EXPERIMENTALE NATIONALE
AUX ETATS-UNIS

Introduction

Dès le début des négociations sur une interdiction des armes chimiques, le gouvernement et l'industrie chimique des Etats-Unis ont reconnu l'importance qu'il y avait à donner l'assurance que l'industrie chimique civile n'est pas utilisée pour des activités de production illicites. Le gouvernement et l'industrie ont collaboré en vue d'établir des dispositions pour une future convention sur les armes chimiques qui prévoient une vérification efficace tout en protégeant en même temps les informations commerciales légitimes de caractère névralgique et confidentiel.

Les Etats-Unis se sont félicités de la suggestion faite en 1988 visant à ce que les Etats participant aux négociations effectuent des inspections expérimentales dans l'industrie chimique civile afin d'aider au processus de négociation. En conséquence, la délégation des Etats-Unis a activement participé aux consultations officieuses à participation non restreinte qui se sont tenues pour préparer de telles inspections.

A la fin de février 1989, des experts américains ont effectué une inspection expérimentale nationale dans l'installation exploitée par la société Akzo Chemicals, Incorporated, à Gallipolis Ferry (Virginie occidentale). Cette installation fabrique un produit chimique du tableau [2], le méthylphosphonate de diméthyle (MPDM), à partir d'un produit chimique du tableau [3], le phosphite de triméthyle. Une certaine partie du MPDM est utilisée sur place pour fabriquer un autre produit du tableau [2]. Les produits chimiques du tableau [2] sont des produits commerciaux légitimes utilisés comme retardateurs d'inflammation et à d'autres fins.

Les Etats-Unis considèrent que cette inspection expérimentale nationale marque le début d'un processus visant à élaborer et à améliorer les procédures d'inspection, et non pas à mettre à l'épreuve des procédures ayant presque atteint leur forme définitive. Durant cette première inspection, certaines procédures nécessaires ont été omises, telles que la notification et les arrangements concernant le transport et l'accompagnement. De plus, d'autres lacunes ont été relevées et les procédures demandant à être améliorées ont été identifiées.

Le présent document de travail expose les résultats de l'inspection expérimentale nationale en s'inspirant en partie du format mis au point en 1988 durant les consultations à participation non restreinte de la Conférence du désarmement (CD/CW/WP.213).

A. APPROCHE GENERALE

1. Objectifs de l'inspection expérimentale nationale

Les principaux objectifs de l'inspection expérimentale nationale consistaient à évaluer l'approche exposée dans le document CD/874 pour surveiller les installations fabriquant des produits du tableau [2], et en particulier à :

- évaluer la capacité de déterminer si des produits chimiques du tableau [1] ont été fabriqués dans l'installation;
- évaluer la capacité de déterminer si l'installation a fabriqué des types ou des quantités de produits chimiques du tableau [2] ne figurant pas dans sa déclaration ou si elle a détourné des produits chimiques du tableau [2] à des fins interdites;
- estimer les coûts d'une telle inspection;
- définir les obstacles matériels aux procédures d'inspection;
- mesurer l'impact d'une inspection sur une installation commerciale du point de vue économique et sur le plan de l'exploitation;
- évaluer les préparatifs nécessaires pour une inspection.

2. Dispositions du projet de convention servant de cadre à la conduite des inspections expérimentales

L'inspection expérimentale nationale a été fondée sur les dispositions régissant la surveillance des produits chimiques du tableau [2], telles qu'elles sont énoncées à l'annexe de l'article VI [2]. Les informations détaillées nécessaires pour la préparation de l'inspection ont été obtenues lors d'une visite initiale de l'installation AKZO, qui a eu lieu les 5 et 6 décembre 1988. L'inspection expérimentale s'est déroulée deux mois et demi plus tard, du 21 au 23 février 1989.

3. Type d'inspection sur place

L'inspection expérimentale nationale peut être caractérisée comme une inspection "de routine" et a comporté une visite initiale.

4. Renseignements préalables

a) Déclarations

L'installation a fourni une déclaration détaillée comprenant des données complètes pour 1988, en adoptant la présentation figurant à l'annexe de l'article VI [2].

b) Accord relatif aux procédures d'inspection

Un accord relatif à l'installation a été négocié après la visite initiale. Cet accord s'est inspiré du modèle figurant dans le document CD/874 (p.132 à 136), auquel ont été apportées les additions et modifications appropriées.

5. Type d'installation inspectée

L'installation déclarée qui a été inspectée est une installation chimique industrielle polyvalente fonctionnant en discontinu. Elle fait partie d'un site plus important comprenant trois autres installations en exploitation. Les produits chimiques fabriqués dans le site sont principalement des produits organophosphorés utilisés comme retardateurs d'inflammation.

6. Type d'activité déclarée dans l'installation

L'installation inspectée a déclaré les activités suivantes :

- consommation d'un produit chimique du tableau [3], le phosphite de triméthyle (PTM; utilisé comme matière de base principale);

- fabrication de produits chimiques du tableau [2], le méthylphosphonate de diméthyle (MPDM) et un retardateur d'inflammation polymérique produit à partir du MPDM;

- traitement d'un produit du tableau [2] sans transformation chimique (formulation du retardateur d'inflammation polymérique);

- traitement d'un produit du tableau [2] sans transformation chimique (conversion de MPDM en retardateur d'inflammation polymérique).

7. Activité effectivement réalisée dans l'installation

Durant l'inspection, toutes les activités déclarées ont été effectuées, à l'exception du traitement d'un produit du tableau [2] sans transformation chimique. L'installation déclarée comprenait quatre zones non contiguës - à savoir un atelier de production, une zone de stockage, un laboratoire d'analyse et une zone de traitement des effluents - qui étaient en activité.

B. APPROCHE DETAILLEE

1. Mandat d'inspection

L'inspection a été régie par un accord relatif à l'installation s'inspirant du modèle figurant dans le document CD/874 (p. 132). Etaient spécifiés dans cet accord les schémas et relevés à examiner, le matériel à inspecter et les points où des échantillons devaient être prélevés. Il comportait, à titre de référence, un document séparé contenant les procédures d'inspection détaillées pour les installations fabriquant des produits du tableau [2].

2. Composition de l'équipe d'inspection

L'équipe d'inspection comprenait :

- le chef d'équipe : un ingénieur chimiste de l'Arms Control and Disarmament Agency, expérimenté dans la fabrication de produits chimiques des tableaux [1] et [2];

- le chef d'équipe adjoint : un ingénieur chimiste du Département américain de la défense (DOD), expérimenté dans la fabrication de produits chimiques des tableaux [1] et [2];

- trois ingénieurs chimistes, l'un du DOD et les deux autres de la société AKZO Chemicals, Inc.;

- un spécialiste de l'analyse chimique, du DOD.

3. Matériel d'inspection

Le matériel d'inspection (pour le prélèvement d'échantillons et la sécurité) a été fourni par l'installation. L'utilisation d'équipements de sécurité (casques et lunettes de protection, masques respiratoires de secours, radios anti-explosion) était requise par les règles d'assurance de l'installation.

4. Activités préalables à l'arrivée de l'équipe d'inspection sur les lieux

Les procédures d'inspection applicables à toute installation ont été mises au point par un groupe de contrôleurs d'après les dispositions de l'annexe de l'article VI [2]. Un accord relatif à l'installation et un plan d'inspection détaillé ont été ensuite élaborés d'après la déclaration de l'installation, la visite initiale et les procédures générales.

La date exacte de l'inspection a été fixée trois semaines à l'avance par accord mutuel.

5. Préparatifs préliminaires sur place

Aucune activité préparatoire concrète n'a été spécialement effectuée sur place, bien que l'installation ait ajusté son calendrier de production de manière à assurer la fabrication de MPDM durant l'inspection expérimentale.

6. Arrangements concernant l'accompagnement et les personnes à rencontrer

C'est le personnel de l'installation qui, à titre officieux, s'est chargé de l'accompagnement. Les dispositions du projet de convention en ce domaine n'ont pas été prises en compte dans cette inspection expérimentale par souci de simplification.

Sur le site, c'est le directeur de l'installation qui a été désigné personne à rencontrer.

7. Autres participants

L'inspection expérimentale a été organisée par un groupe où figuraient des représentants de plusieurs organismes : Arms Control and Disarmament Agency, secrétariat d'Etat à la défense, Comité interarmes des chefs d'état-major, Département de l'armée de terre, Agence des inspections sur place (On-Site Inspection Agency) et autres services concernés. Ce groupe comprenait plusieurs membres de l'équipe américaine chargée des négociations sur la convention relative aux armes chimiques. Les membres de ce groupe, ainsi qu'un représentant de l'Association des fabricants de produits chimiques (Chemical Manufacturers Association) ont participé à l'inspection expérimentale en tant qu'observateurs. L'Association des fabricants de produits chimiques est une association professionnelle à but non lucratif représentant plus de 90 % de la capacité de production de base de l'industrie chimique des Etats-Unis.

8. Durées respectives de l'inspection et de la visite initiale

- Visite initiale : 1 jour 1/4 (7 1/2 jours-homme)
- Etablissement de la formule type d'installation : 10 jours-homme
- Inspection : 2 jours 1/2 (15 jours-homme)
- Etablissement du rapport d'inspection : 30 jours-homme

9. Mesures visant à protéger la confidentialité de l'information

Les deux parties étaient d'avance convenues que toutes les informations auxquelles aurait accès le personnel du gouvernement seraient considérées comme informations commerciales confidentielles. Les documents sensibles utilisés par le personnel du gouvernement ont été déposés dans un endroit du site réservé à cet effet. Certains calculs faits à partir de données commerciales confidentielles ont été emportés hors de l'installation pour établir le rapport d'inspection; cependant, aucun dessin relatif à l'installation ni aucun document sur les procédés de fabrication ne sont sortis de l'installation.

10. Conférence d'ouverture

Au cours de la conférence d'ouverture, les inspecteurs ont justifié de leur mandat et ont présenté les activités qu'ils entendaient entreprendre. Un représentant de l'installation a fait un exposé sur la sûreté. La conférence a duré environ une heure.

11. Types de relevés nécessaires et/ou vérifiés

Deux inspecteurs se sont plus particulièrement consacrés à l'examen des relevés de production.

En premier lieu ils ont établi un bilan matières brut de l'installation pour 1988 à partir de la matière de base principale, dont ils ont suivi l'utilisation dans la production de MPDM et d'autres substances. Ils ont utilisé à cet effet les bordereaux de réception de matière de base et

d'expédition du produit fini ainsi que les états des stocks. Il a fallu environ trois heures pour établir ce bilan brut.

En second lieu, les relevés journaliers relatifs au réacteur principal ont été examinés pour déterminer la quantité de MPDM produite et pour établir l'utilisation faite du matériel. Cette vérification a pris les huit heures restantes affectées à la vérification des relevés. Ensuite, les estimations de production obtenues par les deux méthodes ont été comparées.

Au cours de la dernière demi-journée d'inspection, le sous-groupe chargé de l'inspection du matériel a passé trois heures à examiner les relevés journaliers relatifs à deux autres réacteurs. Le but était de s'assurer que ces réacteurs n'avaient pas servi à la production, mais seulement à la consommation de MPDM. L'étude de ces relevés a permis d'établir le temps de fonctionnement et le temps de repos de chacun de ces trois réacteurs.

On trouvera à l'annexe 1 la liste des relevés utilisés.

12. Visite générale de l'usine

Immédiatement après la conférence d'ouverture, l'équipe d'inspection a visité les zones déclarées soumises à l'inspection. Il s'agissait de la zone de production de MPDM, de la zone de stockage, du laboratoire d'analyse et de l'installation de traitement des effluents. L'équipe n'a pas visité d'autres zones du complexe. La visite générale a duré environ deux heures, après quoi l'équipe s'est réunie pour étudier les données rassemblées lors de la conférence d'ouverture et de la visite générale. Les membres de l'équipe sont revenus sur leur plan d'inspection initial ainsi que sur la formule type d'installation et ont décidé de modifier leur manière de procéder. En particulier, ils ont amélioré les dispositions du plan d'inspection s'agissant du matériel et de l'échantillonnage.

13. Inspection des zones et du matériel de l'installation

L'inspection du matériel a porté plus particulièrement sur le réacteur de MPDM et sur tous les équipements connexes, y compris les deux autres réacteurs, la cuve de matière de base et un certain nombre de collecteurs et de cuves de stockage. (Les deux autres réacteurs servaient à transformer le MPDM en un autre produit). Des mesures physiques ont été faites pour s'assurer des dimensions et du volume véritables des cuves. Des observations visuelles ont été faites dans l'entrepôt de produits finis, le laboratoire d'analyse et l'installation de traitement des effluents. En outre, on a ultérieurement prélevé des échantillons du produit qui se trouvait dans les fûts et de celui qui se trouvait dans les cuves de traitement des effluents pour en confirmer la teneur chimique.

14. Inspection des processus de fabrication

Le matériel de production et ses accessoires ont été examinés de près pour voir s'ils étaient adaptés aux activités déclarées et à la fabrication de produits du tableau [1] et autres produits chimiques extrêmement toxiques. On a cherché en particulier s'il y avait des instruments et des dispositifs de sécurité pour prévenir les fuites de produits chimiques extrêmement toxiques. Les caractéristiques du matériel ont été vérifiées par recoupements avec les caractéristiques techniques données par les fournisseurs du matériel, pour s'assurer de ses dimensions et des matériaux dans lesquels il est construit.

On a interrogé les opérateurs des réacteurs et le personnel chargé d'analyser les échantillons, d'effectuer la réception et l'envoi des produits et de procéder au pesage des camions-citernes pour vérifier les types d'opérations et la proportion de matières dangereuses manipulées.

15. Procédures d'échantillonnage

Les échantillons prélevés par le personnel de l'installation à la demande des inspecteurs se répartissent comme suit :

- échantillons du contenu du réacteur de MPDM et de certaines cuves et bacs de traitement accessoires;
- échantillons de la matière de base principale servant à la production de MPDM;
- échantillon de MPDM prélevé au hasard;
- échantillons d'effluents prélevés en divers endroits de l'installation;
- échantillons prélevés par essuyage sur divers éléments du réacteur, ainsi que sur les murs et les poutres pour déterminer les produits chimiques qui avaient été utilisés avant l'inspection;
- échantillon du sol prélevé dans le voisinage des cuves de stockage pertinentes.

16. Manipulation des échantillons

Chaque échantillon a été inscrit dans un registre, doté d'un numéro de code et étiqueté. Ultérieurement, dans le laboratoire de l'installation, les échantillons ont été ouverts, divisés en quatre, munis de nouvelles étiquettes, recouverts d'azote sec et scellés. On a pris soin de ne jamais laisser les échantillons sans surveillance entre l'installation et le laboratoire d'analyse extérieure. On a noté qu'il faudrait les placer dans un conteneur verrouillé.

17. Analyse d'échantillons

C'est le personnel de l'installation qui, en présence des inspecteurs, a analysé sur place les échantillons de la matière de base, du produit fini et du contenu du réacteur. Des méthodes d'analyse complexes (chromatographie gazeuse et combinaison de la chromatographie gazeuse et de la spectrométrie de masse) ont été utilisées. Les doubles de ces échantillons ont été analysés à l'extérieur dans un laboratoire du Département de la défense. Tous les échantillons servant à la recherche de traces, notamment les échantillons de sol, les échantillons obtenus par essuyage et les échantillons d'effluents ont été analysés dans le laboratoire extérieur. Les méthodes d'analyse suivantes ont été utilisées :

- résonance magnétique nucléaire : pour le phosphore et le fluor
- chromatographie gazeuse : pour vérifier les analyses sur place
- chromatographie gazeuse - spectrographie de masse : pour les substances chimiques présentes à l'état de traces

- chromatographie d'échange d'ions : pour les ions fluorure

- absorption atomique - spectrométrie de plasma à couplage induit : pour le phosphore et le soufre

18. Types d'analyses

Les analyses sur place ont servi à vérifier la présence et la pureté des produits chimiques déclarés en vue de contribuer à déterminer le bilan matières. Les analyses en laboratoire extérieur avaient pour objectif de confirmer ces résultats et de rechercher les traces de substances chimiques qui pourraient indiquer une production antérieure de produits du tableau [1] ou de produits non déclarés du tableau [2].

19. Documentation de l'inspection

L'équipe d'inspection a bénéficié de photographies du réacteur de MPDM et des points d'échantillonnage ainsi que d'enregistrements vidéo des activités principales.

20. Evaluation par les inspecteurs

L'évaluation faite par les inspecteurs a porté sur les points suivants :

- les écarts par rapport aux plans initiaux;
- les problèmes rencontrés;
- l'utilité des procédures d'inspection;
- les conclusions qui pouvaient être faites sur les activités de l'installation;
- les questions en suspens ou les inquiétudes qui n'avaient pu être dissipées.

21. Conférence de clôture

A la conférence de clôture, les inspecteurs ont examiné les activités qu'ils avaient menées sur place et ont donné un aperçu de leurs constatations. La conférence a duré environ une demi-heure.

22. Anomalies, différends et complications

Toutes les anomalies ont pu être expliquées à la satisfaction des inspecteurs. Il y avait notamment :

- une incohérence dans le bilan matières, due au fait que la fabrication d'un lot, commencée au cours d'un exercice, a été achevée durant l'exercice suivant;
- une divergence entre la capacité de production déclarée et la capacité estimée, qui s'expliquait par l'emploi de taux de production moyens plutôt que de taux maximaux;

- une non-conformité du matériel en place aux diagrammes d'équipement technique fournis aux inspecteurs;
- l'omission de certaines règles de sécurité applicables dans l'installation à la manipulation des substances dangereuses, lesquelles règles n'avaient pas été mentionnées à la conférence d'ouverture.

Aucune anomalie n'a été introduite de propos délibéré.

23. Rapport de l'équipe d'inspection

Le rapport a été établi en dehors de l'installation durant la semaine qui a suivi l'inspection, dans le cadre d'une évaluation détaillée de l'exercice. Le rapport rend pleinement compte de toutes les activités et constatations de l'équipe et du premier exercice d'inspection expérimentale nationale.

24. Impact de l'inspection sur le fonctionnement de l'installation

L'installation a estimé à 10 000 dollars le total de ses dépenses, en se fondant principalement sur le temps et les efforts qu'ont dû consacrer les représentants de l'installation à la préparation de la déclaration initiale et à la participation à l'inspection expérimentale.

L'inspection n'a guère eu d'impact sur le fonctionnement de l'usine. Toutefois, à défaut de la pleine collaboration entre les représentants de l'installation et l'équipe d'inspection, l'inspection aurait pu nécessiter le ralentissement, voire l'arrêt éventuel de certaines opérations.

25. Questions diverses

C. RESULTATS

L'évaluation des résultats de l'inspection expérimentale n'est pas encore achevée. Cependant, plusieurs conclusions préliminaires présentent un intérêt pour les travaux du Comité spécial des armes chimiques. Ces constatations peuvent être rangées sous les rubriques suivantes : droits et devoirs de l'équipe d'inspection; planification d'une inspection; approche générale d'une inspection; inspection du matériel; vérification des relevés; analyse des échantillons; confidentialité; autres tâches à accomplir. Ces conclusions sont examinées ci-après.

1. Droits et devoirs de l'équipe d'inspection

L'inspection a fait apparaître qu'il serait difficile de déterminer avec précision quelles zones d'un site de fabrication chimique sont à déclarer et inspecter. En règle générale, les produits chimiques inscrits au tableau [2] sont fabriqués dans un système de réacteur polyvalent installé dans un bâtiment avec d'autres cuves de réaction et divers matériels de traitement qui n'ont pas en soi à être inspectés. Il arrive que l'on relie dans une large mesure ces équipements entre eux afin de pouvoir passer aisément d'une activité de production à l'autre. Qui plus est, le complexe peut comporter d'autres unités de production capables de fabriquer des produits chimiques inscrits au tableau [2]. Il est donc nécessaire de définir plus rigoureusement, dans l'annexe de l'article VI [2] et dans les arrangements subsidiaires,

les zones d'un site de fabrication chimique soumises à déclaration et à inspection de routine. Il est vrai, en revanche, qu'une définition trop précise pourrait empêcher l'observation des zones non déclarées.

Déterminer à qui il appartient de fournir l'équipement de sécurité pose aussi un problème. On peut s'attendre que les inspecteurs préfèrent amener leur propre matériel, d'une efficacité éprouvée, plutôt que de se fier au matériel fourni par l'installation faisant l'objet de l'inspection. Les normes peuvent varier considérablement d'une installation à l'autre et d'un pays à l'autre. En vertu des règlements d'assurance en vigueur aux Etats-Unis, les inspecteurs n'auraient pas le droit d'utiliser leur propre équipement. Une solution possible consisterait à établir d'un commun accord des normes relatives au matériel de sécurité. Toute installation aurait l'obligation de fournir un matériel conforme à ces normes, ou alors d'autoriser les inspecteurs à amener un équipement normalisé.

2. Planification d'une inspection

L'inspection expérimentale a montré qu'il était très important de faire une visite initiale complète. Cette visite devrait être l'occasion de qualifier l'accessibilité du matériel et d'établir les données et les points d'échantillonnage, informations qui seraient ensuite indiquées dans l'accord relatif à l'installation. Elle devrait aussi servir à jeter les bases du plan d'inspection détaillé et, à ce titre, à déterminer notamment l'enchaînement et la durée des activités d'inspection ainsi que le nombre d'inspecteurs requis.

Il conviendrait de faire plus clairement ressortir dans l'annexe de l'article VI [2] l'importance de la visite initiale et le degré de divulgation requis.

3. Approche générale d'une inspection

L'expérience a montré clairement que les visites d'inspection ne sauraient à elles seules donner l'assurance que les quantités produites ou les types de substances du tableau [2] fabriquées par l'installation sont correctement déclarées. Il conviendrait d'autoriser l'emploi d'instruments spéciaux entre les inspections lorsque les inspecteurs le jugent nécessaire.

Il faut étudier la question de la mise au point de dispositifs simples, fiables et aptes à révéler toute tentative de falsification, qui permettent de surveiller continuellement le matériel de traitement. Un dispositif pourrait servir à surveiller un ou plusieurs paramètres clés, comme la température ou le flux, ou à contrôler la composition chimique de la production, éventuellement par l'analyse spectrale infrarouge. L'instrument pourrait être conçu pour alerter automatiquement le siège de l'inspectorat lorsqu'une anomalie est décelée. On peut aussi envisager de faire afficher automatiquement les données enregistrées durant une visite d'inspection et de les comparer aux relevés de l'installation. L'instrument devrait être conçu pour pouvoir être réétalonné ou homologué durant une inspection de routine.

Il faut vérifier le bilan matières et s'assurer que la capacité du matériel de traitement a été correctement déclarée. Cela ne suffit toutefois pas car il serait possible de déjouer ces contrôles en omettant tout simplement de porter sur les registres permanents de l'installation les activités qui

se soldent par une "surproduction" des substances inscrites au tableau [2]. En d'autres termes, il s'agirait là d'une production "non comptabilisée". Les relevés de l'installation pourraient indiquer faussement que le matériel n'a pas été utilisé ou a servi à la fabrication d'un produit qui n'est pas inscrit au tableau [2] et n'a donc pas à être surveillé.

L'expérience a aussi montré que l'inspection du matériel, la vérification des relevés et l'analyse des échantillons étaient toutes des éléments essentiels d'un régime d'inspection efficace.

4. Inspection du matériel

On a constaté qu'il était particulièrement utile d'examiner visuellement le matériel et d'en vérifier le fonctionnement et les caractéristiques techniques, afin de déterminer si l'installation déclarée était capable de fabriquer des produits chimiques du tableau [1] ou d'autres substances extrêmement toxiques. (L'examen visuel n'est pas suffisant à lui seul pour déterminer si de tels produits ont été fabriqués dans le passé.) Il faudra se pencher encore sur la question de l'élaboration des méthodes à suivre pour établir rapidement de quel matériau est fait l'équipement de traitement. Le matériau de construction détermine dans une large mesure les possibilités de conversion des équipements à la fabrication d'autres produits chimiques inscrits au tableau [1] ou [2].

Il est nécessaire de procéder en même temps à l'examen du matériel et à la vérification des relevés pour déterminer la capacité de production de l'installation, capacité qui devrait être fondée sur l'exploitation maximale possible du matériel servant spécifiquement à la fabrication de produits du tableau [2].

Pour l'aider à chercher des indices de fabrication d'un produit chimique du tableau [1], l'équipe d'inspection devrait disposer d'un diagramme des voies de fabrication possibles du produit chimique inscrit au tableau [2] que déclarent les installations. Ce diagramme pourrait aussi faire apparaître les types de matériel de traitement nécessaires à la fabrication par d'autres méthodes. Les inspecteurs pourraient alors déterminer si ce type de matériel existe bien.

5. Vérification des relevés

L'inspection expérimentale a montré que les procédés modernes de fabrication chimique donnaient généralement lieu à une multitude de relevés interdépendants dont la vérification peut être un moyen utile de surveiller la fabrication chimique déclarée. Mais il faut bien reconnaître les limites de leur vérification. Il serait possible - encore que cela soit compliqué - de tenir deux séries complètes de relevés - l'une vraie et l'autre fausse - concernant la fabrication chimique de l'installation. Dans bien des cas, il serait relativement simple d'effectuer des opérations qui n'apparaîtraient dans aucun registre. C'est pourquoi il faut avoir recours à d'autres techniques en même temps qu'à la vérification des relevés. La vérification des relevés a été l'aspect de l'inspection expérimentale qui a pris le plus de temps, bien qu'en l'occurrence cette opération ait été relativement simple.

Les processus en cause consistaient en de simples transformations chimiques à haut rendement. Seuls trois produits étaient fabriqués à partir de la matière de base clé principale. Par ailleurs, la quantité d'effluents ou de sous-produits n'était pas significative. Il faudrait consacrer nettement plus de temps et d'efforts pour des opérations plus complexes, comportant un plus grand nombre de phases, ou pour des opérations en continu impliquant à chaque étape du processus l'entrée en jeu de multiples systèmes d'alimentation ou d'évacuation.

Il s'est avéré que pour assurer la vérification des relevés, les inspecteurs devaient avoir de vastes connaissances sur la fabrication des produits chimiques en question. Il leur fallait fréquemment se prononcer sur des points qui exigeaient une compréhension détaillée tant des procédés spécifiques employés dans l'installation que des pratiques courantes en matière de fabrication. Cette tâche doit donc être confiée à des ingénieurs chimistes expérimentés, ayant reçu une formation spéciale les préparant à la vérification des relevés concernant les produits chimiques en question.

Quant aux résultats de cette inspection expérimentale nationale, la vérification des relevés a indiqué que la production enregistrée de MPDM était compatible avec la quantité enregistrée de PTM disponible. Rien n'indiquait que du PTM ou du MPDM ait été détourné pour la fabrication de produits non déclarés ou sur lesquels on n'avait pas de données. La production et la consommation enregistrées étaient essentiellement les mêmes que la production déclarée, dans la limite d'une marge d'erreur de 1 % pour tenir compte du pesage de la matière de base et des produits finals.

6. Analyse des échantillons

L'inspection expérimentale nationale a prouvé que le prélèvement, la préparation, le transport et l'analyse des échantillons exigeaient une planification soigneuse et de solides compétences. La formule type d'installation devrait préciser quels sont les échantillons à prélever et où exactement. Elle devrait aussi prévoir, à titre facultatif ou aléatoire, la prise d'échantillons dans les récipients reliés aux réacteurs déclarés pour assurer que l'inspection ne soit pas totalement prévisible et réserve quelques surprises. L'emballage et le transport, d'une manière sûre et excluant les possibilités d'altération, des échantillons vers le laboratoire du Secrétariat technique devraient faire l'objet d'une planification normalisée conforme tant à la législation de l'Etat partie qu'aux lois internationales, planification mûrement réfléchie pour éviter tout problème.

Les échantillons obtenus par essuyage et les échantillons prélevés au sol, aux alentours de l'installation déclarée, se sont avérés utiles pour déterminer la présence éventuelle d'autres éléments chimiques constitutifs. Des échantillons ont été prélevés par essuyage autour des pompes et sur les murs et les poutrelles adjacents, pour établir par analyse s'il existait des composants chimiques du tableau [1] ou d'autres éléments du tableau [2]. Les échantillons prélevés en divers points du système de traitement des effluents ont aussi été analysés pour déceler la trace de produits chimiques interdits ou non déclarés.

Des échantillons ont été prélevés par essuyage autour des pompes et sur les murs et les poutrelles adjacents, pour établir par analyse s'il existait des composants chimiques du tableau [1] ou d'autres éléments du tableau [2]. Les échantillons prélevés en divers points du système de traitement des effluents ont aussi été analysés pour déceler la trace de produits chimiques interdits ou non déclarés.

Une fois les échantillons recueillis, il faut maintenir en place une chaîne continue d'opérations pour en assurer la garde jusqu'à ce qu'ils soient analysés. Il faut apposer des scellés et dûment étiqueter les pièces. Il faut consigner dans un registre la source des échantillons. Il faut également faire appel à un système de numérotation codé afin de protéger l'identité du fabricant après le départ du site des échantillons.

Des échanges de vues avec des représentants de l'Etat et de l'industrie civile ont amené à conclure que les échantillons devraient être analysés hors site, dans le laboratoire du Secrétariat technique, afin d'obtenir des résultats particulièrement précis et quantitatifs. Cela n'empêche pas d'utiliser les capacités analytiques de l'installation inspectée pour disposer de résultats rapides, peut-être en vue de l'établissement du bilan matières. Toutefois, si le laboratoire local est mis à contribution, il faut en vérifier les capacités à partir de l'utilisation de produits chimiques types certifiés, qu'apporterait l'équipe d'inspecteurs. Sur la base de la visite initiale et de la formule type d'installation, on pourrait envisager une analyse limitée de cet ordre. Pour vérifier la capacité du laboratoire, il faudrait que fasse partie de l'équipe d'inspecteurs un spécialiste de l'analyse chimique expérimenté.

7. Equipe d'inspection

L'inspection expérimentale a prouvé la nécessité de vastes connaissances et d'une très bonne formation dans les domaines suivants : génie chimique (avec bagage solide en ce qui concerne le traitement, la vérification des relevés et la chimie des produits déclarés), fabrication des produits chimiques et analyse chimique. Il doit y avoir au minimum six inspecteurs, répartis en trois groupes de deux chargés respectivement de l'examen du matériel, de la vérification des relevés, du prélèvement et de l'analyse des échantillons. Les inspecteurs disposeraient d'interprètes et, selon les besoins, auraient des assistants. L'équipe pourrait être élargie en fonction de l'importance et de la complexité de l'installation à inspecter. Il faut compter que l'inspection de routine demandera de trois à cinq jours sur place. (S'il y a besoin d'interprètes, il se peut qu'il faille nettement plus de temps.) La visite initiale, qui est de la plus haute importance pour arrêter le plan d'inspection et établir la formule type d'installation, devrait prendre au minimum trois jours.

Dans l'idéal, l'équipe qui négocie la formule type d'installation devrait être celle qui effectue l'inspection de routine. Chaque inspection en tout cas contribuera à accroître le bagage de connaissances spécialisées et de compétences des inspecteurs.

Il faudrait envisager d'établir un programme de formation des inspecteurs durant la période précédant l'entrée en vigueur de la convention.

8. Confidentialité

La protection de l'information commerciale confidentielle doit être garantie au maximum, compte tenu des besoins en matière de vérification. Un grand nombre d'informations privilégiées devront être divulguées aux inspecteurs durant une inspection. Il convient de créer un système de classification de l'information confidentielle et de restreindre l'utilisation de cette information au sein du Secrétariat technique en appliquant rigoureusement le principe du besoin d'en connaître. Il faut mettre au point des méthodes visant à assurer la protection contre des divulgations non autorisées et à évaluer la responsabilité en cas de divulgation de ce genre. Des sanctions et des responsabilités pour dommage financier en cas de divulgation non autorisée seront nécessaires pour l'application de la convention.

9. Autres tâches à accomplir

La première inspection expérimentale a mis en lumière la nécessité d'effectuer d'autres inspections expérimentales nationales dans l'industrie chimique étant donné qu'il s'agit d'un processus d'apprentissage et que de nombreuses améliorations doivent être apportées aux procédures. Les autres tâches à accomplir doivent notamment consister à :

- mettre à l'épreuve, dans une autre installation fabriquant des produits chimiques du tableau [2], les procédures d'inspection qui ont été révisées et améliorées à l'issue de la présente inspection expérimentale nationale et de celles des autres Etats;

- mettre à l'épreuve les procédures améliorées dans des processus plus complexes;

- s'efforcer de mieux connaître la tâche consistant à surveiller une installation relevant du tableau [2] qui fabrique un produit chimique précurseur de gaz moutarde ou de VX;

- mettre à l'épreuve les procédures qui ont été omises durant la première inspection expérimentale nationale (par exemple, la notification et les arrangements concernant l'accompagnement).

Un objectif à plus long terme consistera à mettre au point du matériel pour la surveillance continue sur place au moyen d'instruments, afin de compléter les inspections de routine.

Les inspections de routine exigeront que l'on ait largement accès et recours à des informations commerciales confidentielles. Il conviendrait d'étudier des méthodes permettant de réduire les besoins en informations privilégiées. Il n'en reste pas moins nécessaire d'élaborer des moyens fiables de protection de l'information commerciale confidentielle.

Un programme de formation sera nécessaire pour les inspecteurs afin de veiller à ce que toutes les inspections soient effectuées de manière uniforme par des spécialistes compétents.

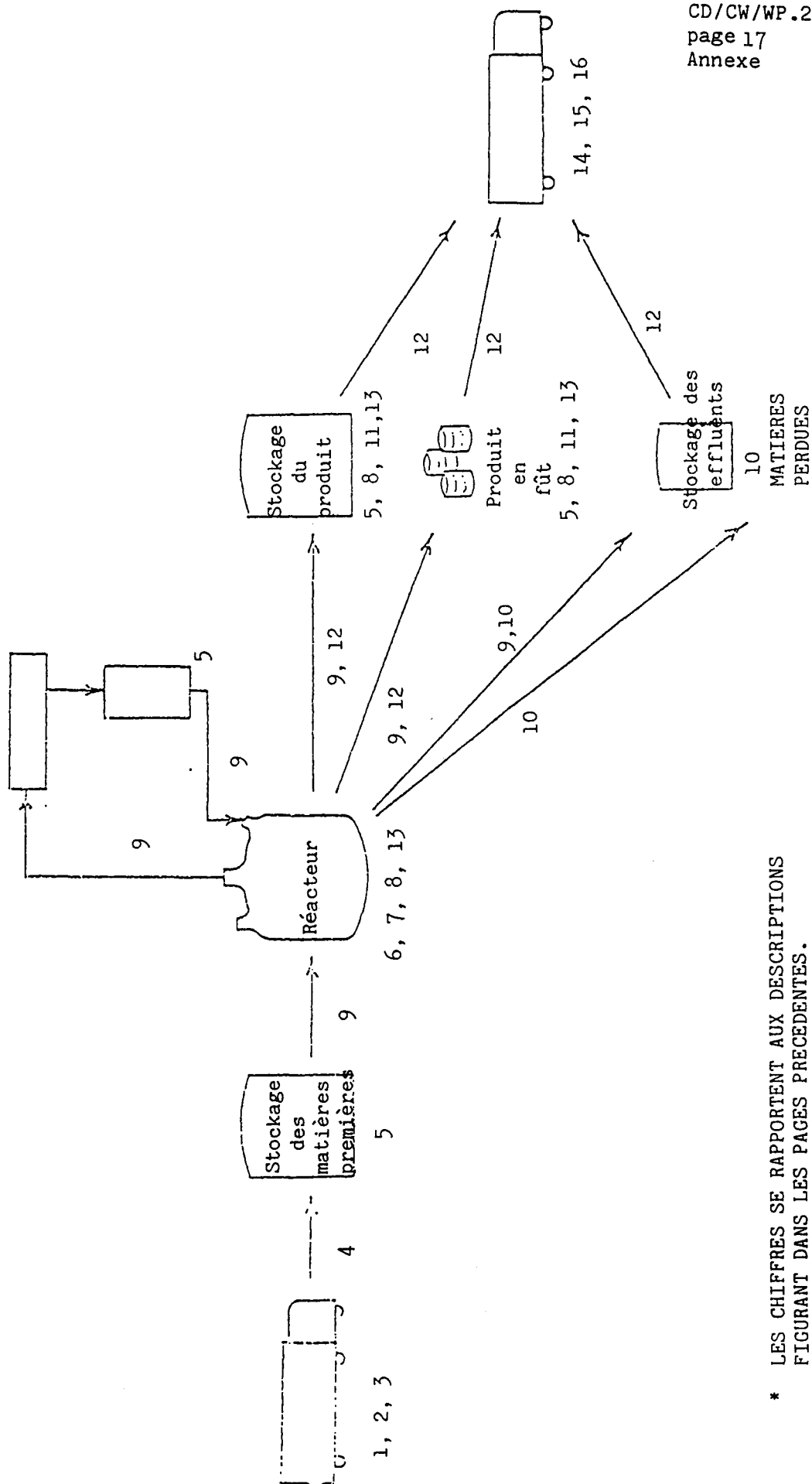
10. Coût de l'inspection

Le coût total de la présente inspection expérimentale a été évalué à 100 000 dollars. Ce montant inclut les travaux considérables de préparation avec l'industrie chimique, qui ont commencé il y a plus d'un an. On a estimé à 10 000 dollars les frais encourus par la société Akzo Chemicals, Inc., entre novembre 1988 et février 1989. L'inspection n'a guère eu d'impact sur les activités de la société. Le principal apport de l'entreprise à la préparation et à l'exécution de l'inspection expérimentale a été le temps qu'y ont consacré les directeurs de l'installation. Les moyens d'analyse de l'entreprise ont été également mis à contribution durant l'inspection.

Annexe 1

TYPES DE DOCUMENTATION POUR LA VERIFICATION DES RELEVES

1. Données provenant des fournisseurs de matières premières
2. Etat récapitulatif des matières premières
3. Registre des stocks (entrées)
4. Relevé récapitulatif concernant les citernes de stockage des matières premières
5. Etats des stocks de matières premières et de produit fini
6. Relevé journalier concernant le réacteur
7. Livret des équipes du contremaître
8. Carnet-journal récapitulatif du contremaître
9. Bordereaux de transfert (entre cuves ou fûts)
10. Relevé des pertes
11. Etat récapitulatif des stocks de produits
12. Etat récapitulatif des chargements (sorties)
13. Relevé du contrôle de la qualité (du produit)
14. Connaissance (sorties)
15. Etat récapitulatif des expéditions
16. Manifeste concernant les effluents (sorties)



* LES CHIFFRES SE RAPPORTENT AUX DESCRIPTIONS FIGURANT DANS LES PAGES PRECEDENTES.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/923
22 juin 1989

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL/ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 20 JUIN 1989, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LES REPRESENTANTS
DU BRESIL, DU PEROU ET DU VENEZUELA, TRANSMETTANT
LE TEXTE DE LA DECLARATION DE L'AMAZONIE, ADOPTEE
A MANAOS (BRESIL), LE 6 MAI 1989

Nous avons l'honneur de vous transmettre, en annexe à la présente, le texte de la "Déclaration de l'Amazonie", adoptée par les Présidents des Etats parties au Traité en vue de la coopération amazonienne, réunis à Manaus (Brésil), le 6 mai 1989, déclaration qui porte entre autres sur des questions relatives au désarmement et à la protection de l'environnement.

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la déclaration en annexe comme document officiel de la Conférence du désarmement.

(Signé)
L'Ambassadeur
Représentant permanent du Venezuela
auprès de l'Office des Nations Unies
et autres organisations
internationales à Genève
Adolfo R. Taylhardat

(Signé)
L'Ambassadeur
Représentant permanent du Pérou
auprès de l'Office des Nations Unies
et autres organisations
internationales à Genève
Oswaldo de Rivero

(Signé)
L'Ambassadeur
Chef de la délégation du Brésil
pour le désarmement et les droits
de l'homme
Marcos C. de Azambuja

Nous Présidents des Etats parties au Traité en vue de la coopération amazonienne, réunis à Manaus le 6 mai 1989 aux fins de réfléchir conjointement aux intérêts communs de nos pays dans la région amazonienne et, en particulier, à l'avenir de la coopération pour le développement et la protection du riche patrimoine de nos territoires amazoniens respectifs, avons adopté le texte ci-après :

DECLARATION DE L'AMAZONIE

1. Dans l'esprit d'amitié et de compréhension qui anime notre dialogue fraternel, nous affirmons notre intention de donner tout l'élan politique possible à l'effort de concertation que nos gouvernements mènent dans le cadre du Traité en vue de la coopération amazonienne, signé le 3 juillet 1978, et également dans le cadre de leurs relations bilatérales, afin de promouvoir la coopération entre nos pays dans tous les domaines d'intérêt communs pour un développement soutenable de la région amazonienne. Nous nous engageons donc à imprimer l'élan voulu pour que soient appliquées les décisions figurant dans la Déclaration de San Francisco de Quito, adoptée par nos Ministres des relations extérieures, le 7 mars 1989.
2. Conscients de l'importance de protéger le patrimoine culturel, économique et écologique de nos régions amazoniennes et de la nécessité de mobiliser ce potentiel au service du développement économique et social de nos peuples, nous réaffirmons que le patrimoine amazonien doit être préservé grâce à l'utilisation rationnelle des ressources de la région, de sorte que les générations présentes et futures puissent jouir de cet héritage de la nature.
3. Nous exprimons notre appui aux commissions spéciales de l'environnement et des affaires autochtones qui ont été récemment créées et qui visent à favoriser le développement, à préserver les ressources naturelles, l'environnement et les populations amazoniennes respectives, et nous réaffirmons notre plein respect du droit qu'ont les populations autochtones des territoires amazoniens de voir adopter toutes les mesures propres à maintenir et à préserver l'intégrité de ces groupements humains, de leur culture et de leur milieu écologique, compte tenu du droit inhérent à la souveraineté de chaque Etat. Nous réaffirmons aussi notre soutien aux actions de nature à renforcer la structure institutionnelle du Traité en vue de la coopération amazonienne, conformément à ce que préconise la Déclaration de San Francisco de Quito.
4. Nous réaffirmons que chaque pays a le droit souverain d'administrer librement ses ressources naturelles en tenant compte de la nécessité de promouvoir le développement économique-social de la population et de conserver l'environnement comme il se doit. Dans l'exercice de notre responsabilité souveraine de définir les meilleurs moyens de mettre en valeur et de conserver ces richesses, et comme complément à nos efforts nationaux et à la coopération entre nos pays, nous sommes prêts à accepter la coopération de pays d'autres régions du monde et d'organismes internationaux susceptibles de contribuer à la réalisation des projets et programmes nationaux et régionaux que nous déciderions d'adopter librement, sans pressions de l'extérieur, conformément aux priorités de nos gouvernements.
5. Nous reconnaissons que la défense de notre environnement appelle l'étude de mesures, bilatérales et régionales, pour prévenir les accidents sources de pollution et pour faire face aux conséquences de tels accidents.
6. Nous soulignons que la protection et la conservation de l'environnement dans la région, qui comptent parmi les objectifs essentiels du Traité en vue de la coopération amazonienne, auquel chacun de nos pays est fermement attaché, ne peuvent être assurés sans une amélioration de la douloureuse situation sociale et économique qui pèse sur nos peuples et qu'aggrave une conjoncture internationale de plus en plus défavorable.

7. Nous dénonçons les graves caractéristiques de la dette extérieure et de son service, qui font de nous des exportateurs nets de capitaux vers les pays créanciers, au prix de sacrifices intolérables pour nos peuples. Nous réaffirmons que la dette ne peut être payée dans la situation et dans les circonstances actuelles, et que ce problème doit être traité sur la base du principe de la coresponsabilité, selon des termes permettant de réactiver le processus de la croissance économique et du développement dans chacun de nos pays, condition essentielle pour protéger, conserver, mettre en valeur et utiliser rationnellement notre patrimoine naturel.

8. Nous insistons sur la nécessité de concrétiser par des mesures de coopération, aux plans financier et technologique, les préoccupations exprimées dans les pays hautement développés touchant la conservation de l'environnement amazonien. Nous préconisons l'établissement de nouveaux courants de ressources, sous la forme de flux additionnels et à des conditions de faveur, pour des projets orientés vers la protection de l'environnement de nos pays, y compris la recherche scientifique pure et appliquée, et nous nous opposons aux tentatives d'assortir de conditions l'attribution des ressources internationales pour le développement. Nous espérons voir se créer des conditions permettant le libre accès au savoir scientifique et aux techniques non polluantes ou destinées à préserver l'environnement et nous rejetons les tentatives de réaliser des bénéfices commerciaux en prenant pour prétexte des préoccupations écologiques légitimes. Cette approche repose avant tout sur le fait que la cause principale de dégradation de l'environnement à l'échelle mondiale réside dans les schémas d'industrialisation et de consommation ainsi que dans le gaspillage des pays développés.

9. Conscients des risques globaux que représente pour la vie humaine et la qualité de l'environnement l'existence d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, et soucieux de tenir notre région à l'abri de ces dangers, nous réaffirmons l'engagement pris par nos pays de n'utiliser l'énergie nucléaire qu'à des fins pacifiques et nous appelons instamment les pays dotés d'armes nucléaires à mettre immédiatement fin à l'essai de ces armes et à favoriser l'élimination progressive de leurs arsenaux. Nous réprouvons par ailleurs la pratique du dépôt de déchets radioactifs et autres déchets toxiques qui peuvent porter atteinte aux écosystèmes de la région amazonienne. Nous insistons sur la nécessité d'adopter des mesures adéquates pour réduire les risques de pollution de l'environnement dans l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous affirmons aussi notre soutien aux buts et objectifs du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine.

10. Convaincus de la nécessité d'intensifier le processus de consultation et de dialogue entre nos pays sur toutes les questions relatives au développement de la région, y compris celles prévues dans le Traité en vue de la coopération amazonienne, et convaincus que notre coopération renforcera l'intégration et la solidarité en Amérique latine, nous affirmons être décidés à unir nos efforts dans une entreprise conjointe, énergique et de pointe, pour assurer aux nations de la région amazonienne un avenir de paix, de coopération et de prospérité. C'est pourquoi nous avons décidé de nous réunir chaque année.

Pour le Gouvernement brésilien
José Sarney

Pour le Gouvernement équatorien
Rodrigo Borja

Pour le Gouvernement péruvien
Alan García Pérez

Pour le Gouvernement vénézuélien
Carlos Andrés Pérez

Pour le Gouvernement colombien
Virgilio Barco

Pour le Gouvernement guyanien
Hugh Desmond Hoyte

Pour le Gouvernement surinamais
Ramsewak Shankar

Pour le Gouvernement bolivien
Valentin Abecia Baldivieso

PAYS-BAS

RAPPORT SUR UNE INSPECTION EXPERIMENTALE NATIONALE

INTRODUCTION

1. Au cours de l'hiver et du printemps 1985/1986, une inspection expérimentale a été menée aux Pays-Bas. Les délégations à la Conférence du désarmement ont été informées des résultats de cette inspection au cours d'un atelier qui s'est tenu en juin 1986. Les résultats principaux de l'atelier et de l'inspection expérimentale ont été publiés comme documents de la Conférence du désarmement (CD/706, CD/CW/WP.141, 142, 143 et 144).

Une deuxième inspection expérimentale, fondée sur le document de travail CD/CW/WP.213, a été menée au cours du premier semestre de 1989. Ses résultats figurent dans le présent document ainsi que dans le document CD/925 (CD/CW/WP.252).

Au cours des préparatifs de notre inspection expérimentale, nous avons pu utiliser les rapports d'autres inspections expérimentales publiés précédemment ou parus au cours de la session de printemps de la Conférence du désarmement. L'étude de ces rapports nous a conduits à formuler les conclusions préliminaires suivantes :

- La définition du terme "installation" varie considérablement :

par exemple - un réacteur avec son matériel connexe;
 - tous les réacteurs au sein d'un même bâtiment;
 - l'ensemble d'un complexe chimique.

- Etant donné que le champ de la vérification de routine de la non-fabrication dépend de la définition de l'"installation", aucun accord ne semble exister quant à l'objectif exact des mesures de vérification de routine au titre de l'article VI [2].

- Comme la spécificité d'une inspection et l'effort nécessaire pour mener celle-ci à bien dépendent du champ de l'inspection, il semble important de s'entendre sur l'objectif précis de l'inspection et, par conséquent, sur la définition exacte du terme "installation".

2. Différents objectifs des inspections et article VI [2]

Il est possible de soutenir que le champ souhaitable de l'inspection dépend du but de cette dernière. Cela expliquerait que l'on ait utilisé des acceptions aussi divergentes du terme "installation" dans les inspections expérimentales nationales, puisque l'objectif des mesures de vérification visées à l'annexe de l'article VI [2] (p. 79 de CD/991) pourrait être interprété comme recouvrant deux buts distincts :

1. vérifier qu'il n'est pas fait une utilisation abusive du matériel (4 i));
2. vérifier qu'il n'est pas fait une utilisation abusive des produits chimiques (4 ii) et iii)).

3. Champ de la vérification de la non-utilisation abusive des produits chimiques

Pour vérifier si les quantités fabriquées, traitées ou consommées d'un produit chimique figurant au tableau [2] concordent avec ce que nécessitent les activités non interdites (CD/881, p. 79, par. 4 ii)), une inspection peut se limiter au matériel qui sert effectivement à fabriquer, à traiter, à stocker, etc., le produit chimique. Si l'on vérifie ainsi un bilan matières, on vérifie aussi automatiquement que le produit chimique n'est pas détourné ou utilisé à des fins interdites par la Convention, au moins au sein de l'installation (4 iii)).

Les Pays-Bas estiment que dans ce cas le champ de la vérification du non-usage abusif des produits chimiques énumérés au tableau [2] pourrait être limité à l'inspection du matériel qui sert à produire, à traiter, à consommer, à stocker, etc., le produit chimique déclaré. Une définition très restrictive de l'installation serait alors la plus judicieuse : par exemple, un réacteur avec le matériel connexe.

4. Champ de la vérification de la non-utilisation abusive du matériel

Pour vérifier si une usine chimique ne sert pas à fabriquer un produit chimique quelconque énuméré au tableau [1], une équipe d'inspection devra contrôler toutes les parties pertinentes de l'usine. L'inspection serait tout à fait inefficace si l'équipe d'inspection devait se limiter au matériel qui, aux termes de la déclaration, est utilisé pour produire, traiter ou consommer des produits chimiques du tableau [2], en négligeant le matériel d'une usine qui peut tout aussi bien servir à fabriquer des produits chimiques du tableau [2] et peut-être davantage encore des produits du tableau [1].

Aux fins de la vérification de la non-fabrication de produits chimiques du tableau [1] (et de préférence aussi d'autres produits chimiques inscrits aux tableaux), le champ de l'inspection devrait s'étendre au plus grand nombre possible d'éléments pertinents du matériel. Dans un tel cas, c'est une définition large du terme "installation" qui serait la mieux venue, par exemple l'ensemble du complexe de production ou, si un tel ensemble est trop grand, une partie substantielle de celui-ci. Toutefois, pour éviter tout malentendu nous proposons que, dans le contexte des inspections de routine

au titre de l'article VI [2] et [3], le terme "installation" ne s'applique qu'à une seule unité de production - par exemple le réacteur - et son matériel connexe, où se déroule la conversion aboutissant à un produit chimique inscrit aux tableaux ou partant d'un tel produit. Une usine chimique pourrait, mais pas nécessairement, être composée de plusieurs installations.

5. Deux champs d'inspection

Souhaitant aborder les deux objectifs de l'inspection de routine tels que mentionnés plus haut, nous avons décidé de scinder notre inspection expérimentale en deux parties :

- une inspection expérimentale de routine de champ limité, consistant à vérifier le traitement déclaré d'un produit chimique du tableau [2] dans une petite partie d'un complexe chimique (sur la base d'une formule type d'installation);
- une inspection expérimentale (ad hoc) de champ étendu, pour vérifier la non-fabrication de produits chimiques du tableau [1] (et de préférence aussi d'autres produits chimiques inscrits aux tableaux) dans l'ensemble du complexe chimique (non préparé).

Ce document contient un rapport sur la première partie de notre inspection expérimentale. La deuxième partie figure dans le document CD/925 (CD/CW/WP.252).

A. APPROCHE GENERALE

A 1. Objectifs

Vérifier que :

- les quantités de BTMP (soit le bromure de triphénylméthylphosphonium, produit chimique inscrit dans la catégorie 1 du tableau [2]), produites et déclarées concordent avec les besoins déclarés à des fins non interdites par la convention sur les armes chimiques;
- le BTMP n'est pas détourné ou utilisé à des fins interdites par la convention sur les armes chimiques.

A 2. Dispositions du projet de convention servant de cadre à la conduite des inspections expérimentales

Annexe de l'article VI [2], paragraphe 4 ii) et iii) :

- ii) Les quantités de produits chimiques énumérés au tableau [2] qui sont fabriqués, traités ou consommés concordent avec ce que nécessitent les activités non interdites par la convention sur les armes chimiques;
- iii) Les produits chimiques énumérés au tableau [2] ne sont pas détournés ou utilisés à des fins interdites par la convention sur les armes chimiques.

A 3. Type d'inspection sur place

Une visite initiale a servi à familiariser les responsables avec les installations, à déterminer le plan d'inspection et à réunir des informations pour la "formule type d'installation", visite qui a été suivie d'une inspection sur place de routine.

A 4. Renseignements préalables

A 4a Déclarations

- Déclaration initiale, portant spécifiquement sur l'installation à inspecter, suivant les dispositions pertinentes de l'annexe de l'article VI [2].
- Notification annuelle préalable (annexe de l'article VI [2], paragraphe 3 a), CD/881, p. 79)).
- Notification préalable spéciale (annexe de l'article VI [2], paragraphe 3 b), CD/881, p. 79)).

A 4b Accord relatif aux procédures d'inspection

Une "formule type d'installation" inspirée de l'"accord type relatif aux installations fabriquant, traitant ou utilisant des produits chimiques figurant au tableau [2]" (reproduit dans le document CD/881, p. 131 à 135) a été négociée après une visite initiale.

A 5. Type d'installation à inspecter

Installation de production polyvalente faisant partie d'un complexe.

A 6. Type d'activité déclarée dans l'installation

L'installation de production inspectée est un réacteur polyvalent standard qui est utilisé (quelques jours par année) pour transformer, en fabrication discontinue, un intermédiaire pharmaceutique cétonique dans l'ester méthylique correspondant. Au cours de l'opération, le bromure de triphénylméthylphosphonium (BTMP), composé inscrit au tableau [2] (No de fichier du Chemical Abstract Service 1770-49-3), mis en réaction avec l'amidure de lithium (No de fichier CAS 7782-89-0), est consommé et transformé en partie en oxyde de triphénylphosphine (OTPP) (No de fichier CAS 791-28-6), produit chimique qui ne figure sur aucun des tableaux, et en oxyde de diphénylméthylphosphine (ODMP) (No de fichier CAS 2129-89-7), produit chimique figurant dans la catégorie 1 du tableau [2]. Les résidus, y compris tous les composés organophosphorés, sont écoulés après la réaction dans les effluents organiques et aqueux et finissent par être amenés dans les installations de traitement des effluents situées hors du complexe.

Moment de l'inspection expérimentale

- Au moment où l'activité déclarée est effectuée.

A 7. Activité effectivement réalisée dans l'installation

Activité telle que déclarée.

B. APPROCHE DETAILLEE

B 1. Mandat d'inspection

Une formule type d'installation a été négociée avec l'équipe d'inspection par la direction de l'entreprise exploitant l'installation. Les zones à inspecter ainsi que les procédures et les points d'échantillonnage ont été spécifiés dans la formule.

B 2. Composition de l'équipe d'inspection

L'équipe d'inspection était composée de sept personnes, soit :

- un représentant du ministère des affaires étrangères, chargé des négociations relatives aux armes chimiques;
- deux membres de la délégation néerlandaise à la Conférence du désarmement, dont un spécialiste des armes chimiques;
- trois spécialistes travaillant au Laboratoire Prins Maurits TNO;
- un ingénieur de procédés chimiques.

B 3. Matériel d'inspection

Les trousse de détection ci-après ont été utilisées pour l'analyse sur place :

- une trousse de contrôle de l'eau qui peut être utilisée pour déceler la présence des produits des catégories 1 à 6 inscrits au tableau [1] et des deux premiers produits inscrits au tableau [3];
- une trousse de détection de gaz qui peut être utilisée pour déceler la présence des produits des catégories 1 à 6 du tableau [1] et des trois premiers produits inscrits au tableau [3].

On trouvera à l'annexe 1 une description détaillée des capacités de détection de ces trousse.

Les instruments utilisés pour l'analyse hors installation sont évoqués au paragraphe 18.

B 4. Activités préalables à l'arrivée de l'équipe d'inspection sur les lieux

Pour préparer l'inspection, plusieurs visites - dont une visite initiale - ont été faites à l'installation. Les activités préparatoires à l'inspection expérimentale, y compris ces visites, se sont étendues sur plusieurs mois.

B 5. Préparatifs préliminaires sur place

La direction de l'usine a fait connaître à l'avance le moment où elle allait traiter un lot d'un composé inscrit au tableau [2] afin que l'inspection puisse avoir lieu en cours de fabrication.

B 6. Arrangements concernant l'accompagnement et les personnes à rencontrer

Des membres de la direction et du personnel de l'entreprise exploitant l'installation ont accompagné l'équipe d'inspection durant les préparatifs et les inspections expérimentales.

B 7. Autres participants

Un fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères a participé aux préparatifs de l'inspection en tant qu'observateur.

B 8. Durées respectives de l'inspection et de la visite initiale

- Il a fallu 13 heures pour procéder à l'inspection, étant donné que les échantillons ont été prélevés avant et après un long processus de production en discontinu.
- Ainsi qu'il ressort d'autres rapports d'inspections expérimentales nationales, la visite initiale, dans les conditions normales, durera plus longtemps que l'inspection proprement dite.

B 9. Mesures visant à protéger la confidentialité de l'information

Il a été convenu que les détails de la formule type d'installation et de l'inspection resteraient confidentiels. Les résultats de l'inspection expérimentale sont publiés avec l'accord de la direction de l'entreprise concernée.

B 10. Conférence d'ouverture

B 11. Types de relevés nécessaires et/ou vérifiés

- L'inspection visuelle a confirmé que les quantités de BTMP figurant dans les états des stocks correspondaient aux quantités entreposées.
- On s'est aperçu qu'il était important de connaître les instructions pour les opérations en discontinu et de disposer des relevés relatifs au réacteur.

B 12. Visite générale de l'usine

La visite générale a porté sur l'ensemble du complexe.

B 13. Inspection des zones et du matériel de l'installation

L'équipe d'inspection s'est divisée en deux pour visiter et inspecter les zones ci-après :

- entrepôts de matières de base, en particulier de BTMP
- bâtiment administratif (pour vérifier les relevés)
- réacteur
- sortie des effluents du bâtiment

B 14. Inspection des processus de fabrication

1. Etant donné l'importance des excédents de BTMP qu'exige le processus, on n'a pas jugé utile de calculer le rapport entre le BTMP utilisé et la quantité du produit final commercial.
2. La méthode la plus efficace pour vérifier la conversion du BTMP a semblé consister à valider le processus de réaction durant lequel la conversion s'est produite. L'analyse et la pesée des produits chimiques de base, BTMP et amidure de lithium, ainsi que l'observation de leur réaction donneraient une preuve suffisante du passage d'une liaison PCH_3 à une liaison ($P=O$).

L'analyse du mélange réactionnel a montré que tout le BTMP n'était pas consommé pendant la réaction et qu'une partie se transformait en une autre substance du tableau [2], l'oxyde de diphénylméthylphosphine (ODMP).

3. L'inspection de l'installation pendant un processus en discontinu a permis d'établir la relation entre le produit de base du tableau [2], le BTMP et, d'autre part, l'OTPP, l'ODMP et le BTMP restants non transformés. On a pu ainsi vérifier que tout le BTMP était ou bien transformé en substance chimique non inscrite aux tableaux ou bien rejeté sous forme de BTMP ou d'ODMP.

B 15. Procédures d'échantillonnage

Echantillons

1. Echantillon de matière de départ (bromure de triphénylméthylphosphonium, BTMP), pour vérifier l'identité déclarée.
2. Echantillon de matière de départ (amidure de lithium), pour vérifier l'identité déclarée.

3. Echantillon du mélange réactionnel, pour vérifier la transformation du bromure de triphénylméthylphosphonium.
4. Echantillon d'air du bâtiment où se trouvait la cuve de production.

N.B. Il faut également mentionner que des échantillons d'effluents ont été prélevés.

Procédures d'échantillonnage

Les échantillons 1 à 3 ont été prélevés par le personnel de l'installation en présence de l'équipe d'inspection. L'échantillon 4 a été prélevé par l'équipe d'inspection.

B 16. Manipulation des échantillons

B 17. Analyse des échantillons

Le matériel et les méthodes d'analyse n'étant pas tous disponibles sur place, l'analyse des échantillons 1 à 3 a eu lieu à l'extérieur. L'analyse de l'échantillon d'air a eu lieu sur place.

B 18. Type(s) d'analyse

Les échantillons de matières de base (BTMP et amidure de lithium) ont été respectivement analysés par spectrométrie de masse et par diffraction des rayons X.

Les échantillons du mélange réactionnel ont été analysés :

- par chromatographie gazeuse
- par chromatographie gazeuse et spectrométrie de masse
- par analyse élémentaire.

B 19. Documentation de l'inspection

Des plans du bâtiment où était situé la cuve du réacteur et de l'ensemble du complexe industriel ont été fournis à l'équipe d'inspection au cours de la visite initiale. Ces documents n'étaient pas classés secrets. Il n'a pas été fourni de diagramme des canalisations et des instruments.

B 20. Evaluation par les inspecteurs

B 21. Conférence de clôture

B 22. Anomalies, différends et complications

B 23. Rapport de l'équipe d'inspection

Les résultats de l'analyse en laboratoire extérieur n'ayant été fournis qu'une semaine après l'inspection, les inspecteurs n'ont pas pu établir leur rapport sur place.

B 24. Impact de l'inspection sur le fonctionnement de l'installation

- Pour que les inspecteurs puissent être présents au début du processus discontinu, le programme de production a été repoussé d'environ une heure, sans pour autant que cela entraîne de perte de production.
- Les cadres et le personnel de l'usine ont consacré un temps considérable à préparer l'inspection expérimentale et à aider l'équipe d'inspection.

B 25. Questions diverses

Tous les relevés et toutes les instructions de l'usine étaient en néerlandais.

C. ELEMENTS SPECIFIQUES A EXAMINER

(NB : La numérotation du document CD/CW/WP.213 n'a pas été suivie dans cette partie du rapport.)

C 1. Mandat de l'inspection

Le traitement chimique vérifié pendant l'inspection expérimentale pourrait avoir lieu dans la plupart des réacteurs dont le complexe de production compte plus d'une centaine. Cependant, afin d'empêcher l'ammoniac libéré au cours du processus spécifique de réaction de s'échapper dans l'atmosphère, la direction n'utiliserait dans la pratique que l'un des quelques réacteurs équipés d'un dispositif d'épuration de l'ammoniac. Elle ne décide du réacteur qui servira à la production que quelques semaines à l'avance, en fonction de la demande prévue du produit final.

(NB. Il convient de souligner que les autres réacteurs situés dans le bâtiment où sont placés les réacteurs équipés de dispositifs d'épuration pourraient facilement (en quelques heures) être reliés à ces dispositifs).

Il est apparu au cours de l'inspection que, pour valider le traitement déclaré d'un produit chimique du tableau [2], il suffisait d'un mandat d'inspection limité à une seule unité spécifique de traitement, y compris les conduites de matières de base, les canalisations d'effluents et les installations de stockage.

Néanmoins, une inspection de routine non annoncée pourrait facilement avoir lieu à un moment où l'unité de traitement spécifique ne sert pas à traiter le composé déclaré du tableau [2]. Dans ce cas, une inspection devrait nécessairement se limiter à :

- une vérification des relevés;
- un contrôle de la quantité stockée de produit chimique du tableau [2];
- un contrôle visant à prouver que l'unité de traitement ne sert effectivement pas à traiter le composé du tableau [2].

C 2. Composition de l'équipe d'inspection

- Si l'inspection est limitée à un seul réacteur, comme dans l'inspection expérimentale, la participation d'un ingénieur de procédé n'est pas absolument indispensable.
- Pour un contrôle approfondi des relevés, il semble nécessaire que l'équipe soit assistée d'un inspecteur connaissant d'expérience les procédures comptables.
- Les équipes d'inspection devraient de préférence apporter leur propre matériel d'inspection et savoir l'utiliser.

C 3. Déclaration et notification conformément à l'annexe 2 de l'article VI

Conformément à l'annexe de l'article VI [2], certains renseignements doivent être communiqués pour chaque installation qui a fabriqué, traité ou consommé ou qui fabriquera, traitera ou consommera plus de (...) d'un produit chimique énuméré au tableau [2]. L'expérience acquise au cours de notre inspection expérimentale nationale nous a permis de conclure qu'il conviendrait d'envisager quelques modifications du texte actuel (p. 77 à 79 du document CD/881) et qu'il serait nécessaire éventuellement de réexaminer de manière approfondie le principe de la vérification de routine de la non-production prévue à l'article VI (voir par. C4).

C 3.1 Définition de l'"installation"

Une comparaison des résultats des inspections expérimentales nationales prouve qu'il n'existe pas de définition généralement admise du mot "installation". Il est indispensable de disposer d'une définition claire pour déterminer le champ des inspections (voir par. 4).

C 3.2 Capacité de fabriquer un produit figurant au tableau [1] ou un autre produit figurant au tableau [2]

Selon le texte évolutif actuel (p. 78 du document CD/881) il doit être indiqué :

"v) Si l'installation peut être facilement utilisée pour fabriquer un produit figurant au tableau [1] ou un autre produit figurant au tableau [2], le cas échéant."

A notre avis, la formulation est trop vague pour susciter des réponses satisfaisantes. Il conviendrait de chercher à la préciser (voir par. 4).

C 3.3 Notification préalable spéciale

Selon le paragraphe 3 b) du texte évolutif (CD/881), à la page 79, la notification de "toute production, tout traitement ou toute consommation prévu après la soumission de la notification annuelle au titre du paragraphe 3 a), au plus tard un mois avant que la production ou le traitement ne doive commencer, comprendra" pour chaque installation les renseignements spécifiés au paragraphe 3 a). La notification préalable spéciale se rapportant généralement à la production de la même année, il conviendrait de supprimer les mots "durant l'année civile à venir" dans le libellé du 3 a). Les mots "au-dessus du seuil" devraient être insérés à l'endroit approprié.

C 3.4 Suppression des formalités inutiles

Selon le texte évolutif (p. 79 du document CD/881), les notifications annuelles et les notifications préalables spéciales devraient comporter plus ou moins les mêmes renseignements que la déclaration initiale. Il conviendrait d'envisager de limiter les renseignements demandés dans ces notifications préalables aux informations suivantes :

- référence à la déclaration initiale
- informations nouvelles

C 4. Optimisation du champ de la vérification de routine

C 4.1 Faiblesse du régime actuel

Le principe sous-tendant la vérification de la non-fabrication dans l'industrie chimique est que les installations considérées comme étant les plus pertinentes doivent être déclarées et seront inspectées (tableau [2]) ou au moins surveillées (tableau [3]).

Ce principe soulève deux questions fondamentales :

- Qu'en est-il de la non-fabrication dans les installations non déclarées ?
- Comment peut-on assurer que le champ de la vérification de routine des installations déclarées est le plus efficace, c'est-à-dire qu'il englobe les installations les plus pertinentes d'un point de vue objectif ?

La première question n'est pas traitée dans le présent document. (Elle l'a été par le Royaume-Uni dans sa proposition concernant des inspections ad hoc (CD/909). Pour répondre à la seconde question, il conviendrait d'établir une distinction entre produits chimiques et matériel.

En ce qui concerne les premiers, il semble que les tableaux [2], [2b] et [3] envisagés constituent un bon moyen de diriger efficacement les efforts d'inspection vers la surveillance des produits chimiques les plus pertinents.

Il est cependant très douteux qu'un régime de vérification fondé sur la surveillance des produits chimiques les plus pertinents puisse automatiquement englober aussi les installations de fabrication les plus pertinentes. De l'avis des Pays-Bas, tel n'est pas nécessairement le cas. Deux exemples hypothétiques peuvent servir d'illustration :

1. Une installation de fabrication qui traite un composé non toxique du tableau [2] relèverait du régime d'inspection sur place, même si elle a des caractéristiques (confinement, mesures de sécurité, etc.) qui ne lui permettent manifestement pas de produire des agents de guerre chimique.
2. Une grande installation de fabrication à confinement élevé et à dispositifs de sécurité importants qui ne fabrique, ne traite ni n'utilise aucun produit inscrit dans les tableaux n'aurait pas à être déclarée au titre du régime actuellement envisagé, même si cette installation pouvait produire des agents de guerre chimique.

Un autre problème concernant le champ de la vérification sur place de routine a été évoqué dans l'introduction du présent document : la vérification devrait-elle se limiter à l'installation déclarée (c'est-à-dire une unité de production avec le matériel connexe, ou devrait-elle englober l'ensemble du complexe de production ?

C 4.2 Solutions possibles

On pourrait envisager de trouver une solution aux problèmes décrits ci-dessus en tenant compte des propositions ci-après (N.B. : ces propositions s'inspirent beaucoup de l'important concept des contrôles ad hoc présenté par la République fédérale d'Allemagne dans le document CD/869).

1. Le champ d'application de l'annexe de l'article VI [2] serait élargi pour englober également les installations qui conviennent particulièrement à la fabrication de produits chimiques extrêmement toxiques et volatils, tels que les produits 1 à 6 du tableau [1] et 1 à 3 du tableau [3]. Le champ des inspections de routine serait donc plus étendu, mais nettement inférieur à ce qui est envisagé pour les contrôles ad hoc.

Observations :

- La liste B du document de travail australien CD/698 offre une base utile pour l'examen des points de détail d'une définition du matériel à déclarer. Certains critères sont également indiqués au paragraphe C 4 du document CD/925 (CD/CW/WP.252).
 - Pour que la zone grise entre le matériel "particulièrement approprié" et le matériel "non approprié" soit également couverte, on pourrait envisager d'élargir le champ d'application de l'annexe de l'article VI [3] afin d'y inclure les installations de production qui conviennent dans une certaine mesure (mais pas dans la même mesure que celles qui sont indiquées à l'annexe [2]).
 - Une obligation de déclarer les installations de production pertinentes faciliterait beaucoup l'inspection par mise en demeure (ou ad hoc) des installations non déclarées sur lesquelles pèsent des soupçons. Même s'il était possible de faire disparaître à temps, entre la notification de l'inspection et l'arrivée de l'équipe d'inspecteurs, tous les restes de produits chimiques soumis à déclaration, il est très peu probable que l'on parvienne à retirer si rapidement l'ensemble du matériel qui devait être déclaré.
2. Le champ de l'inspection sur place des installations déclarées au titre du tableau [2] serait, comme cela est décrit dans l'introduction du présent document, divisé en deux parties correspondant respectivement :

- a) à un contrôle quantitatif des installations déclarées comme servant à la production, au traitement ou à l'utilisation de produits chimiques du tableau [2];
- b) à un contrôle qualitatif de l'ensemble de l'usine ou du complexe chimique dont fait partie une installation déclarée (voir également le document CD/925 (CD/CW/WP.252), par. C 7 et 8).

C 5. Analyse des échantillons

Dans les cas où cela serait possible, il y aurait lieu d'analyser les échantillons sur place, en appliquant les procédures habituelles. Toutefois, il faudrait prendre en considération les points suivants :

C 5.1 Echantillon

On peut distinguer les types d'échantillon suivants :

1. matières premières
2. produits finals
3. produits intermédiaires
4. mélanges réactionnels
5. effluents.

Dans le cas des matières premières et des produits finals, et généralement aussi dans celui des produits intermédiaires, il s'agit de produits chimiques purs qui peuvent habituellement être analysés rapidement selon des méthodes normalisées. Il faut partir de l'hypothèse que toutes les impuretés présentes n'ont pas d'effets négatifs sur la méthode d'analyse retenue.

Dans le cas des mélanges réactionnels et des effluents, il s'agit de matières qui exigent souvent un traitement préalable avant de pouvoir être analysées. Parmi les types de traitements préalables figurent notamment des réactions pour l'obtention de dérivés chimiques et des techniques de séparation. Dans le cas des effluents, les concentrations peuvent être très faibles, ce qui peut rendre encore plus difficile l'analyse de la matière visée. En pareils cas, il n'est pas possible de recourir à des méthodes d'analyse normalisées et universellement applicables, car la matière dont l'échantillon est tiré diffère selon le procédé de production.

C 5.2 Analyse

Le choix de la méthode d'analyse est fonction du type d'échantillon (voir ci-dessus) ainsi que de l'objectif de la vérification. Il peut s'agir à cet égard :

- a) de confirmer la présence d'un produit déclaré ou de son précurseur (tableau [2]), ou
- b) de détecter des produits chimiques inscrits aux tableaux et non déclarés.

Dans le cas a) ci-dessus, les échantillons de matières premières et de produits finals ou intermédiaires doivent présenter les mêmes propriétés analytiques chimiques que celles de substances étalons ou de référence déclarées; il est généralement possible de les déterminer directement et rapidement à l'aide de méthodes normalisées.

Dans le cas b), la méthode d'analyse sera plus complète et compliquée (au moins en ce qui concerne les mélanges réactionnels et les effluents), car la détection et l'identification portent sur la présence possible d'un composant appartenant à un vaste groupe de substances des tableaux [1], [2] et [3]; de fait, en pareil cas, il peut s'avérer impossible d'appliquer des méthodes normalisées sans les adapter en conséquence.

C 5.3 Durée de l'analyse

D'une manière générale, on donnera la préférence à une inspection d'une durée d'une journée, ce qui signifie également que l'analyse sur place devrait être exécutée durant la même période. Cette opération pourra généralement être faisable pour les échantillons de matières premières et de produits finals ou intermédiaires, mais risque d'être difficile pour les échantillons de mélanges réactionnels et d'effluents.

C 5.4 Validation de la méthode d'analyse

Durant une analyse sur place, les inspecteurs devraient s'assurer que la méthode d'analyse a été validée et/ou que le matériel d'analyse a été étalonné à l'aide de substances étalons. Ils devraient fournir au besoin leurs propres substances étalons. Une opération de validation de ce genre prend du temps, et le matériel nécessaire doit être installé et/ou ajusté. Une démarche analogue peut être requise pour l'étalonnage et l'installation du matériel que les inspecteurs fournissent eux-mêmes.

C 5.5 Conclusion

Il ressort de ce qui précède que les analyses risquent d'être complexes et que les différents paramètres (échantillons, composés, matériel d'analyse et buts de la vérification) peuvent être étroitement interdépendants, à la suite de quoi le laboratoire effectuant l'analyse pourra avoir besoin d'un matériel important et de personnel ayant une très grande expérience du domaine en question. Pour ces raisons, on peut s'attendre à un certain nombre de problèmes pratiques lorsque l'on analysera sur place des mélanges de substances à l'aide des méthodes normalisées qui ont été éventuellement prescrites par l'inspectorat.

C 6. Nécessité de spécifier la catégorie 1 du tableau [2]

L'installation qui a fait l'objet de notre inspection expérimentale nationale a été choisie parce qu'elle est utilisée pour traiter du bromure de triphénylméthylphosphonium (BTMP), composé qui entre dans la catégorie 1 du tableau [2]. Après mûre réflexion, nous avons conclu qu'il était très improbable que le BTMP soit un précurseur de composés du tableau [1].

Cette conclusion ne présente aucun intérêt immédiat pour une inspection expérimentale nationale, mais considérée dans le cadre d'une convention sur les armes chimiques, une tentative visant à vérifier l'utilisation de BTMP constituerait pour l'inspectorat un investissement de temps et d'argent extrêmement peu rentable. Nous suggérons donc que le BTMP soit exclu du tableau [2]. Cette même suggestion vaut également pour l'oxyde de diphénylméthylphosphine.

On pourrait à cette fin limiter la définition de la catégorie 1 du tableau [2] aux produits chimiques contenant une liaison P-méthyle, P-éthyle ou P-propyle (normale ou iso) à l'exclusion de toute autre liaison phosphore-carbone.

Annexe 1

Description du matériel d'inspection

Trousse de détection de gaz

Cette trousse a été mise au point pour déterminer si l'atmosphère ambiante ou la surface environnante contient ou non des agents toxiques sous forme de gaz, d'aérosol ou de liquide au-dessus du niveau seuil. On peut parvenir en 15 minutes à des conclusions concernant l'atmosphère en effectuant une série d'essais chimiques simples de coloration par voie humide.

Les concentrations suivantes de gaz (en mg/m³) peuvent être détectées :

| | | | |
|--------------|------|----------|-----|
| Sarin | 0,02 | Lewisite | 3,5 |
| Soman | 0,01 | HCN | 5 |
| Tabun | 0,02 | ClCN | 1 |
| VX | 0,01 | Phosgène | 5 |
| Moutardes HD | 0,27 | | |

Trousse de contrôle de l'eau, agents chimiques

Cette trousse a été mise au point pour déterminer si l'eau est bonne pour la consommation humaine. On peut obtenir en moins de 20 minutes des conclusions en effectuant une série d'essais consécutifs simples.

Les concentrations suivantes (en mg/l) peuvent être détectées :

| | | | |
|--------------|------|-----------------|---------|
| Sarin | 0,02 | Arsenics | 1-2 |
| Soman | 0,02 | CN | 8 |
| Tabun | 0,04 | ClCN | 5 |
| VX | 0,02 | Cl ₂ | 5 |
| Moutardes HD | 4 | pH | 6,5-9,0 |
| HN 3 | 2 | | |

PAYS-BAS

TENTATIVE DE VERIFICATION DE LA NON-FABRICATION DANS UNE USINE CHIMIQUE

INTRODUCTION

Comme nous l'avons expliqué dans le document CD/924 (CD/CW/WP.251), nous avons décidé qu'il serait utile pour notre inspection expérimentale d'établir une distinction nette entre la vérification de la non-utilisation à des fins abusives d'un produit chimique déclaré [CD/881, annexe de l'article VI [2], p. 79, par. 4 ii) et iii)] et la vérification de la non-fabrication de produits du tableau [I] [p. 79, par. 4 i)]. Nous avons fait rapport sur la première partie de notre inspection expérimentale dans le document publié sous la cote CD/924 (CD/CW/WP.251). Le présent document contient le rapport sur la seconde partie.

Les différences importantes entre les deux parties de notre inspection expérimentale sont les suivantes :

| | <u>CD/924</u> | <u>CD/925</u> |
|-------------------------|--|--|
| but : | vérification de la non-utilisation abusive d'un produit chimique inscrit | vérification de la non-utilisation abusive de matériel pertinent |
| champ de l'inspection : | une unité | l'ensemble du complexe |
| caractère : | quantitatif | qualitatif |
| préparation : | formule type d'installation | pas de préparation |

Lors des préparatifs de la partie de notre inspection expérimentale qui est décrite ici, nous avons trouvé des plus utiles le concept des contrôles ad hoc proposé par la République fédérale d'Allemagne dans les documents CD/791 et CD/869.

Il convient de souligner que, dans cette inspection expérimentale, nous n'avons pas simulé d'inspection non annoncée intégrale; nous avons préféré limiter notre travail à certains aspects.

A. APPROCHE GENERALE

A 1. Objectifs de l'inspection expérimentale nationale

Mise à l'épreuve de certains aspects de l'inspection non annoncée d'un complexe de fabrication polyvalent de taille moyenne afin de vérifier si des produits chimiques inscrits n'y étaient pas fabriqués.

A 2. Dispositions du projet de convention au titre desquelles l'inspection expérimentale nationale a été effectuée

L'inspection expérimentale reposait sur le premier des trois objectifs de l'inspection de routine énoncés dans l'annexe de l'article VI [2] :

"Les mesures stipulées au paragraphe 6 de l'article VI auront pour objectif de vérifier que :

- i) les installations déclarées aux termes de la présente annexe ne servent pas à la fabrication de produits chimiques énumérés au tableau [1].

N.B. : Vu les considérations présentées au paragraphe 7 de la section C du présent document, nous nous intéressons aussi à la possibilité de vérifier la non-fabrication d'autres produits chimiques inscrits.

A 3. Type d'inspection sur place

Aucune formule type d'installation n'ayant été élaborée, cette inspection expérimentale a pris la forme d'un contrôle ad hoc.

A 4. Information préalable

Néant.

A 5. Type d'"installation" inspectée

Le site (*) qui a été inspecté est un complexe de fabrication de taille moyenne comprenant plus de 100 cuves de réacteurs polyvalentes dont la capacité se situe entre 30 et 5 000 litres. On produit sur place des intermédiaires, destinés à la fabrication de produits pharmaceutiques.

(*) Nous proposons d'appliquer le mot "installation" à une seule unité de fabrication.

B. APPROCHE DETAILLEE

B 1. Mandat d'inspection

L'équipe d'inspecteurs a eu plein accès au complexe.

B 2. Composition de l'équipe d'inspection

L'équipe d'inspection était composée de sept personnes :

- un fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères chargé des négociations sur les armes chimiques;
- deux membres de la délégation néerlandaise à la Conférence du désarmement, y compris un spécialiste des armes chimiques;
- trois spécialistes du Laboratoire Prins Maurits TNO;
- un ingénieur de procédés chimiques.

B 3. Matériel d'inspection

On s'est servi des instruments ci-après pour l'analyse sur place :

- une trousse de contrôle de l'eau, qui peut servir à détecter les produits des catégories 1 à 6 du tableau [1] et les produits chimiques 1 et 2 du tableau [3];
- une trousse de détection de gaz, qui peut servir à déceler les produits des catégories 1 à 6 du tableau [1] et les produits chimiques 1 à 3 du tableau [3].

L'annexe 1 du document CD/924 (CD/CW/WP.251) contient une description des limites de ces trousse en matière de détection. Il est question, au paragraphe 18, des instruments utilisés pour l'analyse hors site.

B 4. Activités précédant l'arrivée sur place de l'équipe d'inspection

Une des unités de fabrication du complexe avait fait l'objet d'une inspection de routine (CD/924, CD/CW/WP.251).

B 5. Préparatifs préliminaires sur place

B 6. Arrangements concernant l'accompagnement et les personnes à rencontrer

Lors des préparatifs de l'inspection et au cours de l'opération, des cadres et du personnel de l'entreprise qui gère l'installation ont accompagné l'équipe d'inspecteurs.

B 7. Autres participants

B 8. Durées respectives de l'inspection et de la visite initiale

L'inspection a duré environ trois heures.

B 9. Mesures visant à protéger la confidentialité de l'information

B 10. Conférence d'ouverture

- a. La direction a été informée du but de l'inspection
- b. L'équipe d'inspection a reçu des informations assez détaillées sur les éléments suivants :
 - le schéma général du site, à l'aide d'un plan
 - les règles spéciales de sécurité
 - l'utilisation des produits chimiques inscrits aux tableaux en deçà des limites de notification
 - le matériel disponible résistant au fluorure d'hydrogène
 - le matériel verré ou émaillé disponible (par exemple pour la chloruration de produits chimiques)
 - le matériel disponible pour le traitement et la manipulation de composés toxiques ayant une tension de vapeur appréciable

B 11. Types de relevés nécessaires et/ou vérifiés

B 12. Visite générale de l'usine

B 13. Inspections des zones et du matériel de l'installation

Sur la base de l'information reçue, l'équipe d'inspection a décidé d'inspecter ce qui suit :

- a. un réacteur étanche situé dans une partie séparée du complexe
- b. un réacteur qui a été utilisé pour traiter du phosphite de triéthyle (composé du tableau [3])
- c. des réacteurs qui pourraient être aisément reliés au réacteur utilisé pour traiter un composé du tableau [2]
- d. un bâtiment contenant plusieurs réacteurs de 4 000 litres résistant aux agents de chloruration
- e. le seul réacteur (de 200 litres) résistant au fluorure d'hydrogène dans le complexe
- f. le seul bâtiment de l'installation appliquant des règles strictes et permanentes pour la protection individuelle contre les produits chimiques toxiques
- g. la canalisation d'effluents de l'un des bâtiments de production
- h. la canalisation d'effluents de l'ensemble du complexe
- i. le stockage des déchets organiques
- j. la zone de stockage des fûts

- B 14. Inspection des processus de fabrication
- B 15. Procédures d'échantillonnage
Les échantillons d'air ont été prélevés aux points d'inspection a, c, d, e et i (voir par. B 13). Les échantillons d'effluents ont été prélevés aux points d'inspection g et h.
- B 16. Manipulation des échantillons
- B 17. Analyse des'échantillons
Les échantillons d'air ont été analysés sur place pour rechercher des traces éventuelles des composés 1 à 6 du tableau [1] et des composés 1 à 3 du tableau [3].
Les échantillons d'effluents ont été analysés dans un laboratoire extérieur pour rechercher des traces éventuelles des composés 1 à 6 du tableau [1], des composés 1 et 2 du tableau [3] et d'autres composés à liaison PCH3 du tableau [1].
Toutes les analyses ont été négatives, sauf dans deux cas, (d et e), où des complications se sont présentées (voir par. B 22).
- B 18. Type(s) d'analyse
Chromatographie micro-liquide avec analyse par photométrie de flamme, et chromatographie liquide avec spectrométrie de masse pour analyser les échantillons g et h.
- B 19. Documentation de l'inspection
- B 20. Evaluation par les inspecteurs
- B 21. Conférence de clôture
- B 22. Anomalies, différends et complications
Dans deux cas, la trousse de détection de gaz a donné des résultats douteux en raison de l'influence de l'environnement à l'intérieur du réacteur :
- de grandes quantités d'acide acétique ont gêné la détection d'agents neurotoxiques;
- l'acétonitrile a gêné la détection du chlorure de cyanogène.
- B 23. Rapport de l'équipe d'inspection
Les résultats de l'analyse en laboratoire extérieur n'ayant été disponibles que plusieurs jours après l'inspection, les inspecteurs n'ont pas pu établir le rapport sur place.
- B 24. Impact de l'inspection sur le fonctionnement de l'installation
- B 25. Questions diverses

C. ELEMENTS SPECIFIQUES A EXAMINER

(N.B. : La numérotation du document CD/CW/WP.213 n'a pas été suivie dans cette partie du rapport.)

C. 1. Mandat d'inspection

Le mandat de l'équipe d'inspection devrait être large et n'être limité, en principe, que par les considérations suivantes :

- éléments nécessaires à l'inspection;
- limites géographiques de l'usine;
- règles de sécurité.

C 2. Composition de l'équipe d'inspection

- Il est absolument essentiel qu'elle compte dans ses rangs un ingénieur de procédés.
- Comme l'équipe n'a pas inspecté les relevés de l'usine, il n'a pas été nécessaire qu'elle compte dans ses rangs un spécialiste de la comptabilité. Il apparaît toutefois utile que l'inspection des relevés fasse partie intégrante de la vérification sans notification préalable de la non-production.

C 3. Conférence d'ouverture

Il est souhaitable que la direction d'une usine inspectée soit en mesure de donner toutes les précisions nécessaires sur l'usine au cours de la Conférence d'ouverture. Une inspection n'étant annoncée que peu de temps avant son déroulement, la direction ne pourra probablement pas fournir immédiatement tous les détails demandés. Pour faciliter l'inspection, il est souhaitable que toutes les usines chimiques susceptibles d'être inspectées préparent d'avance toutes les informations utiles. Les Etats parties devraient être obligés d'en informer leurs industries chimiques respectives. Pour que les choses se passent aussi efficacement que possible, il pourrait parfois être souhaitable de ne pas attendre pour commencer l'inspection, que toutes les informations utiles soient disponibles.

C 4. Inspection des zones et du matériel de l'installation

L'inspection des réacteurs devrait reposer sur les critères ci-après :

- résistance aux agents de chloruration
- résistance au fluorure d'hydrogène
- double confinement

- matériel étanche, par exemple :
 - * joints doubles sur le matériel rotatif
 - * pompes à rotor gainé ou couplées à entraînement magnétique
- matériel spécial de manutention de liquides (par exemple remplissage automatique de récipients spéciaux)

L'inspection des bâtiments devrait reposer sur les critères ci-après :

- mesures particulières d'hygiène et de sécurité
- port par le personnel de vêtements de protection
- présence d'un "double confinement", par exemple :
 - * traitement spécial des déchets
 - * traitement spécial de l'air
 - * mesures d'urgence spéciales.

C 5. Analyse d'échantillons

- Il est souhaitable que soient mises au point des trousse de détection permettant de vérifier l'absence des composés du tableau [1] et des composés 1 à 3 du tableau [3].
- Il serait également souhaitable que soit mis au point un matériel portatif permettant de détecter les composés du tableau [2] et les précurseurs du tableau [3], mais il n'est pas certain que cela soit réalisable.

C 6. Rapport de l'équipe d'inspection

Se fondant sur ce qu'elle a constaté visuellement et sur l'analyse des échantillons prélevés, l'équipe d'inspection a été en mesure d'affirmer que rien n'indiquait que des agents de guerre chimiques (substances 1 à 6 du tableau [1] et substances 1 à 3 du tableau [3]) soient produits, transformés ou utilisés dans le complexe industriel en question.

C 7. Objectifs et portée de la vérification de la non-production

Conformément à l'annexe [2] de l'article VI, la vérification a pour objectif de vérifier que les installations déclarées comme fabriquant, utilisant ou transformant des produits chimiques du tableau [2] ne servent pas à la fabrication de produits chimiques énumérés au tableau [1]. Si, comme nous voudrions le proposer, le champ de la vérification de la non-production est élargi de façon à ne pas seulement comprendre l'unité de production déclarée comme

fabriquant, utilisant ou transformant des produits chimiques du tableau [2], mais aussi d'autres unités du complexe, il serait logique de vérifier qu'aucun produit chimique du tableau [2] n'est fabriqué dans ces dernières. Le même raisonnement vaudrait pour les substances chimiques du tableau [3].

Nous reconnaissons que la possibilité d'une vérification non préparée de la non-fabrication de produits chimiques inscrits aux tableaux [2] et [3] est un point qui doit encore être examiné plus avant (notamment en raison de la présence possible de quantités qui se situe en deçà des seuils de déclaration et parce que le matériel d'inspection nécessaire n'est pas encore facilement disponible.

Nous estimons cependant qu'en raison de la structure logique de l'article VI, la vérification de la non-production ne doit pas être limitée aux composés du tableau [1].

C 8. Possibilité de vérification de la non-production

Dans le cas d'une installation polyvalente comprenant de nombreuses unités de production, élargir le champ de la vérification de la non-production pour viser non plus uniquement une seule unité de production, mais l'ensemble d'une installation, implique un changement important de la nature de l'inspection.

A première vue, il semblera peut-être qu'une forte augmentation du nombre d'unités de production à inspecter puisse créer des difficultés insurmontables. Toutefois, nous estimons que, même s'il n'est pas facile de trouver une solution à ces problèmes, la chose est assurément envisageable pour ce qui est de la non-production d'agents de guerre chimique.

C 8.1 Vérification de la non-fabrication par inspection du matériel de production

Dans un très grand nombre de cas, on peut s'assurer de la non-fabrication de certains produits chimiques figurant dans les tableaux en inspectant le matériel de l'installation et en se fondant à cet égard sur des critères tels que ceux qui sont mentionnés au paragraphe C 4.

Il est relativement facile de vérifier la non-fabrication de produits chimiques létaux supertoxiques du tableau [1]. Vu leur volatilité et leur grande toxicité, ces produits chimiques exigent

des normes de sécurité si élevées et une telle étanchéité qu'une inspection visuelle du matériel suffira dans la grande majorité des cas pour s'assurer qu'ils ne peuvent y être fabriqués en quantités importantes. Il en va de même pour les agents de guerre potentiels du tableau [3]. On peut, semble-t-il, en dire autant pour le DF (no 8 du tableau [1]), car seules quelques installations semblent comporter de grandes cuves de production résistant au fluorure d'hydrogène.

Etant donné qu'une vérification par inspection des caractéristiques du matériel serait moins intrusive qu'une analyse d'échantillons, il serait utile, semble-t-il, d'examiner plus en détail les critères qui pourraient aider à déterminer si les installations de production ne sont pas capables de fabriquer certains produits chimiques figurant dans les tableaux.

C 8.2 Vérification de la non-production par analyse d'échantillons

Dans le cas d'installations comprenant des réacteurs et des bâtiments qui répondent à des critères tels que ceux qui sont énumérés au paragraphe C 4, il faudra prélever des échantillons et les analyser. Il en va de même pour la vérification de la non-production de BZ et QL (deux produits chimiques également inscrits au tableau [1]), étant donné que ces produits peuvent être obtenus dans des types de réacteurs largement répandus dans l'industrie civile.

Tel est également le cas pour la plupart des produits chimiques des tableaux [2] et [3], à l'exception des produits chimiques à double fin du tableau [3]. La possibilité de déceler la présence (ou la non-présence) de ces produits chimiques dans des échantillons serait beaucoup plus grande si l'on disposait à cet effet d'un matériel spécial de vérification (portatif).

C 9. Conclusions générales

1. Le résultat de l'inspection expérimentale décrite ci-dessus indique qu'en principe on peut vérifier dans un délai suffisamment court et à relativement peu de frais, au cours d'une inspection non annoncée, la non-production d'agents de guerre chimique dans un complexe polyvalent de taille moyenne (plus de 100 réacteurs).

2. Les techniques actuellement disponibles ne permettent pas de procéder à une brève vérification sur place de la non-production des composés 7 et 9 du tableau [1].
 3. On peut en dire autant des composés du tableau [2] et de ceux du tableau [3], à l'exception des produits chimiques à double fin 1 à 3.
 4. Il est indispensable d'obtenir l'entière coopération de la direction pour pouvoir procéder rapidement et efficacement à une inspection non annoncée.
-

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/926
22 juin 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 20 JUIN 1989, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT DES PAYS-BAS,
TRANSMETTANT DES DOCUMENTS ADOPTES A LA REUNION DU CONSEIL
DE L'ATLANTIQUE NORD A BRUXELLES, LES 29 et 30 MAI 1989

Au nom des Etats qui appartiennent à l'Alliance de l'Atlantique Nord et
qui sont membres de la Conférence du désarmement, j'ai l'honneur de vous
transmettre les documents suivants :

- "Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement participant
à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord à Bruxelles
(29 et 30 mai 1989)".
- "Concept global de maîtrise des armements, adopté par les chefs d'Etat
et de gouvernement à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord
à Bruxelles, les 29 et 30 mai 1989".

Les documents ci-joints constituent les versions officielles en langues
française et anglaise. Au nom des Etats précités, je vous saurais gré de bien
vouloir faire distribuer en tant que document officiel de la Conférence du
désarmement la présente lettre ainsi que les deux documents annexés adoptés
par le Conseil de l'Atlantique Nord dans leurs versions originales française
et anglaise.

L'Ambassadeur
Représentant permanent des Pays-Bas

(signé) Robert J. van Schaik

N A T O ————  ———— O T A N

SERVICE DE PRESSE

PRESS SERVICE

NATO/OTAN, 1110 Brussels/Bruxelles • Tel.: 728 41 11 • Telex: 25-399

Tel./fax/Télécopteurs: 728 30 37 - 728 30 38

PRESS COMMUNIQUE M-1(89)21

For immediate Release
30th May 1989

DECLARATION OF THE HEADS OF STATE AND GOVERNMENT
PARTICIPATING IN THE
MEETING OF THE NORTH ATLANTIC COUNCIL IN BRUSSELS
(29th-30th May 1989)

I

NATO's 40 Years of Success

1. As our Alliance celebrates its 40th Anniversary, we measure its achievements with pride. Founded in troubled times to safeguard our security, it has withstood the test of four decades, and has allowed our countries to enjoy in freedom one of the longest periods of peace and prosperity in their history. The Alliance has been a fundamental element of stability and co-operation. These are the fruits of a partnership based on enduring common values and interests, and on unity of purpose.

2. Our meeting takes place at a juncture of unprecedented change and opportunities. This is a time to look ahead, to chart the course of our Alliance and to set our agenda for the future.

A Time of Change

3. In our rapidly changing world, where ideas transcend borders ever more easily, the strength and accomplishments of democracy and freedom are increasingly apparent. The inherent inability of oppressive systems to fulfil the aspirations of their citizens has become equally evident.

4. In the Soviet Union, important changes are underway. We welcome the current reforms that have already led to greater openness, improved respect for human rights, active participation of the individual, and new attitudes in foreign policy. But much remains to be done. We still look forward to the full implementation of the announced change in priorities in the allocation of economic resources from the military to the civilian sector. If sustained, the reforms will strengthen prospects for fundamental improvements in East-West relations.

5. We also welcome the marked progress in some countries of Eastern Europe towards establishing more democratic institutions, freer elections and greater political pluralism and economic choice. However, we deplore the fact that certain Eastern European governments have chosen to ignore this reforming trend and continue all too frequently to violate human rights and basic freedoms.

Shaping the Future

6. Our vision of a just, humane and democratic world has always underpinned the policies of this Alliance. The changes that are now taking place are bringing us closer to the realisation of this vision.

7. We want to overcome the painful division of Europe, which we have never accepted. We want to move beyond the post-war period. Based on today's momentum of increased co-operation and tomorrow's common challenges, we seek to shape a new political order of peace in Europe. We will work as Allies to seize all opportunities to achieve this goal. But ultimate success does not depend on us alone.

Our guiding principles in the pursuit of this course will be the policies of the Harmel Report in their two complementary and mutually reinforcing approaches: adequate military strength and political solidarity and, on that basis, the search for constructive dialogue and co-operation, including arms control, as a means of bringing about a just and lasting peaceful order in Europe.

8. The Alliance's long-term objectives are:

- to ensure that wars and intimidation of any kind in Europe and North America are prevented, and that military aggression is an option which no government could rationally contemplate or hope successfully to undertake, and by doing so to lay the foundations for a world where military forces exist solely to preserve the independence and territorial integrity of their countries, as has always been the case for the Allies;
- to establish a new pattern of relations between the countries of East and West, in which ideological and military antagonism will be replaced with co-operation, trust and peaceful competition; and in which human rights and political freedoms will be fully guaranteed and enjoyed by all individuals.

9. Within our larger responsibilities as Heads of State or Government, we are also committed

- to strive for an international community founded on the rule of law, where all nations join together to reduce world tensions, settle disputes peacefully, and search for solutions to those issues of universal concern, including poverty, social injustice and the environment, on which our common fate depends.

II

Maintaining our Defence

10. Peace must be worked for; it can never be taken for granted. The greatly improved East-West political climate offers prospects for a stable and lasting peace, but experience teaches us that we must remain prepared. We can overlook neither the capabilities of the Warsaw Treaty countries for offensive military action, nor the potential hazards resulting from severe political strain and crisis.

11. A strong and united Alliance will remain fundamental not only for the security of our countries but also for our policy of supporting political change. It is the basis for further successful negotiations on arms control and on measures to strengthen mutual confidence through improved transparency and predictability. Military security and policies aimed at reducing tensions as well as resolving underlying political differences are not contradictory but complementary. Credible defence based on the principle of the indivisibility of security for all member countries will thus continue to be essential to our common endeavour.

12. For the foreseeable future, there is no alternative to the Alliance strategy for the prevention of war. This is a strategy of deterrence based upon an appropriate mix of adequate and effective nuclear and conventional forces which will continue to be kept up-to-date where necessary. We shall ensure the viability and credibility of these forces, while maintaining them at the lowest possible level consistent with our security requirements.

13. The presence of North American conventional and nuclear forces in Europe remains vital to the security of Europe just as Europe's security is vital to that of North America. Maintenance of this relationship requires that the Allies fulfil their essential commitments in support of the common defence. Each of our countries will accordingly assume its fair share of the risks, rôles and responsibilities of the Atlantic partnership. Growing European political unity can lead to a reinforced

European component of our common security effort and its efficiency. It will be essential to the success of these efforts to make the most effective use of resources made available for our security. To this end, we will seek to maximise the efficiency of our defence programmes and pursue solutions to issues in the area of economic and trade policies as they affect our defence. We will also continue to protect our technological capabilities by effective export controls on essential strategic goods.

Initiatives on Arms Control

14. Arms Control has always been an integral part of the Alliance's security policy and of its overall approach to East-West relations, firmly embedded in the broader political context in which we seek the improvement of those relations.

15. The Allies have consistently taken the lead in developing the conceptual foundations for arms control, identifying areas in which the negotiating partners share an interest in achieving a mutually satisfactory result while safeguarding the legitimate security interests of all.

16. Historic progress has been made in recent years, and we now see prospects for further substantial advances. In our determined effort to reduce the excessive weight of the military factor in the East-West relationship and increasingly to replace confrontation by co-operation, we can now exploit fully the potential of arms control as an agent of change.

17. We challenge the members of the Warsaw Treaty Organization to join us in accelerating efforts to sign and implement an agreement which will enhance security and stability in Europe by reducing conventional armed forces. To seize the unique opportunity at hand, we intend to present a proposal that will amplify and expand on the position we tabled at the opening of the CFE negotiations on 9th March. (*) We will

- register agreement, based on the ceilings already proposed in Vienna, on tanks, armoured troop carriers and artillery pieces held by members of the two Alliances in Europe, with all of the withdrawn equipment to be destroyed. Ceilings on tanks and armoured troop carriers will be based on proposals already tabled in Vienna; definitional questions on artillery pieces remain to be resolved;

(*) France takes this opportunity to recall that, since the mandate for the Vienna negotiations excludes nuclear weapons, it retains complete freedom of judgement and decision regarding the resources contributing to the implementation of its independent nuclear deterrent strategy.

- expand our current proposal to include reductions by each side to equal ceilings at the level 15 per cent below current Alliance holdings of helicopters and of all land-based combat aircraft in the Atlantic-to-the-Urals zone, with all the withdrawn equipment to be destroyed;
- propose a 20 per cent cut in combat manpower in US stationed forces, and a resulting ceiling on US and Soviet ground and air force personnel stationed outside of national territory in the Atlantic-to-the-Urals zone at approximately 275,000. This ceiling would require the Soviet Union to reduce its forces in Eastern Europe by some 325,000. United States and Soviet forces withdrawn will be demobilized;
- seek such an agreement within six months to a year and accomplish the reductions by 1992 or 1993. Accordingly, we have directed the Alliance's High Level Task Force on conventional arms control to complete the further elaboration of this proposal, including its verification elements, so that it may be tabled at the beginning of the third round of the CFE negotiations, which opens on 7th September 1989.

18. We consider as an important initiative President Bush's call for an "open skies" regime intended to improve confidence among States through reconnaissance flights, and to contribute to the transparency of military activity, to arms control and to public awareness. It will be the subject of careful study and wide-ranging consultations.

19. Consistent with the principles and objectives set out in our Comprehensive Concept of Arms Control and Disarmament which we have adopted at this meeting, we will continue to use arms control as a means to enhance security and stability at the lowest possible level of armed forces, and to strengthen confidence by further appropriate measures. We have already demonstrated our commitment to these objectives: both by negotiations and by unilateral action, resulting since 1979 in reductions of over one-third of the nuclear holdings assigned to SACEUR in Europe.

Towards an Enhanced Partnership

20. As the Alliance enters its fifth decade we will meet the challenge of shaping our relationship in a way which corresponds to the new political and economic realities of the 1990s. As we do so, we recognize that the basis of our security and prosperity - and of our hopes for better East-West

relations - is and will continue to be the close cohesion between the countries of Europe and of North America, bound together by their common values and democratic institutions as much as by their shared security interests.

21. Ours is a living and developing partnership. The strength and stability derived from our transatlantic bond provide a firm foundation for the achievement of our long-term vision, as well as of our goals for the immediate future. We recognize that our common tasks transcend the resources of either Europe or North America alone.

22. We welcome in this regard the evolution of an increasingly strong and coherent European identity, including in the security area. The process we are witnessing today provides an example of progressive integration, leaving centuries-old conflicts far behind. It opens the way to a more mature and balanced transatlantic partnership and constitutes one of the foundations of Europe's future structure.

23. To ensure the continuing success of our efforts we have agreed to

- strengthen our process of political consultation and, where appropriate, co-ordination, and have instructed the Council in Permanent Session to consider methods for its further improvement;
- expand the scope and intensity of our effort to ensure that our respective approaches to problems affecting our common security are complementary and mutually supportive;
- renew our support for our economically less-favoured partners and to reaffirm our goal of improving the present level of co-operation and assistance;
- continue to work in the appropriate fora for more commercial, monetary and technological co-operation, and to see to it that no obstacles impede such co-operation.

Overcoming the Division of Europe

24. Now, more than ever, our efforts to overcome the division of Europe must address its underlying political causes. Therefore all of us will continue to pursue a comprehensive approach encompassing the many dimensions of the East-West agenda. In keeping with our values, we place primary emphasis on basic freedoms for the people in Eastern Europe. These are also key elements for strengthening the stability and security of all states and for guaranteeing lasting peace on the continent.

25. The CSCE process encompasses our vision of a peaceful and more constructive relationship among all participating states. We intend to develop it further, in all its dimensions, and to make the fullest use of it.

We recognize progress in the implementation of CSCE commitments by some Eastern countries. But we call upon all of them to recognize and implement fully the commitments which all CSCE states have accepted. We will invoke the CSCE mechanisms - as most recently adopted in the Vienna Concluding Document - and the provisions of other international agreements, to bring all Eastern countries to:

- enshrine in law and practice the human rights and freedoms agreed in international covenants and in the CSCE documents, thus fostering progress towards the rule of law;
- tear down the walls that separate us physically and politically, simplify the crossing of borders, increase the number of crossing points and allow the free exchange of persons, information and ideas;
- ensure that people are not prevented by armed force from crossing the frontiers and boundaries which we share with Eastern countries, in exercise of their right to leave any country, including their own;
- respect in law and practice the right of all the people in each country to determine freely and periodically the nature of the government they wish to have;
- see to it that their peoples can decide through their elected authorities what form of relations they wish to have with other countries;
- grant the genuine economic freedoms that are linked inherently to the rights of the individual;
- develop transparency, especially in military matters, in pursuit of greater mutual understanding and reassurance.

26. The situation in and around Berlin is an essential element in East-West relations. The Alliance declares its commitment to a free and prosperous Berlin and to achieving improvements for the city especially through the Allied Berlin Initiative. The Wall dividing the city is an unacceptable symbol of the division of Europe. We seek a state of peace in Europe in which the German people regains its unity through free self-determination.

Our Design for Co-operation

27. We, for our part, have today reaffirmed that the Alliance must and will reintensify its own efforts to overcome the division of Europe and to explore all available avenues of co-operation and dialogue. We support the opening of Eastern societies and encourage reforms that aim at positive political,

economic and human rights developments. Tangible steps towards genuine political and economic reform improve possibilities for broad co-operation, while a continuing denial of basic freedoms cannot but have a negative effect. Our approach recognizes that each country is unique and must be treated on its own merits. We also recognize that it is essentially incumbent upon the countries of the East to solve their problems by reforms from within. But we can also play a constructive role within the framework of our Alliance as well as in our respective bilateral relations and in international organizations, as appropriate.

28. To that end, we have agreed the following joint agenda for the future:

- as opportunities develop, we will expand the scope of contacts and co-operation to cover a broad range of issues which are important to both East and West. Our goal is a sustained effort geared to specific tasks which will help deepen openness and promote democracy within Eastern countries and thus contribute to the establishment of a more stable peace in Europe;
- we will pursue in particular expanded contacts beyond the realm of government among individuals in East and West. These contacts should include all segments of our societies, but in particular young people, who will carry the responsibility for continuing our common endeavour;
- we will seek expanded economic and trade relations with the Eastern countries on the basis of commercially sound terms, mutual interest and reciprocity. Such relations should also serve as incentives for real economic reform and thus ease the way for increased integration of Eastern countries into the international trading system;
- we intend to demonstrate through increased co-operation that democratic institutions and economic choice create the best possible conditions for economic and social progress. The development of such open systems will facilitate co-operation and, consequently, make its benefits more available;
- an important task of our co-operation will be to explore means to extend Western experience and know-how to Eastern countries in a manner which responds to and promotes positive change. Exchanges in technical and managerial fields, establishment of co-operative training programmes, expansion of educational, scientific and cultural exchanges all offer possibilities which have not yet been exhausted;
- equally important will be to integrate Eastern European countries more fully into efforts to meet the social, environmental and technological challenges of the modern world, where common interests should prevail. In accordance with our concern for global challenges, we will seek to

engage Eastern countries in co-operative strategies in areas such as the environment, terrorism, and drugs. Eastern willingness to participate constructively in dealing with such challenges will help further co-operation in other areas as well;

- East-West understanding can be expanded only if our respective societies gain increased knowledge about one another and communicate effectively. To encourage an increase of Soviet and Eastern studies in universities of our countries and of corresponding studies in Eastern countries, we are prepared to establish a Fellowship/Scholarship programme to promote the study of our democratic institutions, with candidates being invited from Eastern as well as Western Europe and North America.

Global Challenges

29. Worldwide developments which affect our security interests are legitimate matters for consultation and, where appropriate, co-ordination among us. Our security is to be seen in a context broader than the protection from war alone.

30. Regional conflicts continue to be of major concern. The co-ordinated approach of Alliance members recently has helped toward settling some of the world's most dangerous and long-standing disputes. We hope that the Soviet Union will increasingly work with us in positive and practical steps towards diplomatic solutions to those conflicts that continue to preoccupy the international community.

31. We will seek to contain the newly emerging security threats and destabilizing consequences resulting from the uncontrolled spread and application of modern military technologies.

32. In the spirit of Article 2 of the Washington Treaty, we will increasingly need to address worldwide problems which have a bearing on our security, particularly environmental degradation, resource conflicts and grave economic disparities. We will seek to do so in the appropriate multilateral fora, in the widest possible co-operation with other States.

33. We will each further develop our close co-operation with the other industrial democracies akin to us in their objectives and policies.

34. We will redouble our efforts in a reinvigorated United Nations, strengthening its role in conflict settlement and peacekeeping, and in its larger endeavours for world peace.

Our "Third Dimension"

35. Convinced of the vital need for international co-operation in science and technology, and of its beneficial effect on global security, we have for several decades maintained Alliance programmes of scientific co-operation. Recognizing the importance of safeguarding the environment we have also co-operated, in the Committee on the Challenges of Modern Society, on environmental matters. These activities have demonstrated the broad range of our common pursuits. We intend to give more impact to our programmes with new initiatives in these areas.

The Future of the Alliance

36. We, the leaders of 16 free and democratic countries, have dedicated ourselves to the goals of the Alliance and are committed to work in unison for their continued fulfilment.

37. At this time of unprecedented promise in international affairs, we will respond to the hopes that it offers. The Alliance will continue to serve as the cornerstone of our security, peace and freedom. Secure on this foundation, we will reach out to those who are willing to join us in shaping a more stable and peaceful international environment in the service of our societies.

N A T O ———— O T A N

SERVICE DE PRESSE

PRESS SERVICE

NATO/OTAN, 1110 Brussels/Bruxelles • Tel.: 728 41 11 - Telex: 25-399
Telefax/Télécopieurs: 728 50 57 - 728 50 58

COMMUNIQUE DE PRESSE M-1(89)21

Pour diffusion immédiate
30 mai 1989

DECLARATION DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT PARTICIPANT A LA REUNION
DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD A BRUXELLES
(29 et 30 mai 1989)

I.

L'OTAN : quarante années de succès

1. Alors que notre Alliance célèbre son quarantième anniversaire, nous avons lieu d'être fiers de ce qu'elle a accompli. Fondée à une époque troublée pour sauvegarder notre sécurité, elle a subi avec succès l'épreuve de quatre décennies et permis à nos pays de jouir, dans la liberté, d'une des plus longues périodes de paix et de prospérité de leur histoire. Elle a constitué un élément essentiel de stabilité et de coopération. Ces résultats sont le fruit d'une association fondée sur une communauté de valeurs et d'intérêts durables et sur une unité de dessein.

2. Notre réunion se tient alors que se produisent de grands changements et que s'ouvrent des perspectives nouvelles. Nous sommes à un moment où il convient de tracer le chemin à suivre par notre Alliance, et de définir nos objectifs futurs.

Une époque de changement

3. Dans un monde en mutation rapide où les idées connaissent encore moins les frontières, la force et les acquis de la démocratie et de la liberté apparaissent avec de plus en plus d'éclat. L'inaptitude intrinsèque des régimes oppressifs à répondre aux aspirations de leurs citoyens devient tout aussi évidente.

4. En Union soviétique, des changements importants sont en cours. Nous accueillons avec satisfaction les réformes actuelles, qui ont déjà conduit à une plus grande ouverture, à un respect accru des droits de l'homme, à une participation plus active des individus et à de nouvelles attitudes dans le domaine de la politique étrangère. Mais beaucoup reste à faire. Nous attendons toujours avec intérêt de voir se réaliser le déplacement annoncé des priorités dans l'affectation des ressources économiques du secteur militaire vers le secteur civil. Si elles se poursuivent, les réformes renforceront les perspectives d'amélioration fondamentale des relations Est-Ouest.

5. Nous saluons aussi les nets progrès qui s'accomplissent dans certains pays d'Europe de l'Est vers l'établissement d'institutions plus démocratiques, des élections plus libres, un plus grand pluralisme politique et un plus large choix économique. Cependant, nous regrettons vivement que d'autres gouvernements d'Europe de l'Est aient choisi d'ignorer cette tendance réformatrice et continuent encore trop souvent à violer les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Construire l'avenir

6. Notre vision d'un monde juste, humain et démocratique a toujours inspiré les politiques de l'Alliance. Les changements qui ont lieu maintenant nous rapprochent de sa réalisation.

7. Nous voulons surmonter la douloureuse division de l'Europe, que nous n'avons jamais acceptée. Nous voulons dépasser la période de l'après-guerre. Tablant sur la dynamique de coopération que nous voyons se développer aujourd'hui et sur les défis communs que nous aurons à affronter demain, nous cherchons à construire un nouvel ordre politique pacifique en Europe. Nous nous emploierons en tant qu'Alliés à saisir toutes les occasions de parvenir à cet objectif. Mais le succès final ne dépend pas seulement de nous.

Les orientations dont nous nous inspirerons pour cela sont celles du rapport Harmel, dans leurs deux approches qui se complètent et se renforcent mutuellement : puissance militaire suffisante et solidarité politique et, sur cette base, recherche d'une coopération et d'un dialogue constructifs, y compris sur la maîtrise des armements, en vue d'instaurer un ordre de paix juste et durable en Europe.

8. L'Alliance a pour objectifs à long terme :

- de prévenir toute forme de guerre et d'intimidation en Europe et en Amérique du Nord et de faire en sorte qu'aucun gouvernement ne puisse raisonnablement envisager ou espérer entreprendre avec succès une agression, et de poser ainsi les fondements d'un monde où les forces armées existeront seulement pour garantir l'indépendance et l'intégrité territoriale des pays, comme c'est le cas pour les Alliés depuis toujours;
- d'établir un nouveau type de relations entre les pays de l'Est et de l'Ouest, dans lequel l'antagonisme idéologique et militaire fera place à la coopération, à la confiance et à l'émulation pacifique, et dans lequel la jouissance des droits de l'homme et des libertés politiques sera pleinement garantie pour tous.

9. Dans le cadre de nos responsabilités plus larges de chefs d'Etat et de gouvernement, nous sommes également résolus :

- à oeuvrer sans relâche pour une communauté internationale fondée sur la primauté du droit, dans laquelle tous les pays agiront de concert pour réduire les tensions dans le monde, régler pacifiquement les différends et chercher des solutions aux problèmes d'ampleur universelle, comme la pauvreté, l'injustice sociale et la dégradation de l'environnement, dont dépend notre sort à tous.

II.

Maintenir notre défense

10. La paix se construit. Elle ne peut jamais être tenue pour acquise. Le climat politique entre l'Est et l'Ouest, qui s'est nettement amélioré, offre des perspectives d'une paix stable et durable, mais l'expérience nous enseigne qu'il faut rester vigilant. Nous ne pouvons ni ignorer que les pays signataires du Traité de Varsovie disposent de moyens leur permettant de lancer une action militaire offensive, ni négliger les dangers que pourraient entraîner des tensions et des crises politiques graves.

11. Une Alliance forte et unie demeurera fondamentale non seulement pour la sécurité de nos pays, mais aussi pour notre action en faveur du changement politique. C'est sur cette base que nous pourrions poursuivre des négociations fructueuses sur la maîtrise des armements et sur de nouvelles mesures visant à renforcer la confiance mutuelle grâce à une transparence accrue et à une meilleure prévisibilité. La sécurité militaire et les démarches destinées à réduire les tensions et à faire disparaître les clivages politiques sous-jacents ne sont pas contradictoires mais complémentaires. Une défense crédible, reposant sur le principe de l'indivisibilité de la sécurité de tous les pays membres, restera donc essentielle pour notre effort commun.

12. Il n'existe pas, à échéance prévisible, d'alternative à la stratégie de l'Alliance pour prévenir la guerre. Il s'agit d'une stratégie de dissuasion fondée sur une combinaison appropriée de forces nucléaires et conventionnelles adéquates et efficaces, qui seront maintenues à niveau là où ce sera nécessaire. Nous ferons en sorte que ces forces restent viables et crédibles, au niveau minimum compatible avec les besoins de notre sécurité.

13. La présence en Europe de forces conventionnelles et nucléaires nord-américaines demeure vitale pour la sécurité de l'Europe, tout comme la sécurité de cette dernière est vitale pour celle de l'Amérique du Nord. Le maintien de cette relation implique que les Alliés remplissent leurs engagements essentiels au bénéfice de la défense commune. En conséquence, chacun de nos pays assumera sa juste part des risques, rôles et responsabilités inhérents à l'association transatlantique. L'évolution de l'Europe vers une plus grande unité politique peut conduire au renforcement de la composante européenne de notre effort pour la sécurité commune et de son efficacité. L'utilisation la plus rationnelle des ressources consacrées à la sécurité de nos pays sera déterminante pour le succès de cet effort. A cette fin, nous nous attacherons à gérer nos programmes de défense avec le maximum d'efficacité et nous chercherons à régler les questions qui, dans le domaine des politiques économiques et commerciales, ont des répercussions sur notre défense. Nous continuerons aussi de protéger notre potentiel technologique par un contrôle effectif des exportations de produits stratégiques essentiels.

Initiatives concernant la maîtrise des armements

14. La maîtrise des armements a toujours fait partie intégrante de la politique de sécurité de l'Alliance et de son approche d'ensemble des relations Est-Ouest; elle est indissociable du contexte politique plus général dans lequel nous cherchons à améliorer ces relations.

15. Les Alliés ont constamment pris l'initiative en vue de définir les bases conceptuelles de la maîtrise des armements, en déterminant les domaines dans lesquels les participants aux négociations trouvent un intérêt commun à parvenir à un résultat mutuellement satisfaisant compatible avec leurs intérêts de sécurité légitimes.

16. Des progrès historiques ont été accomplis ces dernières années et nous voyons se dessiner des perspectives de nouvelles avancées substantielles. Déterminés à réduire le poids excessif de l'élément militaire dans les relations Est-Ouest et à remplacer de plus en plus la confrontation par la coopération, nous pouvons désormais tirer le meilleur parti des possibilités qu'offre la maîtrise des armements comme facteur de changement.

17. Nous engageons instamment les membres du Pacte de Varsovie à se joindre à nous pour accélérer les efforts en vue de signer et d'appliquer un accord qui renforce la sécurité et la stabilité en Europe par des réductions des forces armées conventionnelles. Pour saisir l'occasion unique qui s'offre ainsi, nous comptons présenter une proposition qui complètera et élargira (*) la position que nous avons exposée à l'ouverture des négociations sur les FCE le 9 mars. A cette fin :

- nous entérinerons un accord, compte tenu des plafonds déjà proposés à Vienne pour les chars, les véhicules blindés de transport de troupes et les pièces d'artillerie détenus par les membres des deux alliances en Europe, tous les équipements retirés devant être détruits. Les plafonds relatifs aux chars et aux véhicules blindés de transport de troupes seront fondés sur les propositions déjà déposées à Vienne; des questions de définition restent à régler au sujet des pièces d'artillerie;
- nous développerons notre proposition actuelle en y incluant des réductions, de part et d'autre, jusqu'à des plafonds égaux inférieurs de 15 % au nombre d'hélicoptères et d'avions de combat basés à terre que détient l'Alliance dans la zone comprise entre l'Atlantique et l'Oural, tous les équipements retirés devant être détruits;
- nous proposerons une réduction de 20 % des effectifs des forces de combat américaines stationnées en Europe et, par voie de conséquence, l'application d'un plafond de 275.000 hommes environ aux effectifs des forces terrestres et aériennes américaines et soviétiques stationnées en dehors du territoire national, dans la zone comprise entre l'Atlantique et l'Oural. Pour respecter ce plafond, l'Union soviétique devrait réduire de 325.000 hommes environ ses forces en Europe de l'Est. Les forces américaines et soviétiques retirées seront démobilisées;

(*) A cette occasion, rappelant que le mandat des négociations de Vienne exclut le nucléaire, la France entend réaffirmer que sa liberté d'appréciation et de décision concernant les moyens concourant à la mise en oeuvre de sa stratégie autonome de dissuasion nucléaire demeure entière.

- nous chercherons à obtenir la conclusion d'un tel accord dans un délai de six mois à un an et à effectuer les réductions d'ici à 1992 ou 1993. En conséquence, nous avons chargé le Groupe de travail de haut niveau de l'Alliance sur la maîtrise des armements conventionnels de mettre définitivement au point cette proposition, y compris ses éléments de vérification, afin qu'elle puisse être déposée au début de la troisième série de négociations sur les FCE, qui s'ouvrira le 7 septembre 1989.

18. Nous considérons comme une importante initiative l'appel lancé par le président Bush en faveur d'un régime de libre survol des territoires, visant à améliorer la confiance entre les Etats en conduisant des opérations de reconnaissance et à contribuer à la transparence des activités militaires, à la maîtrise des armements et à l'information du public; elle fera l'objet d'une étude attentive et de larges consultations.

19. Conformément aux principes et aux objectifs définis dans notre concept global de maîtrise des armements et de désarmement, que nous avons adopté à la présente réunion, nous continuerons à nous servir de la maîtrise des armements comme moyen pour accroître la sécurité et la stabilité au plus bas niveau possible de forces armées, et à affermir la confiance par de nouvelles mesures appropriées. Nous avons déjà fait la preuve de notre attachement à ces objectifs : tant dans le cadre de négociations que de manière unilatérale, cela s'est traduit depuis 1979 par des réductions de plus d'un tiers des moyens nucléaires affectés au Commandement suprême des forces alliées en Europe (SACEUR).

Vers un renforcement de notre association

20. A l'aube de la cinquième décennie de notre Alliance, nous relèverons le défi d'adapter nos relations aux réalités politiques et économiques des années 90. Ce faisant, nous reconnaissons que notre sécurité et notre prospérité - ainsi que nos espoirs d'amélioration des relations Est-Ouest - reposent et continueront de reposer sur l'étroite cohésion des pays d'Europe et d'Amérique du Nord, liés par leurs valeurs communes et le caractère démocratique de leurs institutions autant que par leurs intérêts communs en matière de sécurité.

21. Nous faisons partie d'une association dynamique. La force et la stabilité du lien transatlantique fournissent un fondement solide pour réaliser nos objectifs à long terme, comme pour atteindre ceux de l'avenir immédiat. Nous reconnaissons que les missions qui nous incombent aux uns et aux autres dépassent les possibilités de l'Europe comme de l'Amérique du Nord seules.

22. A cet égard, nous nous félicitons de voir l'identité européenne s'affirmer avec une force et une cohérence croissantes, y compris dans le domaine de la sécurité. L'évolution à laquelle nous assistons aujourd'hui est un exemple d'intégration progressive, laissant loin derrière elle des conflits séculaires. Elle ouvre la voie à une association transatlantique plus responsable et plus équilibrée et constitue l'un des fondements de la future structure de l'Europe.

23. Pour que nos efforts continuent d'être fructueux, nous sommes convenus:

- de renforcer notre processus de consultation et, le cas échéant, de coordination politiques, et de charger le Conseil permanent d'envisager l'adoption de méthodes permettant d'améliorer encore ce processus;

- d'élargir et d'intensifier notre effort pour que nos approches respectives des problèmes affectant notre sécurité commune se complètent et s'étayent mutuellement;
- de renouveler notre soutien à nos partenaires moins favorisés sur le plan économique et de réaffirmer que notre objectif est d'accroître le niveau actuel de l'aide et de la coopération;
- de continuer à développer notre coopération dans les enceintes appropriées, tout en veillant à ce que des obstacles ne s'y opposent pas dans les domaines commercial, monétaire et technologique.

Surmonter la division de l'Europe

24. Les efforts que nous déployons pour surmonter la division de l'Europe doivent aujourd'hui, plus que jamais, s'attacher à ses causes politiques profondes. Par conséquent, chacun de nous continuera de poursuivre une approche d'ensemble des multiples dimensions du programme des relations Est-Ouest. Conformément aux valeurs que nous défendons, nous accordons une importance primordiale aux libertés fondamentales dont doivent jouir les individus en Europe de l'Est. Ce sont là également des éléments clés pour renforcer la stabilité et la sécurité de tous les Etats, ainsi que pour garantir une paix durable sur le continent.

25. Le processus de la CSCE reflète notre vision de ce que doivent être des relations pacifiques et plus constructives entre tous les Etats participants. Nous entendons le développer encore, dans toutes ses dimensions, et l'utiliser au mieux.

Nous reconnaissons que des progrès ont été accomplis par certains pays de l'Est quant à l'application des engagements pris dans le cadre de la CSCE. Mais nous appelons tous les pays de l'Est à reconnaître et à mettre pleinement en pratique les engagements que tous les Etats participant à la CSCE ont acceptés. Nous entendons faire appel aux mécanismes de la CSCE - tels qu'ils ont été récemment définis dans le document de clôture de Vienne - ainsi qu'aux dispositions d'autres accords internationaux, afin d'amener tous les pays de l'Est :

- à garantir dans la loi et dans la pratique le respect des droits de l'homme et des libertés reconnus par les conventions internationales et par les documents de la CSCE, ce qui ferait progresser l'état de droit;
- à abattre les murs qui nous séparent physiquement et politiquement, à simplifier le passage des frontières, à accroître le nombre de points de franchissement, et à libérer les contacts entre les personnes et les échanges d'informations et d'idées;
- à garantir que personne ne sera empêché par la force des armes de franchir les frontières que nous partageons avec les pays de l'Est, et que chacun pourra ainsi exercer son droit de quitter tout pays, y compris le sien;
- à respecter dans la loi et dans la pratique le droit de tous les citoyens de chaque pays de déterminer librement et périodiquement la nature du gouvernement qu'ils souhaitent avoir;

- à faire en sorte que tous leurs citoyens puissent décider, par l'intermédiaire de leurs instances élues, de la forme des relations qu'ils souhaitent entretenir avec d'autres pays;
- à accorder les véritables libertés économiques qui sont liées intrinsèquement aux droits de la personne;
- à développer la transparence, en particulier sur les questions militaires, ce qui permettrait d'améliorer la compréhension et la confiance mutuelles.

26. La situation à Berlin et alentour est un élément essentiel des relations Est-Ouest. L'Alliance se déclare résolue à veiller à la liberté et à la prospérité de la ville et à y obtenir des améliorations, notamment par l'initiative alliée sur Berlin. Le mur qui divise cette ville est un symbole inacceptable de la division de l'Europe. Nous recherchons l'établissement d'un état de paix en Europe où le peuple allemand retrouve son unité par la libre autodétermination.

Notre conception de la coopération

27. Pour notre part, nous avons réaffirmé aujourd'hui que l'Alliance redoublera d'effort pour surmonter la division de l'Europe et pour explorer toutes les possibilités de coopération et de dialogue qui s'offrent. Nous appuyons l'ouverture des sociétés d'Europe de l'Est et encourageons des réformes tendant à une évolution positive dans les domaines politique et économique ainsi que dans celui des droits de l'homme. L'adoption de mesures concrètes sur la voie d'une réforme politique et économique véritable améliore les possibilités de large coopération, tandis que le déni constant des libertés fondamentales ne peut avoir qu'un effet négatif. Notre approche reconnaît la spécificité de chaque pays, qui doit être traité selon ses caractéristiques propres. Nous reconnaissons également qu'il incombe essentiellement aux pays de l'Est de résoudre leurs problèmes par des réformes internes. Mais nous pouvons aussi jouer un rôle constructif dans le cadre de notre Alliance comme dans celui des relations bilatérales, de même qu'au sein des organisations internationales, selon le cas.

28. A cet effet, nous nous sommes entendus sur les points d'un programme d'action commun :

- à mesure que les occasions se présenteront, nous étendrons nos contacts et notre coopération à une vaste gamme de questions importantes pour l'Est comme pour l'Ouest. Nous entendons consacrer un effort soutenu à des actions spécifiques qui contribueront à accentuer l'ouverture et à promouvoir la démocratie dans les pays de l'Est, et ainsi à instaurer une paix plus stable en Europe;
- nous chercherons notamment à développer les contacts non officiels entre les citoyens des pays de l'Est et de l'Ouest en y associant tous les éléments de la société, et plus particulièrement la jeunesse qui aura la responsabilité de poursuivre nos efforts communs;

- nous chercherons à entretenir avec les pays de l'Est des relations économiques et commerciales plus larges, sur une base commercialement saine et tenant compte de l'intérêt mutuel et de la réciprocité. Ces relations devraient également inciter les pays de l'Est à entreprendre de véritables réformes économiques, et ouvrir la voie à une plus grande intégration de ces pays dans le système des échanges internationaux;
- nous voulons démontrer par une coopération accrue que les institutions démocratiques et les choix économiques constituent les meilleures conditions du progrès économique et social. Des systèmes politiques et économiques ouverts faciliteront la coopération et permettront d'en tirer un meilleur profit;
- un aspect important de notre coopération consistera à examiner les moyens de faire bénéficier les pays de l'Est de l'expérience et du savoir-faire des Occidentaux, de manière à répondre aux évolutions positives et à les encourager. Les échanges dans les domaines de la technique et de la gestion, la mise au point de programmes de formation en coopération, le développement des échanges dans les secteurs de l'éducation, de la science et de la culture nous offrent encore des possibilités à exploiter;
- il sera tout aussi important d'associer plus étroitement les pays d'Europe de l'Est aux efforts qui visent à relever les défis du monde moderne, dans les domaines social, technologique et de l'environnement, et où l'intérêt commun devrait prévaloir. Confrontés aux défis mondiaux, nous nous attacherons à faire participer les pays de l'Est à des stratégies de coopération pour la protection de l'environnement ainsi que pour la lutte contre le terrorisme et la drogue. La disposition des pays de l'Est à relever avec nous ces défis d'une manière constructive contribuera à développer la coopération dans d'autres domaines;
- la compréhension entre l'Est et l'Ouest ne pourra s'améliorer que si nos sociétés respectives arrivent à mieux se connaître et à communiquer effectivement. En vue d'encourager le développement d'études sur l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est dans nos universités et celui d'études correspondantes dans les pays de l'Est, nous sommes disposés à créer, à l'intention d'étudiants ou de chercheurs de l'Europe de l'Est comme de l'Ouest et de l'Amérique du Nord, un programme de bourses destiné à favoriser l'étude de nos institutions démocratiques.

Défis mondiaux

29. Les événements internationaux qui affectant nos intérêts en matière de sécurité nous conduisent légitimement à nous consulter et, le cas échéant, à coordonner nos positions. Notre sécurité est à considérer dans un contexte plus large que la seule prévention de la guerre.

30. Les conflits régionaux demeurent un souci majeur. La coordination des approches de pays membres de l'Alliance a récemment contribué à faire avancer le règlement de certains différends parmi les plus dangereux et les plus anciens dans le monde. Nous formons l'espoir que l'Union soviétique s'emploiera de plus en plus à trouver avec nous, par des mesures positives et pratiques, des solutions diplomatiques aux conflits qui continuent de préoccuper la communauté internationale.

31. Nous nous efforcerons de maîtriser les nouvelles menaces qui pourraient affecter notre sécurité et les conséquences déstabilisatrices de la dissémination incontrôlée et de l'application de technologies militaires modernes.

32. Dans l'esprit de l'article 2 du Traité de Washington, nous serons de plus en plus souvent amenés à traiter les problèmes mondiaux qui ont des incidences sur notre sécurité, particulièrement les atteintes à l'environnement, les conflits sur les ressources et les disparités économiques graves; nous tenterons de le faire dans les enceintes multilatérales compétentes, par la coopération la plus large possible avec d'autres pays.

33. Chacun de nos pays resserrera encore sa coopération avec les autres démocraties industrielles dont les objectifs et les politiques sont proches des nôtres.

34. Nous redoublerons d'effort au sein de l'Organisation des Nations Unies qui a trouvé un nouveau dynamisme, en renforçant son rôle dans le règlement des conflits et le maintien de la paix et en appuyant ses efforts accrus en faveur de la paix mondiale.

Notre "troisième dimension"

35. Convaincus de la nécessité vitale de la coopération scientifique et technique à l'échelle internationale et de son effet bénéfique pour la sécurité du monde, nous menons depuis plusieurs décennies, dans le cadre de l'Alliance, des programmes de coopération scientifique. Reconnaisant l'importance de la protection de l'environnement, nous avons aussi coopéré en la matière, au sein du Comité sur les défis de la société moderne. Ces activités ont montré toute la diversité des objectifs communs que nous poursuivons. Nous voulons donner un plus grand retentissement à nos programmes grâce à de nouvelles initiatives dans ces domaines.

L'avenir de l'Alliance

36. Nous, dirigeants de seize pays libres et démocratiques, sommes attachés à la réalisation des objectifs de notre Alliance et entendons oeuvrer à l'unisson pour qu'elle se poursuive.

37. A un moment où des promesses sans précédent se font jour dans les affaires internationales, nous répondrons aux espoirs qu'elles suscitent. L'Alliance restera la pierre angulaire de la sécurité, de la paix et de la liberté de nos pays. Confiants dans sa solidité, nous nous tournerons vers les pays qui sont disposés à se joindre à nous pour façonner un environnement international plus stable et plus pacifique, au service de nos sociétés.

N A T O —  — O T A N

SERVICE DE PRESSE

PRESS SERVICE

NATO/OTAN, 1110 Brussels/Bruzelles • Tel.: 728 41 11 • Telex: 25-599
Telefax/Télécopieurs: 728 50 57 - 728 50 58

PRESS COMMUNIQUE M-1(89)20

For immediate release
on 30th May 1989

A COMPREHENSIVE CONCEPT OF ARMS CONTROL AND DISARMAMENT

1. At Reykjavik in June 1987, Ministers stated that the arms control problems facing the Alliance raised complex and interrelated issues that needed to be evaluated together, bearing in mind overall progress in arms control negotiations as well as the requirements of Alliance security and of its strategy of deterrence. They therefore directed the Council in Permanent Session, working in conjunction with the appropriate military authorities, to "consider the further development of a comprehensive concept of arms control and disarmament".(1)

2. The attached report, prepared by the Council in response to that mandate, was adopted by Heads of State and Government at the meeting of the North Atlantic Council in Brussels on 29th and 30th May 1989.

(1) For ease of reference, the text of the Reykjavik Communiqué is attached.

A COMPREHENSIVE CONCEPT OF ARMS CONTROL AND DISARMAMENT

A REPORT ADOPTED BY
HEADS OF STATE AND GOVERNMENT
AT THE MEETING OF THE NORTH ATLANTIC COUNCIL
IN BRUSSELS
ON 29TH AND 30TH MAY 1989

I. INTRODUCTION

1. The overriding objective of the Alliance is to preserve peace in freedom, to prevent war, and to establish a just and lasting peaceful order in Europe. The Allies' policy to this end was set forth in the Harmel Report of 1967. It remains valid. According to the Report, the North Atlantic Alliance's "first function is to maintain adequate military strength and political solidarity to deter aggression and other forms of pressure and to defend the territory of member countries if aggression should occur". On that basis, the Alliance can carry out "its second function, to pursue the search for progress towards a more stable relationship in which the underlying political issues can be solved". As the Report observed, military security and a policy aimed at reducing tensions are "not contradictory, but complementary". Consistent with these principles, Allied Heads of State and Government have agreed that arms control is an integral part of the Alliance's security policy.

2. The possibilities for fruitful East-West dialogue have significantly improved in recent years. More favourable conditions now exist for progress towards the achievement of the Alliance's objectives. The Allies are resolved to grasp this opportunity. They will continue to address both the symptoms and the causes of political tension in a manner that respects the legitimate security interests of all states concerned.

3. The achievement of the lasting peaceful order which the Allies seek will require that the unnatural division of Europe, and particularly of Germany, be overcome, and that, as stated in the Helsinki Final Act, the sovereignty and territorial integrity of all states and the right of peoples to self-determination be respected and that the rights of all individuals, including their right of political choice, be protected. The members of the Alliance accordingly attach central importance to further progress in the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) process, which serves as a framework for the promotion of peaceful evolution in Europe.

4. The CSCE process provides a means to encourage stable and constructive East-West relations by increasing contacts between people, by seeking to ensure that basic rights and freedoms are respected in law and practice, by furthering political exchanges and mutually beneficial cooperation across a broad range of endeavours, and by enhancing security and openness in the military sphere. The Allies will continue to demand full implementation of all the principles and provisions of the Helsinki Final Act, the Madrid Concluding Document, the Stockholm Document, and the Concluding Document of the Vienna Meeting. The latter document marks a major advance in the CSCE process and should stimulate further beneficial changes in Europe.

5. The basic goal of the Alliance's arms control policy is to enhance security and stability at the lowest balanced level of forces and armaments consistent with the requirements of the strategy of deterrence. The Allies are committed to achieving continuing progress towards all their arms control objectives. The further development of the Comprehensive Concept is designed to assist this by ensuring an integrated approach covering both defence policy and arms control policy: these are complementary and interactive. This work also requires full consideration of the interrelationship between arms control objectives and defence requirements and how various arms control measures, separately and in conjunction with each other, can strengthen Alliance security. The guiding principles and basic objectives which have so far governed the arms control policy of the Alliance remain valid. Progress in achieving these objectives is, of course, affected by a number of factors. These include the overall state of East-West relations, the military requirements of the Allies, the progress of existing and future arms control negotiations, and developments in the CSCE process. The further development and implementation of a comprehensive concept of arms control and disarmament will take place against this background.

II. EAST-WEST RELATIONS AND ARMS CONTROL

6. The Alliance continues to seek a just and stable peace in Europe in which all states can enjoy undiminished security at the minimum necessary levels of forces and armaments and all individuals can exercise their basic rights and freedoms. Arms control alone cannot resolve longstanding political differences between East and West nor guarantee a stable peace. Nonetheless, achievement of the Alliance's goal will require substantial advances in arms control, as well as more fundamental changes in political relations. Success in arms control, in addition to enhancing military security, can encourage improvements in the East-West political dialogue and thereby contribute to the achievement of broader Alliance objectives.

7. To increase security and stability in Europe, the Alliance has consistently pursued every opportunity for effective arms control. The Allies are committed to this policy, independent of any changes that may occur in the climate of East-West relations. Success in arms control, however, continues to depend not on our own efforts alone, but also on Eastern and particularly Soviet readiness to work constructively towards mutually beneficial results.

8. The immediate past has witnessed unprecedented progress in the field of arms control. In 1986 the Stockholm Conference on Disarmament in Europe (CDE) agreement created an innovative system of confidence and security-building measures, designed to promote military transparency and predictability. To date, these have been satisfactorily implemented. The 1987 INF Treaty marked another major step forward because it eliminated a whole class of weapons, it established the principle of asymmetrical reductions, and provided for a stringent verification regime. Other achievements include the establishment in the United States and the Soviet Union of nuclear risk reduction centres, the US/Soviet agreement on prior notification of ballistic missile launches, and the conduct of the Joint Verification Experiment in connection with continued US/Soviet negotiations on nuclear testing.

9. In addition to agreements already reached, there has been substantial progress in the START negotiations which are intended to reduce radically strategic nuclear arsenals and eliminate destabilising offensive capabilities. The Paris Conference on the Prohibition of Chemical Weapons has reaffirmed the authority of the 1925 Geneva Protocol and given powerful political impetus to the negotiations in Geneva for a global, comprehensive and effectively verifiable ban on chemical weapons. New distinct negotiations within the framework of the CSCE process have now begun in Vienna: one on conventional armed forces in Europe between the 23 members of NATO and the Warsaw Treaty Organization (WTO) and one on confidence- and security-building measures (CSBMs) among all 35 signatories of the Helsinki Final Act.

10. There has also been substantial progress on other matters important to the West. Soviet troops have left Afghanistan. There has been movement toward the resolution of some, although not all, of the remaining regional conflicts in which the Soviet Union is involved. The observance of human rights in the Soviet Union and in some of the other WTO countries has significantly improved, even if serious deficiencies remain. The recent Vienna CSCE Follow-up meeting succeeded in setting new, higher standards of conduct for participating states and should stimulate further progress in the CSCE process. A new intensity of dialogue, particularly at high-level, between East and West opens new opportunities and testifies to the Allies' commitment to resolve the fundamental problems that remain..

11. The Alliance does not claim exclusive responsibility for this favourable evolution in East-West relations. In recent years, the East has become more responsive and flexible. Nonetheless, the Alliance's contribution has clearly been fundamental. Most of the achievements to date, which have been described above, were inspired by initiatives by the Alliance or its members. The Allies' political solidarity, commitment to defence, patience and creativity in negotiations overcame initial obstacles and brought its efforts to fruition. It was the Alliance that drew up the basic blueprints for East-West progress and has since pushed them forward towards realisation. In particular, the concepts of stability, reasonable sufficiency, asymmetrical reductions, concentration on the most offensive equipment, rigorous verification, transparency, a single zone from the Atlantic to the Urals, and the balanced and comprehensive nature of the CSCE process, are Western-inspired.

12. Prospects are now brighter than ever before for lasting, qualitative improvements in the East-West relationship. There continue to be clear signs of change in the internal and external policies of the Soviet Union and of some of its Allies. The Soviet leadership has stated that ideological competition should play no part in inter-state relations. Soviet acknowledgement of serious shortcomings in its past approaches to international as well as domestic issues creates opportunities for progress on fundamental political problems.

13. At the same time, serious concerns remain. The ambitious Soviet reform programme, which the Allies welcome, will take many years to complete. Its success cannot be taken for granted given the magnitude of the problems it faces and the resistance generated. In Eastern Europe, progress in constructive reform is still uneven and the extent of these reforms remains to be determined. Basic human rights still need to be firmly anchored in law and practice, though in some Warsaw Pact countries improvements are underway. Although the WTO has recently announced and begun unilateral reductions in some of its forces, the Soviet Union continues to deploy military forces and to maintain a pace of military production in excess of legitimate defensive requirements. Moreover, the geo-strategic realities favour the geographically contiguous Soviet-dominated WTO as against the geographically separated democracies of the North Atlantic Alliance. It has long been an objective of the Soviet Union to weaken the links between the European and North American members of the Alliance.

14. We face an immediate future that is promising but still uncertain. The Allies and the East face both a challenge and an opportunity to capitalise on present conditions in order to increase mutual security. The progress recently made in East-West relations has given new impetus to the arms control process and has enhanced the possibilities of achieving the Alliance's arms control objectives, which complement the other elements of the Alliance's security policy.

III. PRINCIPLES OF ALLIANCE SECURITY

15. Alliance security policy aims to preserve peace in freedom by both political means and the maintenance of a military capability sufficient to prevent war and to provide for effective defence. The fact that the Alliance has for forty years safeguarded peace in Europe bears witness to the success of this policy.

16. Improved political relations and the progressive development of cooperative structures between Eastern and Western countries are important components of Alliance policy. They can enhance mutual confidence, reduce the risk of misunderstanding, ensure that there are in place reliable arrangements for crisis management so that tensions can be defused, render the situation in Europe more open and predictable, and encourage the development of wider cooperation in all fields.

17. In underlining the importance of these facts for the formulation of Alliance policy, the Allies reaffirm that, as stated in the Harmel Report, the search for constructive dialogue and cooperation with the countries of the East, including arms control and disarmament, is based on political solidarity and adequate military strength.

18. Solidarity among the Alliance countries is a fundamental principle of their security policy. It reflects the indivisible nature of their security. It is expressed by the willingness of each country to share fairly the risks, burdens and responsibilities of the common effort as well as its benefits. In particular, the presence in Europe of the United States' conventional and nuclear forces and of Canadian forces demonstrates that North American and European security interests are inseparably bound together.

19. From its inception the Alliance of Western democracies has been defensive in purpose. This will remain so. None of our weapons will ever be used except in self-defence. The Alliance does not seek military superiority nor will it ever do so. Its aim has always been to prevent war and any form of coercion and intimidation.

20. Consistent with the Alliance's defensive character, its strategy is one of deterrence. Its objective is to convince a potential aggressor before he acts that he is confronted with a risk that outweighs any gain - however great - he might hope to secure from his aggression. The purpose of this strategy defines the means needed for its implementation.

21. In order to fulfil its strategy, the Alliance must be capable of responding appropriately to any aggression and of meeting its commitment to the defence of the frontiers of its members' territory. For the foreseeable future, deterrence requires an appropriate mix of adequate and effective nuclear and conventional forces which will continue to be kept up to date where necessary; for it is only by their evident and perceived capability for effective use that such forces and weapons deter.

22. Conventional forces make an essential contribution to deterrence. The elimination of asymmetries between the conventional forces of East and West in Europe would be a major breakthrough, bringing significant benefits for stability and security. Conventional defence alone cannot, however, ensure deterrence. Only the nuclear element can confront an aggressor with an unacceptable risk and thus plays an indispensable role in our current strategy of war prevention.

23. The fundamental purpose of nuclear forces - both strategic and sub-strategic - is political: to preserve the peace and to prevent any kind of war. Such forces contribute to deterrence by demonstrating that the Allies have the military capability and the political will to use them, if necessary, in response to aggression. Should aggression occur, the aim would be to restore deterrence by inducing the aggressor to reconsider his decision, to terminate his attack and to withdraw and thereby to restore the territorial integrity of the Alliance.

24. Conventional and nuclear forces, therefore, perform different but complementary and mutually reinforcing roles. Any perceived inadequacy in either of these two elements, or the impression that conventional forces could be separated from nuclear, or sub-strategic from strategic nuclear forces, might lead a potential adversary to conclude that the risks of launching aggression might be calculable and acceptable. No single element can, therefore, be regarded as a substitute compensating for deficiencies in any other.

25. For the foreseeable future, there is no alternative strategy for the prevention of war. The implementation of this strategy will continue to ensure that the security interests of all Alliance members are fully safeguarded. The principles

underlying the strategy of deterrence are of enduring validity. Their practical expression in terms of the size, structure and deployment of forces is bound to change. As in the past, these elements will continue to evolve in response to changing international circumstances, technological progress and developments in the scale of the threat - in particular, in the posture and capabilities of the forces of the Warsaw Pact.

26. Within this overall framework, strategic nuclear forces provide the ultimate guarantee of deterrence for the Allies. They must be capable of inflicting unacceptable damage on an aggressor state even after it has carried out a first strike. Their number, range, survivability and penetration capability need to ensure that a potential aggressor cannot count on limiting the conflict or regarding his own territory as a sanctuary. The strategic nuclear forces of the United States provide the cornerstone of deterrence for the Alliance as a whole. The independent nuclear forces of the United Kingdom and France fulfil a deterrent role of their own and contribute to the overall deterrence strategy of the Alliance by complicating the planning and risk assessment of a potential aggressor.

27. Nuclear forces below the strategic level provide an essential political and military linkage between conventional and strategic forces and, together with the presence of Canadian and the United States forces in Europe, between the European and North American members of the Alliance. The Allies' sub-strategic nuclear forces are not designed to compensate for conventional imbalances. The levels of such forces in the integrated military structure nevertheless must take into account the threat - both conventional and nuclear - with which the Alliance is faced. Their role is to ensure that there are no circumstances in which a potential aggressor might discount the prospect of nuclear retaliation in response to military action. Nuclear forces below the strategic level thus make an essential contribution to deterrence.

28. The wide deployment of such forces among countries participating in the integrated military structure of the Alliance, as well as the arrangements for consultation in the nuclear area among the Allies concerned, demonstrates solidarity and willingness to share nuclear roles and responsibilities. It thereby helps to reinforce deterrence.

29. Conventional forces contribute to deterrence by demonstrating the Allies' will to defend themselves and by minimising the risk that a potential aggressor could anticipate a quick and easy victory or limited territorial gain achieved solely by conventional means.

30. They must thus be able to respond appropriately and to confront the aggressor immediately and as far forward as possible with the necessary resistance to compel him to end the conflict and to withdraw or face possible recourse to the use of nuclear weapons by the Allies. The forces of the Allies must be deployed and equipped so as to enable them to fulfil this role at all times. Moreover, since the Alliance depends on reinforcements from the North American continent, it must be able to keep open sea and air lines of communication between North America and Europe.

31. All member countries of the Alliance strongly favour a comprehensive, effectively verifiable, global ban on the development, production, stockpiling and use of chemical weapons. Chemical weapons represent a particular case, since the Alliance's overall strategy of war prevention, as noted earlier, depends on an appropriate mix of nuclear and conventional weapons. Pending the achievement of a global ban on chemical weapons, the Alliance recognises the need to implement passive defence measures. A retaliatory capability on a limited scale is retained in view of the Soviet Union's overwhelming chemical weapons capability.

32. The Allies are committed to maintaining only the minimum level of forces necessary for their strategy of deterrence, taking into account the threat. There is, however, a level of forces, both nuclear and conventional, below which the credibility of deterrence cannot be maintained. In particular, the Allies have always recognised that the removal of all nuclear weapons from Europe would critically undermine deterrence strategy and impair the security of the Alliance.

33. The Alliance's defence policy and its policy of arms control and disarmament are complementary and have the same goal: to maintain security at the lowest possible level of forces. There is no contradiction between defence policy and arms control policy. It is on the basis of this fundamental consistency of principles and objectives that the comprehensive concept of arms control and disarmament should be further developed and the appropriate conclusions drawn in each of the areas of arms control.

IV. ARMS CONTROL AND DISARMAMENT: PRINCIPLES AND OBJECTIVES

34. Our vision for Europe is that of an undivided continent where military forces only exist to prevent war and to ensure self-defence, as has always been the case for the Allies, not for the purpose of initiating aggression or for political or military intimidation. Arms control can contribute to the realisation of that vision as an integral part of the Alliance's security policy and of our overall approach to East-West relations.

35. The goal of Alliance arms control policy is to enhance security and stability. To this end, the Allies' arms control initiatives seek a balance at a lower level of forces and armaments through negotiated agreements and, as appropriate, unilateral actions, recognising that arms control agreements are only possible where the negotiating partners share an interest in achieving a mutually satisfactory result. The Allies' arms control policy seeks to remove destabilising asymmetries in forces or equipment. It also pursues measures designed to build mutual confidence and to reduce the risk of conflict by promoting greater transparency and predictability in military matters.

36. In enhancing security and stability, arms control can also bring important additional benefits for the Alliance. Given the dynamic aspects of the arms control process, the principles and results embodied in one agreement may facilitate other arms control steps. In this way arms control can also make possible further reductions in the level of Alliance forces and armaments, consistent with the Alliance's strategy of war prevention. Furthermore, as noted in Chapter II, arms control can make a significant contribution to the development of more constructive East-West relations and of a framework for further cooperation within a more stable and predictable international environment. Progress in arms control can also enhance public confidence in and promote support for our overall security policy.

Guiding Principles for Arms Control

37. The members of the Alliance will be guided by the following principles:

- Security: Arms control should enhance the security of all Allies. Both during the implementation period and following implementation, the Allies' strategy of deterrence and their ability to defend themselves, must remain credible and effective. Arms control measures should maintain the strategic unity and political cohesion of the Alliance, and should safeguard the principle of the indivisibility of Alliance security by avoiding the creation of areas of unequal security. Arms control measures should respect the legitimate security interests of all states and should not facilitate the transfer or intensification of threats to third party states or regions.
- Stability: Arms control measures should yield militarily significant results that enhance stability. To promote stability, arms control measures should reduce or eliminate those capabilities which are most

threatening to the Alliance. Stability can also be enhanced by steps that promote greater transparency and predictability in military matters. Military stability requires the elimination of options for surprise attack and for large-scale offensive action. Crisis stability requires that no state have forces of a size and configuration which, when compared with those of others, could enable it to calculate that it might gain a decisive advantage by being the first to resort to arms. Stability also requires measures which discourage destabilising attempts to re-establish military advantage through the transfer of resources to other types of armament. Agreements must lead to final results that are both balanced and ensure equality of rights with respect to security.

- Verifiability: Effective and reliable verification is a fundamental requirement for arms control agreements. If arms control is to be effective and to build confidence, the verifiability of proposed arms control measures must, therefore, be of central concern for the Alliance. Progress in arms control should be measured against the record of compliance with existing agreements. Agreed arms control measures should exclude opportunities for circumvention.

Alliance Arms Control Objectives

38. In accordance with the above principles, the Allies are pursuing an ambitious arms control agenda for the coming years in the nuclear, conventional and chemical fields.

Nuclear Forces

39. The INF Agreement represents a milestone in the Allies' efforts to achieve a more secure peace at lower levels of arms. By 1991, it will lead to the total elimination of all United States and Soviet intermediate range land-based missiles, thereby removing the threat which such Soviet systems presented to the Alliance. Implementation of the agreement, however, will affect only a small proportion of the Soviet nuclear armoury, and the Alliance continues to face a substantial array of modern and effective Soviet systems of all ranges. The full realisation of the Alliance agenda thus requires that further steps be taken.

Strategic Nuclear Forces

40. Soviet strategic systems continue to pose a major threat to the whole of the Alliance. Deep cuts in such systems are in the direct interests of the entire Western Alliance, and therefore their achievement constitutes a priority for the Alliance in the nuclear field.

41. The Allies thus fully support the US objectives of achieving, within the context of the Strategic Arms Reduction Talks, fifty percent reductions in US and Soviet strategic nuclear arms. US proposals seek to enhance stability by placing specific restrictions on the most destabilising elements of the threat - fast flying ballistic missiles, throw-weight and, in particular, Soviet heavy ICBMs. The proposals are based on the need to maintain the deterrent credibility of the remaining US strategic forces which would continue to provide the ultimate guarantee of security for the Alliance as a whole; and therefore on the necessity to keep such forces effective. Furthermore, the United States is holding talks with the Soviet Union on defence and space matters in order to ensure that strategic stability is enhanced.

Sub-Strategic Nuclear Forces

42. The Allies are committed to maintaining only the minimum number of nuclear weapons necessary to support their strategy of deterrence. In line with this commitment, the members of the integrated military structure have already made major unilateral cuts in their sub-strategic nuclear armoury. The number of land-based warheads in Western Europe has been reduced by over one-third since 1979 to its lowest level in over 20 years. Updating where necessary of their sub-strategic systems would result in further reductions.

43. The Allies continue to face the direct threat posed to Europe by the large numbers of shorter-range nuclear missiles deployed on Warsaw Pact territory and which have been substantially upgraded in recent years. Major reductions in Warsaw Pact systems would be of overall value to Alliance security. One of the ways to achieve this aim would be by tangible and verifiable reductions of American and Soviet land-based nuclear missile systems of shorter range leading to equal ceilings at lower levels.

44. But the sub-strategic nuclear forces deployed by member countries of the Alliance are not principally a counter to similar systems operated by members of the WTO. As is explained in Chapter III, sub-strategic nuclear forces fulfil an essential role in overall Alliance deterrence strategy by ensuring that there are no circumstances in which a potential aggressor might discount nuclear retaliation in response to his military action.

45. The Alliance reaffirms its position that for the foreseeable future there is no alternative to the Alliance's strategy for the prevention of war, which is a strategy of deterrence based upon an appropriate mix of adequate and effective nuclear and conventional forces which will continue to be kept up to date where necessary. Where nuclear forces are concerned, land-, sea-, and air-based systems, including ground-based missiles, in the present circumstances and as far as can be foreseen will be needed in Europe.

46. In view of the huge superiority of the Warsaw Pact in terms of short-range nuclear missiles, the Alliance calls upon the Soviet Union to reduce unilaterally its short-range missile systems to the current levels within the integrated military structure.

47. The Alliance reaffirms that at the negotiations on conventional stability it pursues the objectives of:

- the establishment of a secure and stable balance of conventional forces at lower levels;
- the elimination of disparities prejudicial to stability and security; and
- the elimination as a matter of high priority of the capability for launching surprise attack and for initiating large-scale offensive action.

48. In keeping with its arms control objectives formulated in Reykjavik in 1987 and reaffirmed in Brussels in 1988, the Alliance states that one of its highest priorities in negotiations with the East is reaching an agreement on conventional force reductions which would achieve the objectives above. In this spirit, the Allies will make every effort, as evidenced by the outcome of the May 1989 Summit, to bring these conventional negotiations to an early and satisfactory conclusion. The United States has expressed the hope that this could be achieved within six to twelve months. Once implementation of such an agreement is underway, the United States, in consultation with the Allies concerned, is prepared to enter into negotiations to achieve a partial reduction of American and Soviet land-based nuclear missile forces of shorter range to equal and verifiable levels. With special reference to the Western proposals on CFE tabled in Vienna, enhanced by the proposals by the United States at the May 1989 Summit, the Allies concerned proceed on the understanding that negotiated reductions leading to a level below the existing level of their SNF missiles will not be carried out until the results of these negotiations have been implemented. Reductions of Warsaw Pact SNF systems should be carried out before that date.

49. As regards the sub-strategic nuclear forces of the members of the integrated military structure, their level and characteristics must be such that they can perform their deterrent role in a credible way across the required spectrum of ranges, taking into account the threat - both conventional and nuclear - with which the Alliance is faced. The question concerning the introduction and deployment of a follow-on system for the Lance will be dealt with in 1992 in the light of overall security developments. While a decision for national authorities, the Allies concerned recognise the value of the continued funding by the United States of research and development of a follow-on for the existing Lance short-range missile, in order to preserve their options in this respect.

Conventional Forces

50. As set out in the March 1988 Summit statement and in the Alliance's November 1988 data initiative, the Soviet Union's military presence in Europe, at a level far in excess of its needs for self-defence, directly challenges our security as well as our aspirations for a peaceful order in Europe. Such excessive force levels create the risk of political intimidation or threatened aggression. As long as they exist, they present an obstacle to better political relations between all states of Europe. The challenge to security is, moreover, not only a matter of the numerical superiority of WTO forces. WTO tanks, artillery and armoured troop carriers are concentrated in large formations and deployed in such a way as to give the WTO a capability for surprise attack and large-scale offensive action. Despite the recent welcome publication by the WTO of its assessment of the military balance in Europe, there is still considerable secrecy and uncertainty about its actual capabilities and intentions.

51. In addressing these concerns, the Allies' primary objectives are to establish a secure and stable balance of conventional forces in Europe at lower levels, while at the same time creating greater openness about military organisation and activities in Europe.

52. In the Conventional Forces in Europe (CFE) talks between the 23 members of the two alliances, the Allies are proposing:

- reductions to an overall limit on the total holdings of armaments in Europe, concentrating on the most threatening systems, i.e. those capable of seizing and holding territory;

- a limit on the proportion of these total holdings belonging to any one country in Europe (since the security and stability of Europe require that no state exceed its legitimate needs for self-defence);
- a limit on stationed forces (thus restricting the forward deployment and concentration of Soviet forces in Eastern Europe); and,
- appropriate numerical sub-limits on forces which will apply simultaneously throughout the Atlantic to the Urals area.

These measures, taken together, will necessitate deep cuts in the WTO conventional forces which most threaten the Alliance. The resulting reductions will have to take place in such a way as to prevent circumvention, e.g. by ensuring that the armaments reduced are destroyed or otherwise disposed of. Verification measures will be required to ensure that all states have confidence that entitlements are not exceeded.

53. These measures alone, however, will not guarantee stability. The regime of reductions will have to be backed up by additional measures which should include measures of transparency, notification and constraint applied to the deployment, storage, movement and levels of readiness and availability of conventional forces.

54. In the CSBM negotiations, the Allies aim to maintain the momentum created by the successful implementation of the Stockholm Document by proposing a comprehensive package of measures to improve:

- transparency about military organisation,
- transparency and predictability of military activities,
- contacts and communication,

and have also proposed an exchange of views on military doctrine in a seminar setting.

55. The implementation of the Allies' proposals in the CFE negotiations and of their proposals for further confidence and security-building measures would achieve a quantum improvement in European security. This would have important and positive consequences for Alliance policy both in the field of defence and arms control. The outcome of the CFE negotiations would provide a framework for determining the future Alliance force structure

required to perform its fundamental task of preserving peace in freedom. In addition, the Allies would be willing to contemplate further steps to enhance stability and security if the immediate CFE objectives are achieved - for example, further reductions or limitations of conventional armaments and equipment, or the restructuring of armed forces to enhance defensive capabilities and further reduce offensive capabilities.

56. The Allies welcome the declared readiness of the Soviet Union and other WTO members to reduce their forces and adjust them towards a defensive posture and await implementation of these measures. This would be a step in the direction of redressing the imbalance in force levels existing in Europe and towards reducing the Warsaw Pact capability for surprise attack. The announced reductions demonstrate the recognition by the Soviet Union and other WTO members of the conventional imbalance, long highlighted by the Allies as a key problem of European security.

Chemical Weapons

57. The Soviet Union's chemical weapons stockpile poses a massive threat. The Allies are committed to conclude, at the earliest date, a worldwide, comprehensive and effectively verifiable ban on all chemical weapons.

58. All Alliance states subscribe to the prohibitions contained in the Geneva Protocol for the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or Other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. The Paris Conference on the Prohibition of Chemical Weapons reaffirmed the importance of the commitments made under the Geneva Protocol and expressed the unanimous will of the international community to eliminate chemical weapons completely at an early date and thereby to prevent any recourse to their use.

59. The Allies wish to prohibit not only the use of these abhorrent weapons, but also their development, production, stockpiling and transfer, and to achieve the destruction of existing chemical weapons and production facilities in such a way as to ensure the undiminished security of all participants at each stage in the process. Those objectives are being pursued in the Geneva Conference on Disarmament. Pending agreement on a global ban, the Allies will enforce stringent controls on the export of commodities related to chemical weapons production. They will also attempt to stimulate more openness among states about chemical weapons capabilities in order to promote greater confidence in the effectiveness of a global ban.

V. CONCLUSIONS:

Arms Control and Defence Interrelationships

60. The Alliance is committed to pursuing a comprehensive approach to security, embracing both arms control and disarmament, and defence. It is important, therefore, to ensure that interrelationships between arms control issues and defence requirements and amongst the various arms control areas are fully considered. Proposals in any one area of arms control must take account of the implications for Alliance interests in general and for other negotiations. This is a continuing process.

61. It is essential that defence and arms control objectives remain in harmony in order to ensure their complementary contribution to the goal of maintaining security at the lowest balanced level of forces consistent with the requirements of the Alliance strategy of war prevention, acknowledging that changes in the threat, new technologies, and new political opportunities affect options in both fields. Decisions on arms control matters must fully reflect the requirements of the Allies' strategy of deterrence. Equally, progress in arms control is relevant to military plans, which will have to be developed in the full knowledge of the objectives pursued in arms control negotiations and to reflect, as necessary, the results achieved therein.

62. In each area of arms control, the Alliance seeks to enhance stability and security. The current negotiations concerning strategic nuclear systems, conventional forces and chemical weapons are, however, independent of one another: the outcome of any one of these negotiations is not contingent on progress in others. However, they can influence one another: criteria established and agreements achieved in one area of arms control may be relevant in other areas and hence facilitate overall progress. These could affect both arms control possibilities and the forces needed to fulfil Alliance strategy, as well as help to contribute generally to a more predictable military environment.

63. The Allies seek to manage the interaction among different arms control elements by ensuring that the development, pursuit and realisation of their arms control objectives in individual areas are fully consistent both with each other and with the Alliance's guiding principles for effective arms control. For example, the way in which START limits and sub-limits are applied in detail could affect the future flexibility of the sub-strategic nuclear forces of members of the integrated military structure. A CFE agreement would by itself

make a major contribution to stability. This would be significantly further enhanced by the achievement of a global chemical weapons ban. The development of Confidence- and Security-Building Measures could influence the stabilising measures being considered in connection with the Conventional Forces in Europe negotiations and vice versa. The removal of the imbalance in conventional forces would provide scope for further reductions in the sub-strategic nuclear forces of members of the integrated military structure, though it would not obviate the need for such forces. Similarly, this might make possible further arms control steps in the conventional field.

64. This report establishes the overall conceptual framework within which the Allies will be seeking progress in each area of arms control. In so doing, their fundamental aim will be enhanced security at lower levels of forces and armaments. Taken as a whole, the Allies' arms control agenda constitutes a coherent and comprehensive approach to the enhancement of security and stability. It is ambitious, but we are confident that - with a constructive response from the WTO states - it can be fully achieved in the coming years. In pursuing this goal, the Alliance recognises that it cannot afford to build its security upon arms control results expected in the future. The Allies will be prepared, however, to draw appropriate consequences for their own military posture as they make concrete progress through arms control towards a significant reduction in the scale and quality of the military threat they face. Accomplishment of the Allies' arms control agenda would not only bring great benefits in itself, but could also lead to the expansion of cooperation with the East in other areas. The arms control process itself is, moreover, dynamic; as and when the Alliance reaches agreement in each of the areas set out above, so further prospects for arms control may be opened up and further progress made possible.

65. As noted earlier, the Allies' vision for Europe is that of an undivided continent where military forces only exist to prevent war and to ensure self-defence; a continent which no longer lives in the shadow of overwhelming military forces and from which the threat of war has been removed; a continent where the sovereignty and territorial integrity of all states are respected and the rights of all individuals, including their right of political choice, are protected. This goal can only be reached by stages: it will require patient and creative endeavour. The Allies are resolved to continue working towards its attainment. The achievement of the Alliance's arms control objectives would be a major contribution towards the realisation of its vision.

N A T O



O T A N

SERVICE DE PRESSE

PRESS SERVICE

OTAN/NATO, 1110 Bruxelles • Telephones: 241 00 40 - 241 44 00 - 241 44 90 TELEX: 22-227

PRESS COMMUNIQUE M-1(87)25

For Immediate Release
12th June 1987

STATEMENT ON THE MINISTERIAL MEETING
OF THE NORTH ATLANTIC COUNCIL AT REYKJAVIK
(11-12 June 1987)

1. Our meeting has taken place at a time when developments in East-West relations suggest that real progress may be possible particularly in the field of arms control. We welcome these developments and will work to ensure that they result in improved security and stability. We note some encouraging signs in Soviet internal and external policies. In assessing Soviet intentions, we agree that the final test will be Soviet conduct across the spectrum from human rights to arms control.

We reaffirm the validity of the complementary principles enunciated in the Harmel report of 1967. The maintenance of adequate military strength and Alliance cohesion and solidarity remains an essential basis for our policy of dialogue and co-operation - a policy which aims to achieve a progressively more stable and constructive East-West relationship.

2. Serious imbalances in the conventional, chemical and nuclear field, and the persisting build-up of Soviet military power, continue to preoccupy us. We reaffirm that there is no alternative, as far as we can foresee, to the Alliance concept for the prevention of war - the strategy of deterrence, based on an appropriate mix of adequate and effective nuclear and conventional forces, each element being indispensable. This strategy will continue to rest on the linkage of free Europe's security to that of North America since their destinies are inextricably coupled. Thus the US nuclear commitment, the presence of United States nuclear forces in Europe(1) and the deployment of Canadian and United States forces there remain essential.

3. Arms control and disarmament are integral parts of our security policy; we seek effectively verifiable arms control agreements which can lead to a more stable and secure balance of forces at lower levels.

(1) Greece recalls its position on nuclear matters.

4. We reiterate the prime importance we attach to rapid progress towards reductions in the field of strategic nuclear weapons. We thus welcome the fact that the US and the Soviet Union now share the objective of achieving 50% reductions in their strategic arsenals. We strongly endorse the presentation of a US proposal in Geneva to that effect and urge the Soviet Union to respond positively.

We reviewed the current phase of the US-Soviet negotiations in Geneva on defence and space systems which aim to prevent an arms race in space and to strengthen strategic stability. We continue to endorse these efforts.

5. We note the recent progress achieved at the Geneva Conference on Disarmament towards a total ban on chemical weapons. We remain committed to achieving an early agreement on a comprehensive, worldwide and effectively verifiable treaty embracing the total destruction of existing stockpiles within an agreed timeframe and preventing the future production of such weapons.

6. Recognising the increasing importance of conventional stability, particularly at a time when significant nuclear reductions appear possible, we reaffirm the initiatives taken in our Halifax Statement and Brussels Declaration aimed at achieving a comprehensive, stable and verifiable balance of conventional forces at lower levels. We recall that negotiations on conventional stability should be accompanied by negotiations between the 35 countries participating in the CSCE, building upon and expanding the confidence and security building measures contained in the Helsinki Final Act and the Stockholm Agreement. We agreed that the two future security negotiations should take place within the framework of the CSCE process, with the conventional stability negotiations retaining autonomy as regards subject matter, participation and procedures. Building on these agreements we took the decisions necessary to enable the High Level Task Force on Conventional Arms Control, which we established at the Halifax Ministerial, to press ahead with its work on the draft mandates to be tabled in the CSCE meeting and in the Conventional Stability mandate talks currently taking place in Vienna.

7. Having reviewed progress in the negotiations between the United States and the Soviet Union on an INF agreement the Allies concerned call on the Soviet Union to drop its demand to retain a portion of its SS-20 capability and reiterate their wish to see all long-range land-based missiles eliminated in accordance with NATO's long-standing objective.

They support the global and effectively verifiable elimination of all US and Soviet land-based SRINF missiles with a range between 500 and 1,000 km as an integral part of an INF agreement.

They consider that an INF agreement on this basis would be an important element in a coherent and comprehensive concept of arms control and disarmament which, while consistent with NATO's doctrine of flexible response, would include:

- a 50% reduction in the strategic offensive nuclear weapons of the US and the Soviet Union to be achieved during current Geneva negotiations;
- the global elimination of chemical weapons;
- the establishment of a stable and secure level of conventional forces, by the elimination of disparities, in the whole of Europe;
- in conjunction with the establishment of a conventional balance and the global elimination of chemical weapons, tangible and verifiable reductions of American and Soviet land-based nuclear missile systems of shorter range, leading to equal ceilings.

8. We(1) have directed the North Atlantic Council in Permanent Session, working in conjunction with the appropriate military authorities, to consider the further development of a comprehensive concept of arms control and disarmament. The arms control problems faced by the Alliance raise complex and interrelated issues which must be evaluated together, bearing in mind overall progress in the arms control negotiations enumerated above as well as the requirements of Alliance security and of its strategy of deterrence.

9. In our endeavour to explore all opportunities for an increasingly broad and constructive dialogue which addresses the concerns of people in both East and West, and in the firm conviction that a stable order of peace and security in Europe cannot be built by military means alone, we attach particular importance to the CSCE process. We are therefore determined to make full use of the CSCE follow-up meeting in Vienna.

The full implementation of all provisions agreed in the CSCE process by the 35 participating states, in particular in the field of human rights and contacts, remains the fundamental objective of the Alliance and is essential for the fruitful development of East-West relations in all fields.

Recalling our constructive proposals, we shall persist in our efforts to persuade the Eastern countries to live up to their commitments.

(1) In this connection France recalled that it had not been a party to the double-track decision of 1979 and that it was not therefore bound by its consequences or implications.

We will continue to work for a substantive and timely result of the conference.

10. Those of us participating in the MBFR talks reiterate our desire to achieve a meaningful agreement which provides for reductions, limitations and effective verification, and call upon the Warsaw Pact participants in these talks to respond positively to the very important proposals made by the West in December 1985 and to adopt a more constructive posture in the negotiations.

11. In Berlin's 750th anniversary year we stress our solidarity with the City, which continues to be an important element in East-West relations. Practical improvements in inner-German relations should in particular be of benefit to Berliners.

12. It is just 40 years since US Secretary of State Marshall delivered his far-sighted speech at Harvard. The fundamental values he expressed, which we all share, and which were subsequently embodied in the Marshall Plan, remain as vital today as they were then.

13. We reiterate our condemnation of terrorism in all its forms. Reaffirming our determination to combat it, we believe that close international co-operation is an essential means of eradicating this scourge.

14. Alliance cohesion is substantially enhanced by the support of freely elected parliamentary representatives and ultimately our publics. We therefore underline the great value of free debate on issues facing the Alliance and welcome the exchanges of views on these issues among the parliamentarians of our countries, including those in the North Atlantic Assembly.

15. We express our gratitude to the government of Iceland, which makes such a vital contribution to the security of the Alliance's northern maritime approaches, for their warm hospitality.

16. The Spring 1988 meeting of the North Atlantic Council in Ministerial Session will be held in Spain in June.

N A T O ————  ———— O T A N

SERVICE DE PRESSE

PRESS SERVICE

NATO/OTAN, 1110 Brussels/Bruxelles • Tel.: 728 41 11 - Telex: 25-599
Telefax/Télécopieurs: 728 50 57 - 728 50 58

COMMUNIQUE DE PRESSE M-1(89)20

Pour diffusion immédiate
le 30 mai 1989

CONCEPT GLOBAL DE MAITRISE DES ARMEMENTS ET DE DESARMEMENT

1. En juin 1987, à Reykjavik, les Ministres ont déclaré que les problèmes que rencontrait l'Alliance dans le domaine de la maîtrise des armements étaient complexes et interdépendants, et qu'elle devait les évaluer simultanément, en tenant compte du progrès général des négociations sur la maîtrise des armements ainsi que de ses impératifs de sécurité et de sa stratégie de dissuasion. Ils ont donc chargé le Conseil en session permanente d'étudier, avec la collaboration des autorités militaires compétentes, "la manière de poursuivre la mise au point d'un concept global de maîtrise des armements et de désarmement".(1)

2. Le rapport ci-joint, établi par le Conseil en exécution de ce mandat, a été adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement à la réunion que le Conseil de l'Atlantique Nord a tenue, à Bruxelles, les 29 et 30 mai 1989.

(1) Pour plus de commodité, le texte du communiqué de Reykjavik est joint au présent document.

CONCEPT GLOBAL DE MAITRISE DES ARMEMENTS ET DE DESARMEMENT

RAPPORT ADOPTE PAR
LES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT
A LA REUNION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD TENUE A BRUXELLES
LES 29 ET 30 MAI 1989

I. INTRODUCTION

1. L'objectif primordial de l'Alliance est de préserver la paix dans la liberté, de prévenir la guerre et d'instaurer un ordre pacifique juste et durable en Europe. La politique des Alliés à cette fin a été exposée dans le rapport Harmel de 1967. Ce rapport conserve toute sa validité. Il stipule que l'Alliance atlantique a pour "première fonction de maintenir une puissance militaire et une solidarité politique suffisantes pour décourager l'agression et les autres formes de pression, et pour défendre le territoire des pays membres en cas d'agression". C'est sur cette base que l'Alliance peut s'acquitter de "sa seconde fonction, c'est-à-dire poursuivre ses efforts en vue de progresser vers l'établissement de relations plus stables, qui permettront de résoudre les problèmes politiques fondamentaux". Le même texte dit encore que la sécurité militaire et une politique visant à réduire les tensions ne sont "pas contradictoires, mais complémentaires". Conformément à ces principes, nos chefs d'Etat et de gouvernement sont convenus que la maîtrise des armements fait partie intégrante de la politique de l'Alliance en matière de sécurité.

2. Les possibilités de dialogue fructueux entre l'Est et l'Ouest se sont améliorées de façon significative ces dernières années : il existe désormais des conditions plus favorables à un progrès vers la réalisation des objectifs de l'Alliance. Les Alliés sont résolus à saisir cette occasion. Ils continueront de s'attaquer tant aux symptômes qu'aux causes de tension politique, dans le respect des intérêts de sécurité légitimes de tous les Etats concernés.

3. La réalisation d'un ordre pacifique durable tel que le préconisent les Alliés implique qu'il soit mis fin à la division contre nature de l'Europe, et en particulier de l'Allemagne, et que, comme le stipule l'Acte final d'Helsinki, la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les Etats ainsi que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soient respectés et que les droits de toutes les personnes, y compris le droit au libre choix politique, soient protégés. C'est pourquoi les membres de l'Alliance attribuent une valeur capitale à la réalisation de nouveaux progrès dans le processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui sert de cadre pour encourager une évolution pacifique en Europe.

4. La CSCE fournit un moyen de promouvoir des relations stables et constructives entre l'Est et l'Ouest, en favorisant le développement des contacts entre les personnes, en oeuvrant pour que les libertés et les droits fondamentaux soient respectés dans les lois et dans les usages, en encourageant les échanges politiques et une coopération mutuellement profitable dans une large gamme d'activités, et en accroissant la sécurité et la transparence dans

le domaine militaire. Les Alliés continueront d'exiger la pleine mise en oeuvre de tous les principes et de toutes les dispositions de l'Acte final d'Helsinki, du document de clôture de Madrid, du document de Stockholm et du document de clôture de la conférence de Vienne. Ce dernier marque un progrès majeur dans le déroulement du processus de la CSCE et devrait être un élément catalyseur de nouveaux changements positifs en Europe.

5. L'objet essentiel de la politique de l'Alliance en matière de maîtrise des armements est d'accroître la sécurité et la stabilité à des niveaux de forces et d'armements équilibrés les plus bas possible compte tenu des impératifs de la stratégie de dissuasion. Les Alliés ont à coeur d'accomplir de nouveaux progrès dans la réalisation de tous leurs objectifs en matière de maîtrise des armements. La mise au point d'un concept global vise à atteindre ce but par une approche intégrée qui fait intervenir à la fois la politique de défense et la politique de maîtrise des armements : celles-ci sont complémentaires et interdépendantes. Cette tâche demande aussi une réflexion approfondie sur les relations entre les objectifs de la maîtrise des armements et les besoins de la défense et sur la manière dont les diverses mesures de maîtrise des armements, isolément et conjointement, peuvent renforcer la sécurité des Alliés. Les principes directeurs et les objectifs fondamentaux qui ont régi jusqu'ici la politique des Alliés en matière de maîtrise des armements restent valables. La réalisation de ces objectifs est, naturellement, soumise à l'influence de plusieurs facteurs, notamment l'état général des relations Est-Ouest, les impératifs militaires des Alliés, l'avancement des négociations sur la maîtrise des armements ainsi que l'orientation des négociations à venir et les développements intervenant dans le cadre de la CSCE. C'est dans ce contexte que doivent s'inscrire la définition et la mise en oeuvre d'un concept global de maîtrise des armements et de désarmement.

II. RELATIONS EST-OUEST ET MAITRISE DES ARMEMENTS

6. L'Alliance continue de chercher à assurer en Europe une paix juste et stable, où tous les Etats puissent jouir d'une sécurité non diminuée, aux niveaux minimums nécessaires de forces et d'armements, et où tous les individus soient en mesure d'exercer leurs libertés et leurs droits fondamentaux. La maîtrise des armements ne peut à elle seule régler des différends politiques qui existent depuis longtemps entre l'Est et l'Ouest, ni garantir une paix stable. Néanmoins, la réalisation de l'objectif de l'Alliance implique que des progrès considérables soient accomplis en matière de maîtrise des armements, et que les relations politiques changent plus radicalement. Des succès dans le domaine de la maîtrise des armements, outre qu'ils ont pour effet de renforcer la sécurité militaire, peuvent favoriser la progression du dialogue politique Est-Ouest, et contribuer par là à la réalisation d'objectifs plus larges de l'Alliance.

7. Pour accroître la sécurité et la stabilité en Europe, l'Alliance a constamment mis à profit toutes les occasions propices à une maîtrise des armements efficace. Les Alliés sont attachés à cette politique, indépendamment des changements qui peuvent affecter le climat des relations Est-Ouest. Cependant, le succès en matière de maîtrise des armements continue de dépendre non seulement de nos propres efforts, mais aussi de la volonté des pays de l'Est, et en particulier de l'Union soviétique, de travailler de manière constructive pour obtenir des résultats mutuellement avantageux.

8. Le passé récent a été marqué par des progrès sans précédent en matière de maîtrise des armements. En 1986, l'accord conclu à Stockholm dans le cadre de la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE) a institué un système novateur de mesures de confiance et de sécurité, destiné à promouvoir la transparence et la prévisibilité dans le domaine militaire. Jusqu'ici, les dispositions ont été appliquées de façon satisfaisante. Le Traité de 1987 sur les FNI a représenté un autre grand pas en avant parce qu'il éliminait toute une catégorie d'armes et qu'il instituait le principe de réductions asymétriques, ainsi qu'un régime de vérification rigoureux. Parmi les autres résultats obtenus, on peut citer l'établissement, aux Etats-Unis et en Union soviétique, de centres de réduction des risques nucléaires, l'accord américano-soviétique sur la notification préalable des lancements de missiles balistiques et les expériences communes de vérification dans le cadre des négociations que les Etats-Unis et l'Union soviétique poursuivent sur les essais nucléaires.

9. En dehors des accords déjà conclus, des progrès substantiels ont été accomplis dans les négociations START, qui visent à réduire de façon radicale les arsenaux nucléaires stratégiques et à éliminer les moyens offensifs à caractère déstabilisateur. La Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques a réaffirmé l'autorité du Protocole de Genève de 1925, et donné une forte impulsion politique aux négociations de Genève pour une interdiction universelle, complète et effectivement vérifiable des armes chimiques. De nouvelles négociations distinctes ont maintenant démarré, à Vienne, dans le cadre du processus de la CSCE : il s'agit de négociations, d'une part, entre les 23 membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, sur les forces conventionnelles en Europe; d'autre part, entre les 35 signataires de l'Acte final d'Helsinki, sur des mesures de confiance et de sécurité (MDCS).

10. Des progrès substantiels ont aussi été réalisés sur d'autres sujets importants pour les Alliés. Les troupes soviétiques ont quitté l'Afghanistan. On a avancé dans la voie d'un règlement de certains - mais non de l'ensemble - des conflits régionaux qui subsistent et dans lesquels l'Union soviétique est impliquée. Le respect des droits de l'homme en Union soviétique et dans certains des autres pays du Pacte de Varsovie a nettement progressé, même si de sérieuses insuffisances persistent. La récente réunion de Vienne sur les suites de la CSCE a permis de fixer des normes de conduite nouvelles et plus rigoureuses aux Etats participants, et elle devrait stimuler encore les progrès du processus de la CSCE. Le dialogue entre l'Est et l'Ouest, qui a pris une intensité nouvelle, particulièrement à un haut niveau, ouvre de nouvelles possibilités et atteste que les Alliés s'attachent à résoudre les problèmes fondamentaux qui demeurent.

11. L'Alliance ne revendique pas tout le mérite de cette évolution favorable des relations Est-Ouest. Depuis quelques années, l'Est est devenu plus réceptif et plus souple. Néanmoins, il est clair que la contribution de l'Alliance a été fondamentale. La plus grande partie de ce qui a été réalisé jusqu'à présent, et qui se trouve décrit dans les paragraphes précédents, a été inspirée par des initiatives de l'Alliance ou de ses membres. La solidarité politique, la détermination à se défendre, la patience et la créativité que les Alliés ont manifestées au cours des négociations ont triomphé des obstacles initiaux et permis d'aboutir. C'est l'Alliance qui a dessiné les grandes lignes des progrès à accomplir dans les relations Est-Ouest et qui a ensuite fait en

sorte qu'ils se réalisent. En particulier, les notions de stabilité, de suffisance raisonnable, de réduction asymétrique, de concentration sur les matériels les plus offensifs, de vérification rigoureuse, de transparence, de zone unique de l'Atlantique à l'Oural et d'équilibre et de globalité du processus de la CSCE sont d'origine occidentale.

12. Les perspectives d'une amélioration durable de la qualité de ces relations sont aujourd'hui meilleures que jamais auparavant. Des signes manifestes de changement continuent à être observés dans la politique intérieure et extérieure de l'Union soviétique et de certains de ses alliés. La direction soviétique a déclaré que la compétition idéologique ne devait jouer aucun rôle dans les relations entre Etats. En reconnaissant que sa façon d'aborder les problèmes internationaux et intérieurs a été marquée, dans le passé, par de sérieuses imperfections, l'Union soviétique donne une chance de progresser sur des problèmes politiques fondamentaux.

13. Mais en même temps, de graves préoccupations demeurent. L'ambitieux programme de réforme soviétique, dont les Alliés se félicitent, prendra de nombreuses années à se réaliser, sans que le succès en soit garanti étant donné l'ampleur des problèmes qu'il rencontre et la résistance qu'il suscite. En Europe de l'Est, l'application de réformes constructives est toujours inégale. L'étendue de ces réformes reste à déterminer. Le respect des droits de l'homme fondamentaux demande encore à être fermement ancré dans les lois et les usages, même si des améliorations apparaissent dans certains pays du Pacte de Varsovie. Bien que celui-ci ait récemment annoncé et commencé à entreprendre des réductions unilatérales de certaines de ses forces, l'Union soviétique continue à déployer des forces et à soutenir un rythme de production militaire qui sont sans commune mesure avec des besoins légitimes de défense. De plus, les réalités géostratégiques avantagent le Pacte de Varsovie, bloc géographique dominé par l'Union soviétique, face à une Alliance atlantique qui se compose de démocraties géographiquement séparées. L'Union soviétique a depuis longtemps pour objectif d'affaiblir les liens unissant les membres européens et nord-américains de l'Alliance.

14. L'avenir immédiat est prometteur, mais demeure incertain. Il représente pour les Alliés et pour les pays de l'Est un défi en même temps qu'une occasion de profiter des circonstances actuelles pour accroître la sécurité mutuelle. Les progrès accomplis récemment dans le domaine des relations Est-Ouest ont donné un nouvel élan au processus de maîtrise des armements et augmenté pour l'Alliance les chances d'atteindre ses objectifs de maîtrise des armements, lesquels sont complémentaires des autres éléments de sa politique de sécurité.

III. PRINCIPES DE SECURITE DE L'ALLIANCE

15. La politique de sécurité de l'Alliance vise à préserver la paix dans la liberté par des moyens politiques et par le maintien d'un potentiel militaire suffisant pour prévenir la guerre et assurer une défense efficace. Le fait que la paix ait été sauvegardée pendant quarante ans en Europe témoigne du succès de cette politique.

16. L'amélioration des relations politiques et la mise en place progressive de structures de coopération entre pays de l'Est et de l'Ouest sont des éléments importants de notre politique. Ils peuvent accroître la confiance mutuelle, réduire les risques de malentendus, donner l'assurance qu'il existe des dispositifs de contrôle des crises assez fiables pour désamorcer les tensions, rendre la situation en Europe plus transparente et prévisible, encourager enfin une coopération plus large dans tous les domaines.

17. En soulignant le poids de ces facteurs dans la formulation de leur politique, les Alliés rappellent que, comme le précise le rapport Harmel, la recherche d'une coopération et d'un dialogue constructifs avec les pays de l'Est, y compris en matière de maîtrise des armements et de désarmement, s'appuie sur la solidarité politique et une puissance militaire suffisante.

18. La solidarité des pays de l'Alliance est un principe fondamental de leur politique de sécurité. Elle traduit le caractère indivisible de leur sécurité. Elle s'exprime dans la disposition de chaque pays à partager équitablement les risques, les charges et les responsabilités de l'effort commun, aussi bien que ses avantages. La présence en Europe de forces nucléaires et conventionnelles américaines et de forces canadiennes démontre, en particulier, que les intérêts de sécurité de l'Amérique du Nord et de l'Europe sont indissociables.

19. Dès l'origine, notre alliance de démocraties occidentales n'a eu d'autre objet que défensif. Cela ne changera pas. Aucune de nos armes ne sera employée, sauf en légitime défense. L'Alliance ne recherche pas la supériorité militaire et ne la recherchera jamais. Son but a toujours été d'éviter la guerre et de prévenir toute forme de coercition et d'intimidation.

20. Conformément au caractère défensif de l'Alliance, la stratégie de celle-ci est une stratégie de dissuasion. Son objectif est de placer l'agresseur potentiel, dès avant qu'il n'agisse, devant un risque sans rapport avec le gain attendu de son agression, si grand soit-il. La finalité de cette stratégie commande le choix des moyens que nécessite sa mise en oeuvre.

21. Pour appliquer cette stratégie, l'Alliance doit en effet être en mesure de réagir de manière appropriée à toute agression et de défendre, comme elle s'y est engagée, les frontières de ses Etats membres. Pour l'avenir prévisible, la dissuasion exige une combinaison appropriée de forces nucléaires et de forces conventionnelles efficaces et adéquates, qui seront maintenues à niveau là où ce sera nécessaire; car ces forces et ces armes n'ont un effet dissuasif que dans la mesure où elles disposent d'une capacité évidente d'emploi effectif et sont perçues comme telles.

22. Les forces conventionnelles apportent une contribution indispensable à la dissuasion. Il est clair que la suppression des asymétries des forces conventionnelles en Europe constituerait un progrès décisif, du point de vue de la stabilité et de la sécurité. Cependant, la défense conventionnelle ne peut à elle seule assurer la dissuasion. Seul l'élément nucléaire est de nature à placer l'agresseur en face d'un risque inacceptable; il joue donc un rôle indispensable dans notre stratégie actuelle de prévention de la guerre.

23. Le rôle fondamental des forces nucléaires - tant stratégiques que substratégiques - est un rôle politique : préserver la paix et prévenir toute forme de guerre; ces forces contribuent à la dissuasion en rendant manifeste que les Alliés ont la capacité militaire et la volonté politique d'utiliser, si nécessaire, leurs armes nucléaires en cas d'agression. Si une agression devait se produire, le but serait de rétablir la dissuasion en incitant l'agresseur à revenir sur sa décision, à mettre fin à son attaque et à se retirer, restaurant ainsi l'intégrité territoriale de l'Alliance.

24. Forces conventionnelles et forces nucléaires remplissent ainsi des rôles différents, mais complémentaires et qui s'épaulent mutuellement. Si l'un de ces deux éléments devait donner l'impression qu'il n'est pas adapté ou s'il apparaissait que le lien peut être rompu entre les forces conventionnelles et les forces nucléaires, ou entre les forces nucléaires substratégiques et les forces nucléaires stratégiques, l'adversaire potentiel pourrait être enclin à conclure que les risques d'une agression sont peut-être prévisibles et acceptables. Par conséquent, aucun élément ne peut être tenu comme le moyen de compenser les insuffisances d'un autre.

25. Pour l'avenir prévisible, il n'existe pas d'autre stratégie envisageable pour la prévention de la guerre. La mise en oeuvre de cette stratégie continuera de garantir la préservation intégrale des intérêts de tous les membres de l'Alliance sur le plan de la sécurité. Les principes qui sous-tendent la stratégie de dissuasion ont une valeur permanente. Cependant, la façon dont ils se traduisent concrètement en termes de volume, de structure et de déploiement des forces ne saurait être immuable. Comme dans le passé, ces éléments continueront d'évoluer en fonction des fluctuations de la conjoncture internationale, des progrès de la technologie et des changements dans l'envergure de la menace - qu'il s'agisse en particulier du dispositif ou des capacités du Pacte de Varsovie.

26. Dans ce cadre global, les forces nucléaires stratégiques représentent, pour les Alliés, la garantie ultime de la dissuasion. Elles doivent avoir la capacité d'infliger à un agresseur des dommages inacceptables, même après que celui-ci ait lancé une première frappe nucléaire. Leur nombre, leur portée, leur capacité de survie et leur pouvoir de pénétration doivent être tels que l'agresseur potentiel ne puisse espérer limiter le conflit ou tenir son propre territoire à l'abri. Les forces nucléaires stratégiques des Etats-Unis sont la pierre angulaire de la dissuasion pour l'Alliance dans son ensemble. Les forces nucléaires indépendantes du Royaume-Uni et de la France jouent un rôle dissuasif propre et contribuent au renforcement global de la dissuasion en compliquant les plans d'un agresseur potentiel et son évaluation des risques.

27. Les forces nucléaires du niveau substratégique créent un lien politique et militaire essentiel entre les forces conventionnelles et stratégiques, et aussi, avec la présence des forces du Canada et des Etats-Unis en Europe, entre les membres européens et nord-américains de l'Alliance. Les forces nucléaires substratégiques des Alliés ne sont pas destinées à compenser les déséquilibres conventionnels. Le niveau de ces forces dans la structure militaire intégrée doit néanmoins tenir compte de la menace - conventionnelle et nucléaire - qui pèse sur l'Alliance. Leur rôle est de garantir qu'en aucune circonstance, un

agresseur potentiel ne pourrait faire abstraction du risque nucléaire en cas d'action militaire. Les forces nucléaires du niveau substratégique apportent donc une contribution essentielle à la dissuasion.

28. Le fait que ces forces soient largement déployées dans les pays qui participent à la structure militaire intégrée de l'Alliance et le mécanisme de consultation mis en place dans le domaine nucléaire entre les Alliés concernés attestent la solidarité et la volonté de partager les responsabilités et les rôles nucléaires. La dissuasion s'en trouve renforcée.

29. Les forces conventionnelles contribuent à la dissuasion parce qu'elles témoignent de la volonté des Alliés de se défendre et qu'elles diminuent le risque qu'un agresseur potentiel puisse compter obtenir une victoire aisée et rapide ou des gains territoriaux limités, par des moyens uniquement conventionnels.

30. Elles doivent donc être en mesure de réagir comme il convient et de faire front instantanément et le plus loin possible vers l'avant, en opposant la résistance nécessaire pour contraindre l'agresseur à mettre fin au conflit et à se retirer, sous peine de s'exposer à l'emploi d'armes nucléaires par les Alliés. Les forces des Alliés doivent être déployées et équipées de telle manière qu'elles puissent remplir ce rôle à tout moment. De plus, le besoin qu'a l'Alliance de pouvoir compter sur des renforts en provenance du continent américain lui impose de préserver la liberté des communications maritimes et aériennes entre l'Amérique du Nord et l'Europe.

31. Tous les membres de l'Alliance sont fermement partisans d'une interdiction universelle, globale et effectivement vérifiable de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi d'armes chimiques. Celles-ci représentent un cas particulier, parce que la stratégie globale de prévention de la guerre de l'Alliance repose, comme cela a été indiqué précédemment, sur une combinaison appropriée d'armes nucléaires et conventionnelles. Dans l'attente d'une interdiction universelle de ce type d'armes, l'Alliance reconnaît la nécessité d'appliquer des mesures de défense passive. Un potentiel de représailles limité est maintenu du fait que l'Union soviétique possède un arsenal chimique massif.

32. Les Alliés sont résolus à ne conserver que le niveau minimal de forces qu'exige leur stratégie de dissuasion, en tenant compte de la menace. Il existe cependant un niveau de forces, tant nucléaires que conventionnelles, en deçà duquel la crédibilité de la dissuasion ne peut être préservée. C'est ainsi que les Alliés ont toujours considéré que le retrait d'Europe de toutes les armes nucléaires saperait gravement la stratégie de dissuasion et compromettrait la sécurité de l'Alliance.

33. La politique de défense de l'Alliance et sa politique de maîtrise des armements et de désarmement sont complémentaires et tendent au même but : assurer la sécurité au niveau de forces le plus bas possible. Il n'y a aucune contradiction entre la politique de défense et la politique de maîtrise des armements. C'est à partir de cette cohérence fondamentale des principes et des objectifs que le concept global de maîtrise des armements et de désarmement doit

être plus amplement élaboré, et que doivent être tirées les conclusions appropriées dans chacun des domaines de la maîtrise des armements.

IV. MAITRISE DES ARMEMENTS ET DESARMEMENT : PRINCIPES ET OBJECTIFS

34. Notre vision de l'Europe est celle d'un continent non divisé, où les forces armées n'existent que pour prévenir la guerre et assurer la légitime défense, comme c'est le cas depuis toujours pour les pays alliés, et non pour perpétrer une agression ou se livrer à l'intimidation politique ou militaire. La maîtrise des armements, en tant que partie intégrante de la politique de sécurité de l'Alliance et élément important de notre approche globale des relations Est-Ouest, peut contribuer à faire de cette vision une réalité.

35. La politique de maîtrise des armements de l'Alliance a pour but d'accroître la stabilité et la sécurité, grâce à des initiatives qui visent à instaurer un équilibre à un niveau plus bas de forces et d'armements au moyen d'accords négociés et, selon les circonstances, d'actions unilatérales, étant entendu que des accords formels de maîtrise des armements ne peuvent être conclus que si les partenaires dans la négociation partagent la volonté de parvenir à un résultat mutuellement satisfaisant. La politique des Alliés en matière de maîtrise des armements vise à supprimer les asymétries déstabilisatrices dans les forces ou les matériels. Elle vise aussi à instaurer une confiance mutuelle et à réduire le risque de conflit en favorisant une meilleure prévisibilité et une transparence accrue dans le domaine militaire.

36. En accroissant la sécurité et la stabilité, la maîtrise des armements peut également apporter d'autres avantages importants à l'Alliance. Etant donné les aspects dynamiques du processus de maîtrise des armements, les principes et les résultats concrétisés dans un accord peuvent faciliter l'adoption d'autres mesures de maîtrise des armements. Ainsi, la maîtrise des armements peut aussi rendre possibles de nouvelles réductions du niveau des forces et des armements de l'Alliance, qui soient compatibles avec la stratégie alliée de prévention de la guerre. Comme cela est indiqué au chapitre II, la maîtrise des armements peut aussi contribuer de manière significative à l'établissement de relations Est-Ouest plus constructives et fournir un cadre à la poursuite de la coopération dans un environnement international plus stable et plus prévisible. Les progrès de la maîtrise des armements sont également de nature à accroître la confiance et le soutien du public à l'égard de notre politique globale de sécurité.

Principes directeurs pour la maîtrise des armements

37. Les membres de l'Alliance seront guidés par les principes suivants :

Sécurité : La maîtrise des armements doit renforcer la sécurité de tous les Alliés. Aussi bien pendant sa mise en oeuvre qu'après, la stratégie de dissuasion des Alliés comme leur capacité de se défendre doivent rester crédibles et efficaces. Les mesures de maîtrise des armements doivent sauvegarder l'unité stratégique ainsi que la cohésion politique de l'Alliance et respecter le principe de l'indivisibilité de la sécurité de l'Alliance en évitant la création de zones de sécurité

inégale. Elles doivent tenir compte des intérêts de sécurité légitimes de tous les Etats et ne pas concourir au déplacement ou à l'intensification de menaces au détriment d'Etats ou de régions tiers.

Stabilité : Les mesures de maîtrise des armements doivent donner des résultats militairement significatifs qui renforcent la stabilité. Favoriser la stabilité, cela signifie réduire ou éliminer les moyens qui représentent la plus grande menace pour l'Alliance. Il est également possible de renforcer la stabilité par des mesures qui contribuent à plus de transparence et de prévisibilité en matière militaire. La stabilité militaire exige l'élimination des possibilités d'attaque par surprise et d'action offensive de grande envergure. La stabilité en période de crise exige qu'aucun Etat ne possède des forces d'un volume ou d'une configuration tels que, comparées à celles des autres, elles lui permettraient d'escompter obtenir un avantage décisif en recourant le premier aux armes. La stabilité exige également des mesures propres à décourager toutes tentatives déstabilisatrices pour reprendre l'avantage militaire en transférant des ressources à d'autres types d'armements. Tout accord de maîtrise des armements doit conduire à des résultats finaux qui soient équilibrés et assurent en même temps l'égalité des droits en termes de sécurité.

Vérifiabilité : Une vérification efficace et fiable constitue une exigence fondamentale pour les accords de maîtrise des armements. Si la maîtrise des armements doit être efficace et développer la confiance, la vérifiabilité de toute mesure proposée doit être au premier rang des préoccupations de l'Alliance. Les progrès de la maîtrise des armements doivent se mesurer à la fidèle exécution des accords existants. Les mesures de maîtrise des armements agréées doivent exclure toute possibilité de contournement.

Objectifs de maîtrise des armements de l'Alliance

38. Conformément aux principes ci-dessus, les Alliés se sont fixé un ensemble de buts ambitieux pour les années à venir en matière de maîtrise des armements nucléaires, conventionnels et chimiques.

Forces nucléaires

39. L'accord sur les FNI représente une étape importante dans les efforts déployés par les Alliés pour accroître la sécurité en temps de paix à des niveaux d'armements plus bas. D'ici à 1991, il permettra d'éliminer totalement tous les missiles à portée intermédiaire basés à terre des Etats-Unis et de l'Union soviétique, ce qui fera disparaître la menace que les systèmes soviétiques de cette catégorie faisaient peser sur l'Alliance. Sa mise en œuvre n'affectera toutefois qu'une faible partie de l'arsenal nucléaire soviétique et l'Alliance reste confrontée à un important ensemble de systèmes nucléaires soviétiques modernes et efficaces de toutes portées. La réalisation de l'ensemble des buts de l'Alliance réclame l'adoption d'autres mesures.

Forces nucléaires stratégiques

40. Les systèmes stratégiques soviétiques continuent à faire peser une grande menace sur l'ensemble des Alliés. Il est de leur intérêt direct d'imposer à ces systèmes d'importantes réductions, qui constituent donc une priorité de l'Alliance dans le domaine nucléaire.

41. Les Alliés donnent donc leur plein appui à l'objectif que se sont fixé les Etats-Unis de parvenir, dans le cadre des négociations START, à des réductions de 50 % des armes nucléaires stratégiques américaines et soviétiques. Les propositions américaines visent à renforcer la stabilité en soumettant à des restrictions spécifiques les éléments les plus déstabilisateurs de la menace : missiles balistiques à grande vitesse, capacité d'emport et, en particulier, ICBM lourds de l'Union soviétique. Elles tiennent compte de la nécessité de maintenir la crédibilité dissuasive - et donc l'efficacité - des forces stratégiques américaines subsistantes, qui continueront d'être l'ultime garantie de sécurité pour l'Alliance dans son ensemble. D'autre part, les Etats-Unis tiennent avec l'Union soviétique, sur la défense et l'espace, des entretiens dont l'objectif est de veiller à accroître la stabilité stratégique.

Forces nucléaires substratégiques

42. Les Alliés sont résolus à ne maintenir que le nombre minimum d'armes nucléaires nécessaire à leur stratégie de dissuasion. En vertu d'un tel engagement, les pays appartenant à la structure militaire intégrée ont déjà procédé à d'importantes réductions unilatérales de leur arsenal nucléaire substratégique. Le nombre de têtes basées à terre en Europe occidentale a été réduit de plus d'un tiers depuis 1979, et se situe au plus bas niveau qui ait été atteint depuis plus de 20 ans. La modernisation, là où c'est nécessaire, des systèmes substratégiques de ces pays se traduirait par de nouvelles réductions.

43. Les Alliés demeurent confrontés à la menace que fait directement peser sur l'Europe le grand nombre de missiles nucléaires à courte portée déployés sur le territoire du Pacte de Varsovie, et qui ont été largement améliorés ces dernières années. Des réductions majeures de ces systèmes seraient au total utiles à la sécurité de l'Alliance. L'une des façons d'atteindre ce but serait d'effectuer des réductions tangibles et vérifiables des systèmes de missiles nucléaires à courte portée basés à terre des Etats-Unis et de l'Union soviétique, en vue d'aboutir à des plafonds égaux à des niveaux réduits.

44. Cependant, les forces nucléaires substratégiques déployées par des pays membres de l'Alliance ne sont pas là essentiellement pour contrebalancer les systèmes similaires mis en place par des membres du Pacte de Varsovie. Comme il est expliqué dans le chapitre III, elles jouent un rôle essentiel dans la stratégie de dissuasion globale de l'Alliance parce qu'elles assurent qu'en aucune circonstance un agresseur potentiel ne pourra négliger les représailles nucléaires que déclencherait son action militaire.

45. L'Alliance réaffirme sa position, à savoir que, pour l'avenir prévisible, la seule stratégie possible pour la prévention de la guerre est sa stratégie de dissuasion fondée sur une combinaison appropriée de forces

nucléaires et conventionnelles adéquates et efficaces, qui seront maintenues à niveau là où ce sera nécessaire. En ce qui concerne les forces nucléaires, des systèmes à lanceurs terrestres, navals et aériens, y compris des missiles basés à terre, seront, dans les circonstances actuelles et aussi loin que l'on peut le prévoir, requis en Europe.

46. Compte tenu de l'immense supériorité du Pacte de Varsovie pour ce qui est des missiles nucléaires à courte portée, l'Alliance en appelle à l'Union soviétique pour que celle-ci réduise unilatéralement son arsenal de systèmes de missiles à courte portée, en l'amenant aux niveaux actuels qui existent au sein de la structure militaire intégrée.

47. L'Alliance réaffirme que les objectifs qu'elle poursuit aux négociations sur la stabilité des armements conventionnels sont :

- l'instauration d'un équilibre stable et sûr des forces conventionnelles, à des niveaux inférieurs;
- l'élimination des disparités préjudiciables à la stabilité et à la sécurité, et
- l'élimination, à titre hautement prioritaire, des moyens permettant de lancer des attaques par surprise et de déclencher des actions offensives de grande envergure.

48. Conformément aux objectifs qu'elle s'est fixés en matière de maîtrise des armements, objectifs formulés à Reykjavik en 1987 et réaffirmés à Bruxelles en 1988, l'Alliance déclare que, dans les négociations avec l'Est, l'une de ses toutes premières priorités est d'aboutir à un accord sur des réductions des forces conventionnelles qui permettrait d'atteindre les objectifs décrits ci-dessus. Dans cet esprit, les Alliés feront tout, comme en témoignent les résultats du sommet de mai 1989, pour que ces négociations sur les armes conventionnelles aboutissent à une conclusion rapide et satisfaisante. Les Etats-Unis ont exprimé l'espoir que cela pourrait se faire dans un délai de six à douze mois. Une fois la mise en oeuvre d'un tel accord en cours, les Etats-Unis, en consultation avec les Alliés concernés, sont prêts à entamer des négociations visant à parvenir à une réduction partielle des forces américaines et soviétiques de missiles nucléaires à courte portée basés à terre, en les amenant à des niveaux égaux et vérifiables. Pour ce qui est plus spécialement des propositions occidentales avancées aux négociations de Vienne sur les FCE, propositions élargies par celles que les Etats-Unis ont faites au sommet de mai 1989, il est entendu, pour les Alliés concernés, que des réductions négociées conduisant à un niveau inférieur au niveau actuel de leurs missiles des SNF ne seront pas opérées avant que les résultats de ces négociations aient été mis en oeuvre. Il faudrait que le Pacte de Varsovie procède à des réductions de ses SNF avant cette date.

49. S'agissant des forces nucléaires substratégiques des membres de la structure militaire intégrée, leur niveau et leurs caractéristiques doivent

être tels que ces forces puissent assumer de façon crédible leur rôle de dissuasion, d'un bout à l'autre de l'éventail des portées requises, compte tenu de la menace - tant conventionnelle que nucléaire - à laquelle l'Alliance est confrontée. La question de l'introduction et du déploiement d'un successeur pour le missile Lance sera traitée en 1992, à la lumière des développements en matière de sécurité générale. Bien que la décision soit du ressort des autorités nationales, les Alliés concernés reconnaissent l'intérêt que présente la poursuite du financement, par les Etats-Unis, des activités de recherche et de développement consacrées à un successeur du missile Lance à courte portée, s'agissant de préserver les options qui, à cet égard, s'offrent à eux.

Forces conventionnelles

50. Comme le montrent le document diffusé au sommet de mars 1988 et celui que l'Alliance a publié en novembre 1988 sur les données relatives aux forces conventionnelles, la présence militaire de l'Union soviétique sur le continent européen constitue, par son ampleur qui dépasse de loin les simples nécessités de défense, un défi direct pour notre sécurité et pour nos aspirations à un ordre pacifique en Europe. Des niveaux de forces aussi excessifs risquent de donner lieu à de l'intimidation politique ou à des menaces d'agression. Tant qu'ils existent, ils constituent un obstacle à l'amélioration des relations politiques entre tous les Etats d'Europe. Au surplus, le défi pour notre sécurité ne vient pas seulement de la supériorité numérique des forces du Pacte de Varsovie. Les chars, les pièces d'artillerie et les véhicules blindés de transport de troupes du Pacte de Varsovie sont concentrés en grandes unités et sont déployés de façon à donner au Pacte la possibilité d'attaquer par surprise et de mener des opérations offensives de grande envergure. La publication récente par le Pacte de Varsovie de son évaluation de l'équilibre militaire en Europe est certes bienvenue; néanmoins, beaucoup d'incertitude et de secret demeurent au sujet des véritables moyens et intentions du Pacte.

51. Face à ces préoccupations, les Alliés ont pour principaux objectifs d'établir un équilibre stable et sûr des forces conventionnelles en Europe à des niveaux réduits, tout en instaurant davantage de transparence en ce qui concerne l'organisation et les activités militaires en Europe.

52. Dans le cadre de la négociation sur les Forces conventionnelles en Europe (FCE), à laquelle participent les 23 membres des deux alliances, les Alliés proposent :

- des réductions jusqu'à une limite globale pour l'ensemble des armements existants en Europe, en particulier pour les systèmes les plus menaçants, à savoir ceux qui permettent de s'emparer d'un territoire et de l'occuper;
- sur cet ensemble d'armements, une limite à la proportion d'armements pouvant appartenir à un même pays en Europe (étant donné que la sécurité et la stabilité de l'Europe exigent qu'aucun Etat n'aille au-delà de ce que nécessite légitimement sa défense);
- une limite concernant les forces stationnées (ce qui réduirait la concentration et le déploiement en avant des forces soviétiques en Europe de l'Est); et

- des sous-limites numériques appropriées concernant les forces et devant s'appliquer simultanément dans toute la zone de l'Atlantique à l'Oural.

Au total, ces mesures nécessiteront d'importantes réductions des forces conventionnelles du Pacte de Varsovie qui menacent le plus l'Alliance. Les réductions ainsi déterminées devront être incontournables, c'est-à-dire qu'il faudra, par exemple, veiller à ce que les armements supprimés soient détruits ou autrement éliminés. Les mesures de vérification devront donner à tous les Etats l'assurance que l'on n'ira pas au-delà des dotations autorisées.

53. Toutefois, ces seules mesures ne garantiront pas la stabilité. Le régime des réductions devra être complété par des dispositions supplémentaires devant comprendre des mesures de transparence, de notification et de contrainte appliquées au déploiement, aux dépôts, aux mouvements, à l'état de préparation et à la disponibilité des forces conventionnelles.

54. Dans les négociations sur les MDCS, les Alliés cherchent à maintenir la dynamique créée par le succès de la mise en oeuvre du document de Stockholm, en proposant un ensemble complet de mesures visant à améliorer :

- la transparence à propos de l'organisation militaire;
- la transparence et la prévisibilité des activités militaires;
- les contacts et la communication;

et ils ont également proposé un échange de vues sur la doctrine militaire dans le cadre d'un séminaire.

55. La mise en oeuvre des propositions faites par les Alliés dans le cadre des négociations sur les FCE et sur de nouvelles mesures de confiance et de sécurité permettrait de réaliser un net progrès pour la sécurité européenne. Il en découlerait des conséquences importantes et positives pour la politique de l'Alliance dans le domaine de la défense comme dans celui de la maîtrise des armements. L'issue de la négociation sur les FCE fournirait un cadre pour déterminer la structure de forces dont l'Alliance aura besoin pour remplir son objectif fondamental, qui est de préserver la paix dans la liberté. En outre, les Alliés seraient disposés à envisager d'autres mesures favorables à la stabilité et à la sécurité si les objectifs immédiats de la négociation sur les FCE étaient atteints - par exemple des mesures qui consisteraient à réduire ou à limiter encore des armements et des matériels conventionnels, ou à restructurer les forces armées de façon à accroître le potentiel défensif et à réduire davantage les moyens offensifs.

56. Les Alliés se félicitent que l'Union soviétique et d'autres membres du Pacte de Varsovie se soient déclarés disposés à réduire leurs forces et à ajuster leur dispositif militaire pour lui conférer un caractère défensif, et ils attendent la mise en oeuvre de ces mesures. Celle-ci représenterait une étape vers l'élimination du déséquilibre des niveaux de forces qui prévaut en Europe, et vers une réduction des moyens d'attaque par surprise dont dispose le Pacte de Varsovie. Les mesures annoncées montrent que l'Union soviétique et

d'autres membres du Pacte de Varsovie reconnaissent l'existence du déséquilibre conventionnel, que les Alliés désignent depuis longtemps comme un problème fondamental pour la sécurité européenne.

Armes chimiques

57. L'arsenal de guerre chimique de l'Union soviétique représente une menace massive. Les Alliés sont résolus à conclure au plus tôt, à l'échelle mondiale, un accord d'interdiction complète et effectivement vérifiable de toutes les armes chimiques.

58. Tous les Etats membres de l'Alliance adhèrent aux dispositions du Protocole de Genève concernant la prohibition d'emploi à la guerre des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, auquel tous les Etats membres de l'Alliance sont parties. La Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques a permis de réaffirmer l'importance des engagements pris en vertu du Protocole de Genève et de traduire la volonté unanime de la communauté internationale de prévenir tout recours aux armes chimiques par l'élimination totale de celles-ci à une date rapprochée.

59. Les Alliés souhaitent interdire non seulement l'usage de ces armes horribles, mais aussi leur mise au point, leur production, leur stockage et leur transfert, et obtenir que les armes chimiques et les installations de production existantes soient détruites dans des conditions qui garantissent à tous les participants, aux diverses phases du processus, une sécurité non diminuée. Ce sont là les objectifs poursuivis à la Conférence du désarmement, à Genève. En attendant un accord sur une interdiction universelle, les Alliés exerceront des contrôles sévères sur l'exportation des produits qui sont liés à la fabrication des armes chimiques. Ils s'efforceront également d'inciter les Etats à plus de transparence en ce qui concerne les arsenaux chimiques, afin que s'instaure une confiance accrue dans l'efficacité d'une interdiction universelle.

V. CONCLUSIONS

Relations entre la maîtrise des armements et la défense

60. L'Alliance est résolue à poursuivre une approche globale de la sécurité comprenant à la fois la maîtrise des armements, le désarmement et la défense. Il importe donc de veiller à ce que soient pleinement considérées les relations qui existent entre les questions de maîtrise des armements et les impératifs de défense, ainsi qu'entre les divers domaines de la maîtrise des armements. Les propositions portant sur tel ou tel domaine de la maîtrise des armements devront tenir compte de leurs implications sur les intérêts de l'Alliance en général et sur d'autres négociations. Il s'agit d'un processus permanent.

61. Les objectifs de défense et de maîtrise des armements doivent absolument demeurer en harmonie, afin de contribuer, de façon complémentaire, à atteindre l'objectif consistant à préserver la sécurité à des niveaux de forces équilibrés les plus bas possible, compte tenu des impératifs de la stratégie alliée de prévention de la guerre, et étant entendu que l'évolution de la

menace, des technologies et des circonstances politiques ont une influence sur les options qui s'offrent dans les deux domaines. Les décisions concernant la maîtrise des armements doivent pleinement tenir compte des impératifs de la stratégie de dissuasion des Alliés. De la même façon, la maîtrise des armements doit être prise en compte dans les plans militaires, qui devront être établis en pleine connaissance des objectifs visés par les négociations sur la maîtrise des armements, et qui devront refléter les résultats obtenus dans ces négociations.

62. Dans chaque domaine de la maîtrise des armements, l'Alliance cherche à accroître la stabilité et la sécurité. Toutefois, les négociations en cours sur les systèmes nucléaires stratégiques, sur les forces conventionnelles et sur les armes chimiques sont indépendantes les unes des autres : le résultat de l'une ne dépend pas du progrès d'une autre. Elles peuvent, cependant, influencer les unes sur les autres : les critères établis et les accords conclus dans un domaine de la maîtrise des armements peuvent avoir des incidences dans d'autres domaines et faciliter ainsi la réalisation de progrès sur le plan global. Ceci pourrait avoir un effet sur les possibilités offertes en matière de maîtrise des armements et sur les forces nécessaires à la mise en oeuvre de la stratégie de l'Alliance, mais aussi contribuer de façon générale à créer un environnement militaire plus prévisible.

63. Les Alliés cherchent à gérer l'interaction des divers éléments de la maîtrise des armements en veillant à ce que l'élaboration, la poursuite et la réalisation de leurs objectifs dans chacun des domaines soient cohérents entre eux et conformes aux principes directeurs de l'Alliance relativement à une maîtrise des armements efficace. Par exemple, la façon dont les limites et les sous-limites START sont appliquées dans le détail pourrait avoir une incidence sur la flexibilité future des forces nucléaires substratégiques de membres de la structure militaire intégrée. Un accord sur les FCE apporterait, en lui-même, une contribution majeure à la stabilité. Ceci serait encore sensiblement amélioré par la réalisation d'une interdiction universelle des armes chimiques. Le développement de mesures de confiance et de sécurité pourrait influencer sur les mesures de stabilisation envisagées dans le cadre des négociations sur les Forces conventionnelles en Europe et vice versa. L'élimination du déséquilibre des forces conventionnelles permettrait d'envisager de nouvelles réductions des forces nucléaires substratégiques de membres de la structure militaire intégrée, sans que ces forces perdent pour autant leur caractère nécessaire. De la même façon, elle pourrait également rendre envisageables d'autres mesures de maîtrise des armements conventionnels.

64. Le présent rapport établit le cadre conceptuel global à l'intérieur duquel les Alliés s'attacheront à la réalisation de progrès dans chaque domaine de la maîtrise des armements. En cela, leur objectif fondamental sera l'accroissement de la sécurité à des niveaux moins élevés de forces et d'armements. Considéré comme un tout, le programme allié de maîtrise des armements constitue une démarche cohérente et complète en vue d'accroître la sécurité et la stabilité. C'est un programme ambitieux, mais nous croyons que - moyennant une réponse constructive des Etats du Pacte de Varsovie - il peut être intégralement réalisé dans les années à venir. En poursuivant cet objectif, l'Alliance sait qu'elle ne peut se permettre de fonder sa sécurité sur des résultats escomptés pour l'avenir en matière de maîtrise des armements.

Cependant, les Alliés seront prêts à tirer les conséquences appropriées en ce qui concerne leur propre dispositif militaire, à mesure qu'ils se rapprocheront concrètement, par la maîtrise des armements, d'une réduction quantitative et qualitative sensible de la menace militaire qui pèse sur eux. La réalisation du programme des Alliés en matière de maîtrise des armements apporterait déjà, en soi, des résultats très bénéfiques, mais elle pourrait, en outre, conduire à un élargissement de la coopération avec l'Est dans d'autres domaines. De plus, la maîtrise des armements est un processus dynamique; au fur et à mesure que des accords seront éventuellement conclus dans chacun des domaines évoqués plus haut, de nouvelles perspectives de maîtrise des armements pourront alors s'ouvrir, rendant possibles de nouveaux progrès.

65. Comme on l'a fait observer plus haut, la vision que les Alliés ont de l'Europe est celle d'un continent non divisé, où les forces armées n'existent que pour prévenir la guerre et assurer la légitime défense, un continent qui ne vive plus dans l'ombre de forces militaires massives ni sous la menace d'une guerre, un continent où la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les Etats soient respectées et où les droits de tous les individus - y compris leur droit au choix politique - soient protégés. Cet objectif ne peut être atteint que par étapes, et il faudra pour cela des efforts patients et créatifs. Les Alliés sont résolus à continuer de travailler dans ce sens. Atteindre les objectifs de l'Alliance en matière de maîtrise des armements représenterait une contribution majeure à la réalisation de cette vision.

N A T O



O T A N

SERVICE DE PRESSE

PRESS SERVICE

NATO/OTAN, 1110 Brussels/Brukselles • Tel.: 728 41 11 - Telex: 25-399

Télécopieur/Télécopiers: 728 50 57 - 728 50 58

COMMUNIQUE DE PRESSE M-1(87)25Pour diffusion immédiate
12 juin 1987

DECLARATION SUR LA REUNION MINISTERIELLE
DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
TENUE A REYKJAVIK
(les 11 et 12 juin 1987)

1. Nous nous sommes réunis alors que l'évolution des relations Est-Ouest laisse entrevoir la possibilité de progrès réels, surtout dans le domaine de la maîtrise des armements. Nous nous félicitons de cette évolution et nous ferons en sorte qu'elle conduise à plus de sécurité et de stabilité. Nous décelons certains signes encourageants dans la politique intérieure et extérieure de l'Union soviétique. Nous estimons que le véritable critère d'évaluation des intentions des Soviétiques sera leur comportement dans tous les domaines, des droits de l'homme à la maîtrise des armements.

Nous réaffirmons la valeur des principes complémentaires énoncés dans le rapport Harmel de 1967. L'existence d'un potentiel militaire adéquat et le maintien de la cohésion et de la solidarité de l'Alliance restent un fondement essentiel de notre politique de dialogue et de coopération qui vise à rendre progressivement plus stables et plus constructives les relations Est-Ouest.

2. La persistance d'importants déséquilibres des moyens conventionnels, chimiques et nucléaires, et le renforcement constant de la puissance militaire soviétique sont toujours préoccupants. Nous réaffirmons qu'il n'existe pas - à échéance prévisible - d'autre solution que l'approche adoptée par l'Alliance pour prévenir la guerre, c'est-à-dire la stratégie de dissuasion, fondée sur une combinaison appropriée de forces nucléaires et conventionnelles adéquates et efficaces, ces deux éléments étant indispensables. Cette stratégie continuera à reposer sur le lien entre la sécurité d'une Europe libre et celle de l'Amérique du Nord, dont les destinées sont indissociables. A ce titre, l'engagement nucléaire des Etats-Unis, la présence de forces nucléaires de ce pays en Europe ⁽¹⁾ et le déploiement de forces du Canada et des Etats-Unis en Europe demeurent essentiels.

3. La maîtrise des armements et le désarmement font partie intégrante de notre politique de sécurité; nous recherchons la conclusion d'accords de maîtrise des armements effectivement vérifiables, susceptibles de déboucher sur un équilibre plus stable et plus sûr à des niveaux de forces moins élevés.

1) La Grèce rappelle sa position sur les questions nucléaires.

4. Nous rappelons l'importance primordiale que nous attachons à l'accomplissement de progrès rapides vers des réductions dans le domaine des armes nucléaires stratégiques. Nous nous félicitons donc de voir que les Etats-Unis et l'Union soviétique poursuivent aujourd'hui le même objectif, à savoir la réduction de 50 % de leurs arsenaux stratégiques. Nous accueillons avec satisfaction la présentation par les Etats-Unis, à Genève, d'une proposition à cet effet et nous invitons instamment l'Union soviétique à y réagir de façon positive.

Nous avons examiné l'état actuel des négociations que les Etats-Unis et l'Union soviétique mènent à Genève sur des systèmes défensifs et spatiaux, qui visent à prévenir une course aux armements dans l'espace et à renforcer la stabilité stratégique. Nous continuons à soutenir ces efforts.

5. Nous prenons note de l'avancement des travaux de la conférence du désarmement, à Genève, qui a pour objectif l'interdiction générale des armes chimiques. Nous restons résolus à conclure rapidement un accord sur un traité complet, effectivement vérifiable, prévoyant, à l'échelle mondiale, la destruction de tous les stocks existants d'armes chimiques, dans un délai agréé, et l'interdiction de la production ultérieure de ces armes.

6. Reconnaisant l'importance croissante de la stabilité conventionnelle, en particulier à un moment où des réductions significatives des arsenaux nucléaires paraissent possibles, nous rappelons les initiatives prévues dans les déclarations de Halifax et de Bruxelles pour obtenir un équilibre global et stable des forces conventionnelles qui se situe à des niveaux moins élevés et qui soit vérifiable. Nous rappelons également que des négociations sur la stabilité conventionnelle doivent s'accompagner de négociations, entre les trente-cinq pays participant à la CSCE, qui exploitent et développent les mesures de confiance et de sécurité contenues dans l'Acte final d'Helsinki et l'Accord de Stockholm. Nous sommes convenus que les deux négociations futures en matière de sécurité devront s'inscrire dans le processus de la CSCE, étant entendu que les négociations sur la stabilité conventionnelle devront rester autonomes pour ce qui est de leur objet, de la participation et des procédures. Dans l'esprit de ces accords, nous avons pris les décisions nécessaires pour permettre au Groupe de travail de haut niveau sur la maîtrise des armements conventionnels, qui a été établi à la réunion ministérielle de Halifax, d'accélérer ses travaux sur les projets de mandat qui seront présentés à la CSCE et dans le cadre des entretiens concernant un mandat relatif à des négociations sur la stabilité conventionnelle, qui se tiennent actuellement à Vienne.

7. Ayant examiné les progrès accomplis dans les négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique visant à un accord sur les FNI, les Alliés concernés engagent l'URSS à renoncer à exiger le maintien d'une partie de ses SS-20 et réaffirment qu'ils souhaitent l'élimination de tous les missiles à longue portée, basés à terre, ce qui correspond à un objectif que l'OTAN poursuit depuis longtemps.

Ils souscrivent à l'élimination totale et effectivement vérifiable de tous les missiles des FNI américaines et soviétiques à courte portée - c'est-à-dire de 500 à 1000 km - basés à terre, qui doit faire partie intégrante d'un accord sur les FNI.

Ils considèrent qu'un accord sur les FNI ainsi conçu tiendrait une place importante dans un concept cohérent et global de maîtrise des armements et de désarmement qui, tout en respectant la doctrine alliée de la riposte graduée, prévoirait :

- la conclusion, dans le cadre des négociations qui se déroulent actuellement à Genève, d'un accord portant sur une réduction de 50 % des armements nucléaires offensifs stratégiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique;
- l'élimination totale des armes chimiques;
- l'instauration de niveaux de forces conventionnelles stables et sûrs, par la suppression des disparités, dans l'ensemble de l'Europe;
- parallèlement à l'établissement d'un équilibre des forces conventionnelles et à l'élimination totale des armes chimiques, des réductions sensibles et vérifiables des systèmes américains et soviétiques de missiles nucléaires à courte portée basés à terre, devant conduire à des plafonds égaux.

8. Nous (1) avons chargé le Conseil de l'Atlantique Nord en session permanente d'étudier, avec la collaboration des autorités militaires compétentes, la manière de poursuivre la mise au point d'un concept global de maîtrise des armements et de désarmement. L'Alliance rencontre, dans le domaine de la maîtrise des armements, des problèmes complexes et interdépendants qu'elle doit évaluer simultanément, en tenant compte du progrès général des négociations sur la maîtrise des armements dont il est question ci-dessus, ainsi que des impératifs de sécurité de l'Alliance et de sa stratégie de dissuasion.

9. Recherchant toutes les possibilités de nouer un dialogue de plus en plus large et constructif, qui fasse droit aux préoccupations des peuples à l'Est comme à l'Ouest, et fermement convaincus que les moyens militaires ne peuvent, à eux seuls, créer les conditions de stabilité propres à garantir la paix et la sécurité en Europe, nous attachons une grande importance au processus de la CSCE. Nous sommes donc déterminés à tirer parti de toutes les ressources qu'offre la réunion de Vienne sur les suites de cette Conférence.

La mise en œuvre intégrale de toutes les dispositions agréées par les trente-cinq Etats participant au processus de la CSCE, en particulier dans le domaine des droits de l'homme et des contacts entre les personnes, demeure l'objectif fondamental de l'Alliance et est essentielle au développement fructueux des relations Est-Ouest dans tous les domaines. Rappelant nos propositions constructives, nous poursuivrons nos efforts tendant à convaincre les pays de l'Est de tenir leurs engagements.

1) Dans ce contexte, la France a rappelé qu'elle n'était pas partie à la double décision de 1979 et qu'elle n'est donc pas engagée par ses suites ou ses implications.

Nous continuerons à faire en sorte que cette Conférence débouche, en temps voulu, sur des résultats substantiels.

10. Ceux d'entre nous qui participent aux pourparlers sur les MBFR réaffirment qu'ils souhaitent parvenir à un accord significatif prévoyant des réductions, des limitations et une vérification efficace, et ils appellent les pays participants du Pacte de Varsovie à donner une réponse positive aux propositions très importantes que l'Ouest a faites en décembre 1985 et à adopter une attitude plus constructive dans les négociations.

11. A l'occasion de la célébration du 750ème anniversaire de Berlin, nous soulignons notre solidarité avec cette ville qui continue à jouer un rôle important dans les relations Est-Ouest. L'amélioration concrète des relations interallemandes devrait bénéficier en particulier aux Berlinoises.

12. Il y a juste quarante ans, M. George Marshall, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, prononça à Harvard un discours d'une grande hauteur de vues. Les valeurs fondamentales qu'il y exposait, que nous partageons tous et qui devaient se traduire dans le plan Marshall, demeurent aussi essentielles qu'elles l'étaient alors.

13. Nous condamnons à nouveau le terrorisme sous toutes ses formes. Réaffirmant que nous sommes résolus à le combattre, nous estimons qu'une étroite coopération internationale est un moyen essentiel d'éliminer ce fléau.

14. L'appui de représentants parlementaires librement élus et, en dernier ressort, de l'opinion publique de nos pays contribue à renforcer notablement la cohésion de l'Alliance. Aussi soulignons-nous la grande importance du débat démocratique sur les problèmes intéressant l'Alliance et accueillons-nous avec satisfaction les échanges de vues sur ces sujets entre les parlementaires de nos pays, y compris au sein de l'Assemblée de l'Atlantique Nord.

15. Nous exprimons notre gratitude au gouvernement de l'Islande, qui apporte une contribution si importante à la sécurité des approches maritimes septentrionales de l'Alliance, pour la cordiale hospitalité qu'il nous a offerte.

16. La réunion du printemps de 1988 du Conseil de l'Atlantique Nord en session ministérielle se tiendra en Espagne, au mois de juin.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

Document de travail

Eléments de systèmes d'armes antisatellites et moyens
de vérifier leur interdiction

1. Une interdiction des armes antisatellites constituerait une étape importante sur la voie conduisant à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. En 1987, la République démocratique allemande et la République populaire mongole ont présenté une proposition intitulée "Dispositions principales d'un Traité sur l'interdiction des armes antisatellites et sur les moyens d'assurer l'immunité des objets spatiaux" (CD/777). Une telle interdiction pourrait être également appliquée par étapes. A cette fin, il est nécessaire de parvenir à une définition claire de cette catégorie d'armes et d'en identifier les éléments qui en font partie. Cette tâche devrait être confiée à un groupe d'experts scientifiques.

2. Par "arme antisatellite" on entend "tout dispositif ou installation basé entièrement ou partiellement sur la terre, sur la mer, dans l'air et/ou dans l'espace et qui est spécialement conçu pour et destiné à détruire ou endommager des objets spatiaux ou en gêner le fonctionnement normal" (CD/OS/WP.14/Add.1). Une large gamme de techniques peut être utilisée à des fins antisatellites. Un groupe important est constitué par les armes antisatellites dites "classiques". Comme la mise au point technique de ces armes est extrêmement avancée, leur interdiction acquiert une urgence particulière. Le présent document porte sur des éléments importants de cette catégorie d'armes antisatellites et sur les moyens d'en vérifier l'interdiction. Il a pour objet de faciliter l'examen des questions de définition en vue d'accélérer l'élaboration d'un accord sur les armes antisatellites.

Limites concernant les fusées chimiques et les accélérateurs
de masses basés dans l'espace

1. Assemblages de petites fusées sur des plates-formes spatiales

i) Type d'armes ou d'éléments d'armes spatiales

Petits dispositifs (engins de lancement) destinés à être lancés par des fusées à partir de plates-formes spatiales pour détruire d'autres objets spatiaux.

ii) Mesures nécessaires pour la prévention de telles armes

Appliquer une limite de masse inférieure pour les engins de lancement.

Limiter le nombre de tels engins de lancement par plate-forme spatiale (éventuellement à trois).

Renoncer aux dispositifs de guidage sur de tels engins de lancement qui pourraient viser d'autres objets spatiaux.

Les organisations de lancement devraient s'abstenir de lancer des plates-formes spatiales contenant des assemblages de petites fusées. Si des relancements à partir de plates-formes spatiales sont nécessaires pour l'exploration de l'espace ou à des fins d'applications techniques, le nombre devrait en être limité éventuellement à trois par plate-forme. Les dispositifs de relancement ne devraient avoir aucun capteur susceptible d'assister l'autoguidage à grande vitesse sur des objets spatiaux.

iii) Description de l'arme et stade de la mise au point

Des armes de ce genre n'existent pas encore dans l'espace mais sont tout à fait dans les possibilités de la technologie actuelle. Les petites fusées destinées à être lancées à partir de plates-formes spatiales contre des objets spatiaux doivent être considérées comme la partie constituant l'armement d'un système global, y compris les éléments de détection, de communication et de guidage. En tant que systèmes d'armes, les petites fusées seraient installées en assemblages sur des plates-formes dirigeables. La plate-forme elle-même posséderait des dispositifs de communication, d'orientation et de guidage. Les fusées seraient équipées de petits autodirecteurs.

iv) Type de vérification

La vérification de ce type d'armes est difficile. La surveillance des manoeuvres de la plate-forme spatiale et l'inspection en orbite par les moyens techniques nationaux devraient créer une certaine confiance. Une vérification fiable n'est toutefois possible que par l'inspection sur place de la plate-forme et de ses dispositifs au sol avant le lancement. L'interdiction rapide des essais en orbite faciliterait beaucoup le processus de prévention de la mise au point et du déploiement des armes.

2. Propulseurs de masses (canons à rails) sur des plates-formes spatiales

i) Type d'armes ou d'éléments d'armes spatiales

Propulseurs de masses électromagnétiques (canons à rails) sur des plates-formes spatiales utilisant de petites masses comme projectiles.

ii) Mesures nécessaires pour la prévention de telles armes

S'abstenir de lancer des propulseurs de masses dans l'espace. Etant donné que, du moins pour le moment et dans un avenir proche, les propulseurs de masses électromagnétiques ne servent qu'à des fins d'armement dans l'espace extra-atmosphérique proche de la Terre, de tels dispositifs devraient être interdits d'une manière générale sur les plates-formes spatiales.

iii) Description de l'arme et stade de la mise au point

Les dispositifs de ce genre n'en sont encore qu'au stade de la mise au point en laboratoire. On n'est pas encore parvenu à les transformer en armes spatiales. Le principe fondamental est celui de l'accélération d'une petite masse de quelques grammes dans un champ électromagnétique. La dimension de l'accélérateur linéaire est de l'ordre de quelques mètres. A des fins d'armement, l'accélérateur a besoin d'être orienté avec précision vers l'objectif.

iv) Type de vérification

La surveillance des manoeuvres et l'inspection en orbite par les moyens techniques nationaux devraient créer une certaine confiance. La longueur du tube de glissement de l'accélérateur et l'importance de la source d'énergie devraient donner des indications sur leur objet. Il ne peut toutefois y avoir vérification fiable qu'avec inspection sur place de la plate-forme avant le lancement. Il n'est en effet guère possible de surveiller les expériences spatiales après le lancement.

Limite concernant les fusées chimiques et les accélérateurs de masses basés au sol

1. Limites concernant les missiles à ascension directe basés au sol

i) Type d'armes ou d'éléments d'armes spatiales

Missiles à ascension directe lancés à partir du sol, de la mer ou de l'air en vue de détruire des objets spatiaux par collision directe, explosion ou émission de projectiles.

ii) Mesures nécessaires pour la prévention de telles armes

S'abstenir de mettre au point des véhicules pour l'interception à grande delta-v d'objets spatiaux.

S'abstenir d'effectuer des essais de dispositifs en mode d'interception à grande delta-v.

Il n'est pas facile de distinguer les lancements normaux de fusées en vue d'atteindre des altitudes élevées et les missions d'interception à grande delta-v. Par conséquent, la trajectoire de vol des fusées en mission ne devrait pas passer à moins d'une certaine distance (éventuellement 100 km) des objets spatiaux.

iii) Description de l'arme et stade de la mise au point

Les engins de ce type lancés à partir du sol et de l'air en sont à un stade très avancé de mise au point en tant qu'armes. Des essais en modes ASAT, ABM et ATBM ont déjà eu lieu. La capacité d'utilisation en tant qu'armement est obtenue par la combinaison des dispositifs de lancement et de visée. Jusqu'à environ 1 000 km d'altitude, on peut utiliser des vecteurs lancés à partir du sol ou

de l'air. La durée totale s'écoulant entre le lancement du missile et l'interception serait d'une dizaine de minutes. Pour des altitudes plus élevées, il faut de grandes fusées lancées à partir du sol et équipées d'un dispositif d'autoguidage. L'interception d'un objet en orbite géostationnaire prendrait environ une heure.

Les missiles équipés d'autodirecteurs pour l'interception à grande delta-v doivent être considérés comme la partie constituant l'armement d'un système global de détection avancée, de visée et de pointage d'éléments basés dans l'espace et au sol et reliés par des communications étendues.

iv) Type de vérification

Il est difficile de vérifier efficacement le respect de l'interdiction de ce type d'armes. L'installation et la préparation de grandes fusées lancées à partir du sol pour les interceptions en haute altitude peuvent, dans une certaine mesure, être surveillées par les moyens techniques nationaux. Si les sites de lancement sont connus, une inspection sur place détaillée réduirait encore l'incertitude.

Cependant, les systèmes d'armes utilisant de petits vecteurs - et, en particulier, les missiles lancés par air - peuvent difficilement être détectés par les moyens techniques nationaux. On peut même facilement déjouer une inspection sur place aux abords d'un aéronef lanceur grâce à un stockage clandestin. Seuls les essais du système sur le terrain peuvent être surveillés par les moyens techniques nationaux et par d'autres moyens. Un système d'armes bien au point et essayé sur le terrain pose des problèmes de vérification pratiquement insolubles. La façon la plus efficace de vérifier le respect d'une interdiction est donc d'interdire immédiatement tout nouvel essai de ces systèmes d'armes étant donné qu'ils ne sont pas encore opérationnels.

On pourrait ainsi disposer d'un système de détection efficace permettant une vérification adéquate et réduisant au minimum le risque résiduel. L'écart entre la vérifiabilité et l'acceptabilité s'accroîtrait à chaque nouvel essai sur le terrain, jusqu'à un seuil à partir duquel une vérification efficace n'est plus possible.

2. Propulseurs de masses basés au sol (canons à rails)

i) Type d'armes ou d'éléments d'armes spatiales

Propulseurs de masses électromagnétiques basés au sol (canons à rails) utilisant de petites masses comme projectiles.

ii) Mesures nécessaires pour la prévention de telles armes

S'abstenir d'utiliser contre des objets spatiaux les projectiles de propulseurs de masses basés au sol.

iii) Description de l'arme et stade de la mise au point

Les dispositifs de ce genre n'en sont encore qu'au stade de mise au point en laboratoire. On n'est pas encore parvenu à les transformer en armes spatiales. La dimension de l'accélérateur linéaire est de l'ordre de quelques mètres. A des fins d'armement, le tube de glissement de l'accélérateur doit être pointé avec précision sur la cible.

iv) Type de vérification

Une surveillance attentive des activités de surface par les moyens techniques nationaux pourrait créer une certaine confiance. Toutefois, seule une inspection sur place peut donner le degré de sécurité qu'exige une vérification adéquate.

Mines spatiales et engins de collision

1. Mines spatiales

i) Type d'armes ou d'éléments d'armes spatiales

Les mines spatiales sont des dispositifs que l'on peut approcher d'un véhicule spatial et faire exploser par commande; ce sont les débris projetés par l'explosion qui détruisent la cible.

ii) Mesures nécessaires pour la prévention de telles armes

S'abstenir de :

mettre au point des dispositifs dotés de mécanismes explosibles visant à la destruction d'objets spatiaux;

lancer de tels dispositifs;

manoeuvrer de tels dispositifs à proximité d'objets spatiaux.

Les explosifs à bord d'objets spatiaux ne devraient être utilisés que de manière très limitée. Toute production inutile de débris devrait être évitée. La mise au point de mécanismes explosibles aux fins de collisions provoquées par les débris résultant de l'explosion devrait être strictement interdite. Le lancement de tels dispositifs dans l'espace devrait être évité. La manoeuvre de tels dispositifs à proximité d'un objet spatial et tout essai de ces dispositifs devraient être rigoureusement interdits. L'établissement d'une zone interdite d'accès autour de l'objet spatial, zone de plusieurs kilomètres de rayon, pourrait suffire, s'agissant d'explosifs classiques, à empêcher la conduite d'essais fiables.

iii) Description de l'arme et stade de la mise au point

Les mines spatiales constitueraient une arme antisatellite typique. Il s'agit d'objets manoeuvrables, déployés dans l'espace clandestinement ou ouvertement à seule fin de détruire par commande des objets spatiaux distincts. Pour attaquer, la mine spatiale changerait d'orbite afin de s'approcher du satellite cible, appuyée en cela par des systèmes de poursuite basés au sol et dans l'espace et par des capteurs d'autoguidage installés à bord. On dispose d'ores et déjà des techniques nécessaires pour mettre au point ce système d'armes. Les procédures de lancement et les manoeuvres effectuées à proximité d'un objet spatial cible pourraient être aisément détectées au moyen de systèmes de poursuite et de capteurs spatiaux, mais il serait difficile de les distinguer des procédures normales de rendez-vous orbital.

iv) Type de vérification

Surveiller efficacement le respect d'un accord d'interdiction est tâche difficile. La procédure la plus prometteuse consisterait en l'établissement de zones interdites d'accès autour des objets spatiaux d'autres Etats; cette procédure serait incorporée dans le cadre général d'un code de la route applicable à l'espace.

Les moyens techniques nationaux pourraient assurer la surveillance à cet égard.

Il est toutefois difficile de distinguer des procédures de rendez-vous les essais correspondant à la partie manoeuvre de la mission confiée à une mine spatiale.

Interdire sans tarder les essais de mines spatiales faciliterait le processus de vérification. Cette mesure préviendrait la mise au point et le déploiement de mines spatiales efficaces. La notification préalable des lancements et des changements d'orbite prévus, s'accompagnant d'une inspection sur place avant le lancement, simplifierait considérablement les autres problèmes que pose la vérification.

2. Engins de collision manoeuvrables

i) Type d'armes ou d'éléments d'armes spatiales

Les engins de collision sont des objets spatiaux mis sur orbite, qui peuvent changer de trajectoire et s'approcher à grande vitesse d'autres objets spatiaux. Dans le cas de certains objets spatiaux, une vitesse relative de plus d'un mètre à la seconde suffirait pour causer des dégâts irréversibles.

ii) Mesures nécessaires pour la prévention de telles armes

Interdire le placement à bord d'objets spatiaux de dispositifs d'autoguidage à grande vitesse.

S'abstenir d'essais d'autoguidage à grande vitesse.

Respecter strictement la zone interdite d'accès entourant les objets spatiaux d'autres Etats.

Comme les collisions, à quelque vitesse que ce soit, ne sont pas nécessaires pour les activités d'exploration et pour les applications n'ayant pas l'armement comme finalité, ces manoeuvres devraient, de manière générale, être interdites. Aussi faudrait-il ne mettre au point ou n'essayer aucun dispositif permettant les procédures d'autoguidage à grande vitesse. Il ne faudrait pas approcher à grande vitesse d'un objet spatial à plus d'une distance minimum (100 km, peut-être).

iii) Description de l'arme et stade de la mise au point

L'engin de collision manoeuvrable comporte certaines des caractéristiques de la mine spatiale et des caractéristiques du dispositif de collision basé dans l'espace ou au sol. Les armes de ce type seraient très manoeuvrables et dotées d'un dispositif d'autoguidage précis. Le strict respect de la zone interdite d'accès autour de véhicules spatiaux qui pourraient constituer des cibles en empêcherait l'utilisation comme armes. Il existe nombre de véhicules spatiaux qui, jusqu'à un certain point, pourraient constituer des armes de ce type. Cependant, en tant que système d'armes, ils ne sont pas très efficaces.

iv) Type de vérification

La vérification de nature à permettre une surveillance efficace du respect d'un accord interdisant la mise au point et le déploiement est chose difficile. L'essai d'un système de cet ordre ne pourrait qu'en partie être assuré à partir des moyens techniques nationaux. L'inspection du véhicule spatial avant son lancement n'accroîtrait pas considérablement la confiance. En revanche, la surveillance du respect des zones interdites d'accès peut effectivement être assurée par le biais des moyens techniques nationaux.

3. Création de nuages composés de petits engins de collision

i) Type d'armes ou d'éléments d'armes spatiales

Nuages formés par la réunion d'un grand nombre de petits engins de collision (grenaille).

ii) Mesures nécessaires pour la prévention de telles armes

S'abstenir d'introduire délibérément de la grenaille dans l'espace.

Limiter au maximum les explosions dans l'espace pour ne pas créer de débris.

Il devrait être rigoureusement interdit de rejeter délibérément dans l'espace, à partir d'un véhicule spatial, des corps de petite dimension. Il ne faudrait ni mettre au point ni déployer de dispositifs de visée pour lancer des projectiles à partir d'un véhicule spatial. Il faudrait limiter au plus strict minimum la production de débris provenant d'une explosion ou dus au fonctionnement normal d'un véhicule spatial.

iii) Description de l'arme et stade de la mise au point

Un véhicule spatial capable de projeter un grand nombre d'éclats de métal qui seraient dirigés sur un objet spatial sous la forme d'un étroit faisceau ou qui se répandraient sur une vaste zone et causeraient des dégâts par collision constituerait une application à des fins d'armement. L'opération pourrait être étendue au point de menacer toute une région d'orbites, telle la zone de l'orbite géostationnaire. Même en quantités relativement faibles, ces engins de collision risqueraient de présenter des dangers pour les missions spatiales qui franchiraient le nuage de grenaille.

iv) Type de vérification

Il ne pourrait y avoir de vérification efficace du respect d'un accord interdisant l'utilisation de nuages de petits engins de collision qu'au moyen de l'inspection sur place du véhicule spatial avant son lancement. Le déploiement de tels éclats dans l'espace peut difficilement être contrôlé en raison de leur section trop faible pour la surveillance radar ou optique.

HONGRIE

DOCUMENT DE TRAVAIL

Suggestions concernant la portée de l'interdiction des armes radiologiques

Évaluant les négociations sur l'interdiction des armes radiologiques et sur l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires auxquelles a procédé le Comité spécial des armes radiologiques, la délégation hongroise estime qu'un nombre suffisant de matériaux a été accumulé au sujet des éléments concernant la portée de l'interdiction pour le volet "A" comme pour le volet "B". Les éléments qui pourraient être inclus dans la portée de l'instrument ou des instruments futurs apparaissent à l'heure actuelle sous forme de variantes. Il est inévitable, à une étape appropriée des négociations, que l'on commence à élaborer un libellé unique concernant la portée dans les deux domaines considérés. Le présent document de travail vise - à des fins d'illustration - à suggérer une solution pratique en vue d'établir un seul libellé concernant la portée pour le volet "A" et pour le volet "B" respectivement, en fonction des éléments figurant dans les documents de travail examinés au sein des groupes de contact du Comité spécial des armes radiologiques.

I. Volet "A"

Paragraphe 1

Chaque Etat partie au présent Traité s'engage à ne jamais, dans aucune circonstance, employer délibérément en les disséminant, y compris en les déversant, de matières radioactives afin de causer des destructions, des dommages ou des préjudices du fait du rayonnement produit par la désintégration naturelle de ces matières.

Paragraphe 2

Chaque Etat partie au présent Traité s'engage à ne jamais, dans aucune circonstance, mettre au point, fabriquer, stocker, ni acquérir ou posséder d'une autre manière :

a) Tout dispositif, y compris toute arme ou tout équipement, spécialement conçu pour utiliser des matières radioactives en les disséminant ou en les déversant afin de causer des destructions, des dommages ou des préjudices du fait du rayonnement produit par la désintégration naturelle de ces matières;

b) Toute matière radioactive spécialement préparée, élaborée ou conçue pour être utilisée, par dissémination ou par déversement, afin de causer des destructions, des dommages ou des préjudices du fait du rayonnement produit par la désintégration naturelle de cette matière.

Paragraphe 3

Chaque Etat partie au présent Traité s'engage également à ne pas aider, encourager ou inciter de quelque manière que ce soit une personne, un Etat, un groupe d'Etats ou une organisation internationale quels qu'ils soient à se livrer à l'une quelconque des activités qu'il s'est engagé à ne pas entreprendre conformément aux dispositions du Traité.

Paragraphe 4

Chaque Etat partie au présent Traité s'engage, conformément à ses procédures constitutionnelles, à prendre toute mesure qu'il juge nécessaire dans tout endroit placé sous sa juridiction ou son contrôle pour :

a) interdire et prévenir toute activité qui constituerait pour un Etat partie une violation des obligations qu'il a contractées en vertu du présent Traité;

b) interdire et prévenir le détournement de matières radioactives qui pourraient être utilisées pour un emploi interdit conformément aux dispositions du présent Traité;

c) prévenir la perte de matières radioactives qui pourraient être utilisées pour un emploi interdit conformément aux dispositions du présent Traité.

II. Volet "B"

Paragraphe 1

Chaque Etat partie au présent Traité s'engage à ne jamais, dans aucune circonstance, attaquer des installations nucléaires visées au paragraphe ..., causant ainsi délibérément le rejet des matières radioactives qui y sont contenues.

PEROU

PROJET DE CONVENTION RELATIVE A L'INTERDICTION D'ATTAQUER DES INSTALLATIONS NUCLEAIRES

Les Etats parties à la présente Convention,

Réaffirmant leur engagement de maintenir et de renforcer la paix et la sécurité internationales et de promouvoir l'amitié et la coopération dans leurs relations internationales;

Réaffirmant le principe de la Charte des Nations Unies selon lequel les Membres de l'Organisation s'abstiennent de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;

Rappelant le paragraphe 1 de l'article 56 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, qui interdit entre autres les attaques contre les centrales nucléaires de production d'énergie électrique;

Conscients de la nécessité de promouvoir des mesures de confiance entre Etats comme moyen d'établir un climat international de bonne volonté et de confiance mutuelle;

Ayant à l'esprit l'engagement pris dans le Document final adopté par l'Assemblée générale à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, le 1er juillet 1978, de réaliser des progrès sur la voie du désarmement général et complet;

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

1. Chaque Etat partie s'engage à s'abstenir de mener, d'encourager ou d'autoriser des attaques contre les équipements ou installations nucléaires de tout autre Etat partie, ou d'y participer de quelque manière que ce soit.

2. Chaque Etat partie s'engage aussi à s'abstenir de menacer d'attaquer les équipements ou installations nucléaires d'un autre Etat partie, quelle que puisse être son intention et qu'il existe ou non un risque latent que ces équipements ou installations soient détruits ou endommagés.

ARTICLE II

1. Aux fins de la présente Convention, l'expression "équipement ou installation nucléaire" s'entend d'un réacteur nucléaire ou de tout autre équipement ou installation servant à fabriquer, à manipuler, à traiter, à transformer ou à stocker du combustible nucléaire ou toute autre matière nucléaire, radioactifs ou non, se trouvant sur le territoire d'un Etat partie, quel qu'il soit, ou sous sa juridiction et son contrôle.
2. Chaque Etat partie informe le Dépositaire, avant le 31 mars de chaque année civile, de l'emplacement géographique (latitude et longitude) de chacun de ses équipements ou installations nucléaires, en lui en indiquant la fonction ou le but. Cette information reste valable jusqu'au 31 mars de l'année civile suivante.

ARTICLE III

Le Dépositaire de la présente Convention est le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Dépositaire tient un registre annuel des équipements ou installations nucléaires visés par les dispositions de la présente Convention et en transmet des exemplaires certifiés conformes à chacun des Etats parties à la Convention, avant le 31 mai de chaque année.

ARTICLE IV

1. Tout Etat partie peut déposer plainte auprès du Dépositaire contre tout autre Etat partie ayant agi en violation des obligations qui lui incombent en vertu des dispositions de la Convention. La plainte est accompagnée de toute l'information pertinente et de tous les éléments de preuve possibles pour en établir le bien-fondé.
2. Dans les 48 heures suivant réception de la plainte, le Dépositaire lance une enquête avec la coopération d'experts qualifiés et prend des arrangements en vue de l'envoi sur place d'une mission d'établissement des faits.
3. Les Etats parties s'engagent à coopérer à la réalisation de l'enquête que le Dépositaire peut lancer après avoir reçu une plainte d'un Etat partie, quel qu'il soit.
4. Le rapport sur l'enquête effectuée par le Dépositaire est examiné par la Conférence des Etats parties qui adopte les mesures qui peuvent s'imposer. Le Dépositaire convoque la Conférence des Etats parties à la date la plus rapprochée possible, mais au plus tard 15 jours après la présentation du rapport.
5. Aux fins du présent article, le Dépositaire dresse une liste d'experts qualifiés dès l'entrée en vigueur de la Convention. Cette liste comprend 15 experts qualifiés choisis sur une base politique et géographique aussi large que possible.

ARTICLE V

La présente Convention ne peut pas faire l'objet de réserves.

ARTICLE VI

Tout Etat partie peut prêter assistance à un autre Etat partie ayant subi un préjudice du fait de la violation des obligations stipulées dans la présente Convention.

ARTICLE VII

La présente Convention est ouverte indéfiniment à la signature de tous les Etats. Elle est soumise à ratification par les Etats signataires, conformément à leurs procédures constitutionnelles. Elle entre en vigueur à la date du dépôt du trentième instrument de ratification. Pour chaque Etat partie dont l'instrument de ratification ou d'adhésion est déposé après l'entrée en vigueur de la Convention, celle-ci entre en vigueur le jour du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE VIII

La présente Convention, dont le texte en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe fait également foi est enregistrée par le Dépositaire conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Les signatures et ratifications de la présente Convention sont notifiées par le Dépositaire aux Etats parties.

FAIT A CE JOUR DE
MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/930
12 juillet 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 6 JUILLET 1989, ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, TRANSMETTANT LE TEXTE DE LA DECLARATION CONJOINTE DU 13 JUIN 1989, SIGNEE A BONN PAR LE CHANCELIER DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE ET LE SECRETAIRE GENERAL DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIETIQUE, PRESIDENT DU SOVIET SUPREME DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES, AINSI QUE LE TEXTE DE LA DECLARATION CONJOINTE ADOPTEE LE 14 JUIN 1989 A BONN PAR LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE ET DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la Déclaration conjointe datée du 13 juin 1989, signée à Bonn par le Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, Helmut Kohl, et le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Président du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Mikhaïl Serguéévitch Gorbatchev. J'inclus en outre le texte de la déclaration conjointe adoptée le 14 juin 1989 à Bonn par M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, et M. Edouard Chevardnadzé, ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer ces deux textes comme documents officiels de la Conférence du désarmement.

L'Ambassadeur,

(Signé) Paul Joachim von Stülpnagel

Déclaration conjointe, datée du 13 juin 1989, du Chancelier de
la République fédérale d'Allemagne et du Secrétaire général du
Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique

I

La République fédérale d'Allemagne et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont d'accord pour reconnaître qu'à la veille de l'an 2000 l'humanité est appelée à relever des défis historiques. Des problèmes qui revêtent une importance vitale pour tous ne peuvent être résolus qu'avec le concours de tous les Etats et de tous les peuples. C'est pourquoi une nouvelle pensée politique s'impose.

- L'homme, sa dignité et ses droits ainsi que le souci d'assurer la survie de l'humanité doivent être au centre de la politique.

- Le potentiel énorme de forces et de capacités créatrices dont disposent l'individu et la société moderne doit profiter à la sauvegarde de la paix et à la prospérité de tous les pays et de tous les peuples.

- Toute guerre, qu'elle soit nucléaire ou conventionnelle, doit être empêchée. Les conflits qui sévissent dans différentes régions de la planète doivent être réglés, et la paix doit être maintenue et concrètement mise en oeuvre.

- Le droit de tous les peuples et de tous les Etats de décider librement de leur destin et de conduire souverainement leurs relations mutuelles sur la base du droit international doit être assuré. La primauté du droit international doit être garantie en politique intérieure et internationale.

- Les acquis de l'économie, de la science et de la technique modernes offrent des possibilités insoupçonnées dont tous devraient bénéficier. Les risques et les chances qui en résultent exigent des réponses communes. C'est pourquoi il est important que la coopération soit élargie dans tous ces domaines, que les entraves commerciales de toute sorte soient progressivement supprimées, que de nouvelles formes d'action commune soient recherchées et qu'elles soient exploitées dynamiquement en vue d'en tirer mutuellement profit.

- Dans l'intérêt des générations présentes et futures, il faut s'employer énergiquement à sauvegarder l'environnement naturel et à éliminer la famine et la misère dans le monde.

- Les menaces nouvelles, dont les épidémies et le terrorisme international, doivent être énergiquement combattues.

Les deux parties sont déterminées à assumer les responsabilités qui découlent de la reconnaissance de cet état de fait. Les différences qui continuent d'exister entre les systèmes de valeurs et les systèmes politiques et sociaux ne constituent pas un obstacle à la conception d'une politique d'avenir dépassant les frontières de ces systèmes.

II

L'Europe est appelée à jouer un rôle éminent dans la construction d'un avenir pacifique. Bien que le continent ait été divisé pendant des décennies, la conscience d'une identité et d'une communauté européennes est restée vivante et s'affirme de plus en plus. Cette tendance doit être encouragée.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique considèrent que l'objectif essentiel de leur politique est de renouer avec les traditions européennes historiques et de contribuer ainsi à surmonter la division de l'Europe. Elles sont déterminées à élaborer ensemble des conceptions qui permettront d'atteindre cet objectif en construisant une Europe de la paix et de la coopération - un ordre de paix européen ou la maison européenne commune où les Etats-Unis et le Canada auront également leur place. L'acte final d'Helsinki, dans toutes ses parties, et les documents de clôture de Madrid et de Vienne définissent la marche à suivre pour atteindre cet objectif.

L'Europe, qui a le plus souffert des deux guerres mondiales, doit donner au monde un exemple de paix stable, de bon voisinage et de coopération constructive qui conduise tous les Etats, indépendamment des différences entre leurs systèmes sociaux, à user de leurs capacités pour aboutir à une prospérité partagée. Les Etats européens peuvent et doivent vivre ensemble sans avoir peur les uns des autres et pratiquer une concurrence pacifique.

La construction de l'Europe de la paix et de la coopération doit notamment comprendre les éléments suivants :

- Le respect sans réserve de l'intégrité et de la sécurité de chaque Etat, chacun ayant le droit de choisir librement son système politique et social, ainsi que le respect sans réserve des principes et des normes du droit international, notamment le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes;
- La poursuite énergique du processus de désarmement et de limitation des armements. A l'époque du nucléaire, nos efforts ne doivent pas seulement tendre à prévenir la guerre, mais aussi à instaurer la paix et à la rendre plus sûre;
- Un dialogue intense englobant tous les thèmes aussi bien classiques que nouveaux portant sur les relations bilatérales et multilatérales, y compris des rencontres régulières au plus haut niveau politique;
- La mise en oeuvre des droits de l'homme et l'encouragement des échanges de personnes et d'idées. Cela suppose le développement des jumelages entre les villes, des liaisons sur le plan des transports et de l'information, des contacts culturels et de la circulation des voyageurs et des sportifs, la promotion de l'enseignement des langues ainsi qu'une attitude bienveillante dans les questions humanitaires, y compris la réunion des familles et les déplacements à l'étranger;
- Le développement de contacts directs entre les jeunes et le devoir des générations nouvelles de construire un avenir pacifique;

- Une large coopération économique dans l'intérêt de chacun, y compris de nouvelles formes de coopération. La déclaration conjointe de la Communauté économique européenne et du Conseil d'assistance économique mutuelle en date du 25 juin 1988, la normalisation des relations entre la Communauté européenne et les Etats membres européens du Conseil d'assistance économique mutuelle et le dialogue politique qui a été entamé entre l'Union soviétique et les 12 Etats membres de la Communauté européenne ouvrent dans cette direction de nouvelles perspectives de développement à l'échelle européenne;
- L'établissement progressif d'une coopération à l'échelle européenne dans différents domaines, notamment les transports, l'énergie, la santé publique, l'information et la communication;
- Une coopération écologique intensive et l'exploitation de nouvelles technologies qui, dans l'intérêt de tous, préviennent notamment les dangers transfrontière;
- Le respect et la volonté de préservation des cultures historiques et traditionnelles des peuples d'Europe. Cette diversité culturelle constitue l'une des grandes richesses de ce continent. Les minorités nationales en Europe, avec leur culture propre, font partie intégrante de cette richesse. Leurs intérêts légitimes méritent d'être protégés.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique invitent tous les Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à coopérer à l'architecture future de l'Europe.

III

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique déclarent que nul ne doit assurer sa propre sécurité aux dépens de la sécurité des autres. C'est pourquoi elles s'efforceront d'éliminer les causes de la tension et de la défiance grâce à une politique constructive et tournée vers l'avenir, de telle sorte que le sentiment de menace qui subsiste encore aujourd'hui puisse être graduellement remplacé par un climat de confiance mutuelle.

Les deux parties reconnaissent qu'indépendamment de son importance et de son orientation idéologique, chaque Etat peut faire valoir des intérêts de sécurité légitimes. Elles condamnent les visées de supériorité militaire. La guerre ne doit plus être un instrument de la politique. La politique de sécurité et la planification des forces armées doivent servir exclusivement à réduire et à éliminer le danger de guerre et à préserver la paix avec un niveau d'armement réduit. Ceci exclut la course aux armements.

Les deux parties aspirent à éliminer par la voie d'accords contraignants et sous un contrôle international efficace les asymétries existantes et à réduire les potentiels militaires pour atteindre un équilibre stable à un niveau inférieur qui soit suffisant pour la défense mais non pour l'attaque. Les deux parties estiment notamment qu'il est nécessaire d'exclure que des forces armées aient la capacité de lancer une attaque par surprise et de déclencher une action offensive de grande envergure.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique préconisent :

- Une réduction de 50 % des armes stratégiques offensives américaines et soviétiques;
- Des solutions américano-soviétiques arrêtées d'un commun accord à l'issue des négociations nucléaires et spatiales; cela s'applique également au respect du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques;
- L'instauration d'un équilibre stable et sûr des forces classiques à un niveau inférieur ainsi qu'un accord sur de nouvelles mesures de confiance et de sécurité dans toute l'Europe;
- Une interdiction des armes chimiques dans les plus brefs délais, qui soit universelle, générale et soumise à un contrôle efficace;
- La réalisation dans les plus brefs délais, dans le cadre de la Conférence du désarmement de Genève, d'un accord sur la cessation des essais nucléaires qui soit fiable et vérifiable. En ce qui concerne les discussions qui ont lieu actuellement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, il serait souhaitable que les parties se rapprochent progressivement de cet objectif;
- La création de nouvelles mesures de confiance, d'une plus grande transparence des potentiels et des budgets militaires, ainsi que des mécanismes internationaux efficaces destinés à faire face aux crises, y compris celles qui se produisent à l'extérieur de l'Europe.

IV

Compte tenu de l'histoire européenne et de la situation de l'Europe dans le monde, ainsi que du poids de chaque partie au sein de sa propre alliance, la République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique sont conscientes qu'un développement positif de leurs relations mutuelles a une importance centrale pour la situation en Europe et pour les relations Ouest-Est dans leur ensemble. Dans leur désir d'instituer durablement des relations de bon voisinage qui soient fiables, elles souhaitent renouer avec les bonnes traditions de leur histoire longue de plusieurs siècles. Leur objectif commun est de poursuivre leur coopération fructueuse, de continuer à la développer, de l'approfondir et de lui donner une qualité nouvelle.

Le Traité de Moscou du 12 août 1970 reste la base des relations entre les deux Etats. Les deux parties mettront pleinement à profit les possibilités qui ont été prévues dans le cadre de ce traité et d'autres accords.

Elles ont décidé de continuer systématiquement à développer la base contractuelle de leurs relations pour parvenir dans tous les domaines à des rapports de coopération entre partenaires fondés sur la confiance, l'égalité des droits et l'avantage mutuel.

Berlin (Ouest) participe au développement de la coopération sur la base du strict respect et de l'application intégrale de l'accord quadripartite du 3 septembre 1971.

V

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique sont déterminées à poursuivre dans tous les domaines le développement de leurs relations en faisant confiance à la prévisibilité à long terme de leur politique respective. Elles désirent que l'essor de leurs relations devienne stable et durable.

Cette politique tient compte des obligations qui découlent des alliances et des traités respectifs. Elle n'est dirigée contre personne. Elle répond au désir profond et longuement nourri des peuples de cicatriser par l'entente et la réconciliation les blessures du passé et de construire ensemble un avenir meilleur.

Bonn, le 13 juin 1989

Helmut KOHL

Mikhail S. GORBATCHEV

Déclaration conjointe des Ministres des affaires étrangères de
la République fédérale d'Allemagne et de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques adoptée à Bonn le 14 juin 1989

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique considèrent la conclusion et l'entrée en vigueur à une date rapprochée d'une convention universelle, générale et d'application effectivement vérifiable comme un objectif prioritaire des efforts qu'ils déploient dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement. Ils estiment que la Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques constitue un important pas en avant vers la réalisation de cet objectif et soulignent l'importance de la déclaration finale de cette conférence.

Les deux parties sont convenues de la nécessité urgente de mettre à profit les résultats de la Conférence de Paris pour faire progresser les négociations en cours de la Conférence du désarmement de Genève, afin que la convention sur les armes chimiques puisse être ouverte à la signature dans les délais les plus rapprochés. Pour leur part, ils expriment l'intention d'être parmi les signataires originels de la convention.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique attachent la plus haute importance à l'établissement d'un strict contrôle international, qui permettrait aux participants d'être pleinement assurés que les dispositions de la convention sont respectées. Les deux parties se déclarent prêtes à appuyer toute mesure de vérification propre à aboutir à une plus grande sécurité. Ils sont favorables à l'inclusion dans la convention de procédures de vérification systématique minutieusement élaborées et du régime d'inspection par mise en demeure.

Les deux parties préconisent une solution à la question de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie qui établisse un équilibre entre la nécessité d'une vérification extrêmement minutieuse et les légitimes intérêts industriels et commerciaux des parties à la convention. A cet égard, elles se félicitent des inspections nationales et internationales d'expérimentation des procédures de vérification de la non-fabrication d'armes chimiques en vue d'élaborer des procédures de vérification optimales.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique attachent une importance particulière à la création d'un climat de confiance et estiment que les mesures d'ordre pratique prises dans ce domaine sont un moyen efficace de favoriser la conclusion de la convention à une date rapprochée. Les deux parties sont convenues d'accélérer les efforts visant à favoriser l'ouverture et accroître l'échange des données nécessaires pour faire progresser les négociations.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique sont convenues d'intensifier les discussions bilatérales sur tous les aspects de l'interdiction des armes chimiques et, à cette fin, ont décidé de tenir régulièrement à Genève des consultations d'experts.

Les deux parties se déclarent profondément préoccupées par la prolifération des armes chimiques. Elles reconnaissent que l'entrée en vigueur d'une interdiction universelle et générale serait la seule solution durable du problème des armes chimiques. Elles estiment néanmoins qu'il importe entre-temps de prendre des mesures efficaces pour empêcher la prolifération des armes chimiques. Elles s'accordent à reconnaître que la prolifération continue des armes chimiques fait peser sur la communauté des nations une lourde responsabilité à laquelle aucun gouvernement ne saurait se dérober.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/931
12 juillet 1989

FRANCAIS
Original : RUSSE

LETTRE DATEE DU 5 JUILLET 1989, ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES, TRANSMETTANT LE TEXTE DE LA DECLARATION CONJOINTE DU SECRETAIRE GENERAL DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIETIQUE, PRESIDENT DU SOVIET SUPREME DE L'URSS, M. S. GORBACHEV, ET DU CHANCELIER DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, H. KOHL, SIGNEE A BONN LE 13 JUIN 1989, AINSI QUE LE TEXTE DE LA DECLARATION CONJOINTE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DE L'URSS ET DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, ADOPTEE A BONN LE 14 JUIN 1989

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la Déclaration conjointe du Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Président du Soviet suprême de l'URSS, M. S. Gorbatchev, et du Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, H. Kohl, signée à Bonn le 13 juin 1989, ainsi que le texte de la Déclaration conjointe du Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, E. A. Chevardnadzé, et du Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, H. D. Genscher, adoptée à Bonn le 14 juin 1989.

Je vous serais obligé de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que ces textes soient distribués comme documents officiels de la Conférence du désarmement.

Le Représentant de l'Union des
Républiques socialistes soviétiques
à la Conférence du désarmement

(signé) : S. Batsanov

Déclaration conjointe, datée du 13 juin 1989, du Chancelier de
la République fédérale d'Allemagne et du Secrétaire général du
Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique

I

La République fédérale d'Allemagne et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont d'accord pour reconnaître qu'à la veille de l'an 2000 l'humanité est appelée à relever des défis historiques. Des problèmes qui revêtent une importance vitale pour tous ne peuvent être résolus qu'avec le concours de tous les Etats et de tous les peuples. C'est pourquoi une nouvelle pensée politique s'impose.

- L'homme, sa dignité et ses droits ainsi que le souci d'assurer la survie de l'humanité doivent être au centre de la politique.
- Le potentiel énorme de forces et de capacités créatrices dont disposent l'individu et la société moderne doit profiter à la sauvegarde de la paix et à la prospérité de tous les pays et de tous les peuples.
- Toute guerre, qu'elle soit nucléaire ou conventionnelle, doit être empêchée. Les conflits qui sévissent dans différentes régions de la planète doivent être réglés, et la paix doit être maintenue et concrètement mise en oeuvre.
- Le droit de tous les peuples et de tous les Etats de décider librement de leur destin et de conduire souverainement leurs relations mutuelles sur la base du droit international doit être assuré. La primauté du droit international doit être garantie en politique intérieure et internationale.
- Les acquis de l'économie, de la science et de la technique modernes offrent des possibilités insoupçonnées dont tous devraient bénéficier. Les risques et les chances qui en résultent exigent des réponses communes. C'est pourquoi il est important que la coopération soit élargie dans tous ces domaines, que les entraves commerciales de toute sorte soient progressivement supprimées, que de nouvelles formes d'action commune soient recherchées et qu'elles soient exploitées dynamiquement en vue d'en tirer mutuellement profit.
- Dans l'intérêt des générations présentes et futures, il faut s'employer énergiquement à sauvegarder l'environnement naturel et à éliminer la famine et la misère dans le monde.
- Les menaces nouvelles, dont les épidémies et le terrorisme international, doivent être énergiquement combattues.

Les deux parties sont déterminées à assumer les responsabilités qui découlent de la reconnaissance de cet état de fait. Les différences qui continuent d'exister entre les systèmes de valeurs et les systèmes politiques et sociaux ne constituent pas un obstacle à la conception d'une politique d'avenir dépassant les frontières de ces systèmes.

II

L'Europe est appelée à jouer un rôle éminent dans la construction d'un avenir pacifique. Bien que le continent ait été divisé pendant des décennies, la conscience d'une identité et d'une communauté européennes est restée vivante et s'affirme de plus en plus. Cette tendance doit être encouragée.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique considèrent que l'objectif essentiel de leur politique est de renouer avec les traditions européennes historiques et de contribuer ainsi à surmonter la division de l'Europe. Elles sont déterminées à élaborer ensemble des conceptions qui permettront d'atteindre cet objectif en construisant une Europe de la paix et de la coopération - un ordre de paix européen ou la maison européenne commune où les Etats-Unis et le Canada auront également leur place. L'acte final d'Helsinki, dans toutes ses parties, et les documents de clôture de Madrid et de Vienne définissent la marche à suivre pour atteindre cet objectif.

L'Europe, qui a le plus souffert des deux guerres mondiales, doit donner au monde un exemple de paix stable, de bon voisinage et de coopération constructive qui conduise tous les Etats, indépendamment des différences entre leurs systèmes sociaux, à user de leurs capacités pour aboutir à une prospérité partagée. Les Etats européens peuvent et doivent vivre ensemble sans avoir peur les uns des autres et pratiquer une concurrence pacifique.

La construction de l'Europe de la paix et de la coopération doit notamment comprendre les éléments suivants :

- Le respect sans réserve de l'intégrité et de la sécurité de chaque Etat, chacun ayant le droit de choisir librement son système politique et social, ainsi que le respect sans réserve des principes et des normes du droit international, notamment le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes;
- La poursuite énergique du processus de désarmement et de limitation des armements. A l'époque du nucléaire, nos efforts ne doivent pas seulement tendre à prévenir la guerre, mais aussi à instaurer la paix et à la rendre plus sûre;
- Un dialogue intense englobant tous les thèmes aussi bien classiques que nouveaux portant sur les relations bilatérales et multilatérales, y compris des rencontres régulières au plus haut niveau politique;
- La mise en oeuvre des droits de l'homme et l'encouragement des échanges de personnes et d'idées. Cela suppose le développement des jumelages entre les villes, des liaisons sur le plan des transports et de l'information, des contacts culturels et de la circulation des voyageurs et des sportifs, la promotion de l'enseignement des langues ainsi qu'une attitude bienveillante dans les questions humanitaires, y compris la réunion des familles et les déplacements à l'étranger;
- Le développement de contacts directs entre les jeunes et le devoir des générations nouvelles de construire un avenir pacifique;

- Une large coopération économique dans l'intérêt de chacun, y compris de nouvelles formes de coopération. La déclaration conjointe de la Communauté économique européenne et du Conseil d'assistance économique mutuelle en date du 25 juin 1988, la normalisation des relations entre la Communauté européenne et les Etats membres européens du Conseil d'assistance économique mutuelle et le dialogue politique qui a été entamé entre l'Union soviétique et les 12 Etats membres de la Communauté européenne ouvrent dans cette direction de nouvelles perspectives de développement à l'échelle européenne;
- L'établissement progressif d'une coopération à l'échelle européenne dans différents domaines, notamment les transports, l'énergie, la santé publique, l'information et la communication;
- Une coopération écologique intensive et l'exploitation de nouvelles technologies qui, dans l'intérêt de tous, préviennent notamment les dangers transfrontière;
- Le respect et la volonté de préservation des cultures historiques et traditionnelles des peuples d'Europe. Cette diversité culturelle constitue l'une des grandes richesses de ce continent. Les minorités nationales en Europe, avec leur culture propre, font partie intégrante de cette richesse. Leurs intérêts légitimes méritent d'être protégés.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique invitent tous les Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à coopérer à l'architecture future de l'Europe.

III

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique déclarent que nul ne doit assurer sa propre sécurité aux dépens de la sécurité des autres. C'est pourquoi elles s'efforceront d'éliminer les causes de la tension et de la défiance grâce à une politique constructive et tournée vers l'avenir, de telle sorte que le sentiment de menace qui subsiste encore aujourd'hui puisse être graduellement remplacé par un climat de confiance mutuelle.

Les deux parties reconnaissent qu'indépendamment de son importance et de son orientation idéologique, chaque Etat peut faire valoir des intérêts de sécurité légitimes. Elles condamnent les visées de supériorité militaire. La guerre ne doit plus être un instrument de la politique. La politique de sécurité et la planification des forces armées doivent servir exclusivement à réduire et à éliminer le danger de guerre et à préserver la paix avec un niveau d'armement réduit. Ceci exclut la course aux armements.

Les deux parties aspirent à éliminer par la voie d'accords contraignants et sous un contrôle international efficace les asymétries existantes et à réduire les potentiels militaires pour atteindre un équilibre stable à un niveau inférieur qui soit suffisant pour la défense mais non pour l'attaque. Les deux parties estiment notamment qu'il est nécessaire d'exclure que des forces armées aient la capacité de lancer une attaque par surprise et de déclencher une action offensive de grande envergure.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique préconisent :

- Une réduction de 50 % des armes stratégiques offensives américaines et soviétiques;
- Des solutions américano-soviétiques arrêtées d'un commun accord à l'issue des négociations nucléaires et spatiales; cela s'applique également au respect du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques;
- L'instauration d'un équilibre stable et sûr des forces classiques à un niveau inférieur ainsi qu'un accord sur de nouvelles mesures de confiance et de sécurité dans toute l'Europe;
- Une interdiction des armes chimiques dans les plus brefs délais, qui soit universelle, générale et soumise à un contrôle efficace;
- La réalisation dans les plus brefs délais, dans le cadre de la Conférence du désarmement de Genève, d'un accord sur la cessation des essais nucléaires qui soit fiable et vérifiable. En ce qui concerne les discussions qui ont lieu actuellement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, il serait souhaitable que les parties se rapprochent progressivement de cet objectif;
- La création de nouvelles mesures de confiance, d'une plus grande transparence des potentiels et des budgets militaires, ainsi que des mécanismes internationaux efficaces destinés à faire face aux crises, y compris celles qui se produisent à l'extérieur de l'Europe.

IV

Compte tenu de l'histoire européenne et de la situation de l'Europe dans le monde, ainsi que du poids de chaque partie au sein de sa propre alliance, la République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique sont conscientes qu'un développement positif de leurs relations mutuelles a une importance centrale pour la situation en Europe et pour les relations Ouest-Est dans leur ensemble. Dans leur désir d'instituer durablement des relations de bon voisinage qui soient fiables, elles souhaitent renouer avec les bonnes traditions de leur histoire longue de plusieurs siècles. Leur objectif commun est de poursuivre leur coopération fructueuse, de continuer à la développer, de l'approfondir et de lui donner une qualité nouvelle.

Le Traité de Moscou du 12 août 1970 reste la base des relations entre les deux Etats. Les deux parties mettront pleinement à profit les possibilités qui ont été prévues dans le cadre de ce traité et d'autres accords.

Elles ont décidé de continuer systématiquement à développer la base contractuelle de leurs relations pour parvenir dans tous les domaines à des rapports de coopération entre partenaires fondés sur la confiance, l'égalité des droits et l'avantage mutuel.

Berlin (Ouest) participe au développement de la coopération sur la base du strict respect et de l'application intégrale de l'accord quadripartite du 3 septembre 1971.

V

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique sont déterminées à poursuivre dans tous les domaines le développement de leurs relations en faisant confiance à la prévisibilité à long terme de leur politique respective. Elles désirent que l'essor de leurs relations devienne stable et durable.

Cette politique tient compte des obligations qui découlent des alliances et des traités respectifs. Elle n'est dirigée contre personne. Elle répond au désir profond et longuement nourri des peuples de cicatriser par l'entente et la réconciliation les blessures du passé et de construire ensemble un avenir meilleur.

Bonn, le 13 juin 1989

Helmut KOHL

Mikhail S. GORBATCHEV

Déclaration conjointe des Ministres des affaires étrangères de
la République fédérale d'Allemagne et de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques adoptée à Bonn le 14 juin 1989

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique considèrent la conclusion et l'entrée en vigueur à une date rapprochée d'une convention universelle, générale et d'application effectivement vérifiable comme un objectif prioritaire des efforts qu'ils déploient dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement. Ils estiment que la Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques constitue un important pas en avant vers la réalisation de cet objectif et soulignent l'importance de la déclaration finale de cette conférence.

Les deux parties sont convenues de la nécessité urgente de mettre à profit les résultats de la Conférence de Paris pour faire progresser les négociations en cours de la Conférence du désarmement de Genève, afin que la convention sur les armes chimiques puisse être ouverte à la signature dans les délais les plus rapprochés. Pour leur part, ils expriment l'intention d'être parmi les signataires originels de la convention.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique attachent la plus haute importance à l'établissement d'un strict contrôle international, qui permettrait aux participants d'être pleinement assurés que les dispositions de la convention sont respectées. Les deux parties se déclarent prêtes à appuyer toute mesure de vérification propre à aboutir à une plus grande sécurité. Ils sont favorables à l'inclusion dans la convention de procédures de vérification systématique minutieusement élaborées et du régime d'inspection par mise en demeure.

Les deux parties préconisent une solution à la question de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie qui établisse un équilibre entre la nécessité d'une vérification extrêmement minutieuse et les légitimes intérêts industriels et commerciaux des parties à la convention. A cet égard, elles se félicitent des inspections nationales et internationales d'expérimentation des procédures de vérification de la non-fabrication d'armes chimiques en vue d'élaborer des procédures de vérification optimales.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique attachent une importance particulière à la création d'un climat de confiance et estiment que les mesures d'ordre pratique prises dans ce domaine sont un moyen efficace de favoriser la conclusion de la convention à une date rapprochée. Les deux parties sont convenues d'accélérer les efforts visant à favoriser l'ouverture et accroître l'échange des données nécessaires pour faire progresser les négociations.

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique sont convenues d'intensifier les discussions bilatérales sur tous les aspects de l'interdiction des armes chimiques et, à cette fin, ont décidé de tenir régulièrement à Genève des consultations d'experts.

Les deux parties se déclarent profondément préoccupées par la prolifération des armes chimiques. Elles reconnaissent que l'entrée en vigueur d'une interdiction universelle et générale serait la seule solution durable du problème des armes chimiques. Elles estiment néanmoins qu'il importe entre-temps de prendre des mesures efficaces pour empêcher la prolifération des armes chimiques. Elles s'accordent à reconnaître que la prolifération continue des armes chimiques fait peser sur la communauté des nations une lourde responsabilité à laquelle aucun gouvernement ne saurait se dérober.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/932
12 juillet 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 11 JUILLET 1989, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT PERMANENT
DE LA FINLANDE, TRANSMETTANT UN DOCUMENT INTITULE "STANDARD
OPERATING PROCEDURES FOR THE VERIFICATION OF CHEMICAL
DISARMAMENT, D.2, SECOND PROPOSAL FOR PROCEDURES
SUPPORTING THE REFERENCE DATABASE" 1/

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le quatorzième volume des rapports de recherche du Projet finlandais concernant la vérification du désarmement chimique, intitulé "Standard Operating Procedures for the Verification of Chemical Disarmament, D.2, Second Proposal for Procedures Supporting the Reference Database" (Procédures opérationnelles standard pour la vérification du désarmement chimique, D.2, deuxième proposition relative aux procédures concernant la base de données de référence).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document officiel de la Conférence du désarmement, ainsi que le rapport de recherche qui lui est joint.

L'Ambassadeur
Représentant permanent de la Finlande

(Signé) Olli Mennander

1/ Un nombre limité d'exemplaires de ce document, en anglais seulement, a été distribué aux membres de la Conférence du désarmement. Des exemplaires supplémentaires sont disponibles à la Mission permanente de la Finlande à Genève.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/933
CD/OS/WP.34
13 juillet 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 13 JUILLET 1989, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT PERMANENT
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE, TRANSMETTANT
UN DOCUMENT DE TRAVAIL INTITULE "ETUDE DES DISPOSITIONS
DU DROIT INTERNATIONAL SE RAPPORTANT A L'IMMUNITE ET
A LA PROTECTION DES OBJETS DANS L'ESPACE AINSI QU'A
D'AUTRES PRINCIPES FONDAMENTAUX REGISSANT
LES ACTIVITES SPATIALES"

Au nom de la République démocratique allemande, de la Bulgarie et de la Hongrie, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, au titre du point 5 de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, le texte d'un document de travail intitulé "Etude des dispositions du droit international se rapportant à l'immunité et à la protection des objets dans l'espace ainsi qu'à d'autres principes fondamentaux régissant les activités spatiales".

Je vous serais obligé de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires pour faire distribuer ce texte comme document officiel de la Conférence du désarmement et du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

L'Ambassadeur,

(Signé) Peter Dietze

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE, BULGARIE ET HONGRIE

Document de travail

Etude des dispositions du droit international se rapportant
à l'immunité et à la protection des objets dans l'espace
ainsi qu'à d'autres principes fondamentaux
régissant les activités spatiales

I

Tous les Etats participant à l'exploration et à l'utilisation de l'espace ont intérêt à ce que les objets spatiaux bénéficient d'une protection juridique. Les protéger constituerait une importante mesure de confiance et contribuerait à l'accroissement de la stabilité et de la sécurité internationale.

La présente étude des dispositions du droit international se rapportant à l'immunité et à la protection des objets spatiaux indique que le régime juridique en vigueur applicable à l'espace contribue à protéger les objets spatiaux. Il importe au plus haut point que tous les Etats se conforment rigoureusement aux accords considérés et en appliquent toutes les dispositions spécifiques.

L'étude fait aussi ressortir que le régime juridique en vigueur n'offre pas une protection entière des objets dans l'espace. Ce serait l'implantation d'armes dans l'espace qui présenterait pour ces objets la menace la plus grave. Des mesures supplémentaires s'imposent, qui pourraient notamment consister en :

- des mesures de confiance, qui comprendraient la prise d'engagements concernant un élargissement de l'échange d'informations et la mise en place de mécanismes de consultation, d'inspection et de contrôle appropriés;
- des engagements contraignants, pris à l'échelon multilatéral, concernant l'octroi de l'immunité aux objets dans l'espace, y compris un "code de la route" et/ou un "code de conduite";
- l'interdiction d'"armer" l'espace et de s'y livrer à certaines activités, comme de détruire délibérément des objets spatiaux, d'entraver leur fonctionnement normal et d'en modifier la trajectoire; l'interdiction de procéder à des essais d'armes spatiales, quelles qu'elles soient, et d'utiliser des objets spatiaux aux fins d'armes.

Il importerait au plus haut point, pour prévenir une course aux armements dans l'espace, de poursuivre le développement et la codification des règles existantes du droit international relatives à la protection des objets spatiaux.

Enfin, il convient de noter qu'une définition précise de l'expression "objet spatial", convenue à l'échelon multilatéral, pourrait s'avérer fort utile pour régler tout problème qui surgirait dans le domaine considéré.

II

L'examen des dispositions du droit international relatives à l'immunité et à la protection des objets dans l'espace (voir annexe) nous amène à faire les constatations suivantes :

1) La menace ou l'emploi de la force contre un objet dans l'espace sont interdits en vertu de normes du droit international généralement reconnues et qui sont de manière explicite énoncées dans des accords traitant spécifiquement de l'espace.

(Article 2 de la Charte des Nations Unies; Déclaration sur les relations amicales et la coopération entre les Etats;

Article III du Traité sur l'espace; article 2 de l'Accord sur les corps célestes)

2) Les Etats doivent mener leurs activités relatives à l'exploration et à l'utilisation de l'espace dans l'optique du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il est interdit de placer dans l'espace ou d'y essayer des armes de destruction massive, quelles qu'elles soient. La Lune et les autres corps célestes doivent être utilisés exclusivement à des fins pacifiques.

(Article premier du Traité d'interdiction partielle des essais; articles III et IV du Traité sur l'espace; article 3 de l'Accord sur les corps célestes)

3) Certains objets spatiaux, qui servent à des activités de vérification dans le domaine militaire et sont donc aptes à accroître la confiance internationale et la stabilité politique, ne bénéficient d'une protection spéciale que sur le plan bilatéral, en vertu d'accords conclus par les Etats-Unis et l'Union soviétique.

(Article XII du Traité ABM; article V de la Convention SALT I; article XV du Traité SALT II)

4) Les traités multilatéraux existants comportent certaines dispositions essentielles qui visent à garantir les droits d'un Etat concernant les objets qu'il a lancés dans l'espace et, en particulier, des normes régissant

- les rapports entre l'immatriculation d'un objet spatial par l'Etat de lancement, d'une part, et les droits de propriété et de juridiction nationales, d'autre part

(Article IX du Traité sur l'espace; article II de la Convention sur l'immatriculation)

- les obligations concernant la restitution d'un objet spatial ou de ses éléments constitutifs à l'Etat sur le registre duquel cet objet est inscrit, y compris des règles particulières relatives au sauvetage et au retour des astronautes en cas d'accident ou de défaillance technique

(Articles V et VIII du Traité sur l'espace; articles premier à 6 de l'Accord sur le sauvetage; articles 10 et 12 de l'Accord sur les corps célestes)

- les conditions de la responsabilité internationale de tout Etat pour les dommages causés aux objets spatiaux d'autrui

(Articles VI et VII du Traité sur l'espace; articles III à VI de la Convention sur la responsabilité; article 14 de l'Accord sur les corps célestes)

5) La protection des objets dans l'espace repose aussi sur des règles de conduite dont les Etats sont convenus afin de prévenir tout conflit ou malentendu à propos d'activités spatiales, comme par exemple :

- le devoir d'agir dans l'intérêt de tous les pays, sans discrimination;
- le devoir de fournir, autant que faire se peut, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des renseignements sur les objets lancés dans l'espace, renseignements qui sont consignés dans un registre spécial tenu par ce dernier;
- le devoir de ne pas gêner les activités menées par d'autres Etats sur des corps célestes.

(Articles premier et IX à XII du Traité sur l'espace; articles III à V de la Convention sur l'immatriculation; articles 5, 8, 9, 13, et 15 de l'Accord sur les corps célestes)

Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont établi des mécanismes de notification détaillés visant à réduire le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire.

(Articles 3 et 4 de l'Accord destiné à réduire le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire

Articles 2 et 3 de l'Accord sur la création de centres de réduction du risque nucléaire

Articles premier et III de l'Accord sur les notifications des lancements).

ANNEXE

| <u>Table des matières</u> | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| Liste des instruments internationaux pertinents | 6 |
| I. Normes fondamentales | 8 |
| II. Normes relatives aux droits de propriété et à la juridiction nationale sur les objets spatiaux après leur lancement | 10 |
| - Règles générales | 10 |
| - Règles particulières concernant les astronautes | 12 |
| - Responsabilité internationale | 13 |
| - Garanties complétant les moyens techniques nationaux de vérification | 15 |
| III. Autres grands principes régissant les activités dans l'espace | 16 |

Liste des instruments internationaux

- | | |
|--|---|
| - Charte des Nations Unies (signée le 26.6.1945, entrée en vigueur le 24.10.1945) <u>1</u> / et son interprétation qui fait foi contenue dans la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies portant approbation de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (adoptée le 24.10.1970) <u>2</u> / | Charte des Nations Unies |
| - Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (ouvert à la signature le 8.8.1963, entré en vigueur le 10.10.1963) <u>3</u> / | Déclaration sur les relations amicales et la coopération entre les Etats |
| - Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes (ouvert à la signature le 27.1.1967, entré en vigueur le 10.10.1967) <u>4</u> / | Traité d'interdiction partielle des essais |
| - Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (ouvert à la signature le 22.4.1968, entré en vigueur le 3.12.1968) <u>5</u> / | Traité sur l'espace |
| - Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif à certaines mesures destinées à réduire le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire (signé le 30.9.1971, entré en vigueur le 30.9.1971) <u>6</u> / | Accord sur le sauvetage |
| - Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif à certaines mesures destinées à réduire le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire (signé le 30.9.1971, entré en vigueur le 30.9.1971) <u>6</u> / | Accord destiné à réduire le risque d'une guerre nucléaire |
| - Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux (ouverte à la signature le 29.3.1972, entrée en vigueur le 1.9.1972) <u>7</u> / | Convention sur la responsabilité |
| - Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques concernant la limitation des systèmes de missiles antimissiles (signé le 26.5.1972, entré en vigueur le 3.10.1972) <u>8</u> / | Traité ABM |

- Convention provisoire entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur certaines mesures concernant la limitation des armes stratégiques offensives (signée le 26.5.1972, entrée en vigueur le 2.10.1972) 9/
Convention SALT I
- Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (ouverte à la signature le 14.1.1975, entrée en vigueur le 15.9.1976) 10/
Convention sur l'immatriculation
- Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques concernant la limitation des armes stratégiques offensives (signé le 18.6.1979) 11/
Traité SALT II
- Accord régissant les activités des Etats sur la Lune et les autres corps célestes (ouvert à la signature le 18.12.1979, entré en vigueur le 11.7.1984) 12/
Accord sur les corps célestes
- Convention internationale des télécommunications (ouverte à la signature le 6.11.1982, entrée en vigueur le 1.1.1984) 13/
Convention de l'UIT
- Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la création de centres de réduction du risque nucléaire (signé le 15.9.1987, entré en vigueur le 15.9.1987) 14/
Accord sur la création de centres de réduction du risque nucléaire
- Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur les notifications des lancements de missiles balistiques intercontinentaux et de missiles lancés par sous-marins (signé le 31.5.1988, entré en vigueur le 31.5.1988) 15/
Accord sur les notifications des lancements

I. Normes fondamentales

a) Charte des Nations Unies

Article 2

3. Les Membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger.

4. Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

b) Déclaration sur les relations amicales et la coopération entre les Etats

... Tout Etat a le devoir de s'abstenir, dans ses relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, [...] de toute [...] manière incompatible avec les buts des Nations Unies. Pareil recours à la menace ou à l'emploi de la force constitue une violation du droit international et de la Charte des Nations Unies et ne doit jamais être utilisé comme moyen de règlement des problèmes internationaux.

[...] Tous les Etats doivent remplir de bonne foi les obligations qui leur incombent en vertu des principes et règles généralement reconnus du droit international en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales [...]

Les Etats parties à un différend international, ainsi que les autres Etats, doivent s'abstenir de tout acte susceptible d'aggraver la situation au point de mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et doivent agir conformément aux buts et aux principes des Nations Unies.

c) Traité d'interdiction partielle des essais

Article premier

1. Chacune des Parties au présent Traité s'engage à interdire, à empêcher et à s'abstenir d'effectuer toute explosion expérimentale d'arme nucléaire, ou toute autre explosion nucléaire, en tout lieu relevant de sa juridiction ou de son contrôle :

a) Dans l'atmosphère, au-delà de ses limites, y compris l'espace extra-atmosphérique, ou sous l'eau, y compris les eaux territoriales ou la haute mer, ou

b) Dans tout autre milieu, si une telle explosion provoque la chute de déchets radioactifs en dehors des limites territoriales de l'Etat sous la juridiction ou le contrôle duquel a été effectuée l'explosion.

d) Traité sur l'espace

Article premier

L'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, doivent se faire pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit le stade de leur développement économique ou scientifique; elles sont l'apanage de l'humanité tout entière.

L'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, peut être exploré et utilisé librement par tous les Etats sans aucune discrimination, dans des conditions d'égalité et conformément au droit international, toutes les régions des corps célestes devant être librement accessibles.

Les recherches scientifiques sont libres dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, et les Etats doivent faciliter et encourager la coopération internationale dans ces recherches.

Article III

Les activités des Etats parties au Traité relatives à l'exploration et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, doivent s'effectuer conformément au droit international, y compris la Charte des Nations Unies, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales et de favoriser la coopération et la compréhension internationales.

Article IV

Les Etats parties au Traité s'engagent à ne mettre sur orbite autour de la Terre aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive, à ne pas installer de telles armes sur des corps célestes et à ne pas placer de telles armes, de toute autre manière, dans l'espace extra-atmosphérique.

Tous les Etats parties au Traité utiliseront la Lune et les autres corps célestes exclusivement à des fins pacifiques. Sont interdits sur les corps célestes l'aménagement de bases et installations militaires et de fortifications, les essais d'armes de tous types et l'exécution de manoeuvres militaires. N'est pas interdite l'utilisation de personnel militaire à des fins de recherche scientifique ou à toute autre fin pacifique. N'est pas interdite non plus l'utilisation de tout équipement ou installation nécessaire à l'exploration pacifique de la Lune et des autres corps célestes.

e) Accord sur les corps célestes

Article premier

1. Les dispositions du présent Accord relatives à la Lune s'appliquent également aux autres corps célestes à l'intérieur du système solaire excepté la Terre, à moins que des normes juridiques spécifiques n'entrent en vigueur en ce qui concerne l'un de ces corps célestes.

2. Aux fins du présent Accord, toute référence à la Lune est réputée s'appliquer aux orbites autour de la Lune et aux autres trajectoires en direction ou autour de la Lune.

Article 2

Toutes les activités sur la Lune, y compris les activités d'exploration et d'utilisation, sont menées en conformité avec le droit international, en particulier la Charte des Nations Unies, et compte tenu de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale le 24 octobre 1970, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales et pour encourager la coopération internationale et la compréhension mutuelle, les intérêts respectifs de tous les autres Etats parties étant dûment pris en considération.

Article 3

1. Tous les Etats parties utilisent la Lune exclusivement à des fins pacifiques.

2. Est interdit tout recours à la menace ou à l'emploi de la force ou à tout autre acte d'hostilité ou menace d'acte d'hostilité sur la Lune. Il est interdit de même d'utiliser la Lune pour se livrer à un acte de cette nature ou recourir à une menace de cette nature à l'encontre de la Terre, de la Lune, d'engins spatiaux, de l'équipage d'engins spatiaux ou d'objets spatiaux créés par l'homme.

II. Normes relatives aux droits de propriété et à la juridiction nationale sur les objets spatiaux après leur lancement

- Règles générales

a) Traité sur l'espace

Article VIII

L'Etat Partie au Traité sur le registre duquel est inscrit un objet lancé dans l'espace extra-atmosphérique conservera sous sa juridiction et son contrôle ledit objet et tout le personnel dudit objet, alors qu'ils se trouvent dans l'espace extra-atmosphérique ou sur un corps céleste. Les droits de propriété sur les objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, y compris les objets amenés ou construits sur un corps céleste, ainsi que sur leurs éléments constitutifs, demeurent entiers lorsque ces objets ou éléments se trouvent dans l'espace extra-atmosphérique ou sur un corps céleste, et lorsqu'ils reviennent sur la Terre. Les objets ou éléments constitutifs d'objets trouvés au-delà des limites de l'Etat partie au Traité sur le registre duquel ils sont inscrits doivent être restitués à cet Etat partie au Traité, celui-ci étant tenu de fournir, sur demande, des données d'identification avant la restitution.

b) Convention sur l'immatriculation

Article II

1. Lorsqu'un objet spatial est lancé sur une orbite terrestre ou au-delà, l'Etat de lancement l'immatricule au moyen d'une inscription sur un registre approprié dont il assure la tenue. L'Etat de lancement informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la création dudit registre.

2. Lorsque, pour un objet spatial lancé sur une orbite terrestre ou au-delà, il existe deux ou plusieurs Etats de lancement, ceux-ci déterminent conjointement lequel d'entre eux doit immatriculer ledit objet conformément au paragraphe 1 du présent article, en tenant compte des dispositions de l'article VIII du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, et sans préjudice des accords appropriés qui ont été ou qui seront conclus entre les Etats de lancement au sujet de la juridiction et du contrôle sur l'objet spatial et sur tout personnel de ce dernier.

3. La teneur de chaque registre et les conditions dans lesquelles il est tenu sont déterminées par l'Etat d'immatriculation intéressé.

c) Accord sur le sauvetage

Article 6

Aux fins du présent Accord, l'expression "autorité de lancement" vise l'Etat responsable du lancement, ou, si une organisation intergouvernementale internationale est responsable du lancement, ladite organisation, pourvu qu'elle déclare accepter les droits et obligations prévus dans le présent Accord et qu'une majorité des Etats membres de cette organisation soient Parties contractantes au présent Accord et au Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

d) Accord sur les corps célestes

Article 12

1. Les Etats parties conservent la juridiction ou le contrôle sur leur personnel, ainsi que sur leurs véhicules, matériel, stations, installations et équipements spatiaux se trouvant sur la Lune. La présence sur la Lune desdits véhicules, matériel, stations, installations et équipements ne modifie pas les droits de propriété les concernant.

- Règles particulières concernant les astronautes

a) Traité sur l'espace

Article V

Les Etats parties au Traité considéreront les astronautes comme des envoyés de l'humanité dans l'espace extra-atmosphérique et leur prêteront toute l'assistance possible en cas d'accident, de détresse ou d'atterrissage forcé sur le territoire d'un autre Etat partie au Traité ou d'amerrissage en haute mer. En cas d'un tel atterrissage ou amerrissage, le retour des astronautes à l'Etat d'immatriculation de leur véhicule spatial devra être effectué promptement et en toute sécurité.

Lorsqu'ils poursuivront des activités dans l'espace extra-atmosphérique et sur les corps célestes, les astronautes d'un Etat partie au Traité prêteront toute l'assistance possible aux astronautes des autres Etats parties au Traité.

Les Etats parties au Traité porteront immédiatement à la connaissance des autres Etats parties au Traité ou du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies tout phénomène découvert par eux dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, qui pourrait présenter un danger pour la vie ou la santé des astronautes.

b) Accord sur les corps célestes

Article 10

1. Les parties prennent toutes les mesures possibles pour sauvegarder la vie et la santé des personnes se trouvant sur la Lune. A cette fin, ils considèrent toute personne se trouvant sur la Lune comme étant un astronaute au sens de l'article V du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, et comme étant un membre de l'équipage d'un engin spatial au sens de l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique.

2. Les Etats parties recueillent dans leurs stations, leurs installations, leurs véhicules et autres équipements les personnes en détresse sur la Lune.

Article 12

[...]

3. Dans le cas d'urgence mettant en danger la vie humaine, les Etats parties peuvent utiliser le matériel, les véhicules, les installations, l'équipement ou les réserves d'autres Etats parties se trouvant sur la Lune. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou l'Etat partie intéressé en est informé sans retard.

- Responsabilité internationale

a) Traité sur l'espace

Article VI

Les Etats parties au Traité ont la responsabilité internationale des activités nationales dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, qu'elles soient entreprises par des organismes gouvernementaux ou par des entités non gouvernementales, et de veiller à ce que les activités nationales soient poursuivies conformément aux dispositions énoncées dans le présent Traité. Les activités des entités non gouvernementales dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, doivent faire l'objet d'une autorisation et d'une surveillance continue de la part de l'Etat approprié partie au Traité. En cas d'activités poursuivies par une organisation internationale dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, la responsabilité du respect des dispositions du présent Traité incombera à cette organisation internationale et aux Etats parties au Traité qui font partie de ladite organisation.

Article VII

Tout Etat partie au Traité qui procède ou fait procéder au lancement d'un objet dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, et tout Etat partie dont le territoire ou les installations servent au lancement d'un objet, est responsable du point de vue international des dommages causés par ledit objet ou par ses éléments constitutifs, sur la Terre, dans l'atmosphère ou dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, à un autre Etat partie au Traité ou aux personnes physiques ou morales qui relèvent de cet autre Etat.

b) Convention sur la responsabilité internationale

Article III

En cas de dommage causé, ailleurs qu'à la surface de la Terre, à un objet spatial d'un Etat de lancement ou à des personnes ou à des biens se trouvant à bord d'un tel objet spatial, par un objet spatial d'un autre Etat de lancement, ce dernier Etat n'est responsable que si le dommage est imputable à sa faute ou à la faute des personnes dont il doit répondre.

Article IV

1. En cas de dommage causé, ailleurs qu'à la surface de la Terre, à un objet spatial d'un Etat de lancement ou à des personnes ou à des biens se trouvant à bord d'un tel objet spatial, par un objet spatial d'un autre Etat de lancement, et en cas de dommage causé de ce fait à un Etat tiers ou à des personnes physiques ou morales relevant de lui, les deux premiers Etats sont solidairement responsables envers l'Etat tiers dans les limites indiquées ci-après :

a) Si le dommage a été causé à l'Etat tiers à la surface de la Terre ou à un aéronef en vol, leur responsabilité envers l'Etat est absolue;

b) Si le dommage a été causé à un objet spatial d'un Etat tiers ou à des personnes ou à des biens se trouvant à bord d'un tel objet spatial, ailleurs qu'à la surface de la Terre, leur responsabilité envers l'Etat tiers est fondée sur la faute de l'un d'eux ou sur la faute de personnes dont chacun d'eux doit répondre.

2. Dans tous les cas de responsabilité solidaire prévue au paragraphe 1 du présent article, la charge de la réparation pour le dommage est répartie entre les deux premiers Etats selon la mesure dans laquelle ils étaient en faute; s'il est impossible d'établir dans quelle mesure chacun de ces Etats était en faute, la charge de la réparation est répartie entre eux de manière égale. Cette répartition ne peut porter atteinte au droit de l'Etat tiers de chercher à obtenir de l'un quelconque des Etats de lancement ou de tous les Etats de lancement qui sont solidairement responsables la pleine et entière réparation due en vertu de la présente Convention.

Article V

1. Lorsque deux ou plusieurs Etats procèdent en commun au lancement d'un objet spatial, ils sont solidairement responsables de tout dommage qui peut en résulter.

2. Un Etat de lancement qui a réparé le dommage a un droit de recours contre les autres participants au lancement en commun. Les participants au lancement en commun peuvent conclure des accords relatifs à la répartition entre eux de la charge financière pour laquelle ils sont solidairement responsables. Lesdits accords ne portent pas atteinte au droit d'un Etat auquel a été causé un dommage de chercher à obtenir de l'un quelconque des Etats de lancement ou de tous les Etats de lancement qui sont solidairement responsables la pleine et entière réparation due en vertu de la présente Convention.

3. Un Etat dont le territoire ou les installations servent au lancement d'un objet spatial est réputé participant à un lancement commun.

Article VI

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, un Etat de lancement est exonéré de la responsabilité absolue dans la mesure où il établit que le dommage résulte, en totalité ou en partie, d'une faute lourde ou d'un acte ou d'une omission commis dans l'intention de provoquer un dommage, de la part d'un Etat demandeur ou des personnes physiques ou morales que ce dernier Etat représente.

2. Aucune exonération, quelle qu'elle soit, n'est admise dans les cas où le dommage résulte d'activités d'un Etat de lancement qui ne sont pas conformes au droit international, y compris, en particulier, à la Charte des Nations Unies et au Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

c) Accord sur les corps célestes

Article 14

1. Les Etats parties au présent Accord ont la responsabilité internationale des activités nationales sur la Lune, qu'elles soient menées par des organismes gouvernementaux ou par des entités non gouvernementales, et veillent à ce que lesdites activités soient menées conformément aux dispositions du présent Accord. Les Etats parties s'assurent que les entités non gouvernementales relevant de leur juridiction n'entreprennent des activités sur la Lune qu'avec l'autorisation de l'Etat partie intéressé et sous sa surveillance continue.

- Garanties complétant les moyens techniques nationaux de vérification

a) Traité ABM/Convention SALT I/Traité SALT II

Articles XII, V et XV respectivement

Article XV

1. En vue d'assurer l'observation des dispositions du présent Traité, chacune des Parties aura recours aux moyens techniques nationaux de vérification dont elle dispose, d'une manière compatible avec les principes généralement reconnus du droit international.

2. Chacune des Parties s'engage à ne pas faire obstacle aux moyens techniques nationaux de vérification de l'autre Partie agissant conformément au paragraphe 1 du présent article.

3. Chacune des Parties s'engage à ne pas recourir délibérément à des mesures de dissimulation qui empêcheraient la vérification, par les moyens techniques nationaux, de l'observation des dispositions du présent Traité. Cette obligation n'entraîne pas de modification des pratiques actuellement suivies en ce qui concerne la fabrication, le montage, les transformations ou les révisions.

b) Convention de l'UIT

Article 38

Installations des services de défense nationale

1. Les Membres conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées et de leurs forces navales et aériennes.

2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages préjudiciables ainsi que les prescriptions des Règlements administratifs concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.

(La pleine liberté d'utiliser les moyens de radiocommunication militaires est garantie aux Membres.

Ils doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de catastrophe, aux mesures à prendre pour empêcher les perturbations et aux fréquences spéciales à utiliser.)

III. Autres grands principes régissant les activités dans l'espace

a) Traité sur l'espace

Article IX

En ce qui concerne l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, les Etats parties au Traité devront se fonder sur les principes de la coopération et de l'assistance mutuelle et poursuivront toutes leurs activités dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, en tenant dûment compte des intérêts correspondants de tous les autres Etats parties au Traité. Les Etats parties au Traité effectueront l'étude de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, et procéderont à leur exploration de manière à éviter les effets préjudiciables de leur contamination ainsi que les modifications nocives du milieu terrestre résultant de l'introduction de substances extraterrestres et, en cas de besoin, ils prendront les mesures appropriées à cette fin. Si un Etat partie au Traité a lieu de croire qu'une activité ou expérience envisagée par lui-même ou par ses ressortissants dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, causerait une gêne potentiellement nuisible aux activités d'autres Etats parties au Traité en matière d'exploration et d'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, il devra engager les consultations internationales appropriées avant d'entreprendre ladite activité ou expérience. Tout Etat partie au Traité ayant lieu de croire qu'une activité ou expérience envisagée par un autre Etat partie au Traité dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, causerait une gêne potentiellement nuisible aux activités poursuivies en matière d'exploration et d'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, peut demander que des consultations soient ouvertes au sujet de ladite activité ou expérience.

Article X

Pour favoriser la coopération internationale en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, conformément aux buts du présent Traité, les Etats parties au Traité examineront dans des conditions d'égalité les demandes des autres Etats parties au Traité tendant à obtenir des facilités pour l'observation du vol des objets spatiaux lancés par ces Etats.

La nature de telles facilités d'observation et les conditions dans lesquelles elles pourraient être consenties seront déterminées d'un commun accord par les Etats intéressés.

Article XI

Pour favoriser la coopération internationale en matière d'exploration et d'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, les Etats parties au Traité qui mènent des activités dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, conviennent dans toute la mesure où cela est possible et réalisable, d'informer le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le public et la communauté scientifique internationale, de la nature et de la conduite de ces activités, des lieux où elles sont poursuivies et de leurs résultats. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies devra être prêt à assurer, aussitôt après les avoir reçus, la diffusion effective de ces renseignements.

Article XII

Toutes les stations et installations, tout le matériel et tous les véhicules spatiaux se trouvant sur la Lune ou sur d'autres corps célestes seront accessibles, dans des conditions de réciprocité, aux représentants des autres Etats parties au Traité. Ces représentants notifieront au préalable toute visite projetée, de façon que les consultations voulues puissent avoir lieu et que le maximum de précautions puissent être prises pour assurer la sécurité et éviter de gêner les opérations normales sur les lieux de l'installation à visiter.

b) Accord destiné à réduire le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire

Article 3

Chaque partie s'engage à informer immédiatement l'autre Partie de toute situation où des objets non identifiés auraient été détectés par les systèmes d'alerte aux missiles, ou, au cas où ces systèmes ou les installations de transmissions connexes présenteraient des signes d'interférence, si ces faits sont susceptibles de créer un risque de déclenchement d'une guerre nucléaire entre les deux pays.

Article 4

Chaque Partie s'engage à notifier à l'avance à l'autre Partie tout projet de lancement de missiles si ces lancements dépassent le territoire national en direction du territoire de l'autre Partie.

c) Convention sur l'immatriculation

Article III

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies assure la tenue d'un registre dans lequel sont consignés les renseignements fournis conformément à l'article IV.

2. L'accès à tous les renseignements figurant sur ce registre est entièrement libre.

Article IV

1. Chaque Etat d'immatriculation fournit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dès que cela est réalisable, les renseignements ci-après concernant chaque objet spatial inscrit sur son registre :

- a) Nom de l'Etat ou des Etats de lancement;
- b) Indicatif approprié ou numéro d'immatriculation de l'objet spatial;
- c) Date et territoire ou lieu de lancement;
- d) Principaux paramètres de l'orbite, y compris :
 - i) La période nodale,
 - ii) L'inclinaison,
 - iii) L'apogée,
 - iv) Le périgée;
- e) Fonction générale de l'objet spatial.

2. Chaque Etat d'immatriculation peut de temps à autre communiquer au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des renseignements supplémentaires concernant un objet spatial inscrit sur son registre.

3. Chaque Etat d'immatriculation informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans toute la mesure possible et dès que cela est réalisable, des objets spatiaux au sujet desquels il a antérieurement communiqué des renseignements et qui ont été mais qui ne sont plus sur une orbite terrestre.

Article V

Chaque fois qu'un objet spatial lancé sur une orbite terrestre ou au-delà est marqué au moyen de l'indicatif ou du numéro d'immatriculation mentionnés à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article IV, ou des deux, l'Etat d'immatriculation notifie ce fait au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies lorsqu'il lui communique les renseignements concernant l'objet spatial conformément à l'article IV. Dans ce cas, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies inscrit cette notification dans le registre.

d) Accord sur les corps célestes

Article 5

1. Les Etats parties informent le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le public et la communauté scientifique internationale, autant qu'il est possible et réalisable, de leurs activités d'exploration et d'utilisation de la Lune. Des renseignements concernant le calendrier, les objectifs, les lieux de déroulement, les paramètres d'orbites et la durée de chaque mission vers la Lune sont communiqués le plus tôt

possible après le début de la mission, et des renseignements sur les résultats de chaque mission, y compris les résultats scientifiques doivent être communiqués dès la fin de la mission. Au cas où une mission durerait plus de soixante jours, des renseignements sur son déroulement, y compris, le cas échéant, sur ses résultats scientifiques, sont donnés périodiquement, tous les trente jours. Si la mission dure plus de six mois, il n'y a lieu de communiquer par la suite que des renseignements complémentaires importants.

2. Si un Etat partie apprend qu'un autre Etat partie envisage de mener des activités simultanément dans la même région de la Lune, sur la même orbite autour de la Lune ou sur une même trajectoire en direction ou autour de la Lune, il informe promptement l'autre Etat du calendrier et du plan de ses propres activités.

Article 8

1. Les Etats parties peuvent exercer leurs activités d'exploration et d'utilisation de la Lune en n'importe quel point de sa surface ou sous sa surface, sous réserve des dispositions du présent Accord.

2. A cette fin, les Etats parties peuvent notamment :

a) Poser leurs objets spatiaux sur la Lune et les lancer à partir de la Lune;

b) Placer leur personnel ainsi que leurs véhicules, matériel, stations, installations et équipements spatiaux en n'importe quel point à la surface ou sous la surface de la Lune.

Le personnel ainsi que les véhicules, le matériel, les stations, les installations et les équipements spatiaux peuvent se déplacer ou être déplacés librement à la surface ou sous la surface de la Lune.

3. Les activités menées par les Etats parties conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article ne doivent pas gêner les activités menées par d'autres Etats parties sur la Lune. Au cas où ces activités risqueraient de causer une gêne, les Etats parties intéressés doivent procéder à des consultations conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 15 du présent Accord.

Article 9

1. Les Etats parties peuvent installer des stations habitées ou inhabitées sur la Lune. Un Etat partie qui installe une station n'utilise que la surface nécessaire pour répondre aux besoins de la station et fait connaître immédiatement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies l'emplacement et les buts de ladite station. De même, par la suite, il fait savoir chaque année au Secrétaire général si cette station continue d'être utilisée et si ses buts ont changé.

2. Les stations sont disposées de façon à ne pas empêcher le libre accès à toutes les parties de la Lune du personnel, des véhicules et du matériel d'autres Etats parties qui poursuivent des activités sur la Lune conformément aux dispositions du présent Accord ou de l'article premier du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

Article 13

Tout Etat partie qui constate qu'un objet spatial ou des éléments constitutifs d'un tel objet qu'il n'a pas lancé ont fait sur la Lune un atterrissage accidentel, forcé ou imprévu, en avise sans tarder l'Etat partie qui a procédé au lancement et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 15

1. Chaque Etat partie peut s'assurer que les activités des autres Etats parties relatives à l'exploration et à l'utilisation de la Lune sont compatibles avec les dispositions du présent Accord. A cet effet, tous les véhicules, le matériel, les stations, les installations et les équipements spatiaux se trouvant sur la Lune sont accessibles aux autres Etats parties. Ces derniers notifient au préalable toute visite projetée, afin que les consultations voulues puissent avoir lieu et que le maximum de précautions puissent être prises pour assurer la sécurité et éviter de gêner les opérations normales sur les lieux de l'installation à visiter. En exécution du présent article, un Etat partie peut agir en son nom propre ou avec l'assistance entière ou partielle d'un autre Etat partie, ou encore par des procédures internationales appropriées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément à la Charte.

2. Un Etat partie qui a lieu de croire qu'un autre Etat partie ou bien ne s'acquitte pas des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord ou bien porte atteinte aux droits qu'il tient du présent Accord peut demander l'ouverture de consultations avec cet autre Etat partie. L'Etat partie qui reçoit cette demande de consultations doit engager lesdites consultations sans tarder. Tout autre Etat partie qui en fait la demande est en droit de prendre part à ces consultations. Chacun des Etats parties qui participent à ces consultations doit rechercher une solution mutuellement acceptable au litige et tenir compte des droits et intérêts de tous les Etats parties. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est informé des résultats des consultations et communique les renseignements reçus à tous les Etats parties intéressés.

3. Si les consultations n'aboutissent pas à un règlement mutuellement acceptable et tenant compte des droits et intérêts de tous les Etats parties, les parties intéressées prennent toutes les dispositions nécessaires pour régler ce différend par d'autres moyens pacifiques de leur choix adaptés aux circonstances et à la nature du différend. Si des difficultés surgissent à l'occasion de l'ouverture de consultations, ou si les consultations n'aboutissent pas à un règlement mutuellement acceptable, un Etat partie peut demander l'assistance du Secrétaire général, sans le consentement d'aucun

autre Etat partie intéressé, afin de régler le litige. Un Etat partie qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec un autre Etat partie intéressé participe auxdites consultations, à sa préférence, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire d'un autre Etat partie ou du Secrétaire général.

e) Accord sur la création de centres de réduction du risque nucléaire

Article 2

Les Parties utiliseront les centres de réduction du risque nucléaire pour transmettre les notifications visées dans le Protocole I qui fait partie intégrante du présent Accord.

Protocole I

Article 1

Les Parties transmettront les types suivants de notifications par l'intermédiaire des centres de réduction du risque nucléaire :

a) notifications des lancements de missiles balistiques conformément à l'article 4 de l'Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif à certaines mesures destinées à réduire le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire, en date du 30 septembre 1971;

b) notifications des lancements de missiles balistiques conformément au paragraphe 1 de l'article VI de l'Accord entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour la prévention des accidents en haute mer et au-dessus de la haute mer, en date du 25 mai 1972.

Article 3

Chaque Partie peut également, à son gré, en tant que manifestation de bonne volonté et en vue d'accroître la confiance, transmettre par l'intermédiaire des centres de réduction du risque nucléaire des communications autres que celles qui sont visées à l'article 1 du présent Protocole.

Article 3

Les Parties établiront une liaison spéciale de communication en fac-similé entre leurs centres nationaux de réduction du risque nucléaire, conformément au Protocole II qui fait partie intégrante du présent Accord.

f) Accord sur les notifications des lancements

Article premier

Chaque partie notifie à l'autre Partie, par l'intermédiaire des Centres de réduction du risque nucléaire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des Etats-Unis d'Amérique, au moins vingt-quatre heures à l'avance, la date, la zone de lancement et la zone d'impact prévues pour tout lancement de missile balistique stratégique : missile balistique intercontinental (ci-après dénommé "ICBM") ou missile balistique lancé par sous-marin (ci-après dénommé "SLBM").

Article III

[...]

3. En ce qui concerne tous les lancements d'ICBM ou de SLBM, la notification doit indiquer les coordonnées géographiques de la zone (ou des zones) d'impact prévue pour les véhicules de rentrée. Ladite zone doit être indiquée soit par les coordonnées géographiques des points qui la délimitent, soit par les coordonnées géographiques du centre d'une circonférence dont le rayon est spécifié en kilomètres ou en milles marins. Les dimensions de la zone d'impact seront déterminées au gré de la Partie qui adresse la notification.

Notes

- 1/ No 67 United Kingdom Treaty Series, Cmd. 7015.
 - 2/ Arangio-Ruiz, G.
The UN Declaration on Friendly Relations and The System
of the Sources of International Law
Germantown (1979)
 - 3/ Etat des accords multilatéraux en matière de désarmement et de
contrôle des armements, Deuxième édition : 1982.
 - 4/ Vol. 610, Nations Unies, Recueil des traités 220.
 - 5/ Vol. 672, Nations Unies, Recueil des traités 130.
 - 6/ Vol. 807, Nations Unies, Recueil des traités. 64.
 - 7/ No 16 United Kingdom Treaty Series, Cmd. 5551.
 - 8/ Treaties and Other International Acts, Series 7503
(Washington : US Department of State, 1973)
 - 9/ id. Series 7504.
 - 10/ No 70 United Kingdom Treaty Series, Cmd. 7271.
 - 11/ CD/28, 29.
 - 12/ UN Doc. A/RES/34, 68, 14 déc. 1979.
 - 13/ BGBI. II No 11 (1985), p. 426 à 530.
 - 14/ CD/815.
 - 15/ CD/845.
-

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/934
19 juillet 1989

FRANCAIS
Original : FRANCAIS/RUSSE

LETTRE DATEE DU 13 JUILLET 1989, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE, TRANSMETTANT LE TEXTE D'UN COMMUNIQUE DE LA REUNION DU COMITE POLITIQUE CONSULTATIF DES ETATS PARTIES AU TRAITE DE VARSOVIE, AINSI QUE LE TEXTE D'UN DOCUMENT INTITULE "POUR UNE EUROPE STABLE ET SURE, EXEMPT D'ARMES NUCLEAIRES ET CHIMIQUES, POUR UNE REDUCTION SUBSTANTIELLE DES FORCES ARMEES, DES ARMEMENTS ET DES DEPENSES MILITAIRES"

J'ai l'honneur de vous informer que les 7 et 8 juillet 1989 s'est tenue à Bucarest la réunion du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie sur l'amitié, la coopération et l'assistance mutuelle.

Il y a été adopté un communiqué ainsi qu'un document intitulé "Pour une Europe stable et sûre, exempte d'armes nucléaires et chimiques, pour une réduction substantielle des forces armées, des armements et des dépenses militaires".

Vous trouverez ci-joint le texte de ces documents dans les langues russe, anglaise, française et espagnole.

En tant que représentant du pays d'accueil de la réunion, je vous prie d'assurer la diffusion de ces textes comme documents officiels de la Conférence du désarmement.

L'Ambassadeur

Représentant permanent de la
République socialiste de
Roumanie auprès de l'Office
des Nations Unies à Genève

(Signé) : Gheorghe Dolgu

COMMUNIQUE DE LA REUNION DU COMITE POLITIQUE CONSULTATIF
DES ETATS PARTIES AU TRAITE DE VARSOVIE

Le Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie sur l'amitié, la coopération et l'assistance mutuelle s'est réuni à Bucarest les 7 et 8 juillet 1989. Ont participé à la réunion :

Pour la République populaire de Bulgarie - Todor Jivkov, secrétaire général du Comité central du Parti communiste bulgare, président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie, chef de la délégation; Gueorgui Atanassov, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste bulgare, président du Conseil des ministres de la République populaire de Bulgarie; Dobri Djourov, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste bulgare, ministre de la défense nationale de la République populaire de Bulgarie; Petr Mladenov, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste bulgare, ministre des affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie; Dimitr Stanichev, secrétaire du Comité central du Parti communiste bulgare;

Pour la République populaire hongroise - Reszö Nyers, président du Parti socialiste ouvrier hongrois, chef de la délégation; Miklos Nemeth, président du Conseil des ministres de la République populaire hongroise; Gyula Horn, ministre des affaires étrangères de la République populaire hongroise; Ferenc Karpati, ministre de la défense de la République populaire hongroise;

Pour la République populaire de Pologne - Wojciech Jaruzelski, premier secrétaire du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais, président du Conseil d'Etat de la République populaire de Pologne, chef de la délégation; Mieczyslaw F. Rakowski, membre du Bureau politique du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais, président du Conseil des ministres de la République populaire de Pologne; Jozef Czyrek, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais; Czeslaw Kiszczak, membre du Bureau politique du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais, ministre des affaires intérieures de la République populaire de Pologne; Florian Siwicki, membre du Bureau politique du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais, ministre de la défense nationale de la République populaire de Pologne; Tadeusz Olechowski, ministre des affaires étrangères de la République populaire de Pologne;

Pour la République démocratique allemande - Erich Honecker, secrétaire général du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne, président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande, chef de la délégation; Willi Stoph, membre du Bureau politique du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne, président du Conseil des ministres de la République démocratique allemande; Hermann Axen, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne; Heinz Kessler, membre du Bureau politique du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne, ministre de la défense nationale de la République démocratique allemande; Egon Krenz, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne, vice-président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande; Günter Mittag, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne, vice-président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande; Oskar Fischer, membre du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne, ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande;

Pour la République socialiste de Roumanie - Nicolae Ceausescu, secrétaire général du Parti communiste roumain, président de la République socialiste de Roumanie, chef de la délégation; Constantin Dascalescu, membre du Comité politique exécutif du Comité central du Parti communiste roumain, premier ministre du Gouvernement de la République socialiste de Roumanie; Ion Stoian, membre suppléant du Comité politique exécutif et secrétaire du Comité central du Parti communiste roumain; Vasile Milea, membre suppléant du Comité politique exécutif du Comité central du Parti communiste roumain, ministre de la défense nationale de la République socialiste de Roumanie; Ioan Totu, membre suppléant du Comité politique exécutif du Comité central du Parti communiste roumain, ministre des affaires étrangères de la République socialiste de Roumanie;

Pour la République socialiste tchécoslovaque - Milos Jakes, secrétaire général du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, chef de la délégation; Gustav Husak, membre du Présidium du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, président de la République socialiste tchécoslovaque; Ladislav Adamec, membre du Présidium du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, président du Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque; Jozef Lenart, membre du Présidium et secrétaire du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque; Jaromir Johanes, ministre des affaires étrangères de la République socialiste tchécoslovaque; Milan Vaclavik, membre du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, ministre de la défense nationale de la République socialiste tchécoslovaque;

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques - M.S. Gorbatchev, secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, président du Soviet suprême de l'URSS, chef de la délégation; N.I. Ryjkov, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, président du Conseil des ministres de l'URSS; E.A. Chevardnadze, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, ministre des affaires étrangères de l'URSS; A.N. Yakovlev, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique; D.T. Yazov, membre suppléant du Bureau politique du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, ministre de la défense de l'URSS.

Ont également participé aux travaux de la réunion le commandant en chef des forces armées unies des Etats parties au Traité de Varsovie, le général d'armée P.G. Louchev, et le Secrétaire général du Comité politique consultatif, vice-ministre des affaires étrangères de la République socialiste de Roumanie, Constantin Oancea.

Les participants à la réunion ont procédé à un échange de vues sur l'évolution de la situation internationale et examiné les principales orientations de l'action concertée menée par les Etats signataires du Traité, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité en Europe, pour parvenir au désarmement, approfondir le dialogue entre les pays et développer la coopération internationale.

Il a été noté que, grâce à la politique dynamique des Etats socialistes et aux efforts déployés par toutes les forces éprises de paix et agissant dans un esprit réaliste, il a été possible d'apporter certains changements constructifs dans les affaires internationales, d'atténuer les tensions et l'affrontement, d'accroître la confiance, d'étendre le dialogue politique

et d'intensifier les rapports entre Etats à divers niveaux. Les premiers pas dans le domaine du désarmement ont été franchis; un mécanisme de contrôle a été créé et il fonctionne efficacement. L'ouverture des négociations de Vienne est source d'espoir. On assiste à une amplification de la coopération dans les domaines économique, scientifique et technique, et dans celui des droits de l'homme. Des progrès ont été enregistrés dans le règlement politique des conflits régionaux. De plus en plus, les membres de la communauté internationale sont disposés à agir de concert pour assurer la sécurité et régler les problèmes mondiaux.

Cependant, la situation dans le monde demeure complexe et contradictoire; les processus favorables ne sont pas encore devenus irréversibles. L'accumulation des armements et leur modernisation n'ont pas cessé. Les essais nucléaires et les travaux aux fins de la militarisation de l'espace se poursuivent. On surmonte difficilement la conception de l'affrontement, née dans les années de la "guerre froide" et reposant sur la force. La stratégie de la dissuasion nucléaire, réaffirmée lors de la récente session du Conseil de l'OTAN, est un anachronisme dangereux, qui va à l'encontre des intérêts de la sécurité générale. On constate des ingérences dans les affaires intérieures des Etats, des tentatives de déstabilisation de ceux-ci et des violations des droits de l'homme.

Les participants à la réunion ont réaffirmé l'attachement de leurs Etats à l'idéal de libération de l'humanité du danger de la guerre par l'élimination des armes nucléaires et chimiques et par la réduction radicale des armes conventionnelles. Ils considèrent le désarmement comme le problème cardinal du monde contemporain, le facteur décisif du renforcement de la paix, de la sécurité et de la confiance, de l'approfondissement de la détente, du développement d'une ample collaboration internationale et du règlement des problèmes mondiaux.

Les Etats parties au Traité de Varsovie attachent la plus haute importance au développement du processus général européen dans tous les domaines, au passage à un autre niveau de sécurité et de coopération sur le continent, au progrès sur la voie de l'édification d'une Europe unie, de la paix durable et de la coopération, de la construction d'une maison commune européenne, dans la diversité des systèmes sociaux et politiques, dans le respect des réalités actuelles, territoriales et politiques, de l'inviolabilité des frontières existantes, de la souveraineté et du droit de chaque peuple de déterminer lui-même son destin. Les participants ont exprimé leur détermination de contribuer activement à la mise en oeuvre des accords conclus à la réunion de Vienne, pour consolider la paix et la sécurité en Europe et instaurer une compréhension et une collaboration meilleures sur le continent.

La position des Etats participants sur les questions du renforcement de la sécurité européenne et générale et de la poursuite du processus de désarmement est présentée dans la déclaration adoptée à la réunion et intitulée "Pour une Europe stable et sûre, exempte d'armes nucléaires et chimiques, pour une réduction substantielle des forces armées, des armements et des dépenses militaires".

Les participants à la réunion se sont prononcés pour l'orientation des relations entre les pays signataires du Traité de Varsovie et les pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord dans un sens excluant l'affrontement, pour le développement entre ceux-ci d'un dialogue constructif dans les domaines politique et militaire et pour la transformation de ce dialogue en un facteur de sécurité et de coopération sur le continent. La position de principe des Etats parties au Traité de Varsovie qui consiste à affranchir l'Europe des blocs militaires, à dissoudre simultanément les deux alliances et, en tant que premier pas, à liquider leurs organisations militaires, reste inchangée.

Les Etats participants à la réunion se sont prononcés résolument en faveur du règlement, par des moyens pacifiques, des conflits régionaux au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie et en Amérique centrale. La vie montre qu'il n'y a pas d'alternative à la voie fertile des négociations. Celles-ci contribueront aussi désormais activement au règlement politique des situations de crise dans le monde et au renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies à cet égard.

Dans ce contexte, les pays parties au Traité de Varsovie se sont prononcés en faveur de l'organisation immédiate d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient réunissant sous les auspices de l'ONU toutes les parties intéressées, y compris l'OLP, et en faveur du règlement global des problèmes de la région sur la base de la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, à l'existence de l'Etat indépendant de Palestine, ainsi que du droit à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région, y compris Israël.

Les participants à la réunion ont exprimé leur appui aux dirigeants de la République d'Afghanistan, en vue d'un règlement juste de la situation dans ce pays sur la base de la réconciliation nationale et de l'édification d'un Afghanistan uni, indépendant et non aligné, dont le peuple puisse déterminer son propre destin à l'abri de toute ingérence extérieure.

Exprimant leur inquiétude face aux graves problèmes économiques auxquels l'humanité se trouve confrontée, à l'élargissement de l'écart entre pays développés et pays en développement, à l'augmentation ininterrompue de la dette extérieure et des moyens nationaux destinés à l'éteindre, les Etats représentés à la réunion se sont prononcés pour une concertation des efforts de tous les pays en vue de résoudre ces problèmes sur des bases équitables et justes, avec la participation active de l'Organisation des Nations Unies ainsi que pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international. On a fait valoir lors de la réunion la nécessité d'éliminer les restrictions discriminatoires qui persistent et qui gênent le développement fondé sur l'égalité en droits, des échanges commerciaux, économiques et technico-scientifiques, de même que l'accès à la technologie moderne. Les relations économiques ne doivent pas être conditionnées par des considérations politiques ou d'autre nature.

Après avoir examiné les questions de la coopération dans le domaine de la préservation et de la protection de l'environnement, les participants à la réunion ont réaffirmé la position exprimée par leurs pays dans le document intitulé "Les incidences de la course aux armements sur l'environnement et d'autres aspects de la sécurité écologique", adopté à la réunion du Comité politique consultatif en 1988. Ils ont affirmé être prêts à coopérer

activement avec d'autres pays, sur une base tant multilatérale que bilatérale, pour résoudre les problèmes écologiques, à contribuer au bon déroulement de la réunion de Sofia sur l'environnement, qui aura lieu à l'automne prochain, afin que celle-ci constitue un pas important vers le renforcement de la collaboration internationale dans ce domaine, ainsi qu'à la préparation de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, prévue pour 1992.

En relevant le rôle important du mouvement des pays non alignés dans la vie internationale, les participants à la réunion ont formulé l'espoir que la prochaine réunion au sommet de ces pays contribue à accroître l'apport du mouvement à la solution des principaux problèmes du monde contemporain, et en augmente le prestige et l'influence. Les Etats représentés à la réunion attachent une grande importance à la poursuite du développement des relations et de la coopération avec les pays non alignés en ce qui concerne les problèmes internationaux.

Les Etats parties au Traité de Varsovie font tout leur possible pour contribuer à l'épanouissement du potentiel créateur de l'Organisation des Nations Unies pour la solution des problèmes mondiaux, avec la participation active de tous les pays, quels qu'en soient l'importance et le système social. Ils se prononcent pour l'accroissement de l'efficacité de l'ONU et pour un plus ample recours aux opérations de maintien de la paix menées par cette organisation. Ils ont souligné l'importance de la participation active de l'ONU aux efforts visant à prévenir les situations de conflit sur le plan international.

Les participants à la réunion se sont réciproquement informés du développement intérieur de leurs pays, du progrès de l'édification du socialisme et des problèmes rencontrés, tout en constatant l'interdépendance grandissante de la politique intérieure et extérieure. Ils ont fait valoir le pouvoir d'influence des idées socialistes et l'importance des réformes mises en oeuvre dans les Etats alliés en vue de perfectionner et de renouveler la société socialiste, d'instituer un système politique et économique dynamique, de développer la démocratie, d'élever le niveau de bien-être du peuple, d'améliorer la qualité de la vie, de mettre en valeur les potentialités de chaque individu et de garantir les libertés et droits fondamentaux de l'homme. Les participants à la réunion partent de l'idée qu'il n'existe pas de modèle universel de socialisme et que personne ne détient le monopole de la vérité. L'édification d'une société nouvelle est un processus créateur, que chaque pays met en oeuvre en tenant compte de ses conditions, traditions et nécessités.

Lors de la réunion, il a été réaffirmé combien il est important d'oeuvrer de concert dans l'intérêt du socialisme, de perfectionner la collaboration entre les Etats alliés et de garantir de façon durable leur sécurité. Les participants à la réunion se sont déclarés confiants dans la capacité des Etats socialistes et des forces dirigeantes de la société de résoudre les problèmes qui sont apparus dans l'étape actuelle de leur développement. Ils ont également souligné la nécessité de développer leurs relations mutuelles sur la base de l'égalité, de l'indépendance et du droit de chacun à élaborer sa propre ligne politique, sa stratégie et sa tactique sans aucune ingérence extérieure.

Les participants à la réunion ont été unanimes à estimer que le Traité de Varsovie constitue une garantie solide de la sécurité des Etats qui en sont membres et un facteur important de paix et de stabilité en Europe et dans l'ensemble du monde. Les activités constructives aussi bien individuelles que collectives des pays alliés exercent une influence positive sur l'évolution du monde et stimulent le développement des relations internationales sur la base de principes démocratiques, dans l'esprit de la nouvelle pensée politique.

On s'est déclaré d'une manière générale en faveur du renforcement de la solidarité et de la coopération des Etats alliés, ainsi que du développement de leur collaboration multiforme fondée sur l'égalité de droits et le respect mutuel, pour le bien des peuples de ces pays et dans l'intérêt de la paix universelle.

Il a été décidé de poursuivre les efforts destinés à consolider le caractère politique du Traité de Varsovie et à perfectionner, sur une base démocratique, le mécanisme de coopération prévu par ce traité.

L'activité déployée par le Comité des ministres des affaires étrangères et le Comité des ministres de la défense a été estimée positive et les participants à la réunion ont défini les tâches ultérieures de ces comités.

Le Comité politique consultatif a adopté une résolution concernant le rapport du Commandant en chef des forces armées unies des Etats parties au Traité de Varsovie.

La République socialiste de Roumanie, pays d'accueil de la réunion, assurera la diffusion des documents de la réunion à d'autres Etats et organisations internationales.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, I.P. Aboïmov, Vice-Ministre des affaires étrangères de l'URSS, a été désigné secrétaire général du Comité politique consultatif pour la période à venir.

La réunion s'est déroulée dans un climat d'amitié et de collaboration.

La prochaine réunion du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie se tiendra à Moscou.

POUR UNE EUROPE DE LA STABILITE ET DE LA SECURITE, EXEMPT
D'ARMES NUCLEAIRES ET CHIMIQUES, POUR UNE REDUCTION
SUBSTANTIELLE DES FORCES ARMEES, DES ARMEMENTS
ET DES DEPENSES MILITAIRES

Les représentants au plus haut niveau de la République démocratique allemande, de la République populaire de Bulgarie, de la République populaire hongroise, de la République populaire de Pologne, de la République socialiste de Roumanie, de la République socialiste tchécoslovaque et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, réunis à Bucarest les 7 et 8 juillet 1989 dans le cadre de la réunion du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie, se fondant sur les réalités du monde actuel et se guidant sur les aspirations de leurs Etats à assurer une sécurité durable en Europe, à réaliser de nouveaux progrès sur la voie du désarmement et à contribuer activement à la restructuration des relations internationales sur des bases nouvelles, ainsi qu'à l'accession de l'humanité à une nouvelle étape de son développement, dans des conditions de paix et de coopération, déclarent ce qui suit :

I

Les Etats parties au Traité de Varsovie considèrent que le but suprême de leur politique étrangère est de renforcer la paix, d'affranchir l'humanité de la menace d'une guerre et de développer une vaste coopération internationale mutuellement avantageuse. Ils sont disposés à contribuer dans l'avenir également, par tous les moyens, à garantir une sécurité égale pour tous.

Les Etats représentés à la réunion se déclarent à nouveau résolus à mettre tout en oeuvre pour que l'on aboutisse à la conclusion de nouveaux accords de désarmement, qui doit devenir un processus continu et irréversible. Ils préconisent l'éradication du sous-développement et la mise en place d'un nouvel ordre économique international, ainsi qu'une prompte résolution des problèmes écologiques et d'autres problèmes globaux.

Le règlement des problèmes dont dépendent la survie de l'humanité et le progrès de la civilisation réclame des efforts concertés et la participation active de tous les pays et de tous les peuples. Dans ce contexte, les Etats représentés à la réunion insistent sur la nécessité de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies et se déclarent prêts à y contribuer par tous les moyens.

Les Etats parties au Traité de Varsovie sont fermement partisans de la garantie de la sécurité par des voies politiques et non militaires; de l'affirmation de la primauté du droit international dans les relations entre Etats; du maintien de relations normales entre Etats, indépendamment de leurs systèmes sociaux et politiques; du remplacement de la politique de confrontation et d'hostilité par une politique fondée sur la coopération, l'entraide, la confiance mutuelle et le bon voisinage; de la prise en compte réciproque des intérêts de tous les Etats et de tous les peuples; de la coopération concernant les droits de l'homme et les questions humanitaires, compte tenu des obligations contractées par chacun des Etats.

La promotion d'une politique de sécurité, d'entente mutuelle et de collaboration entre Etats exige le respect absolu de l'indépendance nationale, de la souveraineté et de l'égalité en droits de tous les Etats, de l'égalité en droits des peuples et du droit de chaque peuple à l'autodétermination et au libre choix de la voie de son développement social et politique; la non-ingérence dans les affaires intérieures; la renonciation inconditionnelle à l'emploi ou à la menace de la force, sous quelque forme que ce soit; le respect absolu des réalités territoriales et politiques, de l'inviolabilité des frontières actuelles et de l'intégrité territoriale des Etats; le règlement de tous les différends entre Etats de façon exclusivement pacifique; l'exercice, dans chaque pays, de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion et de nationalité; le développement de la coopération entre les Etats dans divers domaines sur la base de l'intérêt réciproque; le respect de bonne foi des engagements pris conformément au droit international; le respect de tous les principes et buts de la Charte des Nations Unies, des principes de l'Acte final d'Helsinki et des autres normes généralement reconnues en matière de relations internationales.

Dans le contexte de l'interdépendance croissante du monde moderne, la mise en oeuvre de tous ces principes et dispositions contribuera à renforcer les valeurs humaines universelles et les normes de conduite dans les relations internationales.

Les Etats parties au Traité de Varsovie se déclarent prêts à développer et à approfondir le dialogue avec tous les Etats et à collaborer avec eux de manière constructive à la solution des problèmes qui se posent à l'Europe et au monde. Un tel dialogue et une telle coopération sont particulièrement nécessaires au stade actuel de l'évolution de la situation internationale, qui revêt une grande importance.

II

Considérant que l'élimination de la menace d'une guerre nucléaire et classique et le renforcement de la sécurité internationale représentent une condition objective indispensable à la survie et au progrès de l'humanité, les Etats parties au Traité de Varsovie estiment que l'arrêt de la course aux armements et la réalisation du désarmement constituent la principale tâche du monde actuel.

La reconnaissance des intérêts communs de sécurité par un nombre croissant de gouvernements et de peuples a permis de poser les premiers jalons d'une réduction de la confrontation militaire. On a vu se dessiner la possibilité de remplacer la rivalité militaire, qui est dénuée de sens et dangereuse, par la coopération pacifique entre Etats. A cet égard, les participants à la réunion relèvent la signification particulière que revêt le Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, dont la mise en oeuvre a marqué le début du processus de destruction physique des armements nucléaires, ainsi que l'atmosphère de travail constructif qui se fait jour depuis quelque temps dans plusieurs instances de négociation sur le désarmement.

Pourtant, aucun tournant décisif n'a été encore enregistré en matière de désarmement. Bien que les deux alliances reconnaissent qu'une nouvelle guerre serait inconcevable, le niveau de confrontation militaire demeure excessivement élevé et dangereux. On ne peut manquer de s'inquiéter des efforts de l'OTAN visant à perpétuer une politique des situations de force et à poursuivre la stratégie de la dissuasion nucléaire.

Dans ces conditions, les Etats parties au Traité de Varsovie estiment que tous les pays et toutes les forces réalistes qui sont éprises de paix doivent entreprendre des actions énergiques. Se fondant sur le concept d'une sécurité mutuelle et indivisible, ils sont résolument partisans d'assurer la sécurité grâce au maintien de l'équilibre militaire au niveau le moins élevé, qui servirait uniquement à la défense et exclurait la possibilité d'une attaque par surprise et d'actions offensives de grande envergure. L'objectif visé par les Etats parties est de réduire les armements jusqu'à l'élimination complète du risque de déclenchement d'une guerre. Cet objectif ne peut être réalisé que par des efforts concertés, en renforçant le plus possible les facteurs politiques, et non militaires, capables d'assurer la sécurité et la stabilité.

Les Etats parties se déclarent prêts à contribuer, de concert avec tous les pays intéressés, à la conclusion de nouveaux accords conduisant à une réduction par étapes, puis à l'élimination complète des armements nucléaires, à l'interdiction et à la destruction des armes chimiques, à une réduction radicale des forces armées classiques, à la prévention de l'extension à l'espace de la course aux armements, à la diminution progressive de la production militaire et à une réduction substantielle des dépenses militaires. Ils partent en même temps du principe que les mesures de désarmement doivent garantir une sécurité égale pour tous les Etats, dans le respect rigoureux de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de chaque Etat, à l'intérieur des frontières actuelles, et qu'elles doivent exclure la possibilité de l'emploi ou de la menace de la force dans les relations entre Etats.

Se félicitant de la reprise des négociations soviéto-américaines sur des thèmes essentiels du désarmement, les Etats parties au Traité de Varsovie expriment l'espoir que ces négociations déboucheront sur des résultats concrets dans les plus brefs délais.

Ils estiment que l'un des objectifs prioritaires est d'achever l'élaboration du traité sur la réduction de 50 % des armements stratégiques offensifs de l'Union soviétique et des Etats-Unis, dans le respect du Traité ABM tel qu'il a été signé en 1972.

Les Etats représentés à la réunion sont partisans d'une cessation immédiate des essais d'armes nucléaires et d'un examen approfondi de cette question, y compris sur une base multilatérale, en particulier à la Conférence du désarmement à Genève. Ils sont favorables à la mise au point, dans les plus brefs délais, des protocoles relatifs à la vérification des accords soviéto-américains de 1974 et 1976 et à l'entrée en vigueur de ces accords, en tant qu'étape vers l'interdiction complète des essais nucléaires. Les Etats parties au Traité de Varsovie souscrivent à l'idée que le Traité de Moscou de 1963 sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires dans les trois milieux pouvait s'appliquer également aux essais souterrains, en tant que moyen de résoudre d'urgence le problème de l'interdiction complète des essais nucléaires.

L'arrêt et l'interdiction ultérieure de la production de matières fissiles à des fins d'armement, ainsi que la prévention de la prolifération des armes nucléaires et de la technologie des missiles à des fins militaires, constituent des objectifs d'actualité. Une tâche importante est d'assurer la protection des installations nucléaires pacifiques contre toute attaque.

Les participants à la réunion se déclarent préoccupés du danger que représente pour la paix et la sécurité internationales l'utilisation des armes chimiques, dès lors qu'elles existent et prolifèrent, et proposent d'adopter des mesures efficaces afin d'écarter ce danger. Ils appellent à accélérer l'élaboration de la convention internationale sur l'interdiction générale et complète des armes chimiques et sur la destruction de leurs stocks.

La réduction des forces armées classiques, la diminution et l'élimination ultérieure des armes nucléaires tactiques et le renforcement de la confiance sur le continent sont d'une importance capitale pour la sécurité et la stabilité en Europe.

Les participants à la réunion estiment que le but immédiat des négociations sur les forces armées conventionnelles en Europe est, dans une première étape, de fixer d'un commun accord des plafonds collectifs égaux pour les pays membres de l'OTAN et les Etats parties au Traité de Varsovie en ce qui concerne les effectifs des forces armées et la quantité des principaux types d'armements en Europe et dans les diverses régions qui la composent. Les nouveaux niveaux devraient être sensiblement inférieurs aux niveaux les plus bas dont une partie ou l'autre dispose à présent. Les propositions avancées par les pays socialistes alliés à Vienne prévoient une réduction substantielle et réciproque des effectifs et des armements. Elles permettront d'éliminer les déséquilibres existant dans le domaine des armements conventionnels. Ces réductions et limitations des forces armées et des armements devraient se faire sous un strict contrôle international.

Il a été précisé, lors de la réunion, que les propositions supplémentaires portant sur les forces armées conventionnelles en Europe, présentées au Sommet récent du Conseil de l'OTAN, vont dans le sens de la position des pays socialistes alliés. Les participants à la réunion attendent que ces propositions soient détaillées et présentées dans les meilleurs délais dans le cadre des négociations de Vienne. Les pays parties au Traité de Varsovie se sont déclarés à nouveau résolus à tout entreprendre pour que les négociations de Vienne aboutissent dans les plus brefs délais à des résultats positifs. On a exprimé l'opinion que la situation qui se dessine dans le cadre des négociations permettrait - dans le cadre d'une approche constructive de la part de tous - de réaliser les premiers arrangements au cours de l'année 1990. Les experts seront chargés d'élaborer d'urgence des propositions appropriées.

Les mesures concrètes adoptées par les Etats parties au Traité de Varsovie, conformément à leur doctrine défensive, pour réduire de manière unilatérale leurs forces armées et leurs armements, pour en assurer une structure non offensive et pour réduire leur production d'armements et leurs dépenses militaires, visent à créer les conditions matérielles et politiques propres à assurer la poursuite du processus de limitation des armements et de baisse du niveau de la confrontation militaire.

Les Etats parties au Traité de Varsovie engagent les pays de l'OTAN à adopter des mesures similaires en ce qui concerne leurs forces armées et leurs armements ainsi que leurs dépenses et leurs activités militaires.

Les participants à la réunion se sont prononcés en faveur de l'application rigoureuse des accords de Stockholm, de l'adoption - dans le cadre des négociations des 35 Etats participant à la CSCE - de nouvelles mesures de confiance et de sécurité, et de l'expansion des mesures de notification, d'observation et de limitation de toutes les activités militaires des Etats, y compris celles des forces aériennes et navales.

La création d'un Centre pour la réduction du danger militaire et la prévention d'une attaque par surprise en Europe - organe d'information et de consultation - pourrait apporter une contribution substantielle au renforcement de la confiance et de la sécurité et à la croissance de la stabilité sur le continent.

Les autres propositions avancées par les Etats parties au Traité de Varsovie dans le cadre des négociations visent les mêmes objectifs, relevant du renforcement de la confiance et de la sécurité.

Une mesure importante, de nature à porter à un échelon qualitatif nouveau le processus du désarmement et du renforcement de la sécurité européenne, pourrait consister à convoquer une réunion des dirigeants des 35 Etats participant à la CSCE, qui devrait examiner les résultats obtenus sur le continent dans ces domaines et fixer les tâches à accomplir dans l'avenir.

Les Etats socialistes alliés espèrent que l'analyse des doctrines militaires, de leur nature et de leurs aspects politiques et militaro-techniques, ainsi que de leur évolution possible contribuera à passer à des conceptions et doctrines militaires reposant sur des principes strictement défensifs.

La stabilité et la sécurité en Europe ne sauraient être pleinement assurées avant le règlement de la question des armes nucléaires tactiques. En outre, au fur et à mesure de la réduction des armements conventionnels, l'effet déstabilisateur des armes nucléaires tactiques augmentera forcément. A ce propos, les plans de l'OTAN visant la modernisation des armes nucléaires tactiques éveillent une vive inquiétude.

Eu égard à certaines évolutions dans les positions des pays de l'OTAN vis-à-vis des négociations sur les armes nucléaires tactiques en Europe, les Etats parties au Traité de Varsovie lancent à ces pays un appel pour régler la question des armes nucléaires tactiques non pas au moyen de leur modernisation, mais par des négociations permettant une réduction par étapes de ces armes. Ils réitèrent la proposition faite à cet effet.

Les participants à la réunion ont fait état de leur appui à l'égard de l'intention de l'Union soviétique d'opérer de nouvelles réductions unilatérales des missiles nucléaires tactiques installés en Europe, au cas où les pays de l'OTAN seraient prêts à commencer les négociations sur les armes nucléaires tactiques.

Les participants à la réunion ont également salué la décision adoptée par l'Union soviétique de retirer unilatéralement, cette année même, du territoire des Etats socialistes alliés 500 ogives destinées aux armes nucléaires tactiques, ainsi que sa déclaration selon laquelle elle est prête à retirer du territoire de ses alliés, durant la période 1989-1991, toutes les ogives nucléaires stockées, à condition que les Etats-Unis fassent de même.

Les Etats parties au Traité de Varsovie sont convaincus que la réduction par étapes, puis la liquidation des armes nucléaires tactiques d'Europe, accompagnée de la réduction radicale des forces armées et des armements conventionnels, constitueraient un moyen efficace de réduire le danger de guerre et de renforcer la confiance mutuelle.

Afin de régler le problème consistant à assurer la sécurité et la stabilité à des niveaux toujours plus bas d'équilibre militaire, il est impossible de ne pas tenir compte du rôle des forces navales et de leurs armements, ainsi que de l'activité militaire navale, qui peuvent exercer une influence déstabilisatrice sur la situation et menacer la sécurité de l'Europe et d'autres régions. Les participants à la réunion se prononcent en faveur de l'intensification du dialogue sur ces problèmes et ils estiment que des négociations séparées devraient être engagées, pour les analyser, entre les Etats intéressés et notamment entre les grands Etats maritimes.

On a relevé pendant la réunion que la réduction des dépenses militaires permet d'affecter les moyens ainsi libérés au développement social et économique. Il est donc important de trouver une solution efficace au problème du transfert des ressources utilisées jusqu'à présent dans le domaine de la production militaire à des fins économiques et sociales. Ce problème pourrait faire l'objet de consultations entre Etats, y compris dans le cadre de l'ONU.

On a également mis en lumière l'importance des initiatives communes et individuelles qui pourraient contribuer au règlement des problèmes de la sécurité en diverses régions du continent, et notamment la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et chimiques dans les Balkans; la création d'un couloir dénucléarisé et d'une zone exempte d'armes chimiques en Europe centrale; la réduction des armements et le renforcement de la confiance en Europe centrale; la création, à la ligne de contact entre les Etats des deux alliances, d'une zone de confiance, de coopération et de relations de bon voisinage; la transformation de la Méditerranée en une zone de paix et de coopération; la réduction radicale du niveau de la confrontation militaire en Europe du nord. Ils soutiennent les mesures concrètes, aux plans multilatéral et bilatéral, visant à traduire en actes ces initiatives.

Les Etats parties au Traité de Varsovie considèrent que les mesures de désarmement devraient être accompagnées de mesures adéquates pour assurer un contrôle rigoureux. Ils sont prêts à participer à la réalisation d'accords visant la création d'un système complet de contrôle du désarmement. Un rôle positif reviendrait dans ce cadre à l'Organisation des Nations Unies.

Les Etats parties au Traité de Varsovie réitèrent leur appel récent adressé aux pays de l'Alliance de l'Atlantique Nord pour mettre à profit la possibilité qui se dessine à présent afin de surmonter toutes les conséquences de la "guerre froide" en Europe et dans le monde entier. Ils réaffirment leur position de principe en faveur de la suppression des deux alliances militaro-politiques.

III

Les efforts des Etats parties au Traité de Varsovie continuent à viser essentiellement à assurer la stabilité et la sécurité en Europe et à établir des rapports d'un type nouveau sur le continent, fondés sur l'élimination de la confrontation et le renforcement de la confiance et du bon voisinage. Ils se prononcent pour le développement d'une large coopération dans divers domaines, sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel, et pour la participation de tous les pays et de tous les peuples au règlement des problèmes urgents du continent. Le processus général européen doit toujours demeurer une base fondamentale de l'édification de la nouvelle Europe.

Exprimant leur ferme intention de contribuer par tous les moyens à l'approfondissement du processus d'Helsinki, les participants à la réunion partent du fait que l'édification d'une Europe de la paix et de la coopération est impossible sans tenir compte de tout ce qui a été créé sur le continent au fil des siècles et pendant les dernières décennies. Les différences entre les Etats ou groupes d'Etats ne doivent point entraver la compréhension mutuelle et la coopération. Au contraire, la diversité de l'expérience des peuples européens peut constituer une source d'enrichissement mutuel. A cet égard, il importe que les processus qui ont lieu en diverses parties du continent contribuent au développement des relations entre Etats, sur le plan bilatéral et multilatéral et à l'échelle générale de l'Europe.

Les Etats représentés à la réunion attachent une grande importance à l'intensification de la coopération économique et technico-scientifique mutuellement avantageuse entre les pays participant à la CSCE. Chaque pays pourrait ainsi utiliser d'une manière efficace ses ressources matérielles et humaines, ainsi que les possibilités offertes par la division internationale du travail dans l'intérêt de son développement social et économique. A cet effet, il faut éliminer les obstacles et les restrictions sur la voie du développement des échanges dans les domaines commercial, scientifique, technique et de la production, tout en élargissant l'accès réciproque aux technologies modernes.

Il est devenu particulièrement important de développer et d'approfondir la coopération multilatérale et bilatérale en vue de régler les problèmes écologiques urgents. L'Europe pourrait devenir un exemple à cet égard.

Dans le cadre même des efforts visant à améliorer la situation en Europe, il convient d'élargir la coopération dans le domaine humanitaire, de promouvoir les contacts entre les personnes et de développer la coopération concernant l'échange et la circulation de l'information ainsi que dans les domaines de la culture et de l'enseignement.

L'une des conditions essentielles pour la préservation de la paix et de la coopération sur le continent est l'exercice, dans chaque pays, de l'ensemble des droits et libertés fondamentaux de l'homme énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans les pactes internationaux concernant les droits économiques et sociaux, civils et politiques, dans l'Acte final d'Helsinki et dans d'autres documents adoptés dans le cadre de l'ONU et de la CSCE. Les Etats parties au Traité de Varsovie se prononcent pour l'exercice intégral des droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et autres dans toute leur interdépendance.

La consolidation de la paix et de la sécurité en Europe contribuerait au règlement de nombreux problèmes sociaux graves auxquels les peuples du continent se trouvent confrontés, dans le respect du droit à la vie et au travail.

Les participants à la réunion soulignent la nécessité de s'opposer fermement à toutes les manifestations de revanchisme et de chauvinisme ainsi que de haine, sous toutes ses formes, entre les peuples. Ils partagent la préoccupation de l'opinion publique des pays d'Europe occidentale devant les manifestations néofascistes qui s'intensifient dans ces pays.

Les Etats socialistes alliés attachent une importance primordiale à la garantie de la stabilité militaire, politique et territoriale en Europe. Ils partent du fait que chaque peuple dispose lui-même du sort de son pays et a le droit de choisir lui-même le système social, politique et économique et la structure étatique qu'il juge adéquats. Il ne peut y avoir de modèle unique pour l'organisation de la société.

La stabilité suppose que l'on renonce aux doctrines de confrontation et au recours à la force, et que l'on rejette les ingérences directes ou indirectes dans les affaires intérieures des autres Etats. Aucun pays n'a le droit de dicter le cours des événements dans un autre pays et de s'ériger en juge ou en arbitre.

IV

La République démocratique allemande, la République populaire de Bulgarie, la République populaire hongroise, la République populaire de Pologne, la République socialiste de Roumanie, la République socialiste tchécoslovaque et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont prêtes à développer la coopération et à rechercher des accords avec les pays participant au processus général européen et avec tous les Etats intéressés en vue de réduire radicalement les armements et de réaliser le désarmement, de renforcer la sécurité et la stabilité sur le continent européen, de passer de la confrontation au partenariat dans les relations entre Etats, et d'édifier une Europe de paix durable, de bon voisinage et de coopération. Les Etats socialistes alliés considéreront avec compréhension et appuieront toute démarche et toute proposition constructives dans cette direction.

Pour la République démocratique allemande

ERICH HONECKER
Secrétaire général du Comité central du
Parti socialiste unifié d'Allemagne,
Président du Conseil d'Etat de la R.D. allemande

Pour la République populaire de Bulgarie

TODOR JIVKOV
Secrétaire général du Comité central du
Parti communiste bulgare,
Président du Conseil d'Etat de la R.P. de Bulgarie

Pour la République populaire hongroise

REZSŐ NYERS
Président du Parti socialiste ouvrier hongrois

Pour la République populaire de Pologne

WOJCIECH JARUZELSKI
Premier Secrétaire du Comité central du
Parti ouvrier unifié polonais
Président du Conseil d'Etat de la R.P. de Pologne

Pour la République socialiste de Roumanie

NICOLAE CEAUSESCU
Secrétaire général du Parti communiste roumain,
Président de la République socialiste de Roumanie

Pour la République socialiste tchécoslovaque

MILOŠ JAKŠ
Secrétaire général du Comité central du
Parti communiste tchécoslovaque

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques

MIKHAIL SERGUËTÉVITCH GORBATCHEV
Secrétaire général du Comité central du
Parti communiste de l'Union soviétique,
Président du Soviet suprême de
l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Bucarest, le 8 juillet 1989

NORVEGE

Vérification d'une interdiction complète des essais nucléaires :

LE PROGRAMME NORVEGIEN DE VERIFICATION SISMIQUE

BILAN DES RECHERCHES ENTREPRISES EN 1988/89

Introduction

Depuis 1982, la Norvège a présenté dans une série de documents (CD/310, CD/395, CD/507, CD/599, CD/714, CD/763, CD/862) différentes contributions aux travaux de la Conférence du désarmement sur les mesures de vérification sismique relatives à une interdiction complète des essais nucléaires. Ces documents concernent notamment les divers aspects d'un futur système mondial d'échange international de données sismiques, tel que l'envisage le Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques.

La Norvège a toujours maintenu qu'un tel système mondial devait tirer parti des progrès techniques constants et rapides des instruments sismiques, de la transmission des données et des systèmes informatiques.

La Norvège se félicite donc du consensus auquel est parvenu le Groupe d'experts scientifiques sur cette question, et dont il est fait état dans le cinquième rapport récemment établi par le Groupe (CD/903). Marquant une nouvelle étape importante des travaux accomplis, le rapport décrit de quelle façon les progrès techniques et scientifiques récents peuvent être appliqués à la conception d'un système moderne d'échange international de données sismiques. Ce travail a pour objet d'accroître la fiabilité de la surveillance de l'application d'un futur traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Deuxième Essai technique du Groupe spécial d'experts scientifiques

Le Groupe d'experts scientifiques a déclaré que l'élaboration des concepts techniques relatifs au système proposé devait être un processus réfléchi et continu, où les concepts proposés seraient obligatoirement soumis à des expériences pratiques et la conception du système ultérieurement évaluée et adaptée au vu de cette expérience.

Le deuxième Essai technique, qui en est actuellement à sa phase initiale, constituera une étape importante de ce processus. La Norvège participera pleinement à la conduite de cet essai en fournissant des données et des informations provenant des stations complexes qu'elle a mises en place. En outre, les scientifiques norvégiens contribueront à l'évaluation des résultats de l'essai, dans le but d'affiner les nouveaux concepts servant à l'établissement d'un système mondial.

Les stations complexes NORESS et ARCESS récemment installées jouent un rôle important à cet égard. Ces deux stations, situées respectivement dans le sud et le nord de la Norvège, exploitent les techniques les plus modernes mises au point dans le domaine de la sismologie, du traitement du signal et de la transmission des données.

Ces deux stations se sont révélées exceptionnellement efficaces pour détecter de petits événements sismiques, à la fois proches et éloignés. Par exemple, de petites explosions nucléaires ont été détectées depuis le site des essais effectués par la France sur l'atoll de Mururoa, à une distance d'environ 15 000 km. Avec le deuxième essai, ce sera la première fois que les enregistrements fournis par ces stations perfectionnées seront systématiquement combinés avec ceux des stations sismographiques traditionnelles exploitées dans les différentes régions du monde. La Norvège a déjà proposé (CD/714) que le réseau mondial comprenne, dans la mesure du possible, de telles stations complexes de petite ouverture. Les résultats du deuxième essai fourniront des indications précieuses sur la façon d'améliorer les capacités d'un réseau mondial en mettant en place sur l'ensemble du globe des stations complexes supplémentaires du même type.

Système de traitement intégré pour les réseaux de stations complexes

Si, chacune de leur côté, les deux stations NORESS et ARCESS se sont déjà révélées d'une très grande efficacité, la perspective la plus importante se trouve du côté des possibilités offertes aujourd'hui pour l'utilisation de données provenant de plusieurs stations complexes de ce genre regroupées en un système de traitement intégré. Les premiers résultats provenant de l'analyse des données combinées NORESS et ARCESS montrent que ces deux stations se complètent l'une l'autre en fournissant des estimations beaucoup plus précises concernant les paramètres sources d'événements sismiques.

Depuis quelques années, un programme de recherches de grande envergure a été entrepris pour appliquer les techniques de l'intelligence artificielle à la mise au point d'un système informatique expert pour l'analyse des données enregistrées par NORESS et ARCESS, avec la possibilité d'ajouter au système de nouvelles stations complexes du même type. Ce programme de recherche de pointe, mené en coopération par des scientifiques américains et norvégiens, devrait accroître considérablement les moyens de détecter, de localiser et d'identifier, grâce aux données fournies par ces stations, de petits événements sismiques à des distances locales et régionales.

Le premier prototype de ce système est en cours d'installation au centre de données NORSAR et sera relié directement à un système analogue aux Etats-Unis au moyen d'une liaison directe par satellite à large bande. Les résultats du programme de recherches seront communiqués en temps utile au Groupe d'experts scientifiques, et ce type de traitement devrait apporter une contribution importante au deuxième essai.

Centre national de données de la Norvège

Conformément aux recommandations du Groupe d'experts scientifiques, la Norvège a récemment créé un centre national de données, qui répond aux spécifications préliminaires fixées par le Groupe. Ce centre est situé dans les locaux du centre de traitement NORSAR à Kjeller et fonctionne essentiellement grâce à un ordinateur SUN-3 utilisant un logiciel spécial.

Le Centre national norvégien part du principe de la "station ouverte" conçu à l'origine par la République fédérale d'Allemagne. Tout participant au Groupe d'experts scientifiques peut établir avec le centre une liaison informatique directe en utilisant les protocoles standard de communication numérique. Les utilisateurs peuvent accéder directement à toutes les données qui les intéressent et les extraire à l'aide de différents protocoles de transfert des fichiers. Parmi les données actuellement accessibles en direct figurent les listes complètes des détections de phase fournies par les stations complexes norvégiennes, toutes les données de niveau II (tracés) enregistrées au cours des 72 heures précédentes, et des données de niveaux I et II pour les événements sismiques présentant un intérêt particulier.

Le centre national de données de la Norvège sera la passerelle d'accès permettant à ce pays de fournir des données au deuxième essai. En outre, l'expérience acquise avec la création et l'exploitation du centre sera partagée avec les autres membres du groupe.

Conclusions

- Les stations complexes de petite ouverture NORESS et ARCESS se sont révélées d'une efficacité exceptionnelle pour la détection de petits événements sismiques, à la fois proches et éloignés.

- L'utilisation de données provenant de plusieurs stations complexes de petite ouverture offre d'importantes possibilités. Les premiers résultats provenant des analyses de données combinées NORESS et ARCESS montrent que ces deux stations se complètent l'une l'autre en fournissant des estimations beaucoup plus précises des paramètres sources d'événements sismiques.

- L'application des techniques de l'intelligence artificielle à la mise au point d'un système informatique expert pour l'analyse des données devrait permettre d'en accroître considérablement les moyens de détecter, de localiser et d'identifier de petits événements sismiques à des distances locales et régionales. Le premier prototype de ce système est en cours d'installation au centre de données NORSAR.

- Le bilan des recherches entreprises en 1988/89 souligne l'importance de la proposition norvégienne selon laquelle le réseau mondial devrait, dans la mesure du possible, comprendre des stations sismiques complexes de petite ouverture.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/936
21 juillet 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

NORVEGE

VERIFICATION DES ALLEGATIONS D'EMPLOI D'ARMES CHIMIQUES : UNE NOUVELLE METHODE POUR LES PROCEDURES DE VERIFICATION

1. INTRODUCTION

Le Gouvernement norvégien a lancé en 1981 un programme de recherche sur la vérification des allégations d'emploi d'armes chimiques. Ce programme est exécuté par la Division de toxicologie environnementale de l'Etablissement norvégien de recherche en matière de défense, à Kjeller près d'Oslo. Les résultats en ont été présentés à la Conférence du désarmement dans des rapports annuels et des documents de travail qui ont été rassemblés dans la publication intitulée Contributions by Norway to the Conference on Disarmament 1982-1987 (Contributions de la Norvège à la conférence du désarmement, 1982-1987), que le Ministère royal norvégien des affaires étrangères a publiée en mars 1988 (document CD/813 du 7 mars 1988). Le rapport de 1988 a été présenté à la Conférence dans le document CD/857 du 12 août 1988 et dans le document de travail CD/861 du 22 août 1988.

Le programme de recherche norvégien est directement lié aux négociations concernant l'article IX de la Convention sur les armes chimiques. Conjointement avec le Canada, la Norvège a présenté une proposition relative à une annexe de cet article sur les procédures de vérification (document CD/766 du 2 juillet 1987).

L'Etablissement norvégien de recherche en matière de défense a présenté en 1988-89 une nouvelle technique d'analyse pour la vérification des allégations d'emploi d'armes chimiques. Cette technique est appelée chromatographie en phase gazeuse à "volume de tête" (headspace), qui permet d'effectuer l'analyse directement sur les échantillons sans procédures de purification préalable. Utilisant cette méthode simplifiée, les recherches se poursuivent en vue de mettre au point les procédures à appliquer par une équipe d'inspection internationale. En 1988-1989, les travaux ont été axés sur l'application de cette nouvelle méthode et sur ses conséquences pour le prélèvement, la manipulation et le transport des échantillons.

PROCEDURE DE VERIFICATION

La procédure de vérification élaborée dans le cadre du programme de recherche norvégien est fondée sur une méthode faisant appel à l'absorption

d'agents de guerre chimique à partir de solutions aqueuses dans des polymères poreux. Il faut pour cela extraire des matières d'échantillonnage solides avec de l'eau avant de faire passer cet extrait dans une cartouche remplie d'un polymère poreux. L'avantage de cette méthode est tout d'abord de réduire considérablement la quantité d'échantillons devant être rapportée au laboratoire, et ensuite de pouvoir utiliser la même procédure pour plusieurs types de matières d'échantillonnage.

La procédure de vérification complète comprend également une méthode permettant d'analyser diverses matières d'échantillonnage lorsque aucune préparation préliminaire des échantillons n'est nécessaire. Cette technique est appelée chromatographie en phase gazeuse à volume de tête et n'a pas encore été décrite dans le contexte de la vérification des allégations d'emploi d'armes chimiques. Elle offre le grand avantage de pouvoir utiliser presque tous les types de matières d'échantillonnage. Les échantillons sont prélevés dans de petits flacons de verre hermétiquement bouchés et transportés au laboratoire pour analyse. Les flacons peuvent être ensuite insérés directement dans l'instrument à volume de tête où l'échantillon est chauffé pour obtenir une concentration de vapeur de tout contaminant chimique volatil présent dans l'échantillon. Enfin, un échantillon de gaz est injecté dans le chromatographe en phase gazeuse relié à l'instrument à volume de tête. Ce processus peut être automatisé après que les conditions d'analyse ont été fixées. La probabilité d'une analyse positive à l'aide de cette technique dépendra du type de matière d'échantillonnage et de l'agent chimique à analyser, et les conditions optimales d'analyse devront être évaluées dans chaque cas d'espèce. En ce qui concerne la chambre de chauffe, les conditions optimales de température et de durée sont des facteurs importants pour obtenir une analyse positive à l'aide de la technique du volume de tête.

EXPERIENCES EN LABORATOIRE

Des expériences en laboratoire ont été effectuées avec la technique du volume de tête afin de mettre au point des procédures d'analyse optimales pour analyser le tabun, le sarin et le soman (agents neurotoxiques), le gaz moutarde (agent vésicant) et un sous-produit de la fabrication du sarin, le méthylphosphonate de diisopropyle. Des procédures d'analyse ont été également élaborées et mises à l'essai pour dix matières d'échantillonnage : eau, terre, sable, néoprène, silicone, caoutchouc, butyl, papier, tissu de polyester/coton et mousse de polyuréthane au charbon actif.

ESSAIS SUR LE TERRAIN

La méthode du volume de tête a fait l'objet de deux essais sur le terrain, l'un durant l'hiver 1988-1989 et l'autre durant le printemps 1989. Le premier essai s'est déroulé en février alors que la température variait entre 0 et + 10 °C, tandis que le second a eu lieu en avril-mai avec des températures s'échelonnant entre + 5 et + 30 °C. Dans les deux cas, les échantillons ont été additionnés d'agents de guerre chimique et placés à l'air libre afin d'être exposés aux conditions météorologiques existantes.

Dans le premier cas, un nombre limité d'échantillons ont été testés afin d'avoir une idée de l'utilité de la technique. Les matières d'échantillonnage utilisées ont été l'eau, la terre, le caoutchouc butyl et le tissu de polyester/coton. Tous les échantillons ont été contaminés avec un milligramme de sarin et de soman. Les échantillons ont été ensuite laissés à l'air libre

pour être exposés aux conditions météorologiques existantes. Des échantillons ont été prélevés après 1, 2, 5, 7, 14 et 28 jours et analysés en laboratoire par la méthode du volume de tête. Cette fréquence d'intervalle a été choisie afin d'avoir une idée du taux de dégradation des agents chimiques dans des échantillons d'environnement.

Dans le cadre du second essai, le nombre des agents est passé à cinq, pour comprendre le tabun, le sarin, le soman, le gaz moutarde et le méthylphosphonate de diisopropyle. En outre, le nombre de matières d'échantillonnage est passé à dix, pour inclure l'eau, la terre, le sable, l'herbe, le néoprène, la silicone, le caoutchouc butyl, le papier, le tissu de polyester/coton et la mousse de polyuréthane au charbon actif. La dimension des échantillons et la quantité d'agents ont été les mêmes que pour le premier essai. L'analyse a été effectuée après deux et quatre semaines.

MANIPULATION DES ECHANTILLONS

Etant donné que la possibilité d'une vérification positive dépendra entre autres des conditions de manipulation et de transport des échantillons, on a procédé à des expériences distinctes pour déterminer l'influence de la température sur le transport des flacons de volume de tête pour la chromatographie. Les températures utilisées étaient + 20, 0 et - 20 °C, correspondant à la température ambiante et aux températures approximatives dans un réfrigérateur et un congélateur. Comme dans la deuxième série d'essais sur le terrain, on a utilisé cinq agents chimiques et cinq matières d'échantillonnage différents. Les échantillons ont été additionnés de 1 mg de chaque agent. Les flacons de volume de tête ont été scellés immédiatement avec le bouchon approprié, gardés 24 heures aux trois températures retenues et analysés selon le mode opératoire normal.

METHODE D'ANALYSE

On a mis au point une méthode de dépistage à utiliser pour les échantillons susceptibles de contenir un ou plusieurs des agents chimiques suivants : tabun, sarin, soman, gaz moutarde et méthylphosphonate de diisopropyle. La méthode optimale pour chacun des agents dépendra de l'agent lui-même, de la matière qui renferme l'échantillon, de la durée et de la température de conservation à température constante ainsi que des conditions normalisées pour la chromatographie en phase gazeuse. Le chromatogramme gazeux a été enregistré avec une colonne Carbowax 20M et un détecteur à ionisation de flamme, avec programme thermique partant de 140 °C, pendant deux minutes, pour monter ensuite à 160 °C à raison de 10 °C/min, et rester à cette température six minutes. Les échantillons ont été thermostatés pendant 12 minutes dans la chambre de chauffe, à 100 °C.

RESULTATS

Les résultats de l'essai effectué sur le terrain dans des conditions hivernales avec le sarin et le soman montrent clairement que la chromatographie gazeuse à volume de tête peut être d'un grand secours dans la vérification des allégations d'emploi d'agents de guerre chimique. La quantité d'agents détectés dépend à la fois de l'agent et du type d'échantillon dont il provient. La quantité d'agents récupérés semble diminuer très vite au cours des trois à cinq premiers jours d'exposition à l'extérieur, après quoi la dégradation se ralentit fortement. Comme on pouvait s'y attendre, la quantité

de sarin a diminué plus vite que celle de soman. Après sept jours, la récupération de la quantité appliquée de sarin a varié de 0 % dans un tissu de polyester/coton et le caoutchouc butyl à 6,5 % dans la mousse de polyuréthane au charbon actif. Au bout de 14 et de 28 jours, le sarin n'a été détecté que dans la silicone (0,3 % et 0,02 %) et la mousse de polyuréthane (3,3 % et 0,8 %). Le soman a été décelé dans tous les échantillons, en proportions des quantités utilisées variant, après sept et 14 jours, respectivement de 0,2 à 27,8 % à 0,02 à 15,6 %. Après 28 jours, le soman a été détecté dans tous les échantillons sauf l'eau, en pourcentages variant de 0,04 à 6,0. Pour toutes ces durées, les meilleurs résultats ont été obtenus avec la silicone, tandis que les moins bons l'étaient avec le tissu de polyester/coton et l'eau. Le sarin comme le soman ont été récupérés dans la silicone et la mousse de polyuréthane au charbon actif, ce qui montre que des polymères de cette nature sont préférables en tant que matières d'échantillonnage dans la vérification des allégations d'emploi d'agents d'une guerre chimique.

Dans la seconde expérience, menée en été, le sarin a été détecté dans sept des dix types de matières d'échantillonnage, après 14 et 28 jours d'exposition, en quantités variant dans tous les cas de 0,2 % à 0,4 % de la quantité utilisée d'agent. Le sarin n'a pas été retrouvé dans l'eau, la terre et l'herbe.

Le soman a été détecté dans six des dix types de matières d'échantillonnage, en pourcentages des quantités initiales variant après 28 jours de 0,04 dans le papier à 3,5 dans la silicone. Dans ce cas, l'agent n'a pas été retrouvé dans les échantillons d'eau, de terre, d'herbe ou de sable. Au bout de 14 jours, le soman a aussi été détecté dans l'échantillon de sable, et plus de 1 % en a été retrouvé dans les échantillons de papier, de silicone, de néoprène et de mousse de polyuréthane au charbon actif. Le taux de récupération le plus fort a de nouveau été enregistré avec la silicone, soit 11,2 % de la quantité initiale.

Le tabun est difficile à détecter dans les échantillons exposés aux conditions atmosphériques existantes pour des périodes jusqu'à 28 jours. Dans cette expérience, le tabun n'a été détecté après 28 jours que dans l'échantillon de silicone, mais alors dans la proportion atteignant 6,9 % de la quantité utilisée. Au bout de 14 jours, le tabun a été détecté non seulement dans la silicone (8,3 %), mais aussi dans l'échantillon de papier (0,4 %).

Les résultats des expériences avec du gaz moutarde ont été fort semblables à ceux que l'on a obtenus avec le soman, puisqu'on en a retrouvé dans tous les échantillons à l'exception de l'eau, de la terre, de l'herbe et du sable, en pourcentages variant au bout de 14 et de 28 jours, respectivement, de 0,1 à 13,8 et de 0,01 à 8,3. Les quatre matériaux polymériques - silicone, néoprène, caoutchouc butyl et mousse de polyuréthane avec au charbon actif - contenaient tous au bout de 28 jours plus de 1 % de la quantité initiale de gaz moutarde, et semblent ainsi être doués d'un bon pouvoir absorbant envers ce gaz.

Le méthylphosphonate de diisopropyle, impureté accompagnant la production du sarin, est un composé chimique stable trouvé en grande quantité dans tous les types de matières au bout de 14 et même de 28 jours d'exposition. L'eau, l'herbe, la silicone et la mousse de polyuréthane au charbon actif ont donné les meilleurs résultats, avec une récupération de plus de 10 % au bout de 28 jours.

Les résultats des expériences de manipulation des échantillons montrent qu'il faut transporter ceux-ci à basse température si l'on veut accroître la possibilité d'une vérification positive des allégations d'emplois d'agents de guerre chimique. Une vérification positive dépendra à la fois de l'agent chimique et du milieu renfermant l'échantillon.

L'expérience de stockage pendant 24 heures à - 20 °C, dans un congélateur, montre que tous les agents étaient détectés dans tous les types d'échantillon, à l'exception du tabun dans l'eau et l'air. Les proportions suivantes des quantités initiales des agents ont été retrouvées : tabun, de 6,9 % dans le sable à 64,5 % dans le tissu de polyester/coton; sarin, de 1,2 % dans l'herbe à 93,7 % dans le tissu de polyester/coton; soman, de 6,5 % dans l'herbe à 84,6 % dans le caoutchouc butyl; gaz moutarde, de 8,2 % dans l'herbe à 100 % dans le tissu de polyester/coton; méthylphosphonate de diisopropyle, de 9,9 % dans le sable à 98,7 % dans l'herbe.

Dans les échantillons gardés 24 heures à 0 °C dans un réfrigérateur, on a détecté tous les agents à l'exception du tabun dans l'eau, l'herbe et la terre, et du sarin dans l'herbe. Les quantités retrouvées étaient moindres qu'à - 20 °C, particulièrement pour le tabun et le gaz moutarde, mais aussi dans une certaine mesure pour le sarin, le soman et le méthylphosphonate de diisopropyle.

Quant au stockage à la température ambiante (+ 20 °C), les résultats montrent des récupérations moindres que dans le stockage aux autres températures, mais tous les agents ont pu être détectés dans toutes les matières d'échantillonnage, à l'exception du tabun dans l'eau, la terre, l'herbe et le sable et du sarin dans l'herbe. Les proportions suivantes des quantités initiales ont été détectées : tabun, de 0,8 % dans le tissu de polyester/coton à 15,5 % dans la mousse de polyuréthane au charbon actif; sarin de 3,2 % dans le sol à 64,7 % dans la mousse de polyuréthane au charbon actif; soman, de 1,4 % dans l'herbe à 45,8 % dans la mousse de polyuréthane au charbon actif; gaz moutarde, de 2,9 % dans l'herbe à 78,2 % dans le tissu de polyester/coton; méthylphosphonate de diisopropyle, de 2,7 % dans le sable à 93,5 % dans l'eau.

CONCLUSIONS

La chromatographie en phase gazeuse à volume de tête, combinée avec un dispositif de détection simple tel que l'ionisation de flamme, a fait l'objet d'essais approfondis au cours d'expériences de laboratoire et sur le terrain; elle s'est révélée être un important outil complémentaire pour la vérification des allégations d'emploi d'agents de guerre chimique. La conjonction de la chromatographie gazeuse à volume de tête et de la spectrométrie de masse aurait amélioré considérablement ces résultats. La chromatographie gazeuse à volume de tête représente ainsi une technique utile pour la vérification de l'utilisation d'agents de guerre chimique, et elle devrait être incorporée dans les méthodes à appliquer par une équipe d'inspection internationale.

L'expérimentation a montré que les agents chimiques peuvent être identifiés dans des échantillons exposés jusqu'à 28 jours, aux conditions atmosphériques existantes. L'avantage principal de cette technique est qu'elle ne nécessite pas une purification préliminaire ou une préparation avant l'analyse en laboratoire. La stabilité dépend des propriétés d'absorption des différentes matières d'échantillonnage. L'absorption dans les polymères protège

d'évidence l'agent de la dégradation et améliore les chances d'une vérification positive. Les expériences ont montré que les résultats dépendent de la teneur en eau des échantillons. Les renseignements recueillis permettent de déterminer à quelle matière d'échantillonnage donner la préférence.

Après la collecte des échantillons, les flacons sont scellés et transportés au laboratoire pour analyse. La stabilité des agents essayés dans dix matières différentes montre que si dans la plupart des cas aucune précaution de stockage des échantillons ne s'impose, les pourcentages retrouvés sont toujours beaucoup plus élevés dans les échantillons gardés à basse température. Ainsi, les précautions prises lors du stockage des échantillons améliorent la possibilité d'une vérification positive.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/937/Corr.1
CD/OS/WP.35/Corr.1
29 septembre 1989

Original : FRANCAIS
ARABE et FRANCAIS SEULEMENT

LETRE DATEE DU 20 JUILLET 1989, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT DE LA FRANCE
TRANSMETTANT UN DOCUMENT DE TRAVAIL INTITULE "PREVENTION D'UNE
COURSE AUX ARMEMENTS DANS L'ESPACE : PROPOSITIONS CONCERNANT LA
SURVEILLANCE ET LA VERIFICATION AINSI QUE L'IMMUNITE DES SATELLITES"

Rectificatif

Page 9, entre le deuxième et le troisième paragraphe, insérer
le titre suivant :

- 1) Le principe de non-interférence

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/937
CD/OS/WP.35
21 juillet 1989

Original: FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 20 JUILLET 1989, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT DE LA FRANCE TRANSMETTANT UN DOCUMENT DE TRAVAIL INTITULE "PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS DANS L'ESPACE: PROPOSITIONS CONCERNANT LA SURVEILLANCE ET LA VERIFICATION AINSI QUE L'IMMUNITE DES SATELLITES"

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un document de travail intitulé "Prévention d'une course aux armements dans l'espace : propositions concernant la surveillance et la vérification ainsi que l'immunité des satellites", qui relève du point 5 de l'Ordre du jour de la Conférence du Désarmement.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir en assurer la distribution dans toutes les langues de la Conférence, comme document officiel de la Conférence du Désarmement et du Comité spécial sur la Prévention d'une course aux armements dans l'espace.

(Signé) Pierre MOREL,
Ambassadeur
Représentant de la France
à la Conférence du Désarmement

FRANCE

DOCUMENT DE TRAVAIL

Prévention d'une course aux armements dans l'espace : propositions concernant la surveillance et la vérification ainsi que l'immunité des satellites.

Par le présent document, la France souhaite, au delà du rappel de certains éléments qui se sont dégagés des travaux du Comité spécial sur la Prévention d'une course aux armements dans l'espace, développer ses propositions concernant l'utilisation de l'espace pour la surveillance et la vérification ainsi que l'immunité des satellites et proposer dans ce dernier domaine la création d'un Centre de Trajectographie international.

I. LES CONDITIONS D'UNE PREVENTION D'UNE
COURSE AUX ARMEMENTS DANS L'ESPACE

La nature très particulière des questions spatiales explique pour une large part la lenteur des progrès en ce domaine et en rend le traitement très difficile :

- contrairement à d'autres domaines du désarmement, les équipements concernés, possédés par quelques Etats seulement, évoluent dans un espace géographique commun à tous et non approprié;

- ces véhicules sans équipage humain, circulent en permanence à des vitesses très élevées sous un contrôle très partiel du sol une fois lancés : peu manoeuvrables en général, même les plus pacifiques possèdent une capacité potentielle destructrice en cas de collision ;

- enfin et surtout, la plupart des techniques en cause sont encore émergentes. Une indétermination durable empêche d'en apprécier toutes les implications stratégiques et limite donc les possibilités de négociation sur de tels systèmes. Il est en effet très difficile de distinguer par avance en termes de sécurité l'important du secondaire, et ce qui est dangereux de ce qui est efficace.

Face à la complexité de ce problème, il faut savoir éviter les simplifications abusives et tirer lucidement les conséquences des faits. Quatre éléments au moins doivent être en mémoire lorsque l'on étudie la question de la prévention de la Course aux armements dans l'espace.

1) tout d'abord, les systèmes militaires constituent aujourd'hui une large majorité des activités spatiales et nombre d'entre eux ont une fonction manifestement stabilisante, comme par exemple les satellites d'observation ou d'alerte précoce. Il serait donc à la fois illusoire et inopportun d'envisager une démilitarisation complète de l'espace extra-atmosphérique ;

2) ensuite, quels que soient ses mérites, le régime juridique actuel de l'espace ne s'avère pas suffisant pour prévenir à lui seul une course aux armements dans ce milieu : constitué d'une série d'accords partiels dont les plus importants sont souvent bilatéraux, suscitant parfois de délicats conflits d'interprétation, ce régime apparaît surtout lacunaire puisqu'aucune disposition ne concerne par exemple les systèmes anti-satellites basés au sol ou ne faisant pas appel à des armes nucléaires ou de destruction massive ;

3) en troisième lieu, des systèmes anti-satellites opérationnels existent déjà et de nombreux engins spatiaux non prévus à cet effet possèdent une capacité ASAT potentielle par simple collision. Par conséquent, une interdiction absolue des systèmes anti-satellites apparaît invérifiable dans la pratique ; en outre, elle serait trop large si elle devait inclure des systèmes stabilisants parcequ'ils pourraient être responsables de collision ; plus restrictive en revanche, elle laisserait persister certaines menaces et ne pourrait plus être qualifiée d'interdiction absolue.

4) enfin, les problématiques ASAT et ABM sont étroitement liées : une réglementation multilatérale interdisant le positionnement permanent d'armes dans l'espace ne saurait progresser indépendamment des négociations bilatérales américano-soviétiques, ni a fortiori plus rapidement qu'elles.

Ces quelques réflexions suffisent donc à écarter des mesures qui, séduisantes en apparence, seraient en réalité trompeuses ou impropres à un traitement multilatéral pour l'instant.

Il est clair en outre qu'en l'état actuel des discussions au sein de la Conférence du Désarmement, il n'existe pas de consensus sur les mesures de nature coercitive qui seraient appropriées pour prévenir une course aux armements dans l'espace.

Faut-il pour autant baisser les bras ? Certainement pas. Les organes multilatéraux, et au premier rang la Conférence du Désarmement, ont un rôle particulier à jouer, parallèlement aux efforts bilatéraux, pour faire progresser la réflexion sur ces sujets et sortir du blocage actuellement constaté.

Il leur revient tout d'abord de travailler à renforcer la connaissance technique des enjeux et des contraintes du désarmement dans l'espace. Sans cette connaissance approfondie, aucun accord ne sera possible sur les moyens à mettre en oeuvre.

La Conférence du Désarmement peut aussi identifier avec pragmatisme les domaines sur lesquels un consensus paraît possible dès à présent. De ce point de vue, la France constate une évolution des esprits dont elle se félicite, dans deux domaines importants :

- la reconnaissance croissante de l'utilité de l'espace dans le domaine de la vérification ;
- et le développement de l'intérêt de nombreux pays pour le thème de l'immunité juridique des satellites.

Ce sont ces deux thèmes que le présent document de travail a pour objet de développer.

II. LES PERSPECTIVES OFFERTES PAR L'OBSERVATION SPATIALE

L'espace n'est pas seulement un enjeu du désarmement; c'est aussi un outil potentiel de celui-ci grâce à la vérification par satellite des accords éventuellement conclus.

Alors que le concept même de vérification fut longtemps un point d'achoppement pour les efforts de désarmement, le contexte a désormais profondément changé et les moyens de vérification désormais envisagés ou déjà employés se sont

considérablement développés et diversifiés; par ailleurs, la nécessité de prévoir pour chaque accord futur un régime approprié de vérification est désormais reconnue par tous.

Parallèlement, l'évolution récente a été marquée par la reconnaissance croissante du rôle stabilisant des satellites d'observation et l'apparition de satellites à résolution fine autres que ceux des Etats-Unis et de l'Union Soviétique.

Ces développements permettent aujourd'hui d'envisager une contribution accrue de l'espace à la vérification des accords de désarmement et confirment a posteriori la démarche proposée par la France dès 1976.

Après avoir présenté à la 1ère SED une proposition d'Agence Internationale de Satellites de Contrôle (AISC), étudiée de manière approfondie de 1979 à 1981 par un groupe d'experts de l'ONU, la France a proposé à la 3ème SED en juin 1988 de mettre en place la première phase envisagée pour l'AISC, sous forme d'une agence de traitement des images satellitaires (ATIS).

Cette agence :

- * réunirait, interpréterait et diffuserait des données obtenues à partir de satellites existants ;
- * étudierait des configurations satellitaires à usage civil (catastrophes naturelles, développement) ou militaire (vérification et crises) ;
- * formerait des photos-interprètes.

Par rapport à la première phase de l'AISC, l'ATIS introduit une dimension civile qui vise d'une part, à prendre en compte la moindre

précision des données due au caractère civil des satellites fournisseurs et d'autre part, à prendre en compte les besoins des pays en développement.

Pour la France, il importe de distinguer très clairement entre la surveillance (monitoring) et la vérification. Cette dernière ne peut s'effectuer que dans le cadre d'un accord spécifique, afin de s'assurer du respect de celui-ci, et ne peut être exercée que par les pays qui y sont parties.

Il en résulte pour l'utilisation des satellites une distinction naturelle entre le recueil général de données, qui peut être effectué par des satellites d'observation polyvalents, et la vérification proprement dite, qui pourra justifier la mise au point de nouveaux équipements, propres à un traité particulier, mis en oeuvre par les seules parties à celui-ci et éventuellement couplés à des moyens au sol.

Il serait donc envisageable à terme, de fabriquer, au bénéfice de la Communauté Internationale tout entière ou des parties à un traité donné, soit des satellites généraux d'observation, soit des satellites spécialisés dans la vérification d'une disposition particulière. C'est notamment ce qui est envisagé pour la troisième étape de l'AISC.

Mais il nous paraît préférable, au stade actuel, de prévoir comme première étape la mise en commun des données existantes. Mécanisme de faible coût, ATIS permettrait à la fois l'indispensable formation d'experts nationaux en matière d'interprétation des images spatiales et surtout une évaluation de ce qu'il serait effectivement possible d'accomplir avec des satellites en matière de vérification et de surveillance. Seule cette étape préliminaire est en mesure de définir les besoins en systèmes nouveaux et les possibilités d'applications spécifiques pour l'avenir.

Il doit toutefois être clair qu'une telle agence serait un mécanisme de confiance et ne serait pas destinée à constituer l'embryon d'un

système de vérification à compétence universelle placé auprès des Nations-Unies. Le principe de spécificité de la vérification s'oppose en effet à ce que l'ensemble de la Communauté internationale soit responsable de la vérification de tout accord de désarmement quel qu'en soit sa nature et ses participants, et prétende à ce titre faire usage d'un seul et unique instrument.

III. LE PRINCIPE DE L'IMMUNITÉ JURIDIQUE DES SATELLITES ET SON APPLICATION

Notre objectif commun est de garantir la sécurité des satellites et des activités spatiales qui méritent d'être protégées.

Les moyens à mettre en oeuvre peuvent naturellement être nationaux, par la protection active ou passive des satellites eux-mêmes :

- une protection "active" par des systèmes défensifs embarqués ne ferait toutefois que rendre le problème plus complexe : ceux-ci seraient en effet difficilement discernables de systèmes offensifs
- une protection "passive" par blindage ou durcissement s'avèrerait en fait coûteuse et pénalisante en termes de poids pour les satellites eux-mêmes.

Mais cette protection peut également être assurée au plan multilatéral en apportant une protection juridique par le biais de l'immunité.

Nous devons poursuivre nos efforts pour que se forme un consensus autour de mesures acceptables pour tous. Mais les difficultés actuelles soulignent clairement que c'est l'approche juridique, par le biais de l'immunité des satellites, qui correspond le mieux à la capacité d'action de la Conférence du Désarmement. La France constate d'ailleurs avec intérêt que ce thème est de plus en plus fréquemment abordé dans les interventions prononcées devant la Conférence.

La notion d'immunité est au coeur des propositions développées par la France depuis plusieurs années. Cette démarche repose sur un principe, la non-interférence, et des règles destinées à en faciliter le respect, c'est-à-dire un "code de bonne conduite spatial" ; pour les mettre en oeuvre, la France propose aujourd'hui de créer un instrument approprié sous la forme d'un centre de trajectographie.

Pour distinguer les satellites méritant d'être protégés, un seul critère apparaît efficace : leur capacité ou non à interférer activement avec un autre satellite.

Un principe en découle naturellement : la non-interférence avec les activités spatiales non-agressives, c'est-à-dire avec les engins non dotés eux-mêmes d'une capacité d'interférence active.

Ce principe peut paraître déjà présent implicitement dans le droit de l'espace et donc inutile ou redondant.

Toutefois, c'est précisément parcequ'il constitue déjà en quelque sorte une pratique coutumière qu'il paraît à la France susceptible de recueillir un consensus.

Mais surtout, ce principe n'est expressément mentionné que dans des accords bilatéraux américano-soviétiques et recouvre des situations et des concepts plus précis que le principe général de non-recours à la force établi par la Charte des Nations-Unies.

Il mérite donc de recevoir une consécration plus explicite de la part de l'ensemble de la Communauté internationale. Cette formulation plus solennelle ne suffira peut-être pas à elle seule à assurer une protection absolue, mais elle permettra au moins un engagement précis des Etats sur une règle commune.

Par ailleurs, les efforts de définition qui seront nécessaires pour permettre l'adoption de ce principe contribueront utilement à éclairer nos débats.

D'une façon générale, en édictant une obligation de résultat et non pas de moyens, cette approche évite un certain nombre de difficultés techniques et permet de couvrir efficacement des menaces non prises en compte par la plupart des propositions, notamment celles provenant des dispositifs basés au sol.

Mais l'adoption d'un tel principe ne serait pas suffisante si, dans le même temps, des règles facilitant son respect n'étaient pas élaborées.

2) Un code de bonne conduite spatial

Diverses interventions françaises dans cette même enceinte ont présenté les deux volets de ce concept :

- d'une part, la mise en oeuvre du principe de non interférence exige une meilleure connaissance des caractéristiques des engins spatiaux et donc un renforcement de la Convention d'immatriculation de 1975.

L'une des tâches de notre Comité pourrait donc être d'examiner quels sont les éléments caractéristiques d'un engin spatial, ceux qui permettent son identification et une connaissance minimale de ses fonctions principales.

Une meilleure connaissance des trajectoires de chaque engin est par ailleurs nécessaire : celles-ci ne sont aujourd'hui connues qu'à l'aide de moyens de suivi spatial qui sont, pour l'essentiel, possédés par les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

Afin de renforcer la confiance et la connaissance de l'ensemble des activités spatiales, pourrait donc être envisagée la déclaration, lors de l'immatriculation de chaque engin, de caractéristiques telles que : les paramètres d'orbite, la manoeuvrabilité et les sources d'énergie disponibles ou des données fonctionnelles relatives aux équipements embarqués.

Le degré de précision adéquat reste à déterminer et cet énoncé n'est pas limitatif ; de même, le cadre juridique à retenir pour instaurer ce nouveau régime reste à déterminer : conviendra-t-il de réviser la Convention de 1975, d'adopter un nouveau document ou une résolution de l'Assemblée des Nations-Unies ? Il est encore trop tôt pour en décider. En revanche, il nous appartient dans une première étape, de définir le contenu éventuel d'un tel régime afin qu'il contribue au mieux à la sécurité des activités spatiales.

- D'autre part, et quelle que soit la fiabilité d'un futur régime d'immatriculation, celui-ci devra s'accompagner de règles de comportement pour les engins spatiaux, afin de réduire les risques d'incidents et éviter surtout leur mauvaise interprétation.

En effet, la méconnaissance de l'environnement spatial et la diversité des interférences possibles avec les équipements en orbite risqueraient, en période de tension, de faire interpréter l'arrêt du fonctionnement de l'un d'eux comme le résultat d'une action hostile justifiant une riposte. Il importe donc de pouvoir distinguer à tout moment entre une panne ou une collision involontaire et une agression déterminée.

Les règles de comportement envisageables auraient trait aux manoeuvres et à la prévention des incidents. Elles viseraient à minimiser les risques de collisions accidentelles, à éviter les poursuites co-orbitales à faible distance qui sont un préalable nécessaire pour les systèmes de mines spatiales, et à assurer d'une façon générale une meilleure connaissance de la circulation spatiale.

Ces règles de comportement pourraient inclure, notamment :

- une actualisation régulière, lors de manoeuvres volontaires ou de dérives, des paramètres d'orbites déclarés lors de l'immatriculation ;
- le respect de distances minimales entre deux satellites placés sur une même orbite ;
- la surveillance des croisements à faible distance.

L'objectif est de mieux connaître à tout instant, l'environnement immédiat de chaque engin spatial et, par voie de conséquence, les menaces qui pèsent sur lui.

Ces deux volets, régime d'immatriculation et règles de comportement, constituent une sorte d'embryon de "code de la route" ; outre l'intérêt de renforcer la sécurité en l'absence de tout accord de limitation des systèmes déployés, cette approche pragmatique, en forme de mesures de confiance, devrait pouvoir être acceptable comme base de travail par tous les Etats :

- elle ne préjuge pas en effet de leur disponibilité à souscrire ultérieurement à des accords d'interdiction ou de limitation et n'entrave en aucune façon les négociations bilatérales ;

- elle ne vise pas, par des mesures différentes, un effet équivalent à un régime d'interdiction ;

- elle faciliterait néanmoins, par un développement des connaissances techniques et une amélioration de la confiance, la mise au point de mesures plus contraignantes si les Etats venaient à le souhaiter ;

Encore faut-il que l'immatriculation ainsi renforcée et la définition des règles de comportement puissent s'appuyer sur un instrument approprié qui en facilite la gestion courante.

3) Un outil de gestion : le Centre de Trajectographie

Un tel régime de confiance sera plus difficile à respecter pour les Etats ne disposant pas en propre de dispositifs de suivi performants. En effet, connaître à tout moment l'environnement d'un satellite donné exige une forte capacité de calcul et surtout la connaissance des orbites de tous les autres satellites.

Ceci suggère un régime de transparence absolue qui n'apparaît pas compatible avec les contraintes propres au respect du secret technologique et militaire. En particulier, l'efficacité du régime repose en partie sur l'actualisation permanente des orbites et donc la notification systématique des manœuvres. Or, indiquer par exemple la position exacte d'un satellite d'observation signifie révéler du même coup l'objet précis de cette surveillance.

Comment alors concilier ces contraintes de secret avec le recueil de toutes les informations nécessaires sur les trajectoires satellitaires ? Après un premier examen de cette question, la France considère que le regroupement de ces informations dans un système informatique fonctionnant en "boîte noire" pourrait constituer une solution appropriée.

Un tel centre recevrait et conserverait sans les diffuser les données d'orbites communiquées lors des immatriculations et actualisées lors des modifications ultérieures de trajectoires.

En calculant en permanence à la place de tous les Etats toutes les trajectoires des engins recensés, ce Centre de Trajectographie pourrait remplir un double rôle sans avoir besoin de diffuser les données confidentielles qui lui ont été confiées :

- il alerterait spontanément les parties concernées en cas de suivi co-orbital ou de croisement prévisible trop rapproché ;
- il servirait de preuve de bonne foi en cas d'allégation de collision volontaire, grâce à un mécanisme de consultation (la non déclaration préalable d'une manoeuvre serait par exemple un indice révélateur).

Un tel Centre de Trajectographie, géré de façon discrète et légère pourrait, comme l'Agence de traitement des images satellitaires (ATIS), être placé auprès du Secrétariat international des Nations-Unies. Il serait ouvert à tous les Etats détenteurs ou utilisateurs de satellites qui le souhaiteraient.

Il ne s'agirait toutefois en aucun cas d'un quelconque organe de réglementation édictant des règles applicables à l'espace mais seulement de l'outil d'un régime de confiance auquel les Etats souscriraient par une démarche volontaire.

Le centre dépendrait d'ailleurs, comme c'est le cas pour l'ATIS, des données fournies par chacun d'eux sur ses propres satellites ou ceux qu'il aura détectés. Un mécanisme de consultation pourrait être prévu pour traiter des éventuelles contestations sur l'identité ou la position de tel ou tel engin.

Un tel mécanisme, relativement modeste, serait un outil irremplaçable pour résoudre les difficultés liées à la notification des manoeuvres spatiales, condition nécessaire à une prévention efficace des incidents./.

Comité spécial sur des arrangements
internationaux efficaces pour garantir
les Etats non dotés d'armes nucléaires
contre le recours ou la menace du recours
aux armes nucléaires

Rapport à la Conférence du désarmement

I. Introduction

1. A sa 484ème séance plénière, le 7 février 1989, la Conférence du désarmement a décidé de rétablir, pour la durée de sa session de 1989, un comité spécial qui serait chargé de continuer à négocier en vue de parvenir à un accord sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. La Conférence a aussi décidé que le Comité spécial lui ferait rapport sur l'état d'avancement de ses travaux avant la fin de la session de 1989 (CD/885).

II. Organisation des travaux et documents

2. A sa 485ème séance plénière, le 9 février 1989, la Conférence du désarmement a nommé l'Ambassadeur Ali Shams Ardekani (République islamique d'Iran) président du Comité spécial. M. J. Gerardi-Siebert, spécialiste des questions politiques du Département des affaires de désarmement de l'ONU, a exercé les fonctions de secrétaire du Comité spécial.

3. Le Comité spécial a tenu 10 séances entre le 15 février et le 27 juillet 1989.

4. La Conférence du désarmement a décidé d'inviter sur leur demande les représentants des Etats suivants qui n'en sont pas membres à participer aux réunions du Comité spécial pendant la session de 1989 : Autriche, Espagne, Finlande, Ghana, Grèce, Irlande, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Portugal, République arabe syrienne, Suisse, Tunisie et Zimbabwe.

5. Durant la session de 1989, dans le cadre du point de l'ordre du jour considéré, la Conférence a été saisie du nouveau document suivant :

Le Président a présenté un document officieux intitulé "Reflexions on Negative Security Assurances" (Réflexions sur les garanties de sécurité).

III. Travaux de fond

6. Au cours de l'échange général de vues, un certain nombre de délégations ont réaffirmé leur conviction que le désarmement nucléaire et l'interdiction des armes nucléaires constituaient la garantie la plus efficace contre l'utilisation ou la menace d'emploi d'armes nucléaires. Selon elles, les Etats non dotés d'armes nucléaires avaient volontairement renoncé à l'option nucléaire dans l'espoir que les Etats dotés d'armes nucléaires agiraient dans le même sens. Il était donc nécessaire que les Etats dotés d'armes nucléaires visés répondent de manière positive aux appels répétés des Etats non dotés d'armes nucléaires en faveur de garanties de sécurité indispensables à l'efficacité d'un régime de non-prolifération. Ces délégations estimaient que la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies étaient ralliés à l'idée d'une convention internationale qui prévoirait des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, comme il ressortait de la résolution 43/69 que l'Assemblée générale avait adoptée sans une voix d'opposition. Cette résolution engageait, entre autres, tous les Etats, en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires, à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour s'entendre sur une formule commune qui pourrait figurer dans un instrument international ayant force obligatoire. Ces délégations étaient d'avis que cette résolution, de même que celles que l'Assemblée générale avait adoptées précédemment sur la question, devaient constituer le point de départ des négociations du Comité. Elles estimaient aussi que le consensus général qui s'était dégagé autour de la formule commune ne devait pas être affaibli et qu'il fallait s'efforcer de continuer à chercher un terrain d'entente. Il convenait en particulier que les Etats dotés d'armes nucléaires revoient leur position, conscients de la nécessité de répondre de manière positive au souci légitime de sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires.

7. Un certain nombre de délégations, dont celle d'un Etat doté d'armes nucléaires, ont dit partager la conviction que la garantie la plus efficace et la plus fiable contre l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires était le désarmement nucléaire et l'élimination complète des armes nucléaires. Elles estimaient qu'en attendant que cet objectif soit atteint, il fallait prendre diverses mesures intérimaires pour renforcer la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires, telles que l'interdiction d'utiliser des armes nucléaires dans le cadre d'une convention internationale appropriée, l'adoption d'une politique de non-emploi en premier qui en fait interdirait l'emploi d'armes nucléaires contre tous les Etats, y compris les Etats non dotés d'armes nucléaires, et la création de zones exemptes d'armes nucléaires comme moyen efficace d'assurer les conditions préalables nécessaires pour que tous les Etats dotés d'armes nucléaires souscrivent à l'obligation de ne pas employer d'armes nucléaires contre les Etats appartenant à ces zones. Ces délégations se sont référées à la déclaration unilatérale de non-emploi en premier des armes nucléaires faites par deux Etats dotés d'armes nucléaires. Elles ont maintenu leur ferme appui, comme il ressortait de la résolution 43/68 de l'Assemblée générale, à l'égard de la conclusion d'un instrument international juridiquement contraignant pour garantir de façon efficace les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'emploi de telles armes. L'Etat doté d'armes nucléaires appartenant à ce groupe de délégations a réaffirmé que restait valable l'assurance qu'il avait donnée de ne pas utiliser d'armes nucléaires contre les Etats non dotés d'armes nucléaires n'ayant pas de telles armes sur leur territoire,

qu'ils soient ou non membres d'une alliance. Les délégations visées ont réaffirmé qu'elles étaient prêtes à participer, avec d'autres, à la recherche d'une solution au problème des garanties négatives de sécurité, solution reposant sur une formule commune qui devrait figurer dans un instrument international ayant force obligatoire. Elles espéraient que tous les Etats dotés d'armes nucléaires, ainsi que d'autres Etats, seraient disposés à faire preuve de la souplesse nécessaire pour trouver une solution acceptable permettant de régler les problèmes en question.

8. Un certain nombre de délégations, dont celles de trois Etats dotés d'armes nucléaires, ont rappelé les vues d'ensemble qu'elles avaient énoncées auparavant au Comité spécial. Elles se sont félicitées du vif intérêt marqué par la communauté internationale pour la question des garanties à apporter aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, et elles ont noté dans ce contexte que tous les Etats demeuraient prêts à chercher à améliorer encore la situation existante. Elles ont toutefois noté que la question des garanties négatives de sécurité touchait à la sécurité fondamentale de tous les Etats et que, par conséquent, des décisions dans ce domaine ne pouvaient pas être prises à la légère. Etant donné le large éventail de préoccupations en matière de sécurité qui pesaient sur les Etats et la diversité des mesures dont on disposait pour y répondre, le Comité avait échoué jusque-là dans sa quête d'une solution unique. Ces délégations ont néanmoins fait valoir qu'elles étaient prêtes à poursuivre cette recherche, tout en n'étant pas d'accord avec ceux qui pensaient qu'aucun résultat n'avait été obtenu puisqu'on n'avait pas trouvé de formule commune. Elles ont rappelé à cet égard que les cinq Etats dotés d'armes nucléaires avaient donné l'assurance solennelle de ne pas utiliser d'armes nucléaires contre les Etats qui n'en possédaient pas. Elles ont fait observer que la plupart des Etats non dotés d'armes nucléaires devraient, dans la pratique, se trouver couverts par l'ensemble des cinq garanties négatives de sécurité, bien que, en raison de préoccupations différentes, les Etats dotés d'armes nucléaires aient été contraints de libeller différemment leurs assurances et de varier les réserves qu'ils avaient apportées. Tandis que certaines de ces délégations ont dit qu'elles comprenaient fort bien la position des membres du Comité parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui estimaient que leur propre renonciation à ces armes appelait une contrepartie sous une forme également contraignante, elles ont souligné que l'une des difficultés auxquelles on se heurtait dans la recherche d'une formule commune unique concernant les garanties négatives de sécurité résidait dans le fait que les mêmes assurances seraient offertes à tous les Etats, y compris à ceux qui refusaient de donner une forme contraignante à leur engagement de non-prolifération. Ces Etats ont réitéré que les garanties existantes, tout en n'étant pas inscrites dans un traité ou dans une convention, avaient été solennellement données et ne devaient pas être considérées comme n'ayant pas de poids; il s'agissait d'engagements fermes, crédibles et fiables.

9. Un certain nombre de délégations ont appelé l'attention sur le Protocole 2 du Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga) qui contenait des garanties négatives de sécurité, et elles ont exprimé l'espoir que tous les Etats dotés d'armes nucléaires qui ne l'avaient pas encore fait y adhèreraient sans réserve.

10. Un Etat doté d'armes nucléaires a été d'avis que la garantie la plus efficace pour la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires était l'élimination totale des armes nucléaires et qu'en attendant la réalisation de cet objectif, tous les Etats dotés d'armes nucléaires devraient assumer l'obligation de ne pas être, en aucune circonstance, les premiers à utiliser ces armes et s'engager inconditionnellement à ne pas employer ou menacer d'employer d'armes nucléaires contre les Etats qui n'en étaient pas dotés et les zones qui en étaient exemptes. Ce même Etat jugeait tout à fait raisonnable et légitime que les Etats non dotés d'armes nucléaires exigent que les Etats dotés de telles armes s'engagent à ne pas employer ou menacer d'employer ces armes contre eux étant donné qu'ils s'étaient engagés de diverses manières à ne pas en posséder. Il a fait sienne la suggestion de conclure une convention internationale interdisant l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires contre les Etats non dotés de telles armes et s'est déclaré en faveur de la recherche d'une formule commune répondant aux besoins de sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires. Cet Etat a réaffirmé la garantie inconditionnelle qu'il avait donnée de ne pas employer ou menacer d'employer d'armes nucléaires contre les Etats non dotés d'armes nucléaires et les zones exemptes d'armes nucléaires. Il a en outre exprimé l'idée que l'élément fondamental de toute solution à ce problème devait être la garantie effective en vertu de laquelle étaient prises en compte les exigences raisonnables de sécurité que formulaient les Etats non dotés d'armes nucléaires quant au non-recours ou à l'absence de menace de recours aux armes nucléaires. Il a déclaré qu'il se féliciterait de toute initiative constructive qui rencontrerait l'agrément des Etats non dotés d'armes nucléaires.

11. Le débat sur les conclusions qui pouvaient être tirées des travaux du Comité à la session en cours concernant les possibilités de s'entendre sur une formule commune afin de garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires n'a, une fois de plus, pas été concluant. Certaines délégations ont souligné l'importance de faire des progrès en la matière, compte tenu de la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui devait bientôt avoir lieu.

IV. Conclusions et recommandations

12. Le Comité spécial a réaffirmé que les Etats non dotés d'armes nucléaires devraient recevoir des Etats qui en étaient dotés des garanties efficaces contre l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes nucléaires en attendant que soient prises des mesures effectives de désarmement nucléaire. Les travaux sur la teneur de ces arrangements et le débat sur divers aspects et éléments d'une solution ont toutefois révélé qu'il subsistait des difficultés spécifiques liées à des perceptions divergentes des intérêts de sécurité des Etats dotés d'armes nucléaires et des Etats qui n'en étaient pas dotés, et que la complexité des questions en jeu continuait d'empêcher la conclusion d'un accord sur une "formule commune". En même temps, la discussion a fait ressortir que toutes les délégations appuyaient et se déclaraient prêtes à poursuivre la recherche d'une approche commune concernant la teneur des garanties négatives de sécurité et, en particulier, une "formule commune" à cet égard.

13. Compte tenu de ce qui précède, le Comité spécial recommande à la Conférence du désarmement de continuer à explorer les moyens de surmonter les difficultés rencontrées dans ses efforts pour mener à bien la négociation sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. On est donc généralement convenu que le Comité spécial devrait être rétabli au début de la session de 1990.

PEROU

Proposition de modification du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes

I. EXPOSE DES MOTIFS

1. Le Traité de 1967 sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, est un instrument international qui, en grande mesure, répondait aux défis lancés dans les années 60 par le développement des techniques spatiales. Mais il ne semble pas qu'il permette aujourd'hui de faire face de manière tout à fait satisfaisante aux dangers croissants que présente la possibilité d'une extension à l'espace de la course aux armements.

2. Outre que le Traité de 1967 ne comporte pas de zone d'application juridiquement définie et politiquement incontestable, les Etats parties, qui posent en principe que l'espace est le patrimoine commun de l'humanité, sont actuellement confrontés à une situation de fait due à la mise au point de nouveaux systèmes d'armes qui, si elle repose sur l'aspiration à constituer une défense impénétrable, pourrait aussi servir à satisfaire des prétentions d'hégémonie ou de suprématie dans tous les milieux.

3. Certains ont cru voir dans les limitations qu'établit l'article III du Traité de 1967, pour autant qu'il subordonne les activités des Etats parties dans l'espace au droit international et à la Charte des Nations Unies, une garantie suffisante contre l'emploi de la force, sous quelque forme que ce soit. Mais c'est laisser de côté le fait que ce que l'on cherche, c'est non pas à valider une nouvelle forme de dissuasion applicable à l'espace et fondée sur des systèmes d'armes éprouvés et déployés, mais à empêcher ou à éviter que, précisément, un tel scénario ne se concrétise.

4. Comme on le sait, l'article IV du Traité de 1967 établit une distinction entre le statut s'appliquant à l'espace et le statut régissant la Lune et les autres corps célestes. S'agissant du premier, auquel se rapporte le premier paragraphe de l'article IV, l'engagement des Etats parties consiste à ne mettre sur orbite autour de la Terre aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive, et à ne pas placer de telles armes, de toute autre manière, dans l'espace extra-atmosphérique. S'agissant du second, auquel se rapporte le second paragraphe de l'article IV, l'engagement que contractent les Etats parties a une plus grande portée, puisqu'il est précisé que la Lune et les autres corps célestes seront utilisés exclusivement à des fins pacifiques.

*/ Nouveau tirage pour raisons techniques.

5. Pour nous en tenir au seul paragraphe premier de l'article IV, le principal problème qui se pose est le suivant : si est expressément interdite la mise sur orbite d'un type déterminé d'armes, on pourrait être amené à inférer, contrario sensu, qu'est autorisée la mise sur orbite d'autres types d'armes. D'un autre côté, en partant de l'hypothèse que la mise sur orbite implique à tout le moins un circuit complet autour de la Terre, on ouvre la possibilité de mettre au point, de fabriquer et d'utiliser dans l'espace des systèmes d'armes échappant à cette condition minimale.

6. C'est la raison pour laquelle le Pérou a jugé bon de présenter la proposition de modification ci-après, qui n'a d'autre but que de contribuer à l'amélioration du Traité de 1967 et par là d'assurer que, dans l'avenir, l'espace soit utilisé à des fins exclusivement pacifiques.

II. PROPOSITION DE MODIFICATION

7. Sans préjudice de l'adoption des mesures nécessaires pour renforcer la confiance, qui pourrait précéder l'adoption des amendements pertinents ou coïncider avec elle, l'article IV du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, pourrait être modifié de la manière suivante :

"Article IV

Les Etats parties au Traité s'engagent à ne mettre sur orbite autour de la Terre aucun objet porteur d'armes de quelque type que ce soit, à ne pas installer de telles armes sur des corps célestes et à ne pas placer de telles armes, de toute autre manière, dans l'espace extra-atmosphérique."

Le second paragraphe de l'article IV du Traité de 1967 resterait tel quel.

8. Dans la mesure où l'amendement proposé se réfère uniquement aux armes ayant été mises sur orbite, il faudrait aussi envisager la négociation d'un Protocole additionnel qui aurait pour but d'interdire la mise au point, la fabrication, le stockage et le déploiement des systèmes d'armes antisatellites qui ne sont pas installés dans l'espace. Il faudrait aussi énoncer dans ledit Protocole des dispositions complémentaires se référant à la limitation des systèmes de projectiles antibalistiques, quelle qu'en soit la nature.

9. Un second Protocole additionnel porterait sur le système de vérification indispensable pour garantir un respect fidèle des obligations contractées par les Etats parties; il pourrait être mixte et reposer principalement sur un mécanisme multinational ou international, ainsi que sur un mécanisme national en accord avec les moyens de vérification disponibles dans chaque Etat partie.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/940
31 juillet 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

LETRE DATEE DU 31 JUILLET 1989, ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA CONFERENCE
DU DESARMEMENT PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA NORVEGE,
TRANSMETTANT LE TEXTE D'UN RAPPORT DE RECHERCHE INTITULE
"VERIFICATION OF A CHEMICAL WEAPONS CONVENTION.
HEADSPACE GAS CHROMATOGRAPHY. A NEW TECHNIQUE
IN VERIFICATION OF ALLEGED USE OF CHEMICAL
WARFARE AGENTS. PART VIII" */

J'ai l'honneur de vous transmettre le texte d'un rapport de recherche intitulé Verification of a Chemical Weapons Convention. Headspace Gas Chromatography. A New Technique in Verification of Alleged Use of Chemical Warfare Agents. Part VIII (Vérification d'une convention sur les armes chimiques. La chromatographie en phase gazeuse à volume de tête (headspace), une nouvelle technique de vérification des allégations d'emploi d'agents de guerre chimique, partie VIII), publié par le Ministère royal norvégien des affaires étrangères.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ce rapport comme document officiel de la Conférence du désarmement.

Le chargé d'affaires par intérim
(Signé) Torbjørn Aalbu

*/ Un nombre limité d'exemplaires de ce document, en anglais seulement, a été distribué aux membres de la Conférence du désarmement. Des exemplaires supplémentaires sont disponibles à la Mission permanente de la Norvège, à Genève.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/941
CD/OS/WP.38
1er août 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 1er AOUT 1989, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT PERMANENT
DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE, TRANSMETTANT
LE TEXTE D'UN DOCUMENT DE TRAVAIL INTITULE
"MESURES DE CONFIANCE DANS LE CADRE DU POINT 5"

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, au titre du point 5 de
l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, le texte d'un document de
travail intitulé "Mesures de confiance dans le cadre du point 5".

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme
document officiel de la Conférence du désarmement et du Comité spécial pour la
prévention d'une course aux armements dans l'espace.

L'Ambassadeur
Représentant de la Pologne
à la Conférence du désarmement

(Signé) Bogumil SUJKA

POLOGNE

DOCUMENT DE TRAVAIL

"Mesures de confiance dans le cadre du point 5"

1. L'objectif principal de la Conférence du désarmement est d'élaborer de nouveaux accords créant pour les Etats des obligations juridiques internationales. Il ne faut pas toutefois que cette démarche fondamentale empêche la Conférence d'adopter d'autres mesures, en particulier lorsqu'elles pourraient être opportunes et les seules réalisables à une étape donnée des négociations ou pour d'autres considérations. Des situations différentes peuvent exiger des démarches et des formules différentes, l'une d'entre elles pouvant consister en des mesures de confiance.

Le règlement intérieur de la Conférence du désarmement porte que des négociations peuvent être menées sur des projets de traité et d'autres projets de texte. Il prévoit aussi que les rapports de la Conférence peuvent contenir, notamment, des conclusions, des décisions et d'autres documents pertinents. Rien ne peut donc empêcher la Conférence d'adopter certains documents ne visant pas encore à constituer des traités mais reflétant un engagement politique et fournissant des orientations politiques qui, si elles étaient appliquées, favoriseraient la coopération sur les questions à l'examen et faciliteraient la poursuite des débats.

2. Eu égard à la difficulté actuelle de parvenir à de nouveaux accords sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, la Conférence pourrait adopter des mesures visant à renforcer le régime juridique international existant applicable à l'espace et à accroître la transparence des activités spatiales, en particulier celles qui ont des fonctions militaires ou liées au domaine militaire.

Les mesures proposées exprimeraient la volonté politique de faciliter la poursuite des travaux et de contribuer à renforcer la confiance.

L'hypothèse de départ est qu'au stade actuel des débats sur le point 5, les Etats devraient disposer d'une certaine liberté souveraine pour appliquer les mesures proposées. Ce souci de flexibilité est mis en évidence par des expressions telles que "les Etats envisagent", "à titre volontaire" ou "dans un esprit de réciprocité". Il s'agit avant tout de créer des modalités appropriées dont l'application démontrerait une attitude de coopération et contribuerait à améliorer la compréhension et la confiance mutuelles.

3. Ces mesures n'auraient pas un caractère juridiquement contraignant, mais seraient adoptées par la Conférence dans le cadre de son rapport sur les travaux relatifs au point 5.

La partie correspondante du rapport pourrait être la suivante :

La Conférence du désarmement,

Tenant compte de la préoccupation générale à l'égard de la prévention d'une course aux armements dans l'espace,

Déterminée à contribuer à promouvoir les travaux de la Conférence relatifs au point 5 de son ordre du jour en affermissant le droit international existant relatif à l'espace et en renforçant la confiance dans le domaine des activités spatiales, en particulier lorsque les Etats ne disposent pas en temps voulu d'informations précises sur la nature de ces activités,

1) Réaffirme l'importance des traités et accords internationaux portant sur les activités spatiales des Etats;

2) Demande aux Etats d'agir en conformité avec ces instruments internationaux, et à ceux d'entre eux qui ne l'ont pas encore fait d'envisager la possibilité d'accéder à ces instruments;

3) Suggère - afin d'assurer l'application uniforme de ces normes internationales - que tous les Etats parties aux traités et accords multilatéraux portant sur les activités spatiales des Etats envisagent la possibilité de reconnaître la compétence de la Cour internationale de Justice à l'égard de tous les différends concernant l'interprétation et l'application de ces instruments multilatéraux;

4) Suggère en outre que les Etats envisagent - à la suite de leur décision politique et à titre volontaire - d'échanger des informations sur leurs activités spatiales, en particulier celles qui ont des fonctions militaires ou liées au domaine militaire. Cet échange d'informations pourrait inclure la notification préalable du lancement d'objets spatiaux ainsi que d'autres renseignements que les Etats peuvent juger utiles pour renforcer la confiance et réduire les malentendus.

Les Etats fourniront ces informations aux autres membres de la Conférence du désarmement par les voies diplomatiques habituelles ou par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Conférence du désarmement. Ces informations seront accessibles à tous les Etats.

Tout échange d'information effectué en application du présent document n'affectera pas les obligations et la pratique des Etats résultant de la Convention de 1975 sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique ou de tout autre accord ou arrangement prévoyant la fourniture d'informations sur les activités spatiales ou la notification de ces activités;

5) Reconnaît que les Etats peuvent contribuer davantage à renforcer la confiance en invitant d'autres Etats, à titre volontaire, à l'échelon bilatéral ou autre et dans un esprit de réciprocité et de bonne volonté, à envoyer des observateurs dans le cadre du lancement d'objets spatiaux, de la préparation d'autres activités spatiales ou de la participation à de telles activités, en particulier celles qui ont des fonctions militaires ou liées au domaine militaire.

Les Etats invitants détermineront dans chaque cas le nombre des observateurs ainsi que les modalités et les conditions de leur participation. Ils mettront à leur disposition des moyens appropriés et assureront leur accueil.

L'invitation sera transmise par les voies diplomatiques habituelles ou par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Conférence;

6) Prie instamment tous les Etats, en particulier ceux qui sont dotés de capacités dans le domaine spatial, d'envisager et, là où c'est possible, de prendre d'autres mesures propres à accroître la compréhension et la confiance mutuelles;

7) La Conférence reconnaît que l'expérience acquise, grâce à l'application des mesures suggérées ainsi que des autres mesures que les Etats pourraient prendre à leur gré, pourrait aboutir à ce que soient envisagés d'autres moyens propres à accroître la confiance et à réduire les malentendus à l'égard des activités spatiales des Etats.

LETTRE DATEE DU 1er AOUT 1989, ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA CONFERENCE
DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT DE L'UNION DES REPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIETIQUES, TRANSMETTANT LE TEXTE DE L'ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES
ET LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE SUR LA PREVENTION
D'ACTIVITES MILITAIRES DANGEREUSES, SIGNE A MOSCOU
LE 12 JUIN 1989

J'ai l'honneur de vous transmettre le texte de l'Accord entre le
Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le
Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur la prévention d'activités
militaires dangereuses, signé à Moscou le 12 juin 1989.

Je vous serais obligé de bien vouloir prendre les mesures nécessaires
pour faire distribuer le texte de cet accord comme document officiel de la
Conférence du désarmement.

Le représentant de l'URSS
à la Conférence du désarmement

(Signé) S. BATSANOV

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIETIQUES ET LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE SUR
LA PREVENTION D'ACTIVITES MILITAIRES DANGEREUSES

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le
Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, ci-après dénommés les Parties,

Confirmant leur désir d'améliorer leurs relations et d'approfondir la
compréhension mutuelle,

Convaincus de la nécessité de prévenir des activités militaires
dangereuses et de réduire ainsi la possibilité que des incidents se produisent
entre leurs forces armées,

Résolus à régler rapidement et par des moyens pacifiques tout incident
entre leurs forces armées susceptible de se produire à la suite d'activités
militaires dangereuses,

Désireux d'assurer la sécurité du personnel et du matériel de leurs
forces armées lorsqu'elles effectuent des activités à proximité les unes des
autres en temps de paix, et

Guidés par les principes et les règles généralement reconnus du droit
international,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Aux fins du présent Accord :

1. Par "forces armées", il faut entendre, pour l'Union des Républiques
socialistes soviétiques, les Forces armées de l'URSS et les troupes
frontalières de l'URSS, et pour les Etats-Unis d'Amérique, les Forces armées
des Etats-Unis, y compris les gardes-côtes des Etats-Unis.

2. Par "personnel", il faut entendre toute personne, militaire ou
civile, servant dans les forces armées des Parties ou employée par elles.

3. Par "matériel", il faut entendre tout navire, aéronef ou équipement
terrestre des forces armées des Parties.

4. Par "navire", il faut entendre tout navire de guerre ou navire
auxiliaire des forces armées des Parties.

5. Par "aéronef", il faut entendre tout aéronef militaire des forces
armées des Parties, à l'exclusion des engins spatiaux.

6. Par "équipement terrestre", il faut entendre tout matériel des
forces armées des Parties, destiné à être utilisé sur terre.

7. Par "lasers", il faut entendre toute source de rayonnement
électromagnétique intense, cohérent et extrêmement directif dans le spectre
visible, l'infrarouge ou l'ultraviolet, qui est fondé sur le rayonnement
stimulé d'électrons, d'atomes ou de molécules.

8. Par "zone de précaution spéciale", il faut entendre une région mutuellement désignée par les Parties où se trouvent du personnel et du matériel de leurs forces armées et dans laquelle, en raison des circonstances qui y règnent, des mesures spéciales sont prises conformément au présent Accord.

9. Par "interférence avec les réseaux de commandement", il faut entendre toute action qui entrave, interrompt ou limite le fonctionnement des moyens et des systèmes de transmission des signaux et des informations qui assurent la direction du personnel et du matériel des forces armées d'une Partie.

Article II

1. Conformément aux dispositions du présent Accord, chaque Partie prendra les mesures nécessaires en vue de prévenir des activités militaires dangereuses, à savoir les activités et opérations suivantes du personnel et du matériel de ses forces armées qui sont effectuées en temps de paix à proximité du personnel et du matériel des forces armées de l'autre Partie :

a) Entrée du personnel et du matériel des forces armées d'une Partie sur le territoire national de l'autre Partie, en raison de circonstances dues à un cas de force majeure ou à la suite d'actions involontaires de ce personnel;

b) Emploi de lasers de telle manière que leur rayonnement puisse nuire au personnel ou endommager le matériel des forces armées de l'autre Partie;

c) Entrave aux activités du personnel et aux opérations du matériel des forces armées de l'autre Partie dans une Zone de précaution spéciale, d'une manière qui puisse porter atteinte au personnel ou endommager le matériel;

d) Interférence avec les réseaux de commandement qui puisse nuire au personnel et endommager le matériel des forces armées de l'autre Partie.

2. Les Parties prendront des mesures en vue d'assurer promptement la cessation et le règlement, par des moyens pacifiques et sans recourir à la menace ou à l'emploi de la force, de tout incident susceptible de se produire à la suite d'activités militaires dangereuses.

3. Des dispositions supplémentaires concernant la prévention d'activités militaires dangereuses et le règlement de tout incident susceptible de se produire à la suite de telles activités figurent aux articles III, IV, V et VI du présent Accord ainsi que dans ses annexes.

Article III

1. Dans l'intérêt de la sécurité mutuelle, le personnel des forces armées des Parties fera preuve d'un maximum de prudence et de circonspection en effectuant des activités à proximité du territoire national de l'autre Partie.

2. Les procédures prévues aux annexes 1 et 2 du présent Accord s'appliqueront si, en raison de circonstances dues à un cas de force majeure ou à la suite d'actions involontaires, comme il est stipulé au paragraphe 1 a) de l'article II du présent Accord, le personnel et le matériel des forces armées d'une Partie entrent dans le territoire national de l'autre Partie.

Article IV

1. Lorsque le personnel des forces armées d'une Partie se trouvant à proximité du personnel et du matériel des forces armées de l'autre Partie a l'intention d'utiliser des lasers et que cet emploi peut nuire au personnel ou endommager le matériel des forces armées de cette autre Partie, le personnel des forces armées de la Partie qui a l'intention d'employer des lasers s'efforcera de notifier le personnel concerné des forces armées de l'autre Partie. Dans tous les cas, le personnel des forces armées de la Partie qui a l'intention d'employer des lasers prendra les mesures de sécurité appropriées.

2. Si le personnel des forces armées d'une Partie estime que le personnel des forces armées de l'autre Partie utilise des lasers d'une manière susceptible de lui nuire ou d'endommager son matériel, il s'efforcera immédiatement d'établir des communications en vue de mettre fin à cet emploi. Si le personnel des forces armées de la Partie qui a reçu une telle notification emploie effectivement des lasers à proximité de la zone indiquée dans la notification, il procédera à une enquête sur les circonstances pertinentes. Il mettra fin à cet emploi si celui-ci peut effectivement nuire au personnel ou endommager le matériel des forces armées de l'autre Partie.

3. Les notifications concernant l'emploi de lasers seront effectuées selon les modalités prévues à l'annexe 1 du présent Accord.

Article V

1. Chaque Partie peut proposer à l'autre Partie de convenir de la désignation d'une région quelconque en tant que Zone de précaution spéciale. L'autre Partie peut accepter ou refuser cette proposition. L'une ou l'autre Partie a également le droit de demander que soit réunie la Commission militaire mixte, conformément à l'article IX du présent Accord, pour examiner une telle proposition.

2. Le personnel des forces armées des Parties qui se trouve dans une Zone de précaution spéciale désignée établira et maintiendra des communications conformément à l'annexe 1 du présent Accord, et prendra les autres mesures dont pourront convenir ultérieurement les Parties afin de prévenir des activités militaires dangereuses et de régler tout incident susceptible de se produire à la suite de telles activités.

3. Chaque Partie a le droit de mettre fin à un accord concernant une Zone de précaution spéciale désignée. La Partie qui a l'intention d'exercer ce droit informera en temps voulu l'autre Partie de cette intention, y compris la date et l'heure de la fin de l'accord, en utilisant la voie indiquée au paragraphe 3 de l'article VII du présent Accord.

Article VI

1. Lorsque le personnel des forces armées d'une Partie se trouvant à proximité du personnel et du matériel des forces armées de l'autre Partie détecte une interférence avec ses réseaux de commandement susceptible de lui nuire ou d'endommager son matériel, il pourra en informer le personnel concerné des forces armées de l'autre Partie s'il estime que cette interférence est causée par le personnel et le matériel des forces armées de cette Partie.

2. Si le personnel des forces armées de la Partie ayant reçu cette information établit que l'interférence avec les réseaux de commandement est causée par ses activités, il prendra sans tarder des mesures en vue de mettre fin à cette interférence.

Article VII

1. Afin de prévenir des activités militaires dangereuses et de régler promptement tout incident susceptible de se produire à la suite de telles activités, les forces armées des Parties établiront et maintiendront des communications comme il est prévu à l'annexe 1 du présent Accord.

2. Les Parties échangeront les informations appropriées sur les cas d'activités militaires dangereuses ou d'incidents susceptibles de se produire à la suite de telles activités, ainsi que sur d'autres questions se rapportant au présent Accord.

3. Le Chef de l'état-major général des Forces armées de l'Union des Républiques socialistes soviétiques communiquera les informations visées au paragraphe 2 ci-dessus du présent Accord par l'intermédiaire de l'Attaché des forces armées des Etats-Unis d'Amérique à Moscou. Le Président du Comité des chefs d'état-major des Etats-Unis d'Amérique communiquera ces informations par l'intermédiaire de l'Attaché pour les questions de défense de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à Washington.

Article VIII

1. Le présent Accord n'affecte pas les droits et obligations découlant d'autres accords et arrangements internationaux en vigueur entre les Parties, ni les droits de légitime défense individuelle ou collective, de navigation et de survol, conformément au droit international. Eu égard à ce qui précède, les Parties appliqueront les dispositions du présent Accord en tenant compte des intérêts souverains des deux Parties.

2. Aucune disposition du présent Accord n'est dirigée contre une tierce partie quelle qu'elle soit. Au cas où un incident visé par le présent Accord se produit sur le territoire d'un allié de l'une des Parties, cette Partie a le droit de consulter son allié en ce qui concerne les mesures appropriées à prendre.

Article IX

1. Afin de contribuer à la mise en oeuvre des objectifs et des dispositions du présent Accord, les Parties établissent par les présentes une Commission militaire mixte. Dans le cadre de cette Commission, les Parties examineront :

- a) L'exécution des obligations contractées en vertu du présent Accord;
- b) Les possibilités d'assurer un niveau de sécurité plus élevé pour le personnel et le matériel de leurs forces armées;
- c) Les autres mesures qui peuvent être nécessaires pour améliorer la viabilité et l'efficacité du présent Accord.

2. La Commission militaire mixte se réunira chaque année ou plus fréquemment, selon ce que peuvent convenir les Parties.

Article X

1. Le présent Accord, y compris ses annexes qui en font partie intégrante, entrera en vigueur le 1er janvier 1990.

2. Le présent Accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre Partie et prendra fin six mois après notification écrite à l'autre Partie.

3. Le présent Accord sera enregistré conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à Moscou, le 12 juin 1989, en deux exemplaires, en langues russe et anglaise, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES
REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Le Chef d'état-major
des Forces armées de l'URSS

M. Moïssïev

POUR LE GOUVERNEMENT DES
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Le Président du Comité
des chefs d'état-major

W. Crowe

ANNEXE 1

PROCEDURES POUR L'ETABLISSEMENT ET LE MAINTIEN DE COMMUNICATIONS

Section I

Voies de communication

Aux fins de l'application du présent Accord, les forces armées des Parties prévoiront d'établir et de maintenir, selon que de besoin, des communications aux niveaux suivants :

- a) Entre le commandant du groupement des forces armées d'une Partie présent dans la Zone de précaution spéciale et le commandant du groupement des forces armées de l'autre Partie dans la même zone;
- b) Entre le commandant */ d'un navire, d'un aéronef, d'un véhicule terrestre ou d'une unité terrestre des forces armées d'une Partie et le commandant d'un navire, d'un aéronef, d'un véhicule terrestre ou d'une unité terrestre des forces armées de l'autre Partie;
- c) Entre le commandant */ d'un aéronef des forces armées d'une Partie et le poste de direction ou de contrôle de la circulation aérienne de l'autre Partie.

Section II

Fréquences radio

1. Pour établir des communications radio, selon que de besoin, les fréquences suivantes doivent être utilisées :

- a) Entre aéronefs des Parties ou entre un aéronef d'une Partie et le poste de direction ou de contrôle de la circulation aérienne de l'autre Partie : sur la bande VHF, la fréquence 121.5 MHz ou 243.0 MHz, ou, sur la bande HF, la fréquence 4125.0 kHz (autre fréquence : 6215.5 kHz; une fois le contact établi, il convient d'utiliser les fréquences de travail 130.0 MHz ou 278.0 MHz ou 4125.0 kHz);
- b) Entre navires des Parties et entre un navire et la terre : sur la bande VHF, la fréquence 156.8 MHz, ou, sur la bande HF, la fréquence 2182.0 kHz;
- c) Entre un navire d'une Partie et un aéronef de l'autre Partie : sur la bande VHF, la fréquence 121.5 MHz ou la fréquence 243.0 MHz; une fois le contact établi, il convient d'utiliser les fréquences de travail 130.0 MHz ou 278.0 MHz;

*/ Le terme "commandant" désigne la personne ayant autorité pour commander ou diriger un navire, un aéronef, un véhicule terrestre ou une unité terrestre.

d) Entre véhicules terrestres ou unités terrestres des forces armées des Parties : sur la bande VHF, la fréquence 44.0 MHz (autre fréquence : 46.5 MHz), ou, sur la bande HF, la fréquence 4125.0 kHz (autre fréquence : 6215.5 kHz).

2. Les Parties conviennent de procéder aux essais nécessaires pour assurer la fiabilité des voies de communication qu'elles ont approuvées.

Section III

Signaux et phrases

1. Les Parties reconnaissent que l'absence de communications radio peut accroître le danger couru par le personnel et le matériel de leurs forces armées impliqués dans tout incident susceptible de se produire à la suite d'activités militaires dangereuses. Le personnel des forces armées des Parties impliqué dans de tels incidents et qui ne peut établir de communications radio, ou qui établit des communications radio mais sans pouvoir être compris, doit s'efforcer de communiquer en utilisant les signaux visés dans la présente section. En outre, ce personnel doit s'efforcer d'établir des communications avec d'autres membres du personnel de ses forces armées, qui prendront à leur tour des mesures pour régler l'incident en utilisant les voies de communication prévues dans le présent Accord.

2. Les communications entre navires et entre navire et terre doivent s'effectuer en utilisant les signaux et les phrases indiqués dans le Code international des signaux de 1965 et les signaux spéciaux élaborés conformément à l'Accord conclu en 1972 entre le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour la prévention des incidents en haute mer et au-dessus de la haute mer. Les communications entre aéronefs doivent s'effectuer à l'aide des signaux et des phrases destinés à l'interception des aéronefs et aux aéronefs interceptés qui figurent dans les Règles de l'air, à l'annexe 2 de la Convention de 1944 sur l'aviation civile internationale (Convention de Chicago). On peut aussi utiliser les signaux et les phrases supplémentaires figurant au paragraphe 4 de la présente section.

3. Chaque fois que des aéronefs des Parties entreront en contact visuel, leurs équipages passeront sur la fréquence 121.5 MHz ou 243.0 MHz. S'il est nécessaire d'échanger des informations, mais impossible de communiquer dans une langue commune, il faudra s'efforcer de transmettre les informations essentielles et d'accuser réception des instructions à l'aide des phrases visées aux paragraphes 2 et 4 de la présente section. S'il est impossible d'établir une communication radio, il faudra alors utiliser des signaux visuels.

4. Le tableau suivant contient des signaux et des phrases supplémentaires pour les communications entre aéronefs, navires, véhicules terrestres ou unités terrestres, conformément au présent Accord :

SIGNAUX SUPPLEMENTAIRES, PHRASES ET REPONSES APPROPRIEES

| A. SIGNIFICATION DES SIGNAUX/PHRASES | B. SIGNAUX VISUELS POUR AERONEF | C. PHRASES | D. PRONONCIATION | E. REPONSE APPROPRIEE |
|---|--|----------------------|-----------------------|---|
| 1. Vous êtes à proximité de notre territoire national. | Jour et nuit - L'aéronef intercepteur, volant par le travers et parallèlement à l'aéronef intercepté, balance ses ailes, fait clignoter ses feux de navigation à intervalles lents et réguliers et exécute ensuite une série de virages en S à faible inclinaison latérale d'environ 10 degrés de chaque côté de la ligne de vol. | "CLOSE TO TERRITORY" | CLOSE-TO-TERR-I-TORY" | L'aéronef intercepté s'éloigne du territoire national. |
| 2. Vous êtes entré sur notre territoire national. | Jour et nuit - L'aéronef intercepteur, volant par le travers et parallèlement à l'aéronef intercepté, fait rapidement clignoter ses feux de navigation tout en balançant ses ailes et exécute un virage à faible inclinaison (15 à 20 degrés) dans la direction de l'aéronef intercepté. Cette manoeuvre sera accomplie avec une extrême prudence, la distance d'une envergure entre les deux aéronefs devant être respectée. Répéter les signaux jusqu'à ce que l'aéronef intercepté accuse réception ou établisse le contact radio. | "TERRITORY ENTERED" | TERR-I-TORY EN-TERED | L'aéronef intercepté doit se conformer aux instructions de l'aéronef intercepteur. |
| 3. J'ai besoin d'atterrir. | Jour et nuit - L'aéronef fait clignoter rapidement à plusieurs reprises ses feux de navigation tout en balançant les ailes, et exécute ensuite une légère manoeuvre de marsouinage. | "REQUEST LANDING" | RE-QUEST LAN-DING | L'aéronef intercepteur prête assistance à l'aéronef intercepté. |
| 4. Je demande communication radio sur 130,0 MHz ou 278,0 MHz (le contact initial est établi sur 121,5 MHz ou 243,0 MHz) | Jour et nuit - Si les fréquences 121,5 MHz et 243,0 MHz sont hors service, l'aéronef fait clignoter continuellement ses feux de navigation en alternance (un signal long, un signal court) tout en balançant les ailes. | "RADIO CONTACT" | RA-DI-O-CON-TAC | Accuser réception de la demande de communication radio émise par un aéronef, un navire, un poste de direction ou de contrôle de la circulation aérienne en se servant de la phrase "RADIO CONTACT". Une fois le contact établi, passer sur 130,0 MHz ou 278,0 MHz. |

| A. SIGNIFICATION DES SIGNAUX/PHRASES | B. SIGNAUX VISUELS POUR AERONEF | C. PHRASES | D. PRONONCIATION | E. REPONSE APPROPRIEE |
|---|--|---------------------|-------------------------|--|
| 5. Mon aéronef demande contact radio avec votre navire sur 121,5 MHz ou 243,0 MHz. | Jour et nuit - L'aéronef exécute autour du navire des virages à gauche à une distance et une altitude sûres jusqu'à ce que le contact radio soit établi. | "RADIO CONTACT" | RA-DI-O-CON-TAC | L'aéronef et le navire établissent le contact radio en échangeant la phrase "RADIO CONTACT"; tous deux passent ensuite sur 130,0 MHz ou 278,0 MHz, selon que de besoin, aux fins de communication radio. |
| 6. Il y a un niveau d'interférence dangereux avec mon réseau de commandement et de contrôle. (Transmettre la phrase sur fréquence contact.) | Aucun | "STOP INTERFERENCE" | STOP IN-TER-FER-ENCE | Déterminer les causes de l'interférence et, selon qu'il y a lieu, mettre fin aux activités qui en sont la source. |
| 7. L'usage que je compte faire d'un laser risque de créer des dangers dans ce secteur. (Transmettre la phrase sur fréquence contact.) | Aucun | "LASER DANGER" | LAS-ER DAN-GER | Prendre toutes dispositions pour protéger le personnel ou le matériel. |
| 8. Niveau dangereux de rayonnement laser. (Transmettre la phrase sur fréquence contact.) | Aucun | "STOP LASER" | STOP LA-SER | Etudier la situation et, le cas échéant, mettre fin à toute utilisation des lasers susceptible de porter atteinte au personnel ou d'endommager le matériel. |

ANNEXE 2

PROCEDURES POUR LE REGLEMENT D'INCIDENTS RELATIFS A L'ENTREE
SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

La présente annexe établit les procédures à suivre en vue de régler rapidement, par des moyens pacifiques, tout incident susceptible de se produire lors de l'entrée sur le territoire national de l'une des Parties du personnel et du matériel des forces armées de l'autre partie, en raison de circonstances dues à un cas de force majeure ou à la suite d'actions involontaires, comme il est indiqué au paragraphe 1 a) de l'article II.

Section I

Entrée sur le territoire national en raison de circonstances dues
à un cas de force majeure

1. Lorsque le personnel des forces armées d'une Partie se rend compte que, en raison de circonstances dues à un cas de force majeure, il risque d'entrer ou d'être entré sur le territoire national de l'autre Partie, il doit s'efforcer sans relâche d'établir et de maintenir des communications avec les forces armées de l'autre Partie, comme il est prévu à l'annexe I du présent Accord.

2. Dès réception d'une communication provenant du personnel des forces armées d'une Partie qui se rend compte qu'il risque d'entrer ou d'être entré sur le territoire national de l'autre Partie, le personnel des forces armées de cette autre Partie doit lui fournir les instructions appropriées concernant les mesures à prendre et lui prêter assistance dans les limites des moyens disponibles.

3. Si le personnel et le matériel des forces armées d'une Partie entrent sur le territoire national de l'autre Partie, ce personnel doit prendre en considération toute instruction reçue du personnel des forces armées de l'autre Partie qui correspond aux circonstances existantes et, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article VIII du présent Accord, doit quitter le territoire ou se rendre dans un endroit désigné.

4. Le personnel des forces armées d'une Partie qui est entré sur le territoire national de l'autre Partie, lorsqu'il est arrivé à l'endroit désigné par le personnel des forces armées de cette autre Partie, doit se voir accorder :

- a) La possibilité d'entrer en contact dès que possible avec l'attaché des forces armées ou les autorités consulaires de sa Partie;
- b) L'accueil voulu et la protection de son matériel;
- c) L'aide nécessaire pour réparer son matériel afin de faciliter son départ du territoire national, et pour quitter ce territoire dès que possible.

Section II

Entrée sur le territoire national à la suite d'actions involontaires du personnel

1. Lorsque le personnel des forces armées d'une Partie a établi que le personnel et le matériel des forces armées de l'autre Partie risquent d'entrer ou d'être entrés sur son territoire national à la suite d'actions involontaires, il doit s'efforcer sans relâche d'établir et de maintenir des communications avec le personnel des forces armées de cette autre Partie, comme il est prévu à l'annexe I au présent Accord. Ces communications ont pour but d'alerter le personnel des forces armées de cette autre Partie de la possibilité d'entrée ou de l'entrée effective sur le territoire national; d'éclaircir les raisons et les circonstances de ses actions; de lui recommander de prendre des mesures en vue de prévenir, si possible, cette entrée; ou de lui accorder l'assistance appropriée.

2. Le personnel des forces armées d'une Partie, une fois prévenu qu'il risque d'entrer sur le territoire national de l'autre Partie, doit prendre si possible des mesures afin d'éviter une telle éventualité.

3. Si le personnel et le matériel des forces armées d'une Partie entrent sur le territoire national de l'autre Partie, ce personnel doit prendre en considération toute instruction reçue du personnel des forces armées de l'autre Partie qui correspond aux circonstances existantes et, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article VIII du présent Accord, doit quitter le territoire ou se rendre dans un endroit désigné. Les procédures prévues au paragraphe 4 de la section I de la présente annexe sont applicables au personnel et au matériel qui sont arrivés à l'endroit désigné.

DECLARATIONS CONVENUES
DANS LE CADRE DE L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIETIQUES ET LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
SUR LA PREVENTION D'ACTIVITES MILITAIRES DANGEREUSES

Dans le cadre de l'Accord entre le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur la prévention d'activités militaires dangereuses, les Parties sont convenues de ce qui suit :

Première déclaration convenue. En cas d'entrée du personnel et du matériel des forces armées d'une Partie sur le territoire national de l'autre Partie en raison de circonstances dues à un cas de force majeure ou à la suite d'actions involontaires de ce personnel, comme il est prévu au paragraphe 1 a) de l'article II de l'Accord entre le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur la prévention d'activités militaires dangereuses, les procédures prévues dans les annexes 1 et 2 dudit Accord seront appliquées, que cette autre Partie ait eu connaissance ou non des circonstances d'une telle entrée.

Deuxième déclaration convenue. Comme il est indiqué à l'article VIII de l'Accord entre le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur la prévention d'activités militaires dangereuses, ledit Accord ne porte pas atteinte aux droits de navigation en vertu du droit international, y compris au droit de passage inoffensif des navires de guerre.

Le Chef d'état-major
des Forces armées de l'URSS

M. Moïssïeev

Le Président du Comité
des chefs d'état-major

W. Crowe

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/943
4 août 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 1er AOUT 1989, ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA CONFERENCE
DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE,
TRANSMETTANT LE TEXTE DE L'ACCORD ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET
L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES SUR LA PREVENTION
D'ACTIVITES MILITAIRES DANGEREUSES, AINSI QUE SES ANNEXES ET
LES DECLARATIONS CONVENUES DANS LE CADRE DE L'ACCORD
SIGNE A MOSCOU LE 12 JUIN 1989

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de l'Accord entre
les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques
sur la prévention d'activités militaires dangereuses, ainsi que ses annexes
et les déclarations convenues dans le cadre de l'Accord, signé à Moscou
le 12 juin 1989.

Je vous serais obligé de bien vouloir prendre les mesures nécessaires
pour publier l'Accord comme document officiel de la Conférence du désarmement.

Le Représentant des Etats-Unis d'Amérique
à la Conférence du désarmement

(Signé) Max L. Friedersdorf

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET LE GOUVERNEMENT
DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES SUR LA PREVENTION
D'ACTIVITES MILITAIRES DANGEREUSES

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ci-après dénommés les Parties,

Confirmant leur désir d'améliorer leurs relations et d'approfondir la compréhension mutuelle,

Convaincus de la nécessité de prévenir des activités militaires dangereuses et de réduire ainsi la possibilité que des incidents se produisent entre leurs forces armées,

Résolus à régler rapidement et par des moyens pacifiques tout incident entre leurs forces armées susceptible de se produire à la suite d'activités militaires dangereuses,

Désireux d'assurer la sécurité du personnel et du matériel de leurs forces armées lorsqu'elles effectuent des activités à proximité les unes des autres en temps de paix, et

Guidés par les principes et les règles généralement reconnus du droit international,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Aux fins du présent Accord :

1. Par "forces armées", il faut entendre, pour les Etats-Unis d'Amérique, les Forces armées des Etats-Unis, y compris les gardes-côtes des Etats-Unis, et pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques, les Forces armées de l'URSS et les troupes frontalières de l'URSS.
2. Par "personnel", il faut entendre toute personne, militaire ou civile, servant dans les forces armées des Parties ou employée par elles.
3. Par "matériel", il faut entendre tout navire, aéronef ou équipement terrestre des forces armées des Parties.
4. Par "navire", il faut entendre tout navire de guerre ou navire auxiliaire des forces armées des Parties.
5. Par "aéronef", il faut entendre tout aéronef militaire des forces armées des Parties, à l'exclusion des engins spatiaux.
6. Par "équipement terrestre", il faut entendre tout matériel des forces armées des Parties, destiné à être utilisé sur terre.
7. Par "lasers", il faut entendre toute source de rayonnement électromagnétique intense, cohérent et extrêmement directif dans le spectre visible, l'infrarouge ou l'ultraviolet, qui est fondé sur le rayonnement stimulé d'électrons, d'atomes ou de molécules.

8. Par "zone de précaution spéciale", il faut entendre une région mutuellement désignée par les Parties où se trouvent du personnel et du matériel de leurs forces armées et dans laquelle, en raison des circonstances qui y règnent, des mesures spéciales sont prises conformément au présent Accord.

9. Par "interférence avec les réseaux de commandement", il faut entendre toute action qui entrave, interrompt ou limite le fonctionnement des moyens et des systèmes de transmission des signaux et des informations qui assurent la direction du personnel et du matériel des forces armées d'une Partie.

Article II

1. Conformément aux dispositions du présent Accord, chaque Partie prendra les mesures nécessaires en vue de prévenir des activités militaires dangereuses, à savoir les activités et opérations suivantes du personnel et du matériel de ses forces armées qui sont effectuées en temps de paix à proximité du personnel et du matériel des forces armées de l'autre Partie :

a) Entrée du personnel et du matériel des forces armées d'une Partie sur le territoire national de l'autre Partie, en raison de circonstances dues à un cas de force majeure ou à la suite d'actions involontaires de ce personnel;

b) Emploi de lasers de telle manière que leur rayonnement puisse nuire au personnel ou endommager le matériel des forces armées de l'autre Partie;

c) Entrave aux activités du personnel et aux opérations du matériel des forces armées de l'autre Partie dans une Zone de précaution spéciale, d'une manière qui puisse nuire au personnel ou endommager le matériel;

d) Interférence avec les réseaux de commandement qui puisse nuire au personnel et endommager le matériel des forces armées de l'autre Partie.

2. Les Parties prendront des mesures en vue d'assurer promptement la cessation et le règlement, par des moyens pacifiques et sans recourir à la menace ou à l'emploi de la force, de tout incident susceptible de se produire à la suite d'activités militaires dangereuses.

3. Des dispositions supplémentaires concernant la prévention d'activités militaires dangereuses et le règlement de tout incident susceptible de se produire à la suite de telles activités figurent aux articles III, IV, V et VI du présent Accord ainsi que dans ses annexes.

Article III

1. Dans l'intérêt de la sécurité mutuelle, le personnel des forces armées des Parties fera preuve d'un maximum de prudence et de circonspection en effectuant des activités à proximité du territoire national de l'autre Partie.

2. Les procédures prévues aux annexes 1 et 2 du présent Accord s'appliqueront si, en raison de circonstances dues à un cas de force majeure ou à la suite d'actions involontaires, comme il est stipulé au paragraphe 1 a) de l'article II du présent Accord, le personnel et le matériel des forces armées d'une Partie entrent dans le territoire national de l'autre Partie.

Article IV

1. Lorsque le personnel des forces armées d'une Partie se trouvant à proximité du personnel et du matériel des forces armées de l'autre Partie a l'intention d'utiliser des lasers et que cet emploi peut nuire au personnel ou endommager le matériel des forces armées de cette autre Partie, le personnel des forces armées de la Partie qui a l'intention d'employer des lasers s'efforcera de notifier le personnel concerné des forces armées de l'autre Partie. Dans tous les cas, le personnel des forces armées de la Partie qui a l'intention d'employer des lasers prendra les mesures de sécurité appropriées.

2. Si le personnel des forces armées d'une Partie estime que le personnel des forces armées de l'autre Partie utilise des lasers d'une manière susceptible de lui nuire ou d'endommager son matériel, il s'efforcera immédiatement d'établir des communications en vue de mettre fin à cet emploi. Si le personnel des forces armées de la Partie qui a reçu une telle notification emploie effectivement des lasers à proximité de la zone indiquée dans la notification, il procédera à une enquête sur les circonstances pertinentes. Il mettra fin à cet emploi si celui-ci peut effectivement nuire au personnel ou endommager le matériel des forces armées de l'autre Partie.

3. Les notifications concernant l'emploi de lasers seront effectuées selon les modalités prévues à l'annexe 1 du présent Accord.

Article V

1. Chaque Partie peut proposer à l'autre Partie de convenir de la désignation d'une région quelconque en tant que Zone de précaution spéciale. L'autre Partie peut accepter ou refuser cette proposition. L'une ou l'autre Partie a également le droit de demander que soit réunie la Commission militaire mixte, conformément à l'article IX du présent Accord, pour examiner une telle proposition.

2. Le personnel des forces armées des Parties qui se trouve dans une Zone de précaution spéciale désignée établira et maintiendra des communications conformément à l'annexe 1 du présent Accord, et prendra les autres mesures dont pourront convenir ultérieurement les Parties afin de prévenir des activités militaires dangereuses et de régler tout incident susceptible de se produire à la suite de telles activités.

3. Chaque Partie a le droit de mettre fin à un accord concernant une Zone de précaution spéciale désignée. La Partie qui a l'intention d'exercer ce droit informera en temps voulu l'autre Partie de cette intention, y compris la date et l'heure de la fin de l'accord, en utilisant la voie indiquée au paragraphe 3 de l'article VII du présent Accord.

Article VI

1. Lorsque le personnel des forces armées d'une Partie se trouvant à proximité du personnel et du matériel des forces armées de l'autre Partie détecte une interférence avec ses réseaux de commandement susceptible de lui nuire ou d'endommager son matériel, il pourra en informer le personnel concerné des forces armées de l'autre Partie s'il estime que cette interférence est causée par le personnel et le matériel des forces armées de cette Partie.

2. Si le personnel des forces armées de la Partie ayant reçu cette information établit que l'interférence avec les réseaux de commandement est causée par ses activités, il prendra sans tarder des mesures en vue de mettre fin à cette interférence.

Article VII

1. Afin de prévenir des activités militaires dangereuses et de régler promptement tout incident susceptible de se produire à la suite de telles activités, les forces armées des Parties établiront et maintiendront des communications comme il est prévu à l'annexe 1 du présent Accord.

2. Les Parties échangeront les informations appropriées sur les cas d'activités militaires dangereuses ou d'incidents susceptibles de se produire à la suite de telles activités, ainsi que sur d'autres questions se rapportant au présent Accord.

3. Le Président du Comité des chefs d'état-major des Etats-Unis d'Amérique communiquera les informations visées au paragraphe 2 ci-dessus du présent Accord par l'intermédiaire de l'attaché des forces armées de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à Washington. Le Chef de l'état-major général des Forces armées de l'Union des Républiques socialistes soviétiques communiquera ces informations par l'intermédiaire de l'attaché des forces armées des Etats-Unis d'Amérique à Moscou.

Article VIII

1. Le présent Accord n'affecte pas les droits et obligations découlant d'autres accords et arrangements internationaux en vigueur entre les Parties, ni les droits de légitime défense individuelle ou collective, de navigation et de survol, conformément au droit international. Eu égard à ce qui précède, les Parties appliqueront les dispositions du présent Accord en tenant compte des intérêts souverains des deux Parties.

2. Aucune disposition du présent Accord n'est dirigée contre une tierce partie quelle qu'elle soit. Au cas où un incident visé par le présent Accord se produit sur le territoire d'un allié de l'une des Parties, cette Partie a le droit de consulter son allié en ce qui concerne les mesures appropriées à prendre.

Article IX

1. Afin de contribuer à la mise en oeuvre des objectifs et des dispositions du présent Accord, les Parties établissent par les présentes une Commission militaire mixte. Dans le cadre de cette Commission, les Parties examineront :

- a) L'exécution des obligations contractées en vertu du présent Accord;
- b) Les possibilités d'assurer un niveau de sécurité plus élevé pour le personnel et le matériel de leurs forces armées;
- c) Les autres mesures qui peuvent être nécessaires pour améliorer la viabilité et l'efficacité du présent Accord.

2. La Commission militaire mixte se réunira chaque année ou plus fréquemment, selon ce que peuvent convenir les Parties.

Article X

1. Le présent Accord, y compris ses annexes qui en font partie intégrante, entrera en vigueur le 1er janvier 1990.

2. Le présent Accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre Partie et prendra fin six mois après notification écrite à l'autre Partie.

3. Le présent Accord sera enregistré conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à Moscou, le 12 juin 1989, en deux exemplaires, en langues anglaise et russe, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DES
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Le Président du Comité
des chefs d'état-major

(Signé)

POUR LE GOUVERNEMENT DE L'UNION
DES REPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIETIQUES

Le Chef d'état-major
des Forces armées de l'URSS

(Signé)

ANNEXE 1

PROCEDURES POUR L'ETABLISSEMENT ET LE MAINTIEN DE COMMUNICATIONS

Section I

Voies de communication

Aux fins de l'application du présent Accord, les forces armées des Parties prévoiront d'établir et de maintenir, selon que de besoin, des communications aux niveaux suivants :

- a) Entre le commandant du groupement des forces armées d'une Partie présent dans la Zone de précaution spéciale et le commandant du groupement des forces armées de l'autre Partie dans la même zone;
- b) Entre le commandant */ d'un navire, d'un aéronef, d'un véhicule terrestre ou d'une unité terrestre des forces armées d'une Partie et le commandant d'un navire, d'un aéronef, d'un véhicule terrestre ou d'une unité terrestre des forces armées de l'autre Partie;
- c) Entre le commandant */ d'un aéronef des forces armées d'une Partie et le poste de direction ou de contrôle de la circulation aérienne de l'autre Partie.

Section II

Fréquences radio

1. Pour établir des communications radio, selon que de besoin, les fréquences suivantes doivent être utilisées :

- a) entre aéronefs des Parties ou entre un aéronef d'une Partie et le poste de direction ou de contrôle de la circulation aérienne de l'autre Partie : sur la bande VHF, la fréquence 121.5 MHz ou 243.0 MHz, ou, sur la bande HF, la fréquence 4125.0 kHz (autre fréquence : 6215.5 kHz; une fois le contact établi, il convient d'utiliser les fréquences de travail 130.0 MHz ou 278.0 MHz ou 4125.0 kHz;
- b) entre navires des Parties et entre un navire et la terre : sur la bande VHF, la fréquence 156.8 MHz, ou, sur la bande HF, la fréquence 2182.0 kHz;
- c) entre un navire d'une Partie et un aéronef de l'autre Partie : sur la bande VHF, la fréquence 121.5 MHz ou la fréquence 243.0 MHz; une fois le contact établi, il convient d'utiliser les fréquences de travail 130.0 MHz ou 278.0 MHz;

*/ Le terme "commandant" désigne la personne ayant autorité pour commander ou diriger un navire, un aéronef, un véhicule terrestre ou une unité terrestre.

d) entre véhicules terrestres ou unités terrestres des forces armées des Parties : sur la bande VHF, la fréquence 44.0 MHz (autre fréquence : 46.5 MHz), ou, sur la bande HF, la fréquence 4125.0 kHz (autre fréquence : 6215.5 kHz).

2. Les Parties conviennent de procéder aux essais nécessaires pour assurer la fiabilité des voies de communication qu'elles ont approuvées.

Section III

Signaux et phrases

1. Les Parties reconnaissent que l'absence de communications radio peut accroître le danger couru par le personnel et le matériel de leurs forces armées impliqués dans tout incident susceptible de se produire à la suite d'activités militaires dangereuses. Le personnel des forces armées des Parties impliqué dans de tels incidents et qui ne peut établir de communication radio, ou qui établit des communications radio mais sans pouvoir être compris, doit s'efforcer de communiquer en utilisant les signaux visés dans la présente section. En outre, ce personnel doit s'efforcer d'établir des communications avec d'autres membres du personnel de ses forces armées, qui prendront à leur tour des mesures pour régler l'incident en utilisant les voies de communication prévues dans le présent Accord.

2. Les communications entre navires et entre navire et terre doivent s'effectuer en utilisant les signaux et les phrases indiqués dans le Code international des signaux de 1965 et les signaux spéciaux élaborés conformément à l'Accord conclu en 1972 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour la prévention des incidents en haute mer et au-dessus de la haute mer. Les communications entre aéronefs doivent s'effectuer à l'aide des signaux et des phrases destinés à l'interception des aéronefs et aux aéronefs interceptés qui figurent dans les Règles de l'air, annexe 2 de la Convention de 1944 sur l'aviation civile internationale (Convention de Chicago). On peut aussi utiliser les signaux et les phrases supplémentaires figurant au paragraphe 4 de la présente section.

3. Chaque fois que des aéronefs des Parties entreront en contact visuel, leurs équipages passeront sur la fréquence 121.5 MHz ou 243.0 MHz. S'il est nécessaire d'échanger des informations, mais impossible de communiquer dans une langue commune, il faudra s'efforcer de transmettre les informations essentielles et d'accuser réception des instructions à l'aide des phrases visées aux paragraphes 2 et 4 de la présente section. S'il est impossible d'établir une communication radio, il faudra alors utiliser des signaux visuels.

4. Le tableau suivant contient des signaux et des phrases supplémentaires pour les communications entre aéronefs, navires, véhicules terrestres ou unités terrestres, conformément au présent Accord :

SIGNAUX SUPPLEMENTAIRES, PHRASES ET REPONSES APPROPRIEES

| A. SIGNIFICATION DES SIGNAUX/PHRASES | B. SIGNAUX VISUELS POUR AERONEF | C. PHRASES | D. PRONONCIATION | E. REPONSE APPROPRIEE |
|---|--|----------------------|-----------------------|--|
| 1. Vous êtes à proximité de notre territoire national. | Jour et nuit - L'aéronef intercepteur, volant par le travers et parallèlement à l'aéronef intercepté, balance ses ailes, fait clignoter ses feux de navigation à intervalles lents et réguliers et exécute ensuite une série de virages en S à faible inclinaison latérale d'environ 10 degrés de chaque côté de la ligne de vol. | "CLOSE TO TERRITORY" | CLOSE-TO-TERR-I-TORY" | L'aéronef intercepté s'éloigne du territoire national. |
| 2. Vous êtes entré sur notre territoire national. | Jour et nuit - L'aéronef intercepteur, volant par le travers et parallèlement à l'aéronef intercepté, fait rapidement clignoter ses feux de navigation tout en balançant ses ailes et exécute un virage à faible inclinaison (15 à 20 degrés) dans la direction de l'aéronef intercepté. Cette manoeuvre sera accomplie avec une extrême prudence, la distance d'une envergure entre les deux aéronefs devant être respectée. Répéter les signaux jusqu'à ce que l'aéronef intercepté accuse réception ou établis le contact radio. | "TERRITORY ENTERED" | TERR-I-TORY EN-TERED | L'aéronef intercepté doit se conformer aux instructions de l'aéronef intercepteur. |
| 3. J'ai besoin d'atterrir. | Jour et nuit - L'aéronef fait clignoter rapidement à plusieurs reprises ses feux de navigation tout en balançant les ailes, et exécute ensuite une légère manoeuvre de marsouinage. | "REQUEST LANDING" | RE-QUEST LAN-DING | L'aéronef intercepteur prête assistance à l'aéronef intercepté. |

| A. SIGNIFICATION DES SIGNAUX/PHRASES | B. SIGNAUX VISUELS POUR AERONEF | C. PHRASES | D. PRONONCIATION | E. REPONSE APPROPRIEE |
|--|---|---------------------|-------------------------|--|
| 4. Je demande communication radio sur 130,0 MHz ou 278,0 MHz (le contact initial est établi sur 121,5 MHz ou 243,0 MHz) | Jour et nuit - Si les fréquences 121,5 MHz et 243,0 MHz sont hors service, l'aéronef fait clignoter continuellement ses feux de navigation en alternance (un signal long, un signal court) tout en balançant les ailes. | "RADIO CONTACT" | RA-DI-O CON-TAC | Accuser réception de la demande de communication radio émise par un aéronef, un navire, un poste de direction ou de contrôle de la circulation aérienne en se servant de la phrase "RADIO CONTACT". Une fois le contact établi, passer sur 130,0 MHz ou 278,0 MHz. |
| 5. Mon aéronef demande contact radio avec votre navire sur 121,5 MHz ou 243,0 MHz. | Jour et nuit - L'aéronef exécute autour du navire des virages à gauche à une distance et une altitude sûres jusqu'à ce que le contact radio soit établi. | "RADIO CONTACT" | RA-DI-O CON-TAC | L'aéronef et le navire établissent le contact radio en échangeant la phrase "RADIO CONTACT"; tous deux passent ensuite sur 130,0 MHz ou 278,0 MHz, selon que de besoin, aux fins de communication radio. |
| 6. Il y a un niveau d'interférence dangereux avec mon réseau de commandement et de contrôle (Transmettre la phrase sur fréquence contact.) | Aucun | "STOP INTERFERENCE" | STOP IN-TER-FER-ENCE | Déterminer les causes de l'interférence et, selon qu'il y a lieu, mettre fin aux activités qui en sont la source. |
| 7. L'usage que je compte faire d'un laser risque de créer des dangers dans ce secteur. (Transmettre la phrase sur fréquence contact.) | Aucun | "LASER DANGER" | LAS-ER DAN-GER | Prendre toutes dispositions pour protéger le personnel ou le matériel. |
| 8. Niveau dangereux de rayonnement laser. (Transmettre la phrase sur fréquence contact.) | Aucun | "STOP LASER" | STOP LA-SER | Etudier la situation et, le cas échéant, mettre fin à toute utilisation des lasers susceptible de porter atteinte au personnel ou d'endommager le matériel. |

Section II

Entrée sur le territoire national à la suite d'actions involontaires du personnel

1. Lorsque le personnel des forces armées d'une Partie a établi que le personnel et le matériel des forces armées de l'autre Partie risquent d'entrer ou d'être entrés sur son territoire national à la suite d'actions involontaires, il doit s'efforcer sans relâche d'établir et de maintenir des communications avec le personnel des forces armées de cette autre Partie, comme il est prévu à l'annexe I au présent Accord. Ces communications ont pour but d'alerter le personnel des forces armées de cette autre Partie de la possibilité d'entrée ou de l'entrée effective sur le territoire national; d'éclaircir les raisons et les circonstances de ses actions; de lui recommander de prendre des mesures en vue de prévenir, si possible, cette entrée; ou de lui accorder l'assistance appropriée.

2. Le personnel des forces armées d'une Partie, une fois prévenu qu'il risque d'entrer sur le territoire national de l'autre Partie, doit prendre si possible des mesures afin d'éviter une telle éventualité.

3. Si le personnel et le matériel des forces armées d'une Partie entrent sur le territoire national de l'autre Partie, ce personnel doit prendre en considération toute instruction reçue du personnel des forces armées de l'autre Partie qui correspond aux circonstances existantes et, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article VIII du présent Accord, doit quitter le territoire ou se rendre dans un endroit désigné. Les procédures prévues au paragraphe 4 de la section I de la présente annexe sont applicables au personnel et au matériel qui sont arrivés à l'endroit désigné.

ANNEXE 2

PROCEDURES POUR LE REGLEMENT D'INCIDENTS RELATIFS A L'ENTREE
SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

La présente annexe établit les procédures à suivre en vue de régler rapidement, par des moyens pacifiques, tout incident susceptible de se produire lors de l'entrée sur le territoire national de l'une des Parties du personnel et du matériel des forces armées de l'autre Partie, en raison de circonstances dues à un cas de force majeure ou à la suite d'actions involontaires, comme il est indiqué au paragraphe 1 a) de l'article II.

Section I

Entrée sur le territoire national en raison de circonstances dues
à un cas de force majeure

1. Lorsque le personnel des forces armées d'une Partie se rend compte que, en raison de circonstances dues à un cas de force majeure, il risque d'entrer ou d'être entré sur le territoire national de l'autre Partie, il doit s'efforcer sans relâche d'établir et de maintenir des communications avec les forces armées de l'autre Partie, comme il est prévu à l'annexe I du présent Accord.

2. Dès réception d'une communication provenant du personnel des forces armées d'une Partie qui se rend compte qu'il risque d'entrer ou d'être entré sur le territoire national de l'autre Partie, le personnel des forces armées de cette autre Partie doit lui fournir les instructions appropriées concernant les mesures à prendre et lui prêter assistance dans les limites des moyens disponibles.

3. Si le personnel et le matériel des forces armées d'une Partie entrent sur le territoire national de l'autre Partie, ce personnel doit prendre en considération toute instruction reçue du personnel des forces armées de l'autre Partie qui correspond aux circonstances existantes et, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article VIII du présent Accord, doit quitter le territoire ou se rendre dans un endroit désigné.

4. Le personnel des forces armées d'une Partie qui est entré sur le territoire national de l'autre Partie, lorsqu'il est arrivé à l'endroit désigné par le personnel des forces armées de cette autre Partie, doit se voir accorder :

- a) La possibilité d'entrer en contact dès que possible avec l'attaché des forces armées ou les autorités consulaires de sa Partie;
- b) L'accueil voulu et la protection de son matériel;
- c) L'aide nécessaire pour réparer son matériel afin de faciliter son départ du territoire national, et pour quitter ce territoire dès que possible.

DECLARATIONS CONVENUES
DANS LE CADRE DE L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS
D'AMERIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIETIQUES SUR LA PREVENTION D'ACTIVITES MILITAIRES DANGEREUSES

Dans le cadre de l'Accord entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la prévention d'activités militaires dangereuses, les Parties sont convenues de ce qui suit :

Première déclaration convenue. En cas d'entrée du personnel et du matériel des forces armées d'une Partie sur le territoire national de l'autre Partie en raison de circonstances dues à un cas de force majeure ou à la suite d'actions involontaires de ce personnel, comme il est prévu au paragraphe 1 a) de l'article II de l'Accord entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la prévention d'activités militaires dangereuses, les procédures prévues dans les annexes 1 et 2 dudit Accord seront appliquées, que cette autre Partie ait eu connaissance ou non des circonstances d'une telle entrée.

Deuxième déclaration convenue. Comme il est indiqué à l'article VIII de l'Accord entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la prévention d'activités militaires dangereuses, ledit Accord ne porte pas atteinte aux droits de navigation en vertu du droit international, y compris au droit de passage inoffensif des navires de guerre.

Le Président du Comité
des chefs d'état-major

(Signé)

Le Chef d'état-major
des Forces armées de l'URSS

(Signé)